

# **Articles politiques**

**Idées, organisation et pratique anarchistes**

Malatesta Errico, Frank Mintz, Israël Renov

2019

# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
Malatesta et notre époque	6
Biographie de Malatesta (1853-1932)	8
<b>Positions théoriques</b>	<b>13</b>
Un peu de théorie	14
Le but des anarchistes	20
Les anarchistes et le sentiment moral	22
Le problème de l'amour	24
Vers l'anarchie	27
<b>Positions pratiques</b>	<b>30</b>
L'organisation I	31
L'organisation II	33
Un projet d'organisation anarchiste	36
À propos de la « Plateforme »	42
L'organisation des masses ouvrières contre le gouvernement et les patrons	47
Le Congrès d'Amsterdam 1907	49
Syndicalisme et anarchisme	55
Entre paysans	59
<b>La question agraire</b>	<b>69</b>
En période électorale	75
Anarchistes « électionnistes »	77

<b>Sur la fameuse franc-maçonnerie</b>	<b>80</b>
<b>Rabâchages autoritaires</b>	<b>81</b>
<b>Sur les attentats contre des personnalités</b>	<b>83</b>
<b>Capitalistes et voleurs</b>	<b>84</b>
<b>L'État « socialiste »</b>	<b>86</b>
<b>La pratique révolutionnaire</b>	<b>89</b>
<b>Présentation de la semaine rouge d'Ancône</b>	<b>90</b>
<b>La semaine rouge</b>	<b>92</b>
<b>L'occupation des usines</b>	<b>94</b>
<b>Le mouvement des métallurgistes</b>	<b>95</b>
<b>Aux ouvriers métallurgistes !</b>	<b>96</b>
<b>Tout n'est pas fini !</b>	<b>97</b>
<b>Anarchisme et dictature</b>	<b>98</b>
<b>Les anarchistes et les socialistes : affinités et contrastes</b>	<b>101</b>
<b>Les deux voies : réformes ou révolution</b>	<b>104</b>
<b>Les deux voies : liberté ou dictature</b>	<b>107</b>
<b>Socialistes et anarchistes : la différence essentielle</b>	<b>110</b>
<b>Enfin : qu'est-ce que la « dictature du prolétariat » ?</b>	<b>112</b>
<b>La psychose autoritaire du Parti socialiste</b>	<b>114</b>
<b>Communisme et anarchisme</b>	<b>116</b>
<b>Russie : dictature et révolution</b>	<b>117</b>
<b>Action et discipline</b>	<b>120</b>
<b>Le danger de la cocaïne</b>	<b>123</b>
<b>La grève générale</b>	<b>124</b>
<b>Pour demain</b>	<b>126</b>
<b>Mussolini au pouvoir</b>	<b>127</b>
<b>Pour la prochaine insurrection</b>	<b>129</b>

La nouvelle crise	131
<b>Dans le fascisme</b>	<b>132</b>
Idéalisme et matérialisme	133
Autour de « notre » anarchisme	135
La terreur révolutionnaire	137
Les matières premières et le socialisme	139
Quelques considérations sur le régime de la propriété après la révolution	140
Les anarchistes dans la période actuelle	144
Questions de tactique	147
Sacco et Vanzetti	150
Michel Bakounine	151
<b>Pierre Kropotkine</b>	<b>152</b>
Sur l'émigration	159
Sur les élections et l'Espagne en 1931 et la justice	160
Sur l'Espagne	162
Sur l'Espagne et le syndicalisme	164
Sur lui-même et l'Espagne	165
La mort de Malatesta	167
<b>Indications bibliographiques</b>	<b>168</b>
<b>Liste des sigles et acronymes</b>	<b>170</b>

# Introduction

# Malatesta et notre époque

QUEL EST LE LEGS d'Errico Malatesta aujourd'hui ? Quatre grandes questions, une partie de l'héritage de Malatesta, surgissent des textes écrits entre 1892 et 1931 et présentés dans cet ouvrage :

(1) L'exploitation sociale impitoyable des travailleurs avec ou sans emploi se perpétue : « On sait que dans une seule grande bataille, on tue plus de gens que dans la plus sanglante des révolutions ; que des millions d'enfants meurent en bas âge chaque année faute de soins ; que des millions de prolétaires meurent prématurément du mal de misère. » En 2017, 785 millions de pauvres existent sur notre planète selon la FAO (Food and Agriculture Organization, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Et le capitalisme met en danger, par sa cécité inhérente, l'espèce humaine et la Terre.

(2) Une révolution sociale libertaire est nécessaire :

Les anarchistes l'ont dit mille fois, et toute l'histoire le confirme : propriété individuelle et pouvoir politique sont deux maillons de la chaîne qui opprime l'humanité, les deux tranchants de la lame du poignard du criminel. Il est impossible de se libérer de l'une sans se libérer de l'autre. [...] Ce qui importe le plus, c'est que le peuple, tous les hommes, perdent les instincts et les habitudes moutonniers, inculqués par un esclavage millénaire, pour apprendre à penser et agir librement. Et c'est à cette œuvre d'émancipation morale que les anarchistes doivent se consacrer avant tout.

Malatesta écrit ces lignes dans l'Italie de Mussolini et il connaît aussi bien les tares de l'Union soviétique depuis 1917 que celles des démocraties bourgeoises de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. Quatre-vingt-dix ans plus tard, la situation est sensiblement la même.

(3) Des antagonismes divisent encore les libertaires :

Et certains se sont éloignés de toutes les associations ouvrières qui proposent la résistance et l'amélioration des conditions dans l'ordre actuel des choses, ou ils s'y sont mêlés avec le but avoué de les désorganiser. [...] Comment la même tactique pourrait-elle être adoptée par les *éducationnistes* persuadés qu'il suffit de la propagande et de l'exemple de quelques-uns pour transformer graduellement les individus et, par conséquent, la société, et les *révolutionnaires* convaincus de la nécessité d'abattre par la violence une situation qui ne se maintient que par la violence [...].

(4) La révolution doit être faite selon les valeurs anarchistes :

Nous devons faire comme le chirurgien qui coupe quand il faut, mais évite d'infliger d'inutiles souffrances : en un mot, nous devons être inspirés par le sentiment de l'amour des hommes, de tous les hommes. [...] C'est de Bakounine que vient la critique radicale toujours vivante du principe de l'autorité et de l'État qui l'incarne. Elle est toujours vivante, la lutte contre leurs mensonges, contre les deux formes servant à opprimer et à exploiter les masses : la démocratique et la dictatoriale. [...] Et surtout, la haine intense de tout ce qui dégrade et humilie l'homme, l'amour illimité pour la liberté, toute la liberté, sont toujours vivants.

Ces quatre problèmes vitaux, Errico Malatesta les a toujours liés à son action incessante contre les autoritaires et pour stimuler ses camarades afin de préparer l'insurrection. Il a secoué, remis en question des fondements de l'anarchisme : le syndicalisme, une grande partie des idées de Bakounine et de Kropotkine, et l'attitude libertaire optimiste vis-à-vis des masses en période révolutionnaire.

Pourtant, les articles de Malatesta sur deux périodes quasiment insurrectionnelles, Ancône en 1914 et les occupations d'usines en 1920, sont une démonstration des capacités spontanées et libertaires des syndicalistes et des foules d'« inconnus » :

*À l'œuvre donc, cheminots, marins, mineurs, travailleurs agricoles, des moulins, des fabriques de pâtes, des ports et de toutes les industries.* Emparez-vous des richesses qui sont à votre portée, chassez les patrons, et mettez-vous tous d'accord pour poursuivre la production et l'échange des produits. Vous avez fait la révolution sans verser une goutte de sang.

En Italie, l'anarchisme ne s'est pas enraciné parmi les travailleurs agricoles et industriels ni chez les militants issus de la bourgeoisie de gauche. La lenteur de la prise de conscience populaire et le carcan des partis et des syndicats italiens, les désaccords répétitifs entre les camarades, la corruption et l'égarement moral de son pays ont certainement accentué chez Malatesta la recherche inquiète de l'équilibre et du bon sens.

Les critiques idéologiques et pratiques de Malatesta sont implacablement anarchistes et, depuis la Première Guerre mondiale, aucun secteur de la gauche italienne (qui va de Mussolini – alors socialiste impétueux en paroles – à Nenni et Bordiga, sous-entendu Gramsci et Togliatti) n'a mené une réelle politique prolétarienne. Malatesta fouette les lâchetés des autoritaires et, souvent, des libertaires, et il défend une insurrection préparée et efficace.

C'est cette persévérance malgré l'impasse qui rend Errico Malatesta profondément actuel. Les sociétés capitalistes démocratiques-autoritaires sur le plan interne et dictatoriales à l'étranger, comme les dictatures athées et religieuses, de l'Iran à la Corée du Nord, constituent aujourd'hui le même bloc totalitaire que celui qu'a connu Malatesta. L'insurrection anarchiste morale et matérielle réfléchie qu'il nous propose est une riposte toujours aussi solide.

Frank Mintz (Israël Renov)

# Biographie de Malatesta (1853-1932)

« LE MEILLEUR [ET SEUL] LIVRE de Malatesta, c'est sa vie. Il n'est donc pas possible de comprendre sa figure historique par la valeur éternelle de sentiment et de pensée qu'il a laissée dans ses écrits, sans tenir compte de l'itinéraire complet de sa longue existence liée au mouvement social et révolutionnaire de plus d'un demi-siècle. D'où la nécessité, avant de passer à une exposition suffisamment complète de ses idées, de connaître, pour le moins sommairement, l'histoire de sa vie<sup>1</sup>. »

Le camarade que nous citons a été, avec Malatesta, un des organisateurs du mouvement anarchiste italien. Luigi Fabbri (1877-1935) représente une génération plus jeune et non moins courageuse et réfléchie que celle de Malatesta. Son livre *Dictature et révolution*, écrit en 1921, sur l'Union soviétique, est la première analyse anarchiste du marxisme-léninisme au pouvoir. Fabbri s'est échappé de l'Italie fasciste en 1926 pour se réfugier en Uruguay où il éditait une revue d'étude. C'était un ami très proche de Malatesta et il est une source d'informations.

Errico Malatesta naît le 14 décembre 1853 près de Naples. Sa famille est riche, il étudie chez les piaristes (ordre religieux voué à l'enseignement), où il connut Saverio Merlino<sup>2</sup>.

À 14 ans, il adresse une lettre insolente et menaçante au roi Victor Emmanuel II. Il est arrêté. Grâce à ses relations, son père le fait sortir de prison. Malatesta est républicain, mais Mazzini, protagoniste de l'unification de l'Italie, refuse son adhésion, le trouvant trop socialiste.

Malatesta entend alors parler de l'Internationale (Association internationale des travailleurs, AIT) et la retrace. Il connaît Fanelli<sup>3</sup>, Gambuzzi<sup>4</sup>. En 1871, il est internationaliste. Il collabore avec Cafiero<sup>5</sup> à *L'Ordine* et à *La Campana* de Naples. Il se donne également corps et âme à la Fédération italienne et abandonne ses études de médecine. Il devient la bête noire de la police. En vue du Congrès de Saint-Imier en septembre 1872, il rencontre Bakounine et participe aux travaux de l'Alliance.

L'Alliance était un groupe révolutionnaire qui ne voyait aucun moyen pacifique pour persuader les capitalistes d'accepter l'égalité économique et de cesser d'exploiter la grande majorité des populations du globe. Cette vision était très claire pour les Italiens du sud du pays, comme le Napolitain Malatesta. L'Alliance aurait voulu inciter l'AIT à suivre sa position. Mais celle-ci était et voulait rester une sorte de centrale syndicale aspirant à un changement social progressif et, selon Marx, grâce à des députés ouvriéristes, à un grand parti prolétarien ensuite, qui imposerait des lois muselant le capitalisme.

L'AIT et l'Alliance ne pouvaient cohabiter à cause des expériences sociales de pays différents de Karl Marx et de Michel Bakounine. Malatesta avait sans doute pensé que les canons et la mitraille à Paris en 1871, en Allemagne en 1919, étaient semblables aux canons et à la mitraille que le tzar tenta d'opposer aux grévistes et aux soldats insurgés en février 1917 à Petrograd, puis que ses partisans utilisèrent de 1919 à 1920.

Malgré sa grande énergie, Malatesta était de santé fragile (son médecin croyait qu'il atteindrait difficilement l'âge de 24 ans). Bakounine dit alors de lui : « Dommage qu'il soit si malade ! Nous le perdrons bientôt ; il n'en a pas pour six mois ! »

---

<sup>1</sup> Luigi Fabbri, *Malatesta : Su vida y su pensamiento*, Buenos Aires, AméricaLee, 1945, p. 60.

<sup>2</sup> Saverio Merlino (1877-1930), d'abord anarchiste et compagnon de Malatesta puis, à partir de 1897, socialiste. « Comme anarchiste, il tendait toujours à se caractériser comme anti-individualiste : comme socialiste, il tendait à se caractériser comme anti-autoritaire » (introduction à *Concezione critica del socialismo libertario* de Merlino, Florence, De Silva / La Nuova Italia, 1957, p. xxix-xxx). À la mort de Merlino, Malatesta fit une évocation qui finit par : « Sur sa tombe, nous déposons la fleur de la reconnaissance, en espérant que la nouvelle génération sera en mesure de connaître son œuvre anarchiste qu'elle ignore totalement. »

<sup>3</sup> Giuseppe Fanelli (1827-1877), militant et volontaire dans des insurrections avec Mazzini, puis Garibaldi. Devenu partisan de Bakounine, ce dernier le charge d'organiser l'AIT en Espagne en 1868 et de présenter la vision anti-autoritaire.

<sup>4</sup> Carlo Gambuzzi (1837-1902), militant actif proche de Garibaldi puis de Bakounine.

<sup>5</sup> Carlo Cafiero (1846-1892) étant à Londres, il adhère à l'AIT et adopte les idées de Marx et d'Engels. Délégué de l'AIT en Italie, il devient ami de Bakounine et militant actif. Emprisonné durant seize mois après l'insurrection préparée avec Malatesta, il rédige un abrégé



En 1873, Malatesta passe six mois en prison à Trani, sans motif. Il discute avec le directeur de la prison qui a de la sympathie pour lui. En 1874, les mouvements insurrectionnels préparés par des bakouninistes éclatent. La police, avertie, fait échouer ces mouvements. Malatesta se trouve dans les Pouilles. Il s'enfuit dans une charrette de foin, mais il est reconnu et de nouveau incarcéré à la prison de Trani. Le procès en 1875 devient une tribune pour la propagande en faveur de l'Internationale et c'est l'acquittement. Malatesta rejoint Bakounine et Cafiero en Suisse. Il part en Espagne, on ne sait pas exactement ce qu'il y fait. À Naples, il devient franc-maçon, espérant comme Bakounine y exercer une certaine influence, mais deux ans plus tard, il ne l'est plus « et, depuis lors, il combattit toujours la franc-maçonnerie comme son adversaire le plus intransigeant<sup>6</sup> ».

En 1875, malgré les conseils de Bakounine, il part en Hongrie pour participer à l'insurrection de l'Herzégovine contre les Turcs. Il est arrêté et remis à la police italienne.

Lors de la préparation du Congrès de l'Internationale à Florence (1876), la question du collectivisme et du communisme apparaît<sup>7</sup>. À ce congrès, tenu d'abord à Florence, puis dans les environs et enfin dans un bois (à cause de la police), on adopte la formule « À chacun selon ses propres forces, à chacun selon ses besoins ». Malatesta est nommé, ainsi que Cafiero, délégué pour le Congrès de Berne où il présente le communisme anarchiste.

Malatesta et Cafiero préparent ensuite une insurrection dans une région de paysans pauvres, la région de Bénévent (au nord de Naples). Ils cherchent de l'argent, rencontrent Kropotkine sans résultat. Finalement, Cafiero vend ce qui lui restait de biens. Ce mouvement de 1877 a une valeur d'exemple. Le révolutionnaire russe Serge Stepniak (Krastchinski<sup>8</sup>) y participe. Malgré l'action de la police, Cafiero, Stepniak et Malatesta, ainsi qu'une trentaine d'internationalistes, armés, drapeau rouge en tête, prennent le village de Lentino. Des armes sont distribuées à la population, les documents officiels brûlés. Ensuite ils vont à Gallo. Partout, ils font des discours, la population écoute, mais ne participe pas. L'armée intervient, la situation est désespérée. Malatesta et Cafiero, bien que sachant comment fuir, restent sur place et sont arrêtés.

L'équipée a duré douze jours, un carabinier a été tué, un autre blessé. En prison, Cafiero écrit *Abrégé du Capital*, Stepniak *La Russie souterraine*, Malatesta un rapport des faits pour l'AIT.

Au procès, tous déclarent avoir tiré sur les carabiniers, mais le jury les acquitte. Parmi les avocats, il y a Saverio Merlino. Celui-ci, se souvenant de Malatesta, s'était offert à le défendre. En lui expliquant les faits, Malatesta en fait un internationaliste et un anarchiste.

Malatesta revient à Naples en 1878 et est constamment surveillé par la police. Il a dépensé son héritage pour financer la propagande. Il part pour un temps en Égypte. Le consul italien l'expulse à Beyrouth, de là, celui de Beyrouth l'envoie à Smyrne. Sur un bateau français, il se lie d'amitié avec le capitaine, qui le garde à bord jusqu'en Italie. À Livourne, la police veut l'arrêter, le capitaine refuse de le livrer. Finalement, Malatesta descend à Marseille et va à Genève, où il aide Kropotkine à publier *Le Révolté*. Épuisé, il part en Roumanie, puis en France (1879). De nouveau expulsé, il va en Belgique, puis à Londres. Il y demeure et travaille comme vendeur de glaces et de bonbons avant d'ouvrir un atelier de mécanique.

Le dernier Congrès de l'AIT a lieu à Londres. Malatesta propose (Kropotkine, Merlino, Louise Michel, etc., étant présents) « une nouvelle organisation semblable à l'Internationale, qui conserve son nom, mais qui accentue ses principes dans un sens révolutionnaire ». Pratiquement, il n'obtint aucun résultat, surtout à cause de l'esprit anti-organisateur des anarchistes français. « Nous sommes des doctrinaires impénitents », alla-t-il jusqu'à dire. Malheureusement, un policier français prit part au congrès, sous le nom de Serreaux. Il dirigeait *La Révolution sociale*, à laquelle participaient Louise Michel, Cafiero et d'autres. Il donna de nombreux renseignements à la police italienne.

---

du *Capital* de Marx, que Marx apprécie.

<sup>6</sup> Fabbri, *Malatesta, op. cit.*, p. 72. Voir également « Sur la fameuse franc-maçonnerie ».

<sup>7</sup> « Quelle différence entre le collectivisme et le communisme ? Kropotkine et Merlino l'ont très bien expliquée. Nous nous contenterons de dire qu'on appelle collectiviste le système qui voit la solution de la question sociale dans la communauté, au profit de la collectivité, des moyens de production ; tandis que le communisme est la doctrine de la communauté de biens appliquée, non seulement aux moyens de production, mais aussi aux objets de consommation. » (Malatesta, cité par *Le Réveil*, novembre 1941.)

<sup>8</sup> Anarchiste russe exilé, mort à Londres en 1895, auteur de nombreux livres antitsaristes.

Malatesta quitte Londres (1882) pour rejoindre les Égyptiens en révolte contre les Européens. Il n'y parvient pas et rentre clandestinement en Italie. Arrêté, il est relâché peu après, grâce à une nouvelle loi judiciaire supprimant la détention préventive. Il fonde *La Questione Sociale*, où il attaque le patriotisme, la franc-maçonnerie et le parlementarisme.

En 1884, Merlino, Malatesta et d'autres camarades, qui avaient l'intention de lancer le journal anarchiste *Il Popolo*, sont arrêtés sous prétexte de conspiration contre la sécurité de l'État. Un tribunal les condamne à quatre et trois ans de prison, ils font appel et sont remis en liberté provisoire. Une épidémie de choléra éclate à Naples. Malatesta et des camarades se portent volontaires pour soigner les malades. Rocco Lombardo et Antonio Valdre meurent, mais Galileo Palia et Malatesta se distinguent par leur courage et leur esprit de sacrifice. Malatesta, ex-étudiant en médecine, dirige une section de malades dans laquelle le pourcentage de guérisons est le plus élevé. Un décret officiel le remercie, il récusé cet honneur. Lorsque l'épidémie cesse, les anarchistes quittent Naples en publiant un manifeste : « La cause véritable du choléra est la misère, et le seul remède efficace pour éviter son retour ne peut être que la révolution sociale. »

Le procès pour l'affaire du journal *Il Popolo* reprend, les condamnés s'enfuient. Malatesta doit être enfermé dans une caisse de machine à coudre pour échapper à la police. Il s'embarque pour l'Amérique du Sud. Auparavant, il avait publié une brochure, *Entre paysans*, dont le texte avait la forme d'un dialogue.

Arrivé à Buenos Aires en 1885, Malatesta installe un atelier de mécanique et publie un journal italien, *La Questione Sociale*. Il organise des sections ouvrières de résistance. En 1885, on découvre de l'or en Patagonie. Malatesta et des camarades s'y rendent, espérant trouver des fonds pour la propagande. Après des aventures rocambolesques, ils retournent à Buenos Aires, où Malatesta, sauf quelques visites à Montevideo, restera jusqu'en 1889.

En 1889, il rentre en Europe et publie à Nice *L'Associazione*, mais, interdit de séjour en France, il doit partir précipitamment pour Londres. Il y ouvre de nouveau un atelier de mécanique. Il fait des voyages clandestins en France et en Italie, mais il est arrêté en Suisse et revient à Londres, où il doit polémiquer avec d'autres anarchistes sur les attentats, les syndicats, etc. En 1892, il va en Espagne. La police ne peut l'arrêter au cours de voyages clandestins qu'il fait en Belgique et en Italie. À Londres, Malatesta et tous les anarchistes réfugiés décident d'intervenir au Congrès international ouvrier socialiste (1896). Malatesta est le délégué des Espagnols. Il y a aussi Pelloutier, Gori, Landauer et Nieuwenhuis (Pays-Bas). Les marxistes, étant en majorité, votent l'exclusion des anarchistes et des socialistes antiparlementaires. Les socialistes antiparlementaires, membres du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR) de Jean Allemane, typographe ex-communard, étaient aussi appelés allemanistes.

Revenu incognito en Italie, Malatesta polémique dans *L'Agitazione* avec Merlino à la suite de son passage au parlementarisme. La conséquence est que Merlino n'est suivi par presque aucun anarchiste italien. Malatesta attaque les individualistes et les marxistes, le spontanéisme de Kropotkine, il insiste « sur la nécessité d'organiser l'anarchisme en parti et propage, pour la première fois en Italie, la méthode syndicale de l'action directe ouvrière<sup>9</sup> ». Le journal était estimé même par ses adversaires. La police ne parvient pas à arrêter Malatesta, mais, neuf mois après son arrivée, la femme d'un camarade croyant être trompée fait un scandale devant la maison où se cache Malatesta, le lieu des prétendues « turpitudes » de son mari. Découvert et arrêté, Malatesta est remis en liberté, sa condamnation à trois ans de prison étant caduque.

De nouveau arrêté avec des camarades pour association de malfaiteurs, Malatesta en profite et lance une campagne pour « la liberté d'association » qui réussit « pleinement » : les anarchistes ne seront plus considérés comme malfaiteurs, mais comme agents subversifs ! Déjà condamné à six mois de prison, il est envoyé, à la suite de troubles sociaux, en réclusion à l'île d'Ustica, puis à celle de Lampedusa. Il s'en évade avec deux camarades en 1899, gagne Malte, Londres, puis Paterson aux États-Unis. Malatesta continue à s'occuper du journal *La Questione Sociale* et doit polémiquer avec l'individualiste Ciancabilla et son journal *L'Aurora*. Au cours d'une discussion animée, un camarade « énervé » tire sur lui un coup de revolver et le blesse à la jambe.

---

<sup>9</sup> Fabbri, *Malatesta, op. cit.*, p. 108.

Malatesta fait des conférences, dans un climat plus calme. Il rédige « Notre programme », va à Cuba et revient à Londres (1900). Là, il reprend son atelier de mécanique (et d'électricité) dans le quartier d'Islington. Il publie divers journaux : *L'Internazionale*, *Lo Sciopero Generale*, etc.

La participation de Malatesta au Congrès international anarchiste d'Amsterdam en 1907 est célèbre, car il s'oppose à Monatte sur la question syndicale (voir le compte-rendu qu'il en donne).

En 1910, un terroriste russe qui travaillait à l'atelier avec Malatesta est surpris en flagrant délit de vol et est tué après une bataille rangée avec la police. Malatesta n'est pas inquiet. Il écrit sur cet épisode « Capitalistes et voleurs » (voir cet article). À la suite de provocations de la part d'un anarchiste, en réalité agent du gouvernement italien, il manque d'être expulsé de Grande-Bretagne.

En 1913, Malatesta rentre en Italie et rencontre Benito Mussolini (socialiste à cette époque), directeur d'*Avanti!*, le plus important journal ouvrier. Il calme les querelles personnelles parmi les anarchistes, prend des contacts avec les autres organisations révolutionnaires, fait des conférences, encourage les syndicalistes (1914). Il revoit Mussolini et discute longuement avec lui de la révolution. Mussolini était sceptique. Malatesta conclut en disant à Fabbri : « Tu as entendu ? Il appelle hypercritiques Barni et Tancredi<sup>10</sup> ; mais lui aussi est un hypercritique et rien d'autre. Cet homme est révolutionnaire seulement dans son journal. Il n'y a rien à faire avec lui<sup>11</sup> ! »

À Ancône, lors de manifestations antimilitaristes auxquelles participe Malatesta, la police tire, le peuple s'empare de la ville. Les syndicats décrètent la grève générale. C'est la « semaine rouge ». Mais l'armée intervient. Mussolini soutient le mouvement en parole, mais ne fait rien. Malatesta fuit, non sans déclarer : « Nous continuerons, préparant la révolution libératrice qui devra assurer à tous la justice, la liberté et le bien-être. »

Il est de nouveau à Londres, toujours électricien-mécanicien. Après la publication en 1916 d'un manifeste de Pierre Kropotkine en faveur de la France et de l'Angleterre qui seraient des nations progressistes par rapport à l'Allemagne, manifeste que signent une douzaine d'autres anarchistes, Errico Malatesta réagit devant cette prise de position chauviniste incompréhensible et écrit le texte « Les anarchistes ont-ils oublié leurs principes ? »

En 1919, il retourne en Italie, à Gênes où il est accueilli par une foule de sympathisants. Il commence une série de conférences sur la nécessité de la révolution. Le fameux quotidien *Corriere della Sera* (20 janvier 1920) le dépeint comme suit : « L'anarchiste Malatesta est aujourd'hui un des plus grands personnages de la vie italienne. Les foules des villes courent à sa rencontre, et ne lui livrent pas les clés des portes, comme c'était jadis la coutume, uniquement parce qu'il n'y a plus de clés ni de portes. »

Il engage des négociations avec les socialistes pour faire la révolution. La police essaie de provoquer des désordres et de l'assassiner. Malgré les obstacles légaux, *Umanità Nova*, journal de Malatesta, tire à 50 000 exemplaires. Malatesta donne une impulsion anarchiste à l'Unione Sindacale Italiana (Union syndicaliste italienne, USI) d'influence anarchiste.

En 1920, un soulèvement a lieu à Ancône, des centaines d'usines de métallurgie, de chimie, etc., sont occupées. Mais le mouvement est trahi par l'attitude des sociaux-démocrates de la Confederazione generale italiana del lavoro (Confédération générale italienne du travail, CGIL), qui donnent l'ordre d'évacuer les usines en échange de futures améliorations qui n'arriveront jamais.

Après une réunion anarchiste à Bologne, où Malatesta a pris la parole, des incidents éclatent ; il y a des victimes et des blessés du côté des ouvriers et de la police. Malatesta et les camarades chargés de la rédaction d'*Umanità Nova* sont arrêtés. Les protestations se multiplient, des attentats fascistes ont lieu. En mars 1921, une bombe est lancée au théâtre Diana à Milan, tuant 17 personnes et faisant une centaine de blessés. Il s'agissait, hélas, d'un attentat commis par des anarchistes individualistes (peut-être manipulés par des provocateurs<sup>12</sup>). Les fascistes attaquent et détruisent les locaux d'*Umanità Nova*. Malatesta, dans sa propagande, tout en comprenant et expliquant des faits semblables comme le résultat inévitable des injustices sociales et des provocations des classes privilégiées, avait toujours souligné son opposition à ces attentats aveugles (voir « Un peu de théorie »).

---

<sup>10</sup> « Giulio Barni était un syndicaliste révolutionnaire alors très populaire, mort ensuite pendant [la Première Guerre mondiale]. Libero Tancredi (pseudonyme de Massimo Rocca), alors anarcho-individualiste, puis nationaliste pendant la guerre, ensuite fasciste ; avant ami, puis ennemi de Mussolini. » (Note de Luigi Fabbri dans l'édition publiée à Barcelone en 1936 de *La vida de Malatesta*).

<sup>11</sup> Fabbri, *Malatesta*, op. cit., p. 130.

<sup>12</sup> Hypothèse de Giampietro N. Berti dans *Il buon senso della rivoluzione*, Milan, Elèuthera, 1999.

Dans ce cas, Malatesta éprouva la sensation déchirante que l'affection qu'on lui portait n'était pas étrangère à cet acte.

Le procès de Malatesta et de ses amis (Saverio Merlino est toujours son avocat) se termina par un acquittement général.

En dépit de ce fait, qui montre que des espaces de liberté et de critiques subsistaient, l'alliance du patronat, des classes dirigeantes, du gouvernement et de la monarchie stimule le fascisme qui, de plus en plus violent, passe du statut de groupes de nervis briseurs d'organisations de gauche à celui de parti-organe de police suivant ses normes de répression... Contre cet étouffement prévisible de toute liberté dans le pays, Malatesta favorise la formation de groupes armés.

En juillet 1922, la grève générale est proclamée par l'Alliance du travail (union de divers syndicats sur l'impulsion de Malatesta), mais le fascisme la décime par la force. Puis, en octobre, c'est la « marche sur Rome » (une manipulation médiatique bien orchestrée) et, dans la capitale, les fascistes brûlent un portrait de Malatesta sur la place Cavour. *Umanità Nova* est interdit. Malatesta reprend son métier d'électricien à 69 ans. La police le suit ostensiblement partout où il va travailler.

En 1924, la revue *Pensiero e Volontà* apparaît. Le fascisme à ses débuts ne touche pas à la liberté de presse, y compris pour la gauche<sup>13</sup>. Mais la censure se fait de plus en plus sévère et la revue est interdite en 1926. L'atelier de Malatesta est détruit par les fascistes. Il est obligé d'accepter l'aide des camarades pour survivre, lui, sa compagne Elena Melli (ils sont unis depuis 1921) et sa fille. Des offres de fuite lui sont faites, mais il les refuse, voulant rester en Italie au cas où le régime tomberait (voir « Sur l'émigration »).

Au moment de la République espagnole, « il aurait voulu partir, mais alors il était déjà trop tard<sup>14</sup> ». Une brigade de police est installée près de sa maison et le surveille nuit et jour. Sa santé s'affaiblit. Il réussit à faire passer des articles pour *Il Risveglio / Le Réveil* de Genève et *L'Adunata dei Refrattari* de New York. Les attaques broncho-pulmonaires se succèdent. « Franchement, quand on a rêvé et tant attendu, il est douloureux de mourir dans les conditions où je vais peut-être mourir, à la veille, qui sait ? des événements espérés. Mais que veux-tu ? Peut-être n'y a-t-il rien d'autre à faire qu'attendre la fin avec, devant les yeux, l'image de ceux qui m'ont tant aimé et que j'ai tant aimés » (lettre à Bertoni, 30 juin 1932).

Le 21 juillet, il prend ces quelques notes :

*La société aura toujours une tendance à trop s'immiscer dans le domaine individuel (Rienzi). La société ? pourquoi ne pas dire « les gouvernements »<sup>15</sup> ou, plus exactement, « les autres » ? Mais les autres, s'ils ne sont pas les plus forts, s'ils ne sont pas les gouvernements, font peu de mal.*

— Celui qui jette une bombe et tue un passant dit que, victime de la société, il s'est rebellé contre elle. Mais le pauvre mort pourrait dire : « Mais suis-je la société ? »

Malatesta est mort le 22 juillet 1932.

---

<sup>13</sup> Lénine, de son côté, interdit la presse de droite dès octobre 1917.

<sup>14</sup> Fabbri, *Malatesta, op. cit.*, p. 160.

<sup>15</sup> Les premières lignes de la note, citée par Fabbri, sont écrites en français.

# **Positions théoriques**

## Un peu de théorie

LA RÉVOLTE GRONDE PARTOUT ; elle est ici l'expression d'une idée, là le résultat d'un besoin ; plus souvent la conséquence de l'entrelacement des besoins et des idées qui s'engendrent et se renforcent réciproquement. Elle s'attache aux causes du mal ou frappe à côté, elle est consciente ou instinctive, elle est humaine ou brutale, généreuse ou étroitement égoïste, mais elle grandit et s'étend toujours.

C'est l'histoire qui marche : inutile de s'attarder à se plaindre des voies qu'elle choisit, puisque ces voies ont été tracées par toute l'évolution antérieure.

Mais l'histoire est faite par les hommes ; et puisque nous ne voulons pas rester spectateurs indifférents et passifs de la tragédie historique, puisque nous voulons concourir de toutes nos forces à déterminer les événements qui nous semblent plus favorables à notre cause, il nous faut un critère pour nous guider dans l'appréciation des faits qui se produisent, et surtout pour choisir la place que nous voulons occuper dans le combat.

La fin justifie les moyens. On a bien médité de cette maxime. En réalité, elle est le guide universel de la conduite.

On pourrait dire mieux : chaque fin comporte son moyen. La morale, il faut la chercher dans le but ; le moyen est fatal.

Étant donné le but qu'on se propose, par volonté ou par nécessité, le grand problème de la vie, c'est de trouver le moyen qui, selon les circonstances, conduit le plus sûrement et le plus économiquement au but convoité. De la manière dont on résout ce problème dépend, autant que peut dépendre de la volonté humaine, qu'un homme ou un parti atteigne ou non son but, qu'il soit utile à sa cause ou serve, sans le vouloir, la cause ennemie. Avoir trouvé le bon moyen, c'est tout le secret des grands hommes et des grands partis, qui ont laissé leurs traces dans l'histoire.

Le but des jésuites, c'est, pour les mystiques, la gloire de Dieu ; pour les autres, la puissance de la Compagnie. Ils doivent donc tâcher d'abrutir les masses, de les terroriser, de les soumettre.

Le but des jacobins et de tous les partis autoritaires, qui se croient en possession de la vérité absolue, c'est d'imposer leurs idées à la masse des profanes. Ils doivent pour cela tâcher de s'emparer du pouvoir, d'assujettir les masses et, avec leurs conceptions, de fixer l'humanité sur le lit de Procuste.

Quant à nous, c'est autre chose : bien différent est notre but, donc bien différents doivent être nos moyens.

Nous ne luttons pas pour nous mettre à la place des exploiters et oppresseurs d'aujourd'hui, ni non plus pour le triomphe d'une abstraction. Nous ne sommes pas comme ce patriote italien qui disait : « Qu'importe si tous les Italiens crèvent de faim, pourvu que l'Italie soit grande et glorieuse ! » Et pas comme ce camarade qui avouait qu'il lui serait égal de massacrer les trois quarts des hommes, pourvu que l'Humanité soit libre et heureuse.

Nous voulons le bonheur des hommes, de tous les hommes, sans exception. Nous voulons que chaque être humain puisse se développer et vivre le plus heureusement possible. Et nous croyons que cette liberté et ce bonheur ne peuvent pas être donnés aux hommes par un homme ou par un parti, car tous les hommes doivent eux-mêmes en découvrir les conditions et les conquérir. Nous croyons que seulement la plus complète application du principe de solidarité peut détruire la lutte, l'oppression et l'exploitation et que la solidarité ne peut être que le résultat de la libre entente, que l'harmonisation spontanée et voulue des intérêts.

Pour nous, tout ce qui cherche à détruire l'oppression économique, politique, tout ce qui sert à élever le niveau moral et intellectuel des hommes, à leur donner la conscience de leurs droits et de leurs forces et à les persuader de faire leurs affaires par eux-mêmes, tout ce qui provoque la haine contre l'oppression et l'amour entre les hommes nous approche de notre but et par conséquent est bien, sujet seulement à un calcul quantitatif pour obtenir avec des forces données le maximum d'effet utile. Et au contraire, tout ce qui tend à conserver l'état actuel, tout ce qui tend à sacrifier, contre sa volonté, un homme au triomphe d'un principe est un mal, parce que c'est en contradiction avec le but.

Nous voulons le triomphe de la liberté et de l'amour.

Mais renonçons-nous pour cela à l'emploi des moyens violents ? Pas le moins du monde. Nos moyens sont ceux que les circonstances nous permettent et nous imposent.

Évidemment, nous ne voudrions pas arracher un cheveu à personne ; nous voudrions sécher toutes les larmes et n'en faire répandre aucune. Mais il nous faut bien lutter dans le monde tel qu'il est, sous peine de rester des rêveurs stériles.

Il viendra le jour, nous le croyons fermement, où il sera possible de faire le bien des hommes sans faire du mal ni à soi ni aux autres. Aujourd'hui, ce n'est pas possible. Même le plus pur et le plus doux des martyrs, celui qui se ferait traîner à l'échafaud pour le triomphe du bien, sans résistance, en bénissant ses persécuteurs comme le Christ de la légende, celui-là encore ferait bien du mal. Outre le mal qu'il ferait à soi-même, ce qui doit aussi compter pour quelque chose, il ferait répandre des larmes amères à tous ceux qui l'aiment.

Il s'agit donc, toujours, dans tous les actes de la vie, de choisir le moindre mal, de tâcher de faire le moins de mal pour la plus grande somme de bien possible.

L'humanité se traîne péniblement sous le poids de l'oppression politique et économique. Elle est abrutie, dégénérée, tuée (et pas toujours lentement) par la misère, l'esclavage, l'ignorance et leurs conséquences.

Pour la défense de la situation actuelle, il existe de puissantes organisations militaires et policières qui répondent par la prison, l'échafaud, le massacre à toute tentative sérieuse de changement. Il n'y a pas de moyens pacifiques, légaux, pour sortir de cette impasse, et c'est normal parce que la loi est faite exprès par les privilégiés pour défendre les privilèges. Contre la force physique qui nous barre le chemin, il n'y a que l'appel à la force physique, il n'y a que la révolution violente.

Évidemment, la révolution produira bien des malheurs, bien des souffrances ; mais si elle en produisait cent fois plus, elle serait encore une bénédiction relativement à ce qu'on endure aujourd'hui.

On sait que dans une seule grande bataille, on tue plus de gens que dans la plus sanglante des révolutions ; que des millions d'enfants meurent en bas âge chaque année, faute de soins ; que des millions de prolétaires meurent prématurément du mal de misère. On connaît la vie rachitique, sans joie et sans espoir, que mène l'immense majorité des hommes ; même les plus riches et les plus puissants sont bien moins heureux qu'ils pourraient l'être dans une société d'égaux ; et cet état de choses dure depuis un temps immémorial. Il durerait indéfiniment sans la révolution, tandis qu'une seule révolution, qui s'en prendrait résolument aux causes du mal, pourrait mettre à jamais l'humanité sur la voie du bonheur.

Que vienne donc la révolution ; chaque jour qu'elle tarde, c'est une masse énorme de souffrances infligées aux hommes. Travaillons à ce qu'elle vienne vite et soit telle qu'il faut pour en finir avec toute oppression et toute exploitation.

C'est par amour des hommes que nous sommes révolutionnaires : ce n'est pas notre faute si l'histoire nous a acculés à cette douloureuse nécessité.

Donc pour nous, les anarchistes, ou du moins (puisqu'à la fin les mots ne sont que des conventions) pour ceux d'entre les anarchistes qui voient les choses comme nous, tout acte de propagande ou de réalisation, par la parole ou par le fait, individuel ou collectif, est bien quand il sert à approcher et faciliter la révolution, à lui assurer le concours conscient des masses et à lui donner ce caractère de libération universelle, sans lequel on pourrait bien avoir une révolution, mais pas la révolution que nous désirons. Et c'est surtout pour cette révolution qu'il faut tenir compte du principe du moyen le plus économique, parce qu'ici la dépense se totalise en vies humaines.

Nous connaissons assez les affreuses conditions matérielles et morales dans lesquelles se trouve le prolétariat pour ne pas nous expliquer les actes de haine, de vengeance, voire de férocité, qui pourront se produire. Nous comprenons qu'il puisse y avoir des opprimés qui, ayant toujours été traités par les bourgeois avec la plus ignoble dureté, ayant toujours vu que tout était permis au plus fort, se disent au moment où ils sont plus forts : « Faisons, nous aussi, comme les bourgeois. » Nous comprenons qu'il peut arriver que, dans la fièvre de la bataille, des natures originellement généreuses, mais non préparées par une longue gymnastique morale, très difficile dans les conditions présentes, perdent de vue le but à atteindre, prennent la violence comme une fin en soi et commettent même des actes sauvages.

Mais une chose est de comprendre et pardonner, une autre chose de revendiquer de telles actions. Ce ne sont pas là des actes que nous pouvons accepter, encourager, imiter. Nous devons être résolu et énergiques,

mais nous devons tâcher de ne jamais dépasser la limite marquée par la nécessité. Nous devons faire comme le chirurgien qui coupe quand il faut, mais évite d'infliger d'inutiles souffrances : en un mot, nous devons être inspirés par le sentiment de l'amour des hommes, de tous les hommes.

Il nous paraît que ce sentiment d'amour est le fond moral, l'âme de notre programme : il nous semble que c'est seulement en concevant la révolution comme la plus grande festivité humaine, la libération et la fraternisation de tous les hommes, à n'importe quel classe ou parti ils aient appartenu, que notre idéal pourra se réaliser.

La révolte brutale se produira certainement et elle pourra même servir à donner le dernier coup de boutoir pour faire tomber le système actuel ; mais si elle ne trouvait pas le contrepoids des révolutionnaires qui agissent pour un idéal, elle se dévorerait elle-même.

La haine ne produit pas l'amour et ce n'est pas par la haine qu'on renouvelle le monde. La révolution de la haine échouerait complètement ou aboutirait à une nouvelle oppression, qui pourrait bien s'appeler anarchiste, comme on appelle libéraux les gouvernements actuels, mais qui n'en serait pas moins une oppression et qui ne manquera pas de produire les effets de toute oppression.

Publié en français dans le journal *L'En dehors*, le 21 août 1892 ; puis comme brochure du périodique *Les Temps nouveaux* en 1899 ; republié par *Le Réveil communiste-anarchiste*, le 19 janvier 1924.

---

Afin de mieux saisir la pensée d'Errico Malatesta, il faut la confronter à l'entretien qu'il avait accordé la même année au célèbre journaliste du *Figaro*, Jules Huret.

Malatesta habite High Street, dans Islington [à Londres], au-dessus d'un petit taudis qui est un restaurant italien. Sa chambre est une fois plus petite que celle de M. Guesde, et beaucoup plus en désordre encore.

Il a 38 ans ; de petite taille, très brun, les traits réguliers, de profil pur ; son œil noir scintille comme de la braise. Il s'exprime parfaitement en français, avec un accent napolitain très piquant. Ses mains sont noires, si je le note, ce n'est pas pour en rire, c'est parce que lui-même ne s'en cache pas. Sa poignée de main est très franche, d'ailleurs.

Voici la tournure que prit tout de suite l'intéressant entretien qu'il voulut bien m'accorder :

— Les lecteurs du *Figaro* voudraient bien savoir : qu'est-ce que l'anarchie ?

— Répondez-leur : c'est la conception d'une société sans gouvernement, basée sur la solidarité consciente et voulue de tous les membres de la société.

— Comment concevez-vous qu'une société puisse vivre sans gouvernement ?

— Il me serait plutôt difficile de concevoir un gouvernement qui ferait vivre une société ! Aujourd'hui, et toujours, la société ne vit que par ses forces intrinsèques, et le gouvernement n'a jamais servi qu'à garantir l'exploitation de quelques-uns sur la masse. Prenez tous les faits importants de la vie sociale, et vous verrez que tous s'accomplissent en dehors du gouvernement, et bien souvent en luttant contre les entraves que celui-ci y met. Ce n'est pas un gouvernement qui a pensé à ensemercer la terre et à pétrir le pain ! La production, le commerce, les sciences, tout marche en dehors du gouvernement, par l'action pure et simple des intéressés ; la seule différence entre la société que nous voulons et celle que nous subissons, c'est qu'aujourd'hui il n'y a qu'un petit nombre d'hommes qui puissent s'organiser selon leurs intérêts (et c'est pour garantir le privilège de ceux-là que le gouvernement existe), tandis que nous entendons que tous les hommes aient pleine liberté et les moyens de régler eux-mêmes leurs intérêts. Sous l'Ancien Régime, on prétendait que, sans la tutelle gouvernementale, la production et le commerce seraient impossibles ; la bourgeoisie conquiert sa liberté et, au lieu de tomber dans le chaos, elle sut organiser, sans le concours du gouvernement, la puissante production capitaliste. Elle organisa, à son avantage particulier, parce que c'était elle seule et non toute la masse du peuple qui s'était émancipée. C'est-à-dire que quand chacun aura les moyens et la liberté de travailler comme il l'entend, la société servira à l'avantage de tout le monde. Je ne vois pas à quoi pourrait alors servir un gouvernement, puisqu'il n'y aura plus de privilèges à défendre. L'anarchie, d'ailleurs, a toujours existé ! De nos jours même, les gouvernants ne font-ils pas ce qu'ils veulent ?

— Non, puisqu'ils ne sont que « les serviteurs du suffrage universel » !



— Est-ce sérieusement que vous croyez au suffrage universel ? s'exclama en riant M. Malatesta. À part le fait que les conditions économiques et morales du peuple sont telles que le suffrage universel ne peut avoir ni de conscience ni d'indépendance réelles (ce que vous savez parfaitement), à part encore que je ne reconnais pas à la majorité le droit d'opprimer la minorité, le jeu même du parlementarisme ôte toute vérité à la représentation de la volonté populaire et toute valeur au mandat que des élus peuvent recevoir de leurs électeurs. La preuve ? Chaque électeur désigne un député. Si son candidat n'est pas élu, cet électeur n'est pas représenté. Mais l'est-il plus si son candidat est nommé ? Son député sera dans la Chambre, un contre cinq cents. Par conséquent, après avoir vaincu dans la lutte de l'urne, notre brave électeur se trouve encore dans une minorité ridicule. Et alors il arrive ceci : que ses intérêts à lui-même, en admettant que son député puisse les comprendre et les défendre, seraient réglés par des gens qu'il n'a pas du tout délégués ! Supposez qu'il s'agisse de régler les intérêts des pêcheurs de Boulogne-sur-Mer ou ceux des bûcherons des Pyrénées, ce serait toujours une majorité de gens qui n'ont rien à faire avec eux qui devront légiférer sur la question. C'est ainsi qu'il arrive que les intérêts réels ne pouvant pas se faire jour et la volonté des électeurs n'ayant pas de valeur, le gouvernement se règle selon les intérêts politiques des différentes coteries ; c'est là, la seule volonté qui compte.

— Mais encore, par quoi voulez-vous remplacer ce gouvernement ?

— Mais puisqu'il ne sert à rien, il n'est pas à remplacer, il est à détruire ! Démontrez-moi quelle est la fonction utile qu'il remplit, et je vous répondrai comment nous pensons qu'on puisse y suppléer.

— Par exemple, le maintien de l'ordre et la sauvegarde des intérêts particuliers et généraux !

— Pardon, si je suis en ce moment à défendre l'anarchie, c'est que je considère comme chose acquise les principes fondamentaux du socialisme. Oh ! Certainement, si vous pensez toujours à une société individualiste dans laquelle s'éternisent les luttes et les conflits d'intérêts, vous pouvez, en effet, trouver que le gouvernement est nécessaire. Du moins, ceux qui ont réussi à s'assurer des privilèges conservent la tendance à constituer un pouvoir qui les défendra contre les revendications des autres. Mais nous sommes anarchistes parce que nous voulons justement commencer par mettre à la disposition de tout le monde la richesse sociale. Nous croyons que cela fait, ce sera dans le bon accord entre tous les individus que chacun pourra trouver la plus grande somme de satisfaction possible. Je ne prévois pas que le monde va devenir tout de suite un paradis et les hommes des anges ! Il y aura probablement encore pour longtemps des rivalités, des haines et le désir dans quelques-uns de vouloir dépasser les autres. Par conséquent, la nécessité de se défendre. Mais je pense qu'une fois mise en commun la propriété individuelle, qui est la grande cause des injustices et des luttes entre les individus, les conflits qui se produiront ne sauraient jamais être d'une telle importance qu'ils puissent pousser une partie des hommes à renoncer à leur liberté et à se jeter dans les bras d'un gouvernement qui, comme toujours, sous prétexte de faire de l'ordre, opprimerait. La défense sociale ne doit pas être une fonction spéciale dévolue à une catégorie de gens qui en font un métier ; elle doit être l'affaire de tous. Voyons ! Quelles sont les fonctions essentielles du gouvernement à l'heure qu'il est ? L'armée et la police ! À part cela, vous ne trouverez pas une seule chose qui ne se fasse ou ne puisse se faire mieux sans le gouvernement. Et quant à ces deux « institutions-là », je ne crois pas que vous les considériez comme utiles !

— Comment ! L'armée, la police ne sont pas des institutions utiles ?

— Utiles à quoi donc ? Si vous entendez que l'armée sert à mater les mouvements populaires, alors, bien ; seulement vous comprendrez que cela nous touche peu. Si c'est pour défendre le territoire contre une invasion ennemie, alors je vous dirai que je ne vois pas la probabilité qu'un peuple veuille attaquer un autre peuple du moment où les rivalités économiques étant supprimées, il n'y aura plus de marchés à conquérir ni de passion de suprématie politique à satisfaire. Mais même en supposant que des tentatives d'invasion puissent se produire de la part d'une nation où subsisterait encore l'État actuel, le peuple par lui-même saurait se défendre bien mieux que ne pourrait le faire une armée, quelle qu'elle soit. D'ailleurs, je n'insiste pas sur cela, puisqu'il y a même des bourgeois qui, au point de vue de la force militaire, trouvent que la nation armée serait bien supérieure à l'armée permanente. Quant à la police, je pourrais rechercher avec vous les causes des crimes pour vous démontrer que ce sont toujours, ou presque toujours, des causes sociales. Détruisez ces causes, vous supprimerez les crimes !

— Et la magistrature ?

– Mais ce n'est qu'une branche de la police ! Le même mépris de la justice, la même habitude de soumettre toutes les considérations supérieures de morale et d'équité à la question du salaire et de la promotion ! La même impuissance à faire quoi que ce soit de bien.

– Parfait. Mais comment espérez-vous faire triompher vos théories ?

– Par la révolution violente.

– C'est simple. Mais bientôt ?

– Le plus tôt possible. On ne la fait pas quand on veut, la révolution. On la fait quand on peut, on en profite quand elle vient. Notre mission, c'est de l'approcher le plus possible par la propagande de nos idées et par l'organisation de nos forces, ainsi que par l'union du prolétariat et de tous les éléments révolutionnaires.

– Propagande par le fait ?

Je vis que je touchais à un point délicat des opinions de l'anarchiste. Il hésita un moment et se mit aussitôt à distinguer.

– Toutes les propagandes ! Par le fait et par la parole, et par l'écrit. Celle par le fait, si le fait, bien entendu, est vraiment choisi pour qu'il y ait vraiment propagande, après tout, c'est encore la plus efficace.

– Oui, mais approuvez-vous Ravachol ?

M. Malatesta sourit, un peu contraint.

– Ma foi, répondit-il, c'est une chose trop complexe que vous me demandez là. Ravachol a commis des actes de différentes natures. Il peut y en avoir qui me plaisent.

– Lesquels ?

– Et d'autres qui ne me plaisent pas.

– Mais lesquels ?

– Aucun ne me satisfait complètement. D'ailleurs, il serait bien extraordinaire qu'une chose conçue et exécutée par quelqu'un puisse satisfaire complètement un autre. Mais, à propos, dites-moi, pourquoi ne me demandez-vous pas ce que je pense d'Atthalin, de Goron et consorts<sup>1</sup> ?

– Dites-le-moi en même temps, j'enregistrerai. Mais il m'importe beaucoup de savoir si, oui ou non, vous approuvez les bombes de la rue de Clichy et du boulevard Magenta.

– Eh bien, soit, je vous dirai le tout à la fois. Voici, quant à Atthalin et compagnie, je pense qu'ils sont de véritables assassins qui, pour un peu d'argent, font le métier de tourmenter ceux qui tombent sous leurs mains, et de les envoyer au bagne ou à l'échafaud sans même courir les risques d'un assassin vulgaire. Quant aux bombes, certainement je les admetts. Est-ce que les arsenaux de l'État ne sont pas pleins de canons, de fusils, de dynamite, panclastite, etc., préparés pour écraser le peuple à la première tentative de révolte ? Et pensez-vous que, contre ces armes-là, on puisse lutter avec de l'eau bénite, des discours ? Si, maintenant, vous me parlez de faits déterminés dans lesquels on s'est servi des bombes d'une manière ou de l'autre, ça, c'est une autre affaire. C'est plutôt une question de tactique dans laquelle les rédacteurs du *Figaro* ne sont pas compétents ni intéressés.

– Je conclus de vos réticences que vous désapprouvez les bombes de Ravachol et du boulevard Magenta.

– Votre conclusion est un peu hâtive, dit avec un sourire mon interlocuteur. Dans l'affaire de la rue de Clichy, je trouve très bien qu'on ait voulu faire sauter le magistrat, mais je regrette qu'on s'y soit pris, bien involontairement je crois, de façon à le manquer et à blesser des gens qu'on ne visait pas. Quant à celle du boulevard Magenta, oh ! pour celle-là, je n'ai aucune réserve à faire. Lhérot et Véry s'étaient faits les complices de la police, c'était acte de bonne guerre que de les faire sauter. D'ailleurs, il me paraît que vous avez tort d'insister sur ces choses-là, ce ne sont que des détails, des petits incidents de la lutte. Vous en verrez bien d'autres.

– Je prends note. Encore un mot : approuvez-vous, en principe, le vol et l'assassinat exercés sur les capitalistes, par exemple, en les considérant comme des représailles légitimes du pauvre contre le riche ?

– Ma foi, ici les principes n'ont rien à faire. Les pauvres sont tellement opprimés par les riches que, s'ils se révoltent et se vendent, et tâchent d'améliorer leur sort par des moyens même féroces, ce n'est rien que de très explicables. C'est aux riches à renoncer à leurs privilèges. Quant à nous, anarchistes, nous faisons de notre mieux pour amener, au plus tôt, une société dans laquelle il n'y ait plus de souffrants, plus d'opresseurs, et où l'amour régnera entre les hommes.

---

<sup>1</sup> Gaston Laurent Atthalin était juge d'instruction et Marie-François Goron, chef de la Sûreté.

Publié dans le livre de Jules Huret *Enquête sur la question sociale en Europe* (Paris, Didier Perrin, 1897), et republié par *Le Réveil anarchiste* du 28 janvier 1933.

# Le but des anarchistes

QUE DEVONS-NOUS FAIRE ? Tel est le problème qui se pose à nous et à tous ceux qui veulent réaliser et défendre leurs idées, à tout moment dans leur vie militante.

Nous voulons abolir la propriété individuelle et l'autorité, c'est-à-dire exproprier les possesseurs de la terre et du capital, abattre le gouvernement et mettre à la disposition de tous la richesse sociale afin que tous puissent vivre à leur façon sans autres limites que celles imposées par les nécessités librement et volontairement reconnues et acceptées. En un mot, réaliser le programme socialiste-anarchiste. *Et nous sommes convaincus (l'expérience quotidienne nous le confirme) que si les propriétaires et le gouvernement dominent grâce à la force physique, pour les vaincre nous devons nécessairement avoir recours à la force physique, à la révolution violente.* Nous sommes donc ennemis de toutes les classes privilégiées et de tous les gouvernements, et adversaires de tous ceux qui tendent, même de bonne foi, à affaiblir les énergies révolutionnaires du peuple et à remplacer un gouvernement par un autre.

Mais que devons-nous faire pour être à même de réaliser notre révolution, la révolution contre tout privilège et toute autorité, et comment triompher ?

La meilleure tactique serait de faire toujours et partout de la propagande pour nos idées et de développer dans le prolétariat, par tous les moyens possibles, l'esprit d'association et de résistance, et susciter chaque fois de plus grandes revendications ; combattre continuellement tous les partis bourgeois et tous les partis autoritaires en restant indifférents à leurs querelles ; *nous organiser* avec ceux qui sont convaincus ou se convainquent de nos idées ; prendre les moyens matériels nécessaires au combat et, lorsque nous serions une force suffisante pour vaincre, nous lancer seuls, pour notre compte, pour mettre en œuvre complètement notre programme, plus exactement, conquérir pour chacun la liberté totale d'expérimenter, de pratiquer et de modifier peu à peu le mode de vie sociale qu'il croit le meilleur.

Mais, malheureusement, cette tactique ne peut être rigoureusement appliquée et est incapable d'atteindre son but. La propagande a une efficacité limitée, et dans un milieu absolument conditionné moralement et matériellement pour accepter et comprendre une certaine sorte d'idées. Les paroles et les écrits sont peu puissants tant qu'une transformation du cadre ne mène pas le peuple à la possibilité d'apprécier des idées nouvelles. L'efficacité des organisations ouvrières est également limitée pour les mêmes raisons qui s'opposent à l'extension indéfinie de notre propagande, et pas seulement à cause de la situation économique et morale qui affaiblit ou neutralise complètement les effets de la prise de conscience de certains travailleurs.

Une organisation puissante de propagande et de lutte, avec de nombreux adhérents, se heurte à mille difficultés : nous-mêmes, le manque de moyens et, surtout, la répression gouvernementale. Même en supposant qu'il soit possible d'arriver par la propagande et l'*organisation* à faire notre révolution socialiste-anarchiste, il y a tous les jours des situations politiques où nous devons intervenir sous peine de perdre des avantages pour notre propagande et toute influence sur le peuple, tout en risquant de détruire le travail fait et de rendre plus difficile le futur.

Le problème est donc de trouver le moyen de déterminer, dans la mesure du possible, les changements de situations nécessaires au progrès de notre propagande et de profiter des rivalités entre les différents partis politiques, chaque fois que cela se présente, sans renoncer à aucun postulat de notre programme, pour en faciliter et rapprocher le triomphe.

En Italie, par exemple, la situation est telle qu'il est impossible, à plus ou moins brève échéance (1899), qu'il y ait une insurrection contre la monarchie. Il est, d'autre part, certain que le résultat n'en sera pas le socialisme-anarchisme. Devons-nous prendre part à la préparation et la réalisation de cette insurrection ? Certains camarades pensent que nous n'avons aucun intérêt à faire partie d'un mouvement qui ne touchera pas à la propriété privée

et ne servira qu'à changer de gouvernement, c'est-à-dire une république qui ne serait pas moins bourgeoise que la monarchie.

Laissons, disent-ils, les bourgeois et les aspirants au pouvoir « se faire trouer la peau », et continuons notre propagande contre la propriété et l'autorité.

Cependant, la conséquence de notre refus serait, tout d'abord, que sans nous l'insurrection aurait moins de chances de triompher. Donc la monarchie gagnerait, cela fermerait la voie à la propagande et à tout progrès à un moment où la lutte pour la vie devient féroce. En outre, vu notre non-participation au mouvement, nous n'aurions aucune influence sur les événements ultérieurs. Nous ne pourrions pas profiter des occasions qui se présenteraient toujours dans une période de transition entre un régime et un autre. Nous tomberions dans le discrédit comme parti d'action et nous ne pourrions rien faire d'important pendant longtemps.

Il ne s'agit pas de laisser les bourgeois se battre entre eux, parce que dans une insurrection la force est toujours donnée par le peuple, et si nous ne partageons pas avec les combattants les dangers et les succès, en essayant de transformer le mouvement politique en révolution sociale, le peuple ne servira que d'instrument entre les mains ambitieuses des aspirants au pouvoir.

En revanche, en participant à l'insurrection (que nous ne sommes pas assez forts pour lancer seuls) et en agissant le plus possible, nous nous gagnerons la sympathie du peuple insurgé et nous pourrions faire avancer le mouvement le plus possible.

Nous savons très bien, et nous ne cessons de le dire et de le démontrer, que république et monarchie sont identiques et que tous les gouvernements ont tendance à augmenter leur pouvoir et à opprimer chaque fois plus les gouvernés. Mais nous savons aussi que plus un gouvernement est faible, plus la résistance du peuple est forte, plus la liberté et la possibilité de progrès sont grandes. En contribuant efficacement à la chute de la monarchie, nous pourrions nous opposer avec plus ou moins d'efficacité à la consolidation d'une république, nous pourrions rester armés, refuser d'obéir au gouvernement et tenter des expropriations et des espaces anarchistes dans la société. Nous pourrions empêcher que la révolution s'arrête dès le départ et que les énergies du peuple, éveillées par l'insurrection, ne s'endorment de nouveau. Toutes choses que nous ne pourrions faire, pour des raisons évidentes de psychologie vis-à-vis du peuple, en intervenant après la révolution et la victoire sans notre participation contre la monarchie.

Poussés par ces motifs, d'autres camarades voudraient que nous cessions provisoirement la propagande anarchiste pour nous occuper du combat contre la monarchie et, après le triomphe de l'insurrection, recommencer notre travail spécifique d'anarchistes. Ils ne voient pas que si nous nous mêlions aux républicains, nous ferions le travail de la future république, en désorganisant nos groupes, en semant la confusion sans pouvoir empêcher par la suite le renforcement de ce régime.

Entre ces deux erreurs, la voie à suivre nous semble claire. Nous devons être avec les républicains, les sociaux-démocrates et tout parti antiroyaliste pour abattre la monarchie. Mais nous devons y être en tant qu'anarchistes, pour l'anarchie, sans dissoudre nos forces ni les fondre dans celles des autres, sans signer de compromis au-delà de la coopération dans l'action militaire.

C'est seulement ainsi, selon nous, que nous pouvons avoir lors des prochains événements tous les avantages d'une alliance avec les autres partis antiroyalistes sans renoncer en rien à notre programme.

*La Question Sociale*, Paterson, États-Unis, 2 décembre 1899.

# Les anarchistes et le sentiment moral

LE NOMBRE DE CEUX qui se disent anarchistes est tellement grand aujourd'hui, et sous le nom d'« anarchie » on expose des doctrines tellement divergentes et contradictoires, que nous aurions vraiment tort de nous étonner que les gens demeurent indifférents à notre propagande et nous témoignent aussi de la défiance. Ils ne sont pas du tout familiarisés avec nos idées et ils ne peuvent pas distinguer du premier coup les grandes différences qui se cachent sous le même mot.

Nous ne pouvons pas, naturellement, empêcher les gens de se donner le nom qu'ils choisissent. Il ne servirait à rien que nous renoncions à nous appeler anarchistes, car on croirait tout simplement que nous avons tourné casaque.

Tout ce que nous pouvons et devons faire, c'est nous différencier nettement de ceux qui ont une conception de l'anarchie différente de la nôtre, et qui en tirent des conséquences pratiques absolument opposées aux nôtres. Et la distinction doit résulter de l'exposition claire de nos idées, et de la répétition franche et incessante de notre opinion sur tous les faits qui sont en contradiction avec nos idées et notre morale, sans égard pour une personne ou un parti quelconque. Car cette prétendue solidarité de parti entre des gens qui n'appartenaient pas ou n'auraient pu appartenir au même parti a été précisément l'une des causes principales de la confusion.

Nous en sommes arrivés à un tel point que beaucoup exaltent chez les camarades les mêmes actions qu'ils reprochent aux bourgeois. On dirait que leur seul critère du bien ou du mal consiste à savoir si l'auteur de tel ou tel acte se dit ou ne se dit pas anarchiste. Un grand nombre d'erreurs ont amené certains à contredire ouvertement dans la pratique les principes qu'ils appliquent théoriquement. Et on a dû supporter de telles contradictions. De même, un grand nombre de causes ont amené au milieu de nous des gens qui au fond se moquent du socialisme, de l'anarchie et de tout ce qui dépasse leurs intérêts personnels.

Je ne puis entreprendre ici un examen méthodique et complet de toutes ces erreurs, je me limiterai donc à aborder celles qui m'ont le plus frappé.

Parlons avant tout de la morale.

Il n'est pas rare de trouver des anarchistes qui *nient la morale*. Tout d'abord, ce n'est qu'une simple façon de parler pour établir que du point de vue théorique, ils n'admettent pas une morale absolue, éternelle et immuable. Dans la pratique, ils se révoltent contre la morale bourgeoise, qui justifie l'exploitation des masses et sanctionne tous les actes qui lèsent ou menacent les intérêts des privilégiés. Puis, peu à peu, comme il arrive dans bien des cas, ils prennent la rhétorique pour l'expression exacte de la vérité. Ils oublient que, dans la morale courante, à côté des règles inculquées par les prêtres et les patrons pour assurer leur domination, il en existe d'autres qui forment même la partie la plus importante, sans laquelle toute coexistence sociale serait impossible. Ils oublient que se révolter contre toute règle imposée par la force ne veut nullement dire renoncer à toute retenue morale et à tout sentiment d'obligation envers les autres. Ils oublient que pour combattre raisonnablement une morale, il faut lui opposer, en théorie et en pratique, une morale supérieure. Et ils finissent quelquefois, leur tempérament et les circonstances aidant, par devenir « immoraux » dans le sens absolu du mot, c'est-à-dire des hommes sans règles de conduite, sans critères pour guider leurs actions, qui cèdent passivement à l'impulsion du moment. Aujourd'hui, ils se privent de pain pour secourir un camarade ; demain, ils tueront un homme pour aller au lupanar !

La morale est la règle de conduite que chaque homme considère comme bonne. On peut trouver mauvaise la morale dominante de telle époque, tel pays ou telle société, et nous trouvons en effet la morale bourgeoise plus que mauvaise. Mais on ne saurait concevoir une société sans une morale quelconque ni un homme conscient qui n'ait aucun critère pour juger de ce qui est bien et de ce qui est mal pour soi-même et les autres.

Lorsque nous combattons la société actuelle, nous opposons à la morale bourgeoise individualiste, à la morale de la lutte et de la concurrence, la morale de l'honneur et de la solidarité, et nous cherchons à établir

des institutions qui correspondent à notre conception des rapports entre les hommes. S'il en était autrement, pourquoi ne trouverions-nous pas juste que les bourgeois exploitent le peuple ?

Une autre affirmation nuisible, sincère chez les uns, mais qui, pour d'autres, n'est qu'une excuse, c'est que le milieu social actuel ne permet pas d'être moral, et que, par conséquent, il est inutile de tenter des efforts destinés à rester sans succès. Le mieux, c'est de tirer des circonstances actuelles le plus possible de bénéfices pour soi sans se soucier du prochain, sauf à changer sa vie lorsque l'organisation sociale aura changé aussi. Évidemment, tout anarchiste, tout socialiste, comprend les fatalités économiques qui obligent aujourd'hui l'homme à lutter contre l'homme ; et il voit, en bon observateur, l'impuissance de la révolte personnelle contre la force prépondérante du milieu social. Mais il est également vrai que sans la révolte de l'individu, associé à d'autres révoltés pour résister au milieu et chercher à le transformer, ce milieu ne changerait jamais.

Nous sommes, tous sans exception, obligés de vivre plus ou moins en contradiction avec nos idées. Mais nous sommes socialistes et anarchistes précisément dans la mesure où nous souffrons de cette contradiction et que nous tâchons, autant que possible, de la rendre moins grande. Le jour où nous nous adapterions au milieu, nous n'aurions plus naturellement l'envie de le transformer et nous deviendrions de simples bourgeois ; bourgeois sans argent peut-être, mais non moins bourgeois dans les actes et les intentions.

*Le Réveil socialiste-anarchiste*, 5 novembre 1904.

# Le problème de l'amour

IL PEUT SEMBLER CURIEUX, de prime abord, que la question de l'amour et toutes celles qui s'y rattachent préoccupent un grand nombre d'hommes et de femmes, alors qu'il y a d'autres problèmes plus urgents, voire plus importants, qui devraient accaparer toute l'attention et toute l'activité de ceux qui cherchent le moyen de remédier aux maux dont souffre l'humanité.

Nous trouvons tous les jours des gens écrasés par le poids des institutions actuelles, des personnes obligées de se nourrir mal, menacées à chaque instant de tomber, par manque de travail ou à cause de la maladie, dans la misère la plus complète. Des personnes dans l'impossibilité d'élever convenablement leurs enfants, qui meurent souvent à cause du manque de soins nécessaires. Des personnes condamnées à passer leur existence sans être un jour maîtres d'elles-mêmes, toujours à la merci des patrons et de la police. Des personnes pour qui le droit d'avoir une famille, le droit d'aimer n'est qu'une ironie sanglante, mais qui cependant n'acceptent pas les moyens que nous proposons de se soustraire à l'esclavage politique et économique, si nous ne savons pas leur expliquer avant tout comment, dans une société libertaire, le besoin d'aimer serait satisfait et comment nous comprenons l'organisation de la famille. Naturellement, ce souci augmente et fait parfois oublier et mépriser les autres problèmes chez les personnes qui ont déjà résolu le problème de la faim, et qui sont à même de satisfaire normalement les nécessités les plus impérieuses, du fait qu'elles vivent dans une ambiance relativement commode.

Ce fait se comprend par la place immense qu'occupe l'amour dans la vie morale et matérielle de l'homme, car c'est chez lui, dans la famille, que l'homme passe la plus grande et la meilleure partie de sa vie. Cela est aussi explicable par une tendance à l'idéal qui enflamme l'esprit humain conscient de lui-même.

Tant que l'homme souffre sans se rendre compte de ses souffrances, sans chercher de solution et sans se rebeller, il vit comme les bêtes et accepte la vie telle quelle. Mais quand il commence à penser et à comprendre que les maux ne proviennent pas de fatalités naturelles insurmontables, mais de causes humaines que les hommes peuvent détruire, il se sent soudain dominé par un besoin de perfection et il veut, au moins idéalement, jouir d'une société où l'harmonie absolue régnera et où la douleur aura disparu complètement et pour toujours. Cette tendance est très utile, car elle pousse à aller toujours plus avant. Mais elle peut devenir très négative si, sous le prétexte qu'on ne peut arriver à la perfection et qu'il est impossible de supprimer tous les obstacles et les défauts, elle nous conseille d'abandonner les réalisations possibles pour demeurer dans notre état actuel.

Disons tout de suite que nous n'avons aucune solution pour résoudre les maux causés par l'amour, parce qu'ils ne peuvent disparaître avec les réformes sociales ni même un changement des mœurs. Ils sont déterminés par des sentiments profonds, nous pourrions dire physiologiques, de l'homme, et ils ne sont modifiables – lorsque c'est le cas – qu'après une lente évolution et d'une manière que nous ne saurions prévoir.

Nous désirons la liberté, nous voulons que les hommes et les femmes puissent s'aimer et s'unir librement sans autre cause que l'amour, sans aucune violence légale, économique ou physique.

Mais la liberté, tout en restant la seule solution que nous pouvons et devons offrir, ne résout pas radicalement le problème, vu que l'amour, pour être satisfait, a besoin de deux libertés qui fréquemment s'accordent ou s'opposent. En effet, la liberté de faire ce que l'on veut est une phrase dépourvue de sens quand on ne sait pas vouloir quelque chose.

Il est facile de dire : « Lorsqu'un homme et une femme s'aiment, ils s'unissent, et lorsqu'ils ne s'aiment plus, ils se séparent. » Il faudrait, pour que ce principe devînt une règle sûre et générale de bonheur, qu'on aime et qu'on cesse d'aimer en même temps. Mais si on aime et si on n'est pas aimé ? Si on aime encore, tandis que l'autre ne nous aime plus et cherche à satisfaire une nouvelle passion ? Et si on aime en même temps plusieurs personnes qui ne pourraient accepter cette promiscuité ?



« Je suis laid, nous disait un ami, que ferais-je si personne ne m'aimait ? » La question fait sourire, mais elle montre également de terribles tragédies.

Et une autre personne, préoccupée par le même problème, disait : « Aujourd'hui, si je ne trouve pas l'amour, je l'achète, même si je dois prendre sur mon pain. Que deviendrais-je quand il n'y aura plus de femmes en vente ? » La question est horrible, parce qu'elle montre une volonté d'obliger les êtres humains à se prostituer à cause de la faim et, cependant, c'est si terriblement humain !

Certains disent que la solution serait l'abolition radicale de la famille, du conjoint sexuel plus ou moins stable, en réduisant l'amour au seul acte physique, plus exactement en le transformant en union sexuelle accompagnée d'un sentiment semblable à l'amitié, qui reconnaît la multiplicité, la variété, la simultanéité des penchants. Et les enfants ? Ils seraient à tous. Peut-on abolir la famille ? Est-il désirable qu'elle le soit ?

Remarquons d'abord que malgré le régime d'oppression et de mensonges qui a toujours prévalu et qui prévaut encore dans la famille, elle a été et continue à être le facteur le plus important du développement humain, parce que ce n'est que dans la famille que l'homme se consacre normalement à l'homme, en réalisant le bien pour le bien, sans autre compensation que l'amour de sa compagne et de ses enfants.

On nous dit qu'une fois les questions d'intérêts disparues, tous les hommes deviendront frères et s'aimeront mutuellement.

Certes, ils ne se haïraient plus ; il est vrai que le sentiment de sympathie et de solidarité se développerait davantage et l'intérêt général des êtres deviendrait le facteur déterminant de la conduite de chacun.

Mais ce n'est pas encore l'amour. Aimer tout le monde ressemble beaucoup à n'aimer personne. Nous pouvons sans doute secourir, mais nous ne pouvons pleurer tous les malheurs, car notre vie disparaîtrait en larmes. Et, cependant, les larmes de sympathie sont le réconfort le plus doux pour un cœur qui souffre. Les statistiques des décès et des naissances peuvent offrir des données intéressantes pour connaître les besoins de la société, mais elles ne signifient rien pour notre cœur. Il nous est matériellement impossible de nous attrister sur chaque homme qui meurt et nous réjouir de chaque naissance.

Et si nous n'aimons pas quelqu'un plus vivement que les autres, s'il n'y a pas un seul être pour lequel nous soyons plus particulièrement prêts à nous dévouer, si nous ne connaissons qu'un amour modéré, flou, presque théorique que nous pouvons éprouver pour chacun, la vie ne serait-elle pas moins riche, moins féconde, moins belle ? La nature humaine ne serait-elle pas privée de ses plus beaux élans ? Les joies les plus profondes ne nous manqueraient-elles pas ? Ne serions-nous pas plus malheureux ?

D'autre part, l'amour est ce qu'il est. Lorsqu'on aime fortement, on éprouve le besoin du contact, de la possession exclusive de l'être aimé.

La jalousie, prise dans le meilleur sens du mot, semble former et forme généralement une seule et même chose avec l'amour. Le fait est peut-être regrettable, mais on ne peut pas le changer sur commande, pas même ceux qui en souffrent.

Pour nous, l'amour est une passion qui engendre en soi des tragédies. Ces tragédies ne se traduiront évidemment pas en actes violents et brutaux. Si l'homme avait le sentiment du respect et de la liberté d'autrui, s'il avait assez de maîtrise de soi pour comprendre qu'on ne résout pas un mal par un autre encore plus grand, et si l'opinion publique n'avait plus, comme aujourd'hui, une indulgence morbide pour les crimes passionnels... la rupture n'en serait pas moins douloureuse.

Tant que les hommes auront les sentiments qu'ils sentent – et un changement politique et économique de la société ne nous semble pas suffisant pour les modifier radicalement –, l'amour produira en même temps de grandes joies et de grandes douleurs. On pourra les amoindrir et les atténuer en éliminant toutes les causes qui peuvent l'être, mais leur destruction complète est impossible.

Est-ce une raison pour ne pas accepter nos idées et en rester à l'état actuel ? On agirait comme celui qui, ne pouvant s'acheter des vêtements de luxe, voudrait être nu, ou celui qui, ne pouvant manger des ortolans tous les jours, renoncerait au pain, ou bien comme le médecin qui, face à l'impuissance de la science actuelle devant certaines maladies, refuserait de soigner ceux qui sont guérissables. Éliminons l'exploitation de l'homme par l'homme, combattons la prétention brutale du mâle qui se croit le maître de la femelle, combattons les préjugés religieux, sociaux et sexuels, assurons à tous les hommes et les enfants le bien-être et la liberté, propageons l'instruction, et nous pourrions nous réjouir à juste titre s'il ne reste d'autres maux que ceux de l'amour.

En tout cas, les malheureux en amour pourront chercher d'autres joies, car il n'y aura plus comme aujourd'hui que l'amour et l'alcool comme seules et uniques consolations de la plupart des êtres humains.

D'abord publié sous le titre « Amour et anarchie », *La Question Sociale*, Paterson, États-Unis, 6 janvier 1900.

# Vers l'anarchie

IL EST ASSEZ COURANT de croire que, du fait que nous nous disons révolutionnaires, nous entendons que l'avènement de l'anarchie doit se produire d'un seul coup, comme conséquence immédiate d'une insurrection qui abattrait violemment tout ce qui existe et apporterait des institutions vraiment nouvelles. À dire vrai, il ne manque pas de camarades qui conçoivent ainsi la révolution.

Ce malentendu explique pourquoi, parmi nos adversaires, beaucoup croient de bonne foi que l'anarchie est une chose impossible ; et cela explique aussi pourquoi certains camarades, voyant que l'anarchie ne peut venir soudainement étant donné les conditions morales actuelles des gens, vivent entre un dogmatisme qui les met en dehors de la vie réelle et un opportunisme qui leur fait pratiquement oublier qu'ils sont anarchistes et que, par voie de conséquence, ils doivent combattre pour l'anarchie.

Maintenant, il est certain que le triomphe de l'anarchie ne peut être l'effet d'un miracle pas plus qu'il ne peut se produire en contradiction avec la loi de l'évolution : que rien n'arrive sans cause suffisante, que rien ne peut se faire si la force nécessaire manque.

Si nous voulions remplacer un gouvernement par un autre, c'est-à-dire imposer notre volonté aux autres, il suffirait, pour cela, d'acquérir la force matérielle indispensable pour abattre les oppresseurs et nous mettre à leur place.

Mais, au contraire, nous voulons l'*Anarchie*, c'est-à-dire une société fondée sur un accord libre et volontaire, ne permettant à personne d'imposer sa volonté à autrui, laissant tous faire comme ils l'entendent et collaborer volontairement au bien-être général. Son triomphe ne sera définitif, universel, que lorsque tous les hommes ne voudront plus être commandés ni commander à d'autres, et qu'ils auront compris les avantages de la solidarité pour savoir organiser un système social dans lequel il n'y aura plus trace de violence et de coercition.

D'autre part, comme la conscience, la volonté, la capacité augmentent graduellement et ne peuvent trouver l'occasion et les moyens de se développer que dans la transformation graduelle du milieu et dans la réalisation des volontés au fur et à mesure qu'elles se forment et deviennent impérieuses, de même, l'anarchie ne s'instaurera que peu à peu pour s'intensifier et s'élargir toujours plus.

Il ne s'agit donc pas d'arriver à l'anarchie aujourd'hui, ou demain, ou dans dix siècles, mais de s'acheminer vers l'anarchie aujourd'hui, demain et toujours.

L'anarchie est l'abolition du vol et de l'oppression de l'homme par l'homme, c'est-à-dire l'abolition de la propriété individuelle et du gouvernement. L'anarchie est la destruction de la misère, des superstitions et de la haine. Donc, chaque coup porté aux institutions de la propriété individuelle et du gouvernement est un pas vers l'anarchie, de même que chaque mensonge dévoilé, chaque parcelle d'activité humaine soustraite au contrôle de l'autorité, chaque effort tendant à élever la conscience populaire, à augmenter l'esprit de solidarité et d'initiative et à égaliser les conditions sociales.

Le problème réside dans le fait de savoir choisir la voie qui réellement nous rapproche de la réalisation de notre idéal et de ne pas confondre les vrais progrès avec des réformes hypocrites qui, sous prétexte d'améliorations immédiates, tendent à dévier le peuple de la lutte contre l'autorité et le capitalisme, à paralyser son action, et à lui laisser espérer que quelque chose peut être obtenu de la bonté des patrons et des gouvernements. Le problème est de savoir employer la part de forces que nous avons et que nous acquérons de la façon la plus économique et la plus utile à notre but. Aujourd'hui, dans chaque pays, il y a un gouvernement qui impose la loi à tous, par la force brutale ; qui nous contraint tous à nous laisser exploiter et à maintenir, que cela nous plaise ou non, les institutions existantes ; qui empêche que les minorités puissent mettre en action leurs idées et que l'organisation sociale en général puisse être modifiée suivant les variations de l'opinion publique. Le cours régulier pacifique de l'évolution est arrêté par la violence, et c'est par la violence qu'il faudra lui ouvrir la route. C'est pour cela que nous voulons la révolution violente aujourd'hui et que nous la voudrions toujours ainsi, aussi longtemps que

l'on voudra imposer à quelqu'un par la force une chose contraire à sa volonté. La violence gouvernementale supprimée, notre violence n'aurait plus sa raison d'être.

Nous ne pouvons pour le moment abattre le gouvernement existant, peut-être ne pourrions-nous pas empêcher demain que, sur les ruines du gouvernement actuel, un autre ne surgisse ; mais cela ne nous empêche pas aujourd'hui, de même que cela ne nous empêchera pas demain, de combattre n'importe quel gouvernement en refusant de nous soumettre à la loi chaque fois que cela nous est possible et d'opposer la force à la force.

Chaque fois que l'autorité est diminuée, chaque fois qu'une plus grande somme de liberté est conquise et non mendrée, c'est un progrès vers l'anarchie. Il en est de même, chaque fois aussi que nous considérons le gouvernement comme un ennemi avec lequel il ne faut jamais faire de trêve, après nous être bien convaincus que la diminution des maux engendrés par lui n'est possible que par la diminution de ses attributions et de sa force, et non par l'augmentation du nombre des gouvernants ou par le fait qu'ils soient élus par les gouvernés eux-mêmes.

Par gouvernement nous entendons tout homme ou groupement d'individus qui, au sein de l'État, des conseils, de la municipalité ou d'une association, ont le droit de faire la loi ou de l'imposer à ceux à qui elle ne plaît pas.

Nous ne pouvons pour le moment abolir la propriété individuelle, nous ne pouvons pour l'instant disposer des moyens de production nécessaires pour travailler librement ; peut-être ne le pourrions-nous pas encore lors d'un prochain mouvement insurrectionnel. Mais cela ne nous empêche pas aujourd'hui déjà, comme cela ne nous empêchera pas demain, de combattre continuellement le capitalisme. Chaque victoire, si minime soit-elle, des travailleurs sur le patronat, chaque effort contre l'exploitation, chaque parcelle de richesse soustraite aux propriétaires et mise à la disposition de tous, sera un progrès, un pas sur la voie de l'anarchie, comme chaque fait tendant à augmenter les exigences des ouvriers et à donner plus d'intensité à la lutte, toutes les fois que nous pourrions envisager ce que nous aurons gagné comme une victoire sur l'ennemi et non comme une concession dont nous devrions être reconnaissants, chaque fois que nous affirmerons notre volonté de reprendre par la force des acquis enlevés aux travailleurs par les propriétaires protégés par le gouvernement.

Une fois le droit de la force disparu de la société humaine, les moyens de production mis à la disposition de ceux qui veulent produire, le reste sera le résultat de l'évolution pacifique.

L'anarchie ne serait pas encore réalisée, ou elle ne le serait que pour ceux qui la veulent et seulement dans certains domaines, où le concours des non-anarchistes n'est pas indispensable. L'anarchie s'étendra ainsi, gagnant peu à peu les hommes et les choses, jusqu'à ce qu'elle englobe toute l'humanité et toutes les manifestations de la vie.

Une fois le gouvernement disparu, avec toutes les institutions nuisibles qu'il protège, une fois la liberté conquise pour tous ainsi que le droit aux instruments de travail, sans lequel la liberté est un mensonge, nous n'envisageons de détruire des choses qu'au fur et à mesure que nous pourrions les remplacer par d'autres.

Un exemple : le service de ravitaillement est mal fait dans la société actuelle, il s'effectue d'une façon anormale avec un grand gaspillage de force et de matériel, et seulement en vue des intérêts des capitalistes ; mais de quelque façon que s'opère la consommation, il serait absurde de vouloir désorganiser ce service, si nous ne sommes pas en mesure d'assurer l'alimentation du peuple plus logiquement et plus équitablement.

Il existe un service des postes, nous avons mille critiques à en faire, mais pour l'instant nous nous en servons pour envoyer nos lettres ou pour en recevoir, supportons-le donc comme il est, tant que nous n'aurons pas pu le corriger.

Il y a des écoles, hélas ! très mauvaises, pourtant nous ne voudrions pas que nos enfants y soient sans apprendre à lire ni à écrire, en attendant de pouvoir organiser assez d'écoles modèles pour tous.

Nous voyons donc que pour instaurer l'anarchie, il ne suffit pas d'avoir la force matérielle pour faire la révolution. Il faut aussi que les travailleurs, associés selon les diverses branches de production, soient en mesure d'assurer par eux-mêmes le fonctionnement de la vie sociale sans la participation des capitalistes et du gouvernement.

On peut constater de même que les idées anarchistes, loin d'être en contradiction avec les lois de l'évolution basées sur la science, comme le prétendent les socialistes scientifiques, sont des conceptions qui s'adaptent parfaitement à elles : c'est le système de l'expérimentation qui passe du terrain des recherches au champ des réalisations sociales.

*La Questione Sociale*, 9 décembre 1899.

# **Positions pratiques**

# L'organisation I

IL Y A DES ANNÉES que l'on discute beaucoup parmi les anarchistes de cette question. Et, comme il arrive souvent lorsqu'on discute passionnément de la recherche de la vérité, on assure ensuite avoir raison. Lorsque les discussions théoriques ne sont que des tentatives pour justifier une conduite inspirée par d'autres motifs, il se produit une grande confusion dans les idées et les termes.

Rappelons au passage, surtout pour nous en débarrasser, les simples questions de mots, qui ont parfois atteint les sommets du ridicule ; par exemple : « Nous ne voulons pas l'organisation, mais l'harmonisation », « Nous sommes opposés à l'association, mais nous admettons l'entente », « Nous ne voulons pas de secrétaire ou de caissier, parce que c'est un signe d'autoritarisme, mais nous chargeons un camarade de s'occuper du courrier et un autre de l'argent » ; et passons à la discussion sérieuse.

Si nous ne pouvons nous mettre d'accord, tâchons au moins de nous comprendre.

Et avant tout, distinguons, puisque la question est triple : l'organisation en général comme principe et condition de la vie sociale, aujourd'hui et dans la future société ; l'organisation du parti anarchiste<sup>1</sup> et l'organisation des forces populaires, en particulier celle des masses ouvrières pour résister au gouvernement et au capitalisme.

Le besoin de l'organisation dans la vie sociale, je dirai qu'organisation et société sont presque synonymes, est une chose si évidente que l'on a de la peine à croire qu'elle ait pu être niée.

Pour nous en rendre compte, il faut rappeler quelle est la fonction spécifique, caractéristique du mouvement anarchiste, et comment les hommes et les partis sont sujets à se laisser absorber par la question qui les regarde le plus directement, en oubliant tout ce qui s'y rattache, en donnant plus d'importance à la forme qu'à la substance et, enfin, en ne voyant les choses que d'un côté en ne distinguant plus la réalité.

Le mouvement anarchiste a débuté comme une réaction contre l'autoritarisme dominant dans la société, de même que dans tous les partis et les organisations ouvrières, et cette réaction s'est progressivement accentuée avec toutes les révoltes contre les tendances autoritaires et centralistes.

Il était donc naturel que de nombreux anarchistes soient comme hypnotisés par cette lutte contre l'autorité et qu'ils combattent, pour contrecarrer l'influence de l'éducation autoritaire, tant l'autorité que l'organisation, dont elle est l'âme.

En vérité, cette fixation est arrivée au point de soutenir des choses vraiment incroyables. On a combattu toute sorte de coopération et d'accord, parce que l'association est l'antithèse de l'anarchie. On affirme que sans accords, sans obligations réciproques, chacun faisant ce qui lui passe par la tête sans même se soucier de ce que font les autres, tout serait spontanément en harmonie : car l'anarchie signifie que chacun doit se suffire à lui-même et faire lui-même tout ce dont il a envie, sans échange et sans travail en association. Ainsi, les chemins de fer pouvaient fonctionner très bien sans organisation, comme cela se passait en Angleterre (!). La poste n'était pas nécessaire : quelqu'un de Paris, qui voulait écrire une lettre à Saint-Petersbourg... pouvait la porter lui-même (!), etc.

On dira que ce ne sont là que des bêtises, dont il ne vaut pas la peine de discuter. Oui, mais ces bêtises ont été dites, propagées et elles ont été accueillies par une grande partie des gens comme l'expression authentique des idées anarchistes. Elles servent toujours comme arguments à nos adversaires, bourgeois et non-bourgeois, pour remporter sur nous une facile victoire, et puis ces « bêtises » ne manquent pas de valeur, en tant qu'elles sont la conséquence de certaines prémisses et qu'elles peuvent servir de preuve expérimentale de la vérité ou, du moins, de ces prémisses.

Quelques individus, d'esprit limité mais pourvus d'un esprit logique puissant, quand ils ont accepté des prémisses, en tirent toutes les conséquences jusqu'au bout et, si la logique le veut ainsi, arrivent sans se démonter

---

<sup>1</sup> Au sens de mouvement. [Note de Luigi Fabbri]

aux plus grandes absurdités, à la négation des faits les plus évidents. Mais d'autres plus cultivés et d'esprit plus large trouvent toujours moyen d'arriver à des conclusions plus ou moins raisonnables, même au prix d'entorses à la logique. Pour eux, les erreurs théoriques ont peu ou aucune influence sur la conduite pratique. En somme, jusqu'à ce qu'on n'ait pas renoncé à certaines erreurs fondamentales, on est toujours menacé par des personnes produisant des syllogismes à outrance, et on revient toujours au début.

Et l'erreur fondamentale des anarchistes adversaires de l'organisation est de croire qu'il n'y a pas de possibilité d'organisation sans autorité. Et une fois cette hypothèse admise, ils préfèrent renoncer à toute organisation plutôt qu'accepter un minimum d'autorité.

Maintenant, que l'organisation, c'est-à-dire l'association dans un but déterminé et avec les formes et les moyens nécessaires pour l'atteindre, soit nécessaire à la vie sociale, c'est une évidence pour nous. L'homme isolé ne peut même pas vivre comme un animal : il est impuissant (sauf dans les régions tropicales et lorsque la population est très dispersée) et ne peut se procurer sa nourriture ; il est incapable, sans aucune exception, d'avoir une vie supérieure à celle des animaux. Par conséquent, il est obligé de s'unir à d'autres hommes, comme l'évolution antérieure des espèces le montre, et il doit soit subir la volonté des autres (esclavage), soit imposer sa volonté aux autres (autoritarisme), soit vivre avec les autres en fraternel accord pour le plus grand bien de tous (association). Nul ne peut échapper à cette nécessité. Les anti-organisateurs les plus effrénés subissent non seulement l'organisation générale de la société où ils vivent, mais également dans leurs actes, leur révolte contre l'organisation, ils s'unissent, se divisent la tâche, *s'organisent* avec ceux qui partagent leurs idées, en utilisant les moyens que la société met à leur disposition, à condition que ce soient des faits réels et non de vagues aspirations platoniques.

Anarchie signifie *société organisée sans autorité*, en comprenant autorité comme la faculté d'*imposer* sa volonté. Cela entraîne aussi le fait inévitable et bénéfique que celui qui comprend mieux et sait faire une chose réussit à faire accepter plus facilement son opinion. Il sert de guide, en ce cas, aux moins capables que lui.

Selon nous, l'autorité non seulement n'est pas nécessaire à l'organisation sociale, mais loin de l'aider, elle peut la parasiter, gêner l'évolution et profiter à une classe donnée qui exploite et opprime les autres. Tant que dans une collectivité il y a harmonie d'intérêts, que personne ne peut frustrer les autres, il n'y a pas trace d'autorité. Elle apparaît avec la lutte intestine, la division en vainqueurs et vaincus, la force supérieure des uns confirmant leur victoire sur les autres.

C'est parce que nous avons cette opinion que nous sommes anarchistes. Dans le cas contraire, si nous affirmons qu'il ne peut y avoir d'organisation sans autorité, nous serons autoritaires. Mais nous préférons encore l'autorité qui entrave et gêne la vie, à la désorganisation qui la rend impossible.

Du reste, ce que nous serons nous importe peu. S'il est vrai que le machiniste, le chef de train et le chef de service doivent forcément avoir de l'autorité, ainsi que les camarades qui font pour tous un travail déterminé, les gens aimeront toujours mieux subir leur autorité plutôt que de voyager à pied. Si le courrier postal n'était que cette autorité, tout homme sain d'esprit l'accepterait plutôt que de porter lui-même ses lettres.

Alors, l'anarchie serait le rêve de quelques-uns, mais il ne pourrait jamais être réalisé.

*L'Agitazione*, Ancône, 4 juillet 1897.



## L'organisation II

L'EXISTENCE D'UNE COLLECTIVITÉ organisée sans autorité, c'est-à-dire sans coercition, étant admise, sinon l'anarchie n'aurait pas de sens, venons-en à parler de l'organisation du parti anarchiste.

Même dans ce cas, l'organisation nous semble utile et nécessaire. Si le parti signifie l'ensemble des individus qui ont un but commun et s'efforcent de l'atteindre, il est naturel qu'ils s'entendent, unissent leurs forces, se partagent le travail et prennent toutes les mesures adéquates pour remplir cette tâche. Rester isolé, agissant ou voulant agir chacun pour soi sans s'entendre avec les autres, sans se préparer, sans unir en un faisceau puissant les faibles forces des isolés, signifie se condamner à la faiblesse, gaspiller son énergie en de petits actes inefficaces, perdre rapidement la foi dans le but et tomber dans l'inaction complète.

Mais cela semble tellement évident qu'au lieu d'en faire la démonstration, nous répondrons aux arguments des adversaires de l'organisation.

Et avant tout, il y a une objection, pour ainsi dire, préalable : « Mais de quel parti nous parlez-vous ? nous dit-on, nous n'en sommes pas un, nous n'avons pas de programme. »

Ce paradoxe signifie que les idées progressent et évoluent continuellement et qu'elles ne peuvent accepter un programme fixe, peut-être valable aujourd'hui, mais qui sera certainement dépassé demain.

Ce serait parfaitement juste s'il s'agissait d'étudiants qui cherchent le vrai, sans se soucier des applications pratiques. Un mathématicien, un chimiste, un psychologue, un sociologue peuvent dire qu'il n'y a pas de programme autre que celui de rechercher la vérité. Ils veulent connaître, mais pas *faire* quelque chose. Mais l'anarchie et le socialisme ne sont pas des sciences : ce sont des propositions, des projets que les anarchistes et les socialistes veulent mettre en pratique et qui, par conséquent, ont besoin d'être formulés en programmes déterminés. La science et l'art des constructions progressent chaque jour. Mais un ingénieur qui veut construire ou même démolir doit faire son plan, réunir ses moyens d'action et agir comme si la science et l'art s'étaient arrêtés au point où il les a trouvés au début de son travail. Il peut heureusement arriver qu'il puisse utiliser de nouvelles acquisitions faites au cours de son travail sans renoncer à la partie essentielle de son plan. Il se peut également que les nouvelles découvertes et les nouveaux moyens de l'industrie soient tels qu'il se voit dans l'obligation d'abandonner tout, et de recommencer de zéro. Mais en recommençant, il aura besoin de faire un nouveau plan basé sur ce qui est connu et acquis alors, il ne pourra concevoir et se mettre à exécuter une construction amorphe, avec des matériaux *non composés*, sous prétexte que demain la science pourrait suggérer des formes meilleures et l'industrie fournir des matériaux de meilleure composition.

Nous entendons par parti anarchiste l'ensemble de ceux qui veulent contribuer à réaliser l'anarchie, et qui, par conséquent, ont besoin de se fixer un but à atteindre et un chemin à parcourir. Nous laissons bien volontiers à leurs élucubrations transcendantes les amateurs de vérité absolue et de progrès continu, qui, ne mettant jamais leurs idées à l'épreuve des faits, finissent par ne rien faire ni découvrir.

L'autre objection est que l'organisation crée des chefs, une autorité. Si cela est vrai, s'il est vrai que les anarchistes sont incapables de se réunir et de se mettre d'accord entre eux sans se soumettre à une autorité, cela veut dire qu'ils sont encore très peu anarchistes. Avant de penser à établir l'anarchie dans le monde, ils doivent songer à se rendre capables eux-mêmes de vivre en anarchistes. Le remède n'est pas dans l'organisation, mais dans la conscience perfectible des membres.

Évidemment, si, dans une organisation, on laisse à quelques-uns tout le travail et toutes les responsabilités, si on subit ce que font certains sans mettre la main à la pâte et chercher à faire mieux, ces « quelques-uns » finiront, même s'ils ne le veulent pas, par substituer leur propre volonté à celle de la collectivité. Si, dans une organisation, tous les membres ne se préoccupent pas de penser, de vouloir comprendre et de se faire expliquer

ce qu'ils ne comprennent pas, d'exercer sur tout et sur tous leurs facultés critiques et laissent à quelques-uns la responsabilité de penser pour tous, ces « quelques-uns » seront les chefs, les têtes pensantes et dirigeantes.

Mais, nous le répétons, le remède n'est pas dans l'absence d'organisation. Au contraire, dans les petites comme dans les grandes sociétés, à part la force brutale, dont il ne peut être question dans notre cas, l'origine et la justification de l'autorité résident dans la désorganisation sociale. Quand une collectivité a un besoin et que ses membres ne se sont pas organisés spontanément d'eux-mêmes pour y pourvoir, il surgit quelqu'un, une autorité qui pourvoit à ce besoin en se servant des forces de tous et en les dirigeant à sa guise. Si les rues sont peu sûres et que le peuple ne sait pas se défendre, il surgit une police qui, pour les quelques services qu'elle rend, se fait entretenir et payer, s'impose et tyrannise. S'il y a besoin d'un produit et que la collectivité ne sait pas s'entendre avec des producteurs éloignés pour se le faire envoyer en échange de produits du pays, un marchand apparaît pour profiter du besoin qu'ont les uns de vendre et les autres d'acheter, et il impose les prix qu'il veut aux producteurs et aux consommateurs.

Vous voyez que tout vient toujours de nous : moins nous avons été organisés, plus nous nous sommes trouvés sous la coupe de certains individus. Et il est normal qu'il en ait été ainsi.

Nous avons besoin d'être en relation avec les camarades des autres localités, de recevoir et de donner des nouvelles, mais chacun de nous ne peut pas correspondre avec tous les camarades. Si nous sommes organisés, nous chargeons des camarades de tenir la correspondance pour nous ; nous les changeons s'ils ne nous satisfont pas, et nous pouvons être au courant sans dépendre de la bonne volonté de quelques-uns pour avoir une information. Si, au contraire, nous sommes désorganisés, quelqu'un qui aurait les moyens et la volonté de correspondre concentrera dans ses mains tous les contacts, communiquera les nouvelles comme il lui plaît, à qui lui plaît. Et s'il a une activité et une intelligence suffisantes, il réussira, à notre insu, à donner au mouvement la direction qu'il veut, sans qu'il nous reste, nous la masse du parti, aucun moyen de contrôle ; sans que personne ait le droit de se plaindre, puisque cet individu agit pour son compte, sans mandat de personne et sans devoir ne rendre de comptes à personne de sa conduite.

Nous avons besoin d'avoir un journal. Si nous sommes organisés, nous pouvons réunir les moyens de le fonder et de le faire vivre, charger quelques camarades de le rédiger et en contrôler la direction. Les rédacteurs du journal lui donneront certainement, de façon plus ou moins nette, l'empreinte de leur personnalité, mais ce seront toujours des gens que nous aurons choisis et que nous pourrions remplacer. Si, au contraire, nous sommes désorganisés, quelqu'un qui a suffisamment d'esprit d'entreprise fera le journal pour son propre compte : il trouvera parmi nous les correspondants, les distributeurs, les abonnés, et nous fera servir ses desseins, sans que nous le sachions ou le voulions. Et nous, comme c'est souvent arrivé, nous accepterons ou soutiendrons ce journal, même s'il ne nous plaît pas, même si nous pensons qu'il est nuisible à notre cause, parce que nous serons incapables d'en faire un qui représente mieux nos idées.

Ainsi, l'organisation, loin de créer l'autorité, est le seul remède contre elle et le seul moyen pour que chacun de nous s'habitue à prendre une part active et consciente au travail collectif, et cesse d'être un instrument passif entre les mains des chefs.

Si rien ne se fait et s'il y a inaction, alors certes il n'y aura ni chef ni troupeau, ni commandant ni commandés ; mais alors la propagande, le parti et même la discussion sur l'organisation cesseront, ce qui, espérons-le, n'est l'idéal de personne...

Mais une organisation, dit-on, suppose l'obligation de coordonner sa propre action, celle des autres, donc de violer la liberté, de supprimer l'initiative. Il nous semble que ce qui vraiment enlève la liberté et rend impossible l'initiative, c'est l'isolement qui rend impuissant. La liberté n'est pas le droit abstrait, mais la possibilité de faire une chose. Cela est vrai pour nous comme pour la société en général. C'est dans la coopération des autres que l'homme trouve le moyen d'exercer son activité, sa puissance d'initiative.

Évidemment, l'organisation signifie la coordination des forces dans un but commun et l'obligation de ne pas faire des actions contraires à ce but. Mais quand il s'agit d'organisation volontaire, quand ceux qui en font partie ont vraiment le même but et sont partisans des mêmes moyens, l'obligation réciproque qui les engage tous réussit avantageusement à tous. Si l'un renonce à une de ses idées personnelles par égard à l'union, cela veut dire qu'il trouve plus avantageux de renoncer à une idée, que du reste il ne pourrait réaliser seul, plutôt que de se priver de la coopération des autres dans ce qu'il croit être de la plus grande importance.

Si, par la suite, un individu voit que personne, dans les organisations existantes, n'accepte ses idées et ses méthodes dans ce qu'elles ont d'essentiel et que, dans aucune, il ne peut développer sa personnalité comme il l'entend, alors il fera bien de rester en dehors. Mais alors, s'il ne veut pas rester inactif et impuissant, il devra chercher d'autres individus qui pensent comme lui, et se faire l'initiateur d'une nouvelle organisation.

Une autre objection, et c'est la dernière que nous aborderons, est qu'étant organisés, nous sommes plus exposés à la répression gouvernementale.

Il nous paraît, au contraire, que plus on est uni, plus on peut se défendre efficacement. En fait, chaque fois que la répression nous a surpris alors que nous étions désorganisés, elle nous a complètement mis en déroute et a anéanti notre travail précédent. Quand nous étions organisés, elle nous a fait plus de bien que de mal. Il en va de même en ce qui concerne l'intérêt personnel des individus : par exemple, dans les dernières répressions, les isolés ont été autant, et peut-être plus gravement, frappés que les organisés. C'est le cas, organisés ou non, des individus qui font de la propagande individuelle. Pour ceux qui ne font rien et cachent leurs convictions, le danger est certes minime, mais l'utilité qu'ils apportent à la cause commune l'est également.

Le seul résultat, du point de vue de la répression, qu'on obtient en étant désorganisé est d'autoriser le gouvernement à nous refuser le droit d'association et de rendre possibles de monstrueux procès pour associations délictueuses. Le gouvernement n'agirait pas de même envers des gens qui affirment hautement, publiquement, le droit et le fait d'être associés, et s'il l'osait, cela tournerait à son désavantage et à notre profit.

Du reste, il est naturel que l'organisation prenne les formes que les circonstances conseillent et imposent. L'important n'est pas tant l'organisation formelle que l'esprit d'organisation. Il peut y avoir des cas, pendant la fureur de la réaction, où il est utile de suspendre toute correspondance, de cesser toutes réunions : ce sera toujours un mal, mais si la volonté d'être organisé subsiste, si l'esprit d'association reste vif, si la période précédente d'activité coordonnée a multiplié les rapports personnels, produit de solides amitiés et créé un accord réel sur le plan des idées et des conduites entre les camarades, alors le travail des individus, même isolés, participera au but commun. Et on trouvera rapidement le moyen de se réunir de nouveau et de réparer le dommage subi.

Nous sommes comme une armée en guerre et nous pouvons, suivant le terrain et les mesures prises par l'ennemi, combattre en masse ou en ordre dispersé. L'essentiel est que nous nous considérions toujours membres de la même armée, que nous obéissions tous aux mêmes idées directrices et que nous soyons toujours prêts à nous réunir en colonnes compactes quand c'est nécessaire et quand on le peut.

Tout ce que nous avons dit s'adresse aux camarades qui sont réellement adversaires du principe de l'organisation. À ceux qui combattent l'organisation seulement parce qu'ils ne veulent pas y entrer, ou n'y sont pas acceptés, ou ne sympathisent pas avec les individus qui en font partie, nous disons : faites avec ceux qui sont d'accord avec vous une autre organisation. Certes, nous aimerions pouvoir être tous d'accord et réunir dans un faisceau puissant toutes les forces de l'anarchisme. Mais nous ne croyons pas dans la solidité des organisations faites à force de concessions et de sous-entendus, où il n'y a pas entre les membres de sympathie et d'accord réels. Mieux vaut être désunis que mal unis. Mais nous voudrions que chacun s'unisse avec ses amis et qu'il n'y ait pas de forces isolées, de forces perdues.

*L'Agitazione*, Ancône, 11 juillet 1897.

# Un projet d'organisation anarchiste

UNE BROCHURE FRANÇAISE intitulée : « Plateforme d'organisation de l'Union générale des anarchistes (Projet) » me tombe entre les mains par hasard. (On sait qu'aujourd'hui les écrits non fascistes ne circulent pas en Italie.)

C'est un projet d'organisation anarchiste publié sous le nom d'un « Groupe d'anarchistes russes à l'étranger » et qui semble plus spécialement adressé aux camarades russes. Mais il traite de questions qui intéressent tous les anarchistes et, de plus, il est évident qu'il recherche l'adhésion des camarades de tous les pays, du fait même qu'il est écrit en français<sup>1</sup>. De toute façon, il est utile d'examiner, pour les Russes comme pour tous, si le projet mis en avant est en harmonie avec les principes anarchistes et si sa réalisation sert vraiment la cause de l'anarchisme. Les raisons des promoteurs sont excellentes. Ils déplorent que les anarchistes n'aient pas eu et n'aient pas sur les événements de la politique sociale une influence proportionnelle à la valeur théorique et pratique de leur doctrine, comme à leur nombre, à leur courage, à leur esprit de sacrifice, et ils pensent que la principale raison de cet insuccès relatif est l'absence d'une organisation vaste, sérieuse, efficace.

Jusqu'ici, en principe, je peux être d'accord. L'organisation n'est que la pratique de la coopération et de la solidarité, elle est la condition naturelle, nécessaire de la vie sociale, elle est un fait inéluctable qui s'impose à tous tant dans la société humaine en général que dans tout groupe de personnes ayant un but commun à atteindre.

L'homme ne veut ni ne peut vivre isolé, il ne peut même pas devenir véritablement homme et satisfaire ses besoins matériels et moraux autrement qu'en société et avec la coopération de ses semblables. Il est donc fatal que tous ceux qui ne s'organisent pas librement, soit qu'ils ne le puissent, soit qu'ils n'en sentent pas la pressante nécessité, subissent l'organisation établie par d'autres individus ordinairement constitués en classes ou groupes dirigeants dans le but d'exploiter à leur propre avantage le travail d'autrui.

Et l'oppression millénaire des masses par un petit nombre de privilégiés a toujours été la conséquence de l'incapacité de la plupart des individus à s'entendre, à s'organiser sur la base de la communauté d'intérêts et de sentiments avec les autres travailleurs pour produire, pour mettre à profit les biens et pour, éventuellement, se défendre des exploiters et oppresseurs. L'anarchisme résout cette situation par son principe fondamental d'organisation libre créée et maintenue par la libre volonté des associés sans aucune espèce d'autorité, c'est-à-dire sans qu'aucun individu ait le droit d'imposer aux autres sa propre volonté.

Il est donc naturel que les anarchistes cherchent à appliquer à leur vie privée et à la vie de leur parti ce même principe sur lequel, d'après eux, devrait être fondée toute la société humaine.

Certaines polémiques laisseraient supposer qu'il y a des anarchistes réfractaires à toute organisation ; mais, en réalité, les nombreuses, les trop nombreuses discussions que nous avons sur ce sujet, même quand elles sont obscurcies par des questions de mots ou envenimées par des questions de personnes, ne concernent, au fond, que le mode et non le principe d'organisation.

C'est ainsi que des camarades, qui se disent les plus opposés à l'organisation, s'organisent comme les autres et souvent mieux que les autres quand ils veulent sérieusement faire quelque chose. La question, je le répète, est tout entière dans l'application.

Je devrais donc regarder avec sympathie l'initiative de ces camarades russes, convaincu comme je le suis qu'une organisation plus générale, mieux élaborée, plus constante que celles qui ont été jusqu'ici réalisées par

---

<sup>1</sup> Le problème est que le traducteur, Voline, était opposé au groupe de la « Plateforme ». Il donna systématiquement un tour « autoritaire » à sa version. Le verbe russe signifiant « orienter », « indiquer », « diriger » (*roukovodit*) et ses dérivés « orientation », « indication » sont traduits presque toujours par « diriger », « direction ». Le comble est la fin de la dernière phrase du texte : « [...] l'avant-garde [*zastrelchtchik*] organisée de leur processus émancipateur ». Or la traduction proposée en 1987 par Alexandre Skirda, russophone et historien du mouvement makhnoviste, est : « [...] devenir l'initiateur [traduction normale du mot] organisé de leur processus émancipateur ».

les anarchistes, serait tout au moins indubitablement un élément de force et de succès importants, un puissant moyen de faire valoir nos idées. Et cela même si elle n'arrivait pas à éliminer toutes les erreurs, toutes les insuffisances, peut-être inévitables dans un mouvement qui, comme le nôtre, devance les situations. Cette raison entraîne l'incompréhension, l'indifférence et souvent l'hostilité de la majorité des gens.

Je crois surtout nécessaire et urgent que les anarchistes s'organisent pour influencer sur la marche que suivent les masses dans leur lutte pour les améliorations et l'émancipation. Aujourd'hui, la plus grande force de transformation sociale est le mouvement ouvrier (mouvement syndical) et de sa direction dépend en grande partie le cours que prendront les événements et le but auquel arrivera la prochaine révolution. Par leurs organisations, fondées pour la défense de leurs intérêts, les travailleurs acquièrent la conscience de l'oppression sous laquelle ils se trouvent et de l'antagonisme qui les sépare de leurs patrons. Ils commencent à aspirer à une vie supérieure, ils s'habituent à la lutte collective et à la solidarité et peuvent réussir à conquérir toutes les améliorations compatibles avec le régime capitaliste et étatique. Ensuite, lorsque le conflit deviendra insoluble, ce sera soit la révolution, soit la réaction.

Les anarchistes doivent reconnaître l'utilité et l'importance du mouvement syndical, ils doivent en favoriser le développement et en faire un des leviers de leur action, s'efforçant que la coopération du syndicalisme et des autres forces de progrès aboutissent à une révolution sociale qui entraîne la suppression des classes, la liberté totale, l'égalité, la paix et la solidarité entre tous les êtres humains. Ce serait une illusion funeste que de croire, comme beaucoup le font, que le mouvement ouvrier aboutira de lui-même, en vertu de sa nature même, à une telle révolution. Bien au contraire, dans tous les mouvements fondés sur des intérêts matériels et immédiats (et l'on ne peut établir sur d'autres fondements un vaste mouvement ouvrier), il faut le ferment, la poussée, le travail préparatoire de personnes ayant un idéal qui combattent et se sacrifient en vue d'un idéal à venir. Sans ce levier, tout mouvement tend fatalement à s'adapter aux circonstances, engendre l'esprit conservateur, la crainte des changements chez ceux qui réussissent à obtenir des conditions meilleures ; et il crée souvent de nouvelles classes privilégiées qui s'efforcent de faire supporter, de consolider l'état de choses que l'on voudrait abattre.

D'où la pressante nécessité d'organisations proprement anarchistes qui, à l'intérieur comme en dehors des syndicats, luttent pour la réalisation intégrale de l'anarchisme et cherchent à stériliser tous les germes de corruption et de réaction.

Mais il est évident que pour atteindre leur but, les organisations anarchistes doivent, dans leur constitution et dans leur fonctionnement, être en harmonie avec les principes de l'anarchie.

Il faut donc qu'elles ne soient en rien imprégnées d'esprit autoritaire, qu'elles sachent concilier la libre action des individus avec la nécessité et le plaisir de la coopération, qu'elles servent à développer la conscience et la capacité d'initiative de leurs membres et soient un moyen éducatif dans le milieu où elles opèrent, ainsi qu'une préparation morale et matérielle à l'avenir désiré.

Le projet en question répond-il à ces exigences ? Je crois que non. Je trouve qu'au lieu de faire naître chez les anarchistes un plus grand désir de s'organiser, il semble fait pour confirmer le préjugé de beaucoup de camarades qui pensent que s'organiser, c'est se soumettre à des chefs, adhérer à un organisme autoritaire, centralisateur, étouffant toute libre initiative.

En effet, on trouve dans ce projet les propositions que quelques-uns, contre l'évidence et malgré nos protestations, s'obstinent à attribuer à tous les anarchistes qualifiés d'organiseurs.

Examinons cela :

Tout d'abord, il me semble que c'est une idée fautive (et en tout cas irréalisable) de réunir tous les anarchistes dans une « Union générale », c'est-à-dire, ainsi que le précise le projet, en *une seule* collectivité révolutionnaire active.

En tant qu'anarchistes, nous pouvons tous nous considérer dans un même parti si, par le mot « parti », on entend l'ensemble de tous ceux qui sont *d'un même côté*, ont les mêmes aspirations générales, combattent, d'une manière ou d'une autre, pour le même objectif, des adversaires et des ennemis communs. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit possible, et peut-être n'est-il pas désirable, de nous réunir tous en une même association. Les milieux et les conditions de lutte diffèrent trop, les différents modes d'action que se partagent les préférences des uns et des autres sont trop nombreux, et trop nombreuses aussi les différences de tempérament et les incompatibilités personnelles pour qu'une union générale réalisée sérieusement ne devienne pas un obstacle

aux activités individuelles et peut-être même une cause des plus dures luttes intestines, plutôt qu'un moyen pour coordonner et totaliser les efforts de tous.

Comment, par exemple, pourrait-on organiser de la même manière et avec les mêmes personnes une association publique faite pour la propagande et l'agitation au milieu des masses, et une société secrète, contrainte par les conditions politiques où elle agit à cacher à l'ennemi ses buts, ses moyens, ses membres ? Comment la même tactique pourrait-elle être adoptée par les *éducationnistes* persuadés qu'il suffit de la propagande et de l'exemple de quelques-uns pour transformer graduellement les individus et, par conséquent, la société, et les *révolutionnaires* convaincus de la nécessité d'abattre par la violence une situation qui ne se maintient que par la violence, afin de créer, contre la violence des oppresseurs, les conditions nécessaires au libre exercice de la propagande et à l'application pratique des conquêtes idéales ? Et comment garder unis des gens qui, pour des raisons particulières, ne s'aiment pas et qui, pourtant, peuvent également être de bons militants pour l'anarchisme ?

D'autre part, les auteurs du projet déclarent « inepte » l'idée de créer une organisation réunissant les représentants des diverses tendances de l'anarchisme. Ils disent que : « Une telle organisation, ayant incorporé des éléments théoriquement et pratiquement hétérogènes, ne serait qu'un assemblage mécanique d'individus concevant d'une façon différente toutes les questions du mouvement anarchiste, assemblage qui se désagrégerait infailliblement, à la première épreuve de la vie<sup>2</sup>. »

C'est très bien. Mais alors, s'ils reconnaissent l'existence des anarchistes des autres tendances, ils devront leur laisser aussi le droit de s'organiser à leur tour et de travailler pour l'anarchie de la façon qu'ils croient la meilleure. Ou bien prétendront-ils mettre hors de l'anarchisme, excommunier, tous ceux qui n'acceptent pas leur programme ? Ils disent bien vouloir regrouper en une seule organisation tous les *éléments sains* du mouvement libertaire, naturellement ils auront tendance à juger *sains* seulement ceux qui pensent comme eux. Mais que feront-ils des éléments *malsains* ?

Il y a certainement parmi ceux qui se disent anarchistes, comme dans toute collectivité humaine, des personnes de différentes valeurs et, qui pis est, il en est qui font circuler au nom de l'anarchisme des idées qui n'ont avec lui que de bien douteuses affinités. Mais comment éviter cela ? La *vérité anarchiste* ne peut et ne doit pas devenir le monopole d'un individu ou d'un comité. Elle ne peut pas dépendre des décisions de majorités réelles ou effectives. Il est nécessaire et suffisant que tous aient et exercent le droit de libre critique et que chacun puisse soutenir ses idées et choisir ses compagnons. Les faits jugeront en dernière instance et donneront raison à ceux qui l'ont.

Abandonnons donc l'idée de réunir tous les anarchistes en une seule organisation, considérons cette « Union générale » que nous proposent les Russes comme ce qu'elle est en réalité : l'union d'un certain nombre d'anarchistes, et voyons si le mode d'organisation proposé est conforme aux principes et aux méthodes anarchistes et s'il peut aider au triomphe de l'anarchisme.

Une fois de plus, il me semble que non.

Je ne mets pas en doute les intentions anarchistes sincères de ces camarades russes. Ils veulent réaliser le communisme anarchiste et cherchent la manière d'y arriver le plus vite possible. Mais il ne suffit pas de vouloir une chose, il faut encore employer les moyens opportuns pour l'obtenir, de même que pour aller à un endroit, il faut prendre la route qui y conduit, sous peine d'arriver à un lieu très différent. Or, toute l'organisation proposée étant du type autoritaire, non seulement elle ne faciliterait pas le triomphe du communisme anarchiste, mais elle fausserait l'esprit anarchiste et aurait des résultats contraires à ceux que ses organisateurs en attendent.

En effet, cette « Union générale » consisterait en autant d'organisations partielles qu'il y aurait de *secrétariats* pour en diriger *idéologiquement* le travail politique et technique. Et pour coordonner l'activité de toutes les organisations adhérentes, il y aurait un *comité exécutif de l'Union* chargé d'appliquer les décisions prises par l'Union et de « la conduite idéologique et organisationnelle de l'activité des organisations conformément à l'idéologie et à la ligne tactique générale de l'Union ».

Est-ce là de l'anarchisme ? C'est, à mon avis, un gouvernement et une Église. Il y manque, il est vrai, la police et les baïonnettes, comme les fidèles disposés à accepter l'idéologie dictée, mais cela signifie simplement que

---

<sup>2</sup> Nous donnons l'original du texte que cite Malatesta dans la traduction de Voline (identique ici à celle de Skirda).

ce gouvernement serait un gouvernement impuissant et impossible, et que cette Église serait une pépinière de schismes et d'hérésie. L'esprit, la tendance restent autoritaires et l'effet éducatif serait toujours anti-anarchiste.

Voyez si ce n'est pas vrai : « L'organe exécutif du mouvement libertaire général, l'Union anarchiste [se dressant décidément contre la tactique de l'individualisme irresponsable<sup>3</sup>] introduit dans ses rangs le principe de la responsabilité collective : toute l'Union sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de chaque membre ; de même, chaque membre sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de toute l'Union. »

Et après cette négation absolue de toute indépendance individuelle, de toute liberté d'initiative et d'action, les promoteurs, se souvenant d'être anarchistes, se disent fédéralistes et tonnent contre la centralisation, dont « les résultats naturels inévitables de ce système sont l'asservissement et la mécanisation de la vie sociale et de celle des partis ».

Mais si l'Union est responsable de ce que fait chacun de ses membres, comment laisser à chaque membre en particulier et aux différents groupes la liberté d'appliquer le programme commun de la façon qu'ils jugent la meilleure ? Comment peut-on être responsable d'un acte si l'on n'a pas la faculté de l'empêcher ? Donc l'Union, et pour elle le comité exécutif, devrait surveiller l'action de tous les membres en particulier et leur prescrire ce qu'ils ont à faire ou à ne pas faire, et comme le désaveu du fait accompli n'atténue pas une responsabilité formellement acceptée d'avance, personne ne pourrait faire quoi que ce soit avant d'en avoir obtenu l'approbation, la permission du comité. Et, d'autre part, un individu peut-il accepter la responsabilité des actes d'une collectivité avant de savoir ce qu'elle fera, et comment peut-il l'empêcher de faire ce qu'il désapprouve ?

De plus, les auteurs du projet disent que c'est l'Union qui veut et dispose. Mais quand on dit volonté de l'Union, entend-on volonté de tous ses membres ? En ce cas, pour que l'Union puisse agir, il faudrait que tous ses membres, sur toutes les questions, aient toujours exactement la même opinion. Or, s'il est naturel que tous soient d'accord sur les principes généraux et fondamentaux, sans quoi ils ne se seraient pas unis, on ne peut supposer que des êtres pensants soient tous et toujours du même avis sur ce qu'il convient de faire en toutes circonstances, et sur le choix des personnes à qui confier la charge d'exécuter et de diriger.

En réalité, c'est ce qui ressort du texte même du projet : par volonté de l'Union on ne peut entendre que la volonté de la majorité, volonté exprimée par des congrès qui nomment et contrôlent le comité exécutif et décident sur toutes les questions importantes. Les congrès, naturellement, seraient composés de représentants élus à la majorité dans chaque groupe adhérent, et ces représentants décideraient de ce qu'il faudrait faire, toujours à la majorité des voix. Donc, dans la meilleure hypothèse, les décisions seraient prises par une majorité de majorités qui pourrait fort bien, en particulier quand les opinions en présence seraient plus de deux, ne plus représenter qu'une minorité.

Il faut, en effet, remarquer que dans les conditions où vivent et luttent les anarchistes, leurs congrès sont encore moins représentatifs que ne le sont les parlements bourgeois. Le contrôle des anarchistes sur les organes exécutifs, si ceux-ci ont un pouvoir autoritaire, se produit rarement à temps et de manière efficace. Dans la pratique, la personne qui assiste aux congrès anarchistes s'y trouve parce qu'elle le veut et le peut, qu'elle a trouvé l'argent nécessaire et qu'elle n'est pas empêchée par des mesures policières. On y rencontre autant d'individus, qui ne représentent qu'eux-mêmes ou un petit nombre d'amis, que de ceux qui portent réellement les opinions et les désirs d'une nombreuse collectivité. Et sauf les précautions à prendre contre les traîtres et les espions, et aussi à cause de ces précautions nécessaires, une sérieuse vérification des mandats et de leur valeur est impossible.

De toute façon, nous sommes en plein système majoritaire, en plein parlementarisme.

On sait que les anarchistes n'admettent pas le gouvernement de la majorité (*démocratie*), pas plus qu'ils n'admettent le gouvernement d'un petit nombre (*aristocratie*, *oligarchie*, ou dictature de classe ou de parti) ni celui d'un seul (*autocratie*, *monarchie*, ou dictature personnelle).

Les anarchistes ont fait mille fois la critique du gouvernement dit « de majorité » qui, dans l'application pratique, conduit toujours à la domination d'une petite minorité.

Faudra-t-il la refaire encore une fois à l'usage de nos camarades russes ?

---

<sup>3</sup> Traduction de Voline, mais Malatesta a omis la partie entre crochets sans l'indiquer aux lecteurs.

Certes, les anarchistes reconnaissent que, dans la vie collective, il est souvent nécessaire que la minorité se conforme à l'avis de la majorité. Quand il est visiblement nécessaire ou utile de faire quelque chose et qu'il faut que tous y participent, le petit nombre doit sentir la nécessité de s'adapter à la volonté du grand nombre. D'ailleurs, en général, pour vivre ensemble en paix et sous un régime d'égalité, il faut que tous soient animés d'un esprit d'entente, de tolérance, de souplesse. Mais cette adaptation d'une partie des adhérents à l'autre partie doit être réciproque, volontaire. Elle doit dériver de la conscience de la nécessité et de la volonté de chacun de ne pas paralyser la vie sociale par son obstination.

Elle ne doit pas être imposée comme principe et comme règle statutaire. C'est un idéal qui, peut-être, dans la pratique de la vie sociale générale, sera difficile à réaliser de façon absolue, mais il est certain que tout groupement humain est d'autant plus voisin de l'anarchie que l'accord entre la minorité et la majorité est plus libre, plus spontané et imposé seulement par la nature des choses.

Donc, si les anarchistes nient à la majorité le droit de gouverner dans la société humaine générale, où l'individu est pourtant contraint d'accepter certaines restrictions parce qu'il ne peut s'isoler sans renoncer aux conditions de la vie humaine, s'ils veulent que tout se fasse par libre accord entre tous, comment serait-il possible qu'ils adoptent le gouvernement de la majorité dans leurs associations essentiellement libres et volontaires, et qu'ils commencent par déclarer qu'ils se soumettront aux décisions de la majorité avant même de savoir ce qu'elles seront ?

Que l'anarchie, l'organisation libre sans domination de la majorité sur la minorité et vice-versa, soit qualifiée, par ceux qui ne sont pas anarchistes, d'utopie irréalisable ou seulement réalisable dans un très lointain avenir, cela se comprend, mais il est inconcevable que ceux qui professent des idées anarchistes et voudraient réaliser l'anarchie ou, tout au moins, s'en approcher sérieusement aujourd'hui plutôt que demain, que ceux-là mêmes renient les principes fondamentaux de l'anarchisme dans l'organisation même par laquelle ils se proposent de combattre pour son triomphe.

Une organisation anarchiste doit, selon moi, être établie sur des bases bien différentes de celles que nous proposons ces camarades russes.

Pleine autonomie, pleine indépendance et, par conséquent, pleine responsabilité des individus et des groupes ; libre accord entre ceux qui croient utile de s'unir pour coopérer à une œuvre commune, devoir moral de maintenir les engagements pris et de ne rien faire qui soit en contradiction avec le programme accepté.

C'est sur ces bases que les formes pratiques, les instruments aptes à donner une vie réelle à l'organisation s'adaptent : les groupes, fédérations de groupes, fédérations de fédérations, réunions, congrès, comités chargés de la correspondance ou d'autres fonctions. Mais tout cela doit être fait librement, de manière à ne pas entraver la pensée et l'initiative des individus, et seulement pour donner plus de portée à des effets qui seraient impossibles ou à peu près inefficaces s'ils étaient isolés.

De cette manière, les congrès, dans une organisation anarchiste, tout en souffrant, en tant que corps représentatifs, de toutes les imperfections que j'ai signalées, sont exempts de tout autoritarisme parce qu'ils ne font pas la loi, n'imposent pas aux autres leurs propres délibérations, ils servent à maintenir et à étendre les rapports personnels entre les camarades les plus actifs, à résumer et provoquer l'étude de programmes sur les voies et moyens d'action, à faire connaître à tous la situation des diverses régions et l'action la plus urgente en chacune d'elles, à formuler les diverses opinions des anarchistes et à en faire une sorte de statistique. Les décisions des congrès ne sont pas des règles obligatoires, mais des suggestions, des conseils, des propositions à soumettre à tous les intéressés, elles ne deviennent obligatoires et exécutives que pour ceux qui les acceptent et tant qu'ils les acceptent. Les organes administratifs qu'ils nomment, commission de correspondance, etc., n'ont aucun pouvoir de direction, ne prennent d'initiatives que pour le compte de ceux qui sollicitent et approuvent ces initiatives, n'ont aucune autorité pour imposer leurs propres vues, qu'ils peuvent assurément soutenir et propager en tant que groupes de camarades, mais qu'ils ne peuvent pas présenter comme opinion officielle de l'organisation. Ils publient les résolutions des congrès et les opinions et les propositions que les groupes et les individus leur communiquent. Ils sont utiles à qui veut s'en servir pour des relations plus faciles entre les groupes et pour la coopération entre ceux qui sont d'accord sur diverses initiatives, mais libre à chacun de correspondre directement avec qui bon lui semble ou de se servir d'autres comités nommés par des groupements spéciaux.



Dans une organisation anarchiste, chaque membre peut défendre toutes les opinions et employer toutes les tactiques qui ne sont pas en contradiction avec les principes acceptés et ne nuisent pas à l'activité des autres. En tous les cas, une organisation donnée dure aussi longtemps que les raisons d'union sont plus fortes que les raisons de dissolution, dans le cas contraire, elle se dissout et laisse place à d'autres groupements plus homogènes.

Certes, la durée et la permanence d'une organisation sont conditionnées au succès dans la longue lutte que nous avons à soutenir et, d'autre part, il est naturel que toute institution aspire, par instinct, à durer indéfiniment. Mais la durée d'une organisation libertaire doit être la conséquence de l'affinité spirituelle de ses membres et des possibilités d'adaptation de sa constitution aux changements des circonstances ; quand elle n'est plus capable d'une mission utile, le mieux est qu'elle meure.

Ces camarades russes trouveront peut-être qu'une organisation telle que je la conçois et telle qu'elle a déjà été réalisée, plus ou moins bien, à différentes époques, est de peu d'efficacité.

Je comprends que ces camarades sont obsédés par le succès des bolcheviks dans leur pays. Ils voudraient, comme eux, réunir les anarchistes en une sorte d'armée disciplinée qui, sous la direction idéologique et pratique de quelques chefs, marche unie à l'assaut des régimes actuels et qui, après la victoire matérielle, dirige la constitution de la nouvelle société. Et peut-être est-il vrai qu'avec ce système, en admettant que des anarchistes s'y prêtent et que les chefs soient des hommes de génie, notre force matérielle deviendrait plus grande. Mais pour quels résultats ? Est-ce qu'il n'arriverait pas à l'anarchisme ce qui s'est passé en Russie avec le socialisme et le communisme ?

Ces camarades sont impatients d'arriver au succès, nous le sommes aussi, mais il ne faut pas, pour vivre et vaincre, renoncer aux raisons de la vie et dénaturer le caractère de l'éventuelle victoire. Nous voulons combattre et vaincre, mais comme anarchistes et au moyen de l'anarchie.

*Il Risveglio anarchico*, n° 728, 1er octobre 1927, p. 1-2 ; et n° 729, 15 octobre 1927, p. 1-2.

## À propos de la « Plateforme »

Lettre de Nestor Makhno à Errico Malatesta

Cher camarade Malatesta,

J'ai lu votre réponse au projet de « Plateforme d'organisation d'une Union générale des anarchistes », projet publié par le groupe des anarchistes russes à l'étranger.

J'ai l'impression ou bien que vous avez mal compris le projet de la « Plateforme » ou bien que votre refus de reconnaître la responsabilité collective dans l'action révolutionnaire et le rôle directeur que les forces anarchistes doivent y jouer provient d'une conception profonde de l'essence même de l'anarchisme qui vous porte à négliger ce principe de responsabilité.

C'est pourtant un principe fondamental, guide de chacun de nous dans sa façon de comprendre l'idée anarchiste, dans la volonté de la faire pénétrer les masses, dans son esprit de sacrifice. C'est grâce à lui qu'un homme peut s'engager sur la voie révolutionnaire et entraîner d'autres. Sans lui, aucun révolutionnaire ne saurait avoir ni la force, ni la volonté, ni l'intelligence nécessaires pour supporter le spectacle de la misère sociale, encore moins pour la combattre. C'est en s'inspirant de la responsabilité collective que les révolutionnaires de tous les temps et de toutes les écoles ont groupé leurs forces. C'est sur elle qu'ils fondaient l'espoir que leurs révoltes partielles, les révoltes qui sèment le chemin des opprimés, ne seraient pas vaines, que les exploités comprendraient les applications convenables à l'époque et s'en aideraient pour chercher de nouvelles voies à leur émancipation.

Vous-même, cher Malatesta, vous reconnaissez la responsabilité individuelle du révolutionnaire anarchiste. Plus encore : vous l'avez préconisée pendant toute votre vie de militant. C'est ainsi du moins que je le comprends d'après vos écrits sur l'anarchisme. Mais vous niez la nécessité et l'utilité de la responsabilité collective pour ce qui est des tendances et des actions du mouvement anarchiste dans son ensemble. La responsabilité collective vous effraie puisque vous la refusez.

Pour moi, qui ai pris l'habitude de regarder bien en face les réalités de notre mouvement, votre négation de la responsabilité collective me paraît non seulement sans fondement, mais dangereuse pour la révolution sociale dans laquelle il vous faudra bien tenir compte de l'expérience afin de livrer une bataille décisive contre tous nos ennemis à la fois. Or l'expérience des batailles révolutionnaires passées me conduit, hors de toute imitation, à croire que, quels que soient les événements révolutionnaires, ils exigeront qu'on leur donne de sérieuses directives, tant idéologiques que tactiques. Par conséquent, seul un esprit collectif sain et dévoué à l'anarchisme peut exprimer les exigences du moment, au moyen d'une volonté collectivement responsable. Aucun de nous n'a le droit d'esquiver cette part de responsabilité. Au contraire, si elle a été jusqu'ici ignorée dans les rangs anarchistes, il lui faut maintenant devenir, pour nous anarcho-communistes, un article de notre programme théorique et pratique.

Seul l'esprit collectif de ses militants et leur responsabilité collective permettra à l'anarchisme moderne d'éliminer de ses milieux l'idée historiquement fautive d'après laquelle l'anarchisme ne pourrait servir de guide, ni idéologiquement ni pratiquement, aux masses laborieuses en période révolutionnaire et, par conséquent, n'aurait pas de responsabilité d'ensemble.

Je ne m'arrêterai pas, dans cette lettre, aux autres parties de votre exposé contre le projet de « Plateforme », telles celles où vous y voyez « une Église et une autorité sans police ». Je vous dirai seulement ma surprise de vous voir recourir à un tel argument dans votre critique de la « Plateforme ». J'y ai beaucoup réfléchi et je ne puis me ranger à votre avis, pas plus que vous donner raison.

Non, vous n'avez pas raison ! Et parce que je ne suis pas d'accord avec votre réfutation faite à l'aide d'arguments trop faciles, je me crois fondé à vous poser les questions suivantes :

(1) L'anarchisme doit-il prendre une part de responsabilité dans la lutte des travailleurs contre leurs oppresseurs, le capitalisme et son valet l'État ? Et si non, pourquoi ? Si oui, les anarchistes doivent-ils travailler en vue de permettre à leur mouvement d'exercer son influence sur la base même de l'ordre social existant ?

(2) L'anarchisme peut-il, dans l'état de désorganisation dans lequel il se débat actuellement, exercer une influence, soit idéologique ou pratique, sur les formes sociales et la lutte de la classe travailleuse ?

(3) Quels sont les moyens dont doit se servir l'anarchisme en dehors de la révolution, et quels sont ceux dont il dispose pour démontrer et affirmer ses conceptions constructives ?

(4) L'anarchisme a-t-il besoin d'organisations propres permanentes, étroitement liées entre elles par l'unité de but et d'action pour parvenir à ses fins ?

(5) Que doivent comprendre les anarchistes sous le terme « *institutions à réaliser* » en vue de garantir à la société son libre développement ?

(6) L'anarchisme peut-il, dans la société communiste conçue par lui, se passer d'institutions sociales ? Si oui, par quels moyens ? Si non, lesquelles doit-il reconnaître et utiliser, et quels noms leur donnera-t-il pour les concrétiser ? Les anarchistes doivent-ils assumer un rôle dirigeant et, par conséquent, responsable ou se borner à être des auxiliaires irresponsables ?

Votre réponse, cher camarade Malatesta, serait pour moi d'une grande importance pour deux raisons. Elle me permettrait d'abord de mieux comprendre votre façon de voir concernant la question d'organisation des forces anarchistes et du mouvement en général. Ensuite, soyons francs : votre opinion est acceptée d'emblée par la plupart des anarchistes et sympathisants sans aucune discussion, car c'est celle d'un militant éprouvé, resté toute sa vie inébranlablement attaché à son poste de libertaire. Il dépend donc de votre attitude, dans une certaine mesure, que soit ou ne soit pas abordée une étude complète des questions urgentes que notre époque pose à notre mouvement et, par conséquent, que sa croissance ralentisse ou qu'il prenne un nouvel essor. Notre mouvement ne gagnera rien à rester dans la stagnation passée et présente. Au contraire, il est urgent, devant les événements qui approchent, de le rendre apte à jouer son rôle, avec toutes ses chances.

Je compte bien sur votre réponse.

Avec mon salut, révolutionnaire,

Nestor Makhno

*Le Réveil anarchiste*, Genève, 14 décembre 1929, n° 785, p. 2. La traduction a été revue. Le texte original russe n'a pas été conservé.

---

Réponse à Nestor Makhno

Cher camarade,

Enfin, j'ai pu avoir la lettre que vous m'avez adressée, il y a plus d'un an, à propos de ma critique du « Projet d'organisation d'une Union générale des anarchistes », publiée par le groupe des anarchistes russes à l'étranger et connu dans notre mouvement sous le nom de « Plateforme ».

Vous aurez sans doute compris, connaissant ma situation, pourquoi je ne répondais pas. Je ne puis participer, ainsi que je le voudrais, à la discussion des questions qui nous intéressent le plus, parce que la censure ne me fait pas parvenir les publications qu'elle considère comme subversives ni les lettres se rapportant à des arguments politiques et sociaux. Ce n'est qu'à de longs intervalles et par un heureux hasard que me parvient l'écho affaibli de ce que les camarades écrivent ou font. Ainsi, j'ai su que la « Plateforme » et la critique que j'en ai faite ont été très discutées, mais je n'ai rien appris ou presque de ce qui en a été dit ; et votre lettre est le premier écrit s'y rapportant qu'il m'est donné de voir.

Si nous pouvions correspondre librement, je vous prierais, avant d'entamer la discussion, d'expliquer vos conceptions, qui, peut-être à cause d'une mauvaise traduction du russe en français, me semblent sur quelques points plutôt obscures. Ma situation étant ce qu'elle est, je vous réponds pour autant que je vous ai compris, et je m'en rapporte à l'espoir qu'il me sera donné de voir votre réplique.

Vous vous êtes étonné que je ne puisse admettre le principe de la responsabilité collective, que vous jugez un principe fondamental qui a guidé et doit guider les révolutionnaires passés, présents et futurs.

À mon tour je me demande que peut bien signifier, dans la bouche d'un anarchiste, cette expression de « responsabilité collective » ?

Je sais qu'entre militaires, il est d'usage de décimer un corps de soldats qui s'est révolté ou s'est mal comporté en présence de l'ennemi en fusillant indistinctement ceux désignés par le sort. Je sais que les chefs d'armée n'ont guère de scrupule à détruire un village ou une ville et à massacrer toute une population, enfants compris, parce que quelqu'un a cherché à résister à l'invasion. Je sais qu'à toutes les époques, les gouvernements se sont différemment servis, à titre de menace et en l'appliquant, du système de la responsabilité collective pour écraser les rebelles, exiger les impôts, etc. Et je comprends qu'il y ait là un moyen efficace d'intimidation et d'oppression.

Mais comment peut-on parler de responsabilité collective entre hommes qui luttent pour la liberté et la justice, et lorsqu'il ne peut s'agir que de responsabilité morale, qu'elle soit ou non suivie de sanctions matérielles ? !

Si, par exemple, au cours d'un assaut contre une force armée ennemie, mon voisin se conduit comme un lâche, nous pouvons tous en subir les conséquences, mais la honte retombera exclusivement sur celui qui n'a pas eu le courage d'être à son poste. Si, lors d'une conspiration, l'un des membres trahit et fait emprisonner ses camarades, les trahis seront-ils responsables de la trahison ?

La « Plateforme » dit : « [T]oute l'Union sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de chaque membre ; de même, chaque membre sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de toute l'Union. »

Peut-on concilier cela avec les principes d'autonomie et de libre initiative que les anarchistes soutiennent ? J'ai déjà répondu :

[S]i l'Union est responsable de ce que fait chacun de ses membres, comment laisser à chaque membre en particulier et aux différents groupes la liberté d'appliquer le programme commun de la façon qu'ils jugent la meilleure ? Comment peut-on être responsable d'un acte si l'on n'a pas la faculté de l'empêcher ? Donc l'Union, et pour elle le comité exécutif, devrait surveiller l'action de tous les membres en particulier et leur prescrire ce qu'ils ont à faire ou à ne pas faire, et comme le désaveu du fait accompli n'atténue pas une responsabilité formellement acceptée d'avance, personne ne pourrait faire quoi que ce soit avant d'en avoir obtenu l'approbation, la permission du comité. Et, d'autre part, un individu peut-il accepter la responsabilité des actes d'une collectivité avant de savoir ce qu'elle fera, et comment peut-il l'empêcher de faire ce qu'il désapprouve ?

Sans aucun doute, j'admets et je propose que tout homme en liaison avec d'autres pour coopérer à un but commun doit sentir le devoir de coordonner ses actions avec celles de ses compagnons, de ne rien faire de nuisible à l'activité des autres, et donc à la cause commune, et de respecter les accords adoptés, sauf s'il quitte loyalement l'association à cause de l'apparition d'opinions divergentes, d'un changement de circonstances ou d'incompatibilité sur le choix des moyens, si la coopération devenait ainsi impossible ou désavantageuse. De même, je pense que celui qui ne saurait éprouver et pratiquer un tel devoir devrait être exclu de l'association.

Il se peut qu'en parlant de responsabilité collective, vous compreniez précisément l'accord et la solidarité qui doivent exister entre les membres d'une association. Et s'il en était ainsi, votre expression serait, selon moi, une impropriété de langage, mais au fond il ne s'agirait plus que d'une question de mots sans importance, et nous serions bien près de nous entendre.

La question vraiment importante que vous soulevez dans votre lettre est celle du *rôle*<sup>\*1</sup> des anarchistes dans le mouvement social et la façon dont ils entendent s'en acquitter. Il s'agit ici du fondement même, de la raison d'être de l'anarchisme, et il faut s'expliquer clairement.

Vous me demandez si les anarchistes doivent assumer (dans le mouvement révolutionnaire et dans l'organisation communiste de la société) un rôle de dirigeants nécessairement responsables ou se borner à être des auxiliaires irresponsables.

Votre demande me laisse perplexe, faute de précision. On peut diriger au moyen de conseils et d'exemples, en laissant les gens face à la nécessité et à la possibilité de pourvoir d'eux-mêmes à leurs besoins, adopter en toute liberté nos méthodes et nos solutions, si elles sont meilleures, ou leur paraissent telles, que celles proposées et pratiquées par d'autres.

Mais l'on peut diriger aussi en prenant le commandement, c'est-à-dire en devenant le gouvernement et en imposant à l'aide des gendarmes ses propres idées et intérêts.

---

<sup>1</sup> Les mots en italique suivis d'un astérisque sont en français dans le texte original.

Comment voudriez-vous diriger ?

Nous sommes anarchistes parce que nous croyons que le gouvernement (tout gouvernement) est un mal et qu'il n'est possible de réaliser la liberté, la fraternité, la justice qu'au moyen de la liberté. Nous ne pouvons ainsi aspirer à gouverner, et nous devons faire tout notre possible pour empêcher que d'autres, classes, partis ou individus, s'emparent du pouvoir et du gouvernement.

La responsabilité des dirigeants, avec laquelle vous semblez vouloir rassurer les gens contre leurs abus et leurs erreurs, ne me dit rien qui vaille. Celui qui a la charge du pouvoir n'est réellement responsable que vis-à-vis de la révolution, et l'on ne peut faire tous les jours une révolution. Généralement, il n'en éclate une seulement après que le gouvernement a déjà fait tout le mal possible.

Vous comprendrez donc que je suis loin de penser que les anarchistes doivent se contenter d'être de simples auxiliaires d'autres révolutionnaires qui, n'étant pas anarchistes, visent naturellement à former un gouvernement. Je crois, au contraire, que nous, les anarchistes, convaincus de la justesse de notre programme, nous devons nous efforcer d'acquérir une influence prédominante afin de diriger le mouvement vers la réalisation de nos idéaux. Mais cette influence, nous devons l'acquérir en faisant plus et mieux que les autres, et elle ne sera utile qu'ainsi.

Nous devons aujourd'hui approfondir, développer et propager nos idées, et coordonner nos forces pour une action commune. Nous devons agir au sein du mouvement ouvrier pour empêcher qu'il se borne à la recherche exclusive de petites améliorations compatibles avec le système capitaliste, ce qui le corrompt ; pour faire en sorte qu'il puisse servir de préparation à la complète transformation sociale. Nous devons travailler au milieu des masses inorganisées et peut-être inorganisables, afin d'éveiller en elles l'esprit de révolte, de désir et d'espoir d'une vie libre et heureuse. Nous devons entreprendre et seconder tous les mouvements possibles qui tendent à affaiblir les forces de l'État et des capitalistes, et y élever le niveau moral et les conditions matérielles des travailleurs. Nous devons, en somme, nous préparer et préparer les autres, moralement et matériellement, à l'action révolutionnaire qui doit ouvrir la voie à l'avenir.

Et demain, dans la révolution, nous devons prendre une part énergique (si possible avant et mieux que les autres) dans la lutte matérielle nécessaire et la pousser à fond pour détruire toutes les forces répressives de l'État et amener les travailleurs à s'emparer des moyens de production (terres, mines, usines, moyens de transport, etc.) et des produits déjà disponibles, à organiser promptement d'eux-mêmes une distribution équitable des genres de consommation, et en même temps à pourvoir à l'échange entre communes et régions et à la continuation et l'intensification de la production et de tous les services utiles à la population.

Nous devons, par tous les moyens possibles, et selon les circonstances et les possibilités locales, encourager l'action des associations ouvrières, des coopératives, des groupes de volontaires, afin que la révolution n'arrête pas la vie sociale, tout en complétant et harmonisant la liberté des individus et des groupes avec l'entente et la solidarité entre tous les habitants du territoire insurgé et délivré. Et tandis que nous participerons avec toute notre énergie, tout notre esprit de sacrifice, au travail général pour instaurer la société nouvelle, nous devons veiller, et c'est bien là notre mission spécifique, à empêcher la formation de nouveaux pouvoirs autoritaires, de nouveaux gouvernements, en les combattant par la force s'il le faut, mais surtout en les rendant inutiles. Et si nous ne trouvons pas dans le peuple assez de soutien et ne pouvons empêcher la reconstitution d'un État avec ses institutions autoritaires et ses organes de contrainte, nous devrions nous refuser à y participer et à le reconnaître, nous révolter contre ses impositions et réclamer une autonomie pleine et entière pour nous-mêmes et pour toutes les minorités dissidentes. Nous devrions, en somme, rester en état de révolte effective ou potentielle et, ne pouvant vaincre sur le moment, préparer du moins l'avenir.

Est-ce ainsi que vous comprenez aussi le rôle des anarchistes dans la préparation et la réalisation de la révolution ?

D'après ce que je sais de vous et de votre œuvre, je suis enclin à croire que oui.

Toutefois, lorsque je vois que dans l'Union préconisée par vous il y a un comité exécutif qui montrerait « la conduite idéologique et organisationnelle<sup>2</sup> » de l'association, je me demande si vous voudriez dans le mouvement général aussi un organe central qui dicterait autoritairement le programme théorique et pratique de la révolution. En ce cas, nous serions bien loin d'être d'accord.

---

<sup>2</sup> Traduction de Voline, mais « l'orientation théorique et organisationnelle » dans celle de Skirda.

Votre organe ou vos organes dirigeants, en dépit des anarchistes qui les composeraient, ne pourraient pas ne pas devenir un vrai gouvernement à proprement parler. Se croyant en toute bonne foi nécessaires au triomphe de la révolution, ils voudraient avant tout assurer leur existence et leur force pour imposer leur volonté. C'est pourquoi ils créeraient des corps armés pour leur défense matérielle et une bureaucratie pour réaliser leurs dogmes, paralysant ainsi le mouvement populaire et tuant la révolution.

C'est, je crois, ce qui est arrivé aux bolcheviks.

Enfin, je pense que l'essentiel n'est pas le triomphe de nos plans, nos projets, nos utopies, qui ont du reste besoin d'être confirmés par l'expérience et peuvent expérimentalement exiger des modifications, des développements et des adaptations aux conditions réelles, morales et matérielles de l'époque et du lieu. Ce qui importe le plus, c'est que le peuple, soit tous les hommes, perd les instincts et les habitudes moutonniers inculqués par un esclavage millénaire, pour apprendre à penser et agir librement. Et c'est à cette œuvre d'émancipation morale que les anarchistes doivent se consacrer avant tout.

Je vous remercie de l'attention que vous avez voulu prêter à l'un de mes écrits, et dans l'espoir de vous lire encore, je vous salue cordialement.

Novembre 1929.

*Il Risveglio anarchico*, n° 785, 14 décembre 1929, p. 1-2.

# L'organisation des masses ouvrières contre le gouvernement et les patrons

NOUS L'AVONS DÉJÀ RÉPÉTÉ : sans organisation, libre ou imposée, il ne peut y avoir de société, sans organisation consciente et voulue, il ne peut y avoir ni liberté ni garantie que les intérêts de ceux qui vivent dans la société soient respectés. Et qui ne s'organise pas, qui ne recherche pas la coopération des autres et n'offre pas la sienne dans des conditions de réciprocité et de solidarité, se met nécessairement en état d'infériorité et reste un rouage inconscient dans le mécanisme social que les autres font fonctionner à leur façon et à leur avantage.

Les travailleurs sont exploités et opprimés parce qu'étant désorganisés pour tout ce qui concerne la protection de leurs intérêts, ils sont contraints, par la faim ou la violence brutale, de faire ce que veulent les dominateurs au profit desquels la société actuelle est organisée. Les travailleurs s'offrent eux-mêmes (en tant que soldat et capital) à la force qui les assujettit. Ils ne pourront jamais s'émanciper tant qu'ils n'auront pas trouvé dans l'union la force morale, la force économique et la force physique qu'il leur faut pour abattre la force organisée des oppresseurs.

Il y a eu des anarchistes, et il en reste encore, qui, tout en reconnaissant la nécessité de l'organisation dans la société future et le besoin de s'organiser maintenant pour la propagande et l'action, sont hostiles à toute organisation qui n'a pas pour but direct l'anarchie et ne suit pas les méthodes anarchistes. Et certains se sont éloignés de toutes les associations ouvrières qui proposent la résistance et l'amélioration des conditions dans l'ordre actuel des choses, ou ils s'y sont mêlés avec le but avoué de les désorganiser ; tandis que d'autres, tout en admettant qu'on pouvait faire partie des associations de résistance existantes, ont considéré presque comme une défection de tenter d'en organiser de nouvelles.

Il a paru à ces camarades que toutes les forces organisées dans un but autre que radicalement révolutionnaire seraient peut-être écartées de la voie révolutionnaire. Il nous semble, au contraire, et l'expérience nous l'a déjà trop montré, que leur méthode condamnerait le mouvement anarchiste à une perpétuelle stérilité.

Pour faire de la propagande, il faut se trouver au milieu des gens. C'est dans les associations ouvrières que l'ouvrier trouve ses camarades et, en principe, ceux qui sont le plus disposés à comprendre et à accepter nos idées. Et quand bien même on pourrait faire hors des associations autant de propagande que l'on voudrait, cela ne pourrait avoir d'effet sensible sur les masses ouvrières. Mis à part un petit nombre d'individus plus instruits et capables de réflexions abstraites et d'enthousiasmes théoriques, l'ouvrier ne peut arriver d'un coup à l'anarchie. Pour devenir anarchiste sérieusement et pas seulement de nom, il faut qu'il commence à sentir la solidarité qui le lie à ses camarades, qu'il apprenne à coopérer avec les autres dans la défense des intérêts communs et que, luttant contre les patrons, il comprenne que patrons et capitalistes sont des parasites inutiles et que les travailleurs peuvent conduire eux-mêmes l'administration sociale. Lorsqu'il comprend cela, le travailleur est anarchiste, même s'il n'en porte pas le nom.

D'autre part, favoriser les organisations populaires de toute sorte est la conséquence logique de nos idées fondamentales et, donc, cela devrait nécessairement faire partie de notre programme.

Un parti autoritaire, qui vise à s'emparer du pouvoir pour imposer ses idées, a intérêt à ce que le peuple reste une masse amorphe, incapable d'agir par elle-même et, donc, toujours facile à dominer. Logiquement donc, il ne désire qu'un certain niveau d'organisation, selon la forme qui aide à la prise du pouvoir : l'organisation électorale, s'il espère y arriver par la voie légale ; l'organisation militaire, s'il compte sur l'action violente.

Nous, anarchistes, nous ne voulons pas *émanciper* le peuple, nous voulons que le peuple *s'émancipe*. Nous ne croyons pas au fait imposé d'en haut par la force ; nous voulons que le nouveau mode de vie sociale sorte des entrailles du peuple et corresponde au degré de développement atteint par les hommes et puisse progresser à

mesure que les hommes avancent. Nous désirons donc que tous les intérêts et toutes les opinions trouvent dans une organisation consciente la possibilité d'être mis en valeur et d'influencer la vie collective, en proportion à leur importance.

Nous nous sommes donné pour but de lutter contre la présente organisation sociale et d'abattre les obstacles qui s'opposent à l'avènement d'une société nouvelle où la liberté et le bien-être seront assurés à tous. Pour poursuivre ce but, nous nous unissons en parti et nous cherchons à devenir les plus nombreux et les plus forts possible. Et les autres sont aussi organisés en parti.

Si les travailleurs restaient isolés comme autant d'unités indifférentes les unes aux autres, attachés à une chaîne commune ; si nous-mêmes nous n'étions pas organisés avec les travailleurs en tant que travailleurs, nous ne pourrions arriver à rien ou, dans le meilleur des cas, nous ne pourrions que nous imposer... et alors ce ne serait plus le triomphe de l'anarchie, mais le nôtre. Et nous ne pourrions plus nous dire anarchistes, nous serions de simples gouvernants et nous serions incapables de faire le bien, comme tous les gouvernants.

On parle souvent de révolution et on croit par ce mot résoudre toutes les difficultés. Mais que doit être, que peut être cette révolution à laquelle nous aspirons ?

Abattre les pouvoirs constitués et déclarer déchu le droit de propriété, c'est bien : un parti peut le faire et encore, il faut que ce parti, en dehors de ses forces, compte sur la sympathie des masses et sur une préparation suffisante de l'opinion publique.

Mais après ? La vie sociale n'admet pas d'interruptions. Durant la révolution ou l'insurrection, comme on voudra, et aussitôt après, il faut manger, s'habiller, voyager, imprimer, soigner les malades, etc., et ces choses ne se font pas d'elles-mêmes. Aujourd'hui, le gouvernement et les capitalistes les organisent pour en tirer profit et lorsqu'ils auront été abattus, il faudra que les ouvriers le fassent eux-mêmes au profit de tous, ou bien ils verront surgir, sous un nom ou un autre, de nouveaux gouvernants et de nouveaux capitalistes.

Et comment les ouvriers pourraient-ils pourvoir aux besoins urgents s'ils ne sont pas déjà habitués à se réunir et à discuter ensemble des intérêts communs et ne sont pas déjà prêts, d'une certaine façon, à accepter l'héritage de la vieille société ?

Dans une ville où les négociants en grain et les patrons boulangers auront perdu leurs droits de propriété et, donc, l'intérêt à approvisionner le marché, dès le lendemain il faudra trouver dans les magasins le pain nécessaire à l'alimentation de la population. Qui y pensera si les ouvriers boulangers ne sont pas déjà associés et prêts à travailler sans les patrons<sup>1</sup> et si, en attendant la révolution, ils n'ont pas pensé par avance à calculer les besoins de la ville et les moyens d'y pourvoir ?

Nous ne voulons pas dire pour autant que pour faire la révolution, il faut attendre que tous les ouvriers soient organisés. Ce serait impossible, vu les conditions du prolétariat, et heureusement ce n'est pas nécessaire, mais il faut au moins qu'il y ait des noyaux autour desquels les masses puissent se regrouper rapidement dès qu'elles seront libérées du fardeau qui les opprime. Si c'est une utopie de vouloir faire la révolution seulement lorsque nous serons tous prêts et d'accord, c'en est une plus grande encore que de vouloir la faire sans rien ni personne. Il faut une mesure en tout. En attendant, travaillons pour que les forces conscientes et organisées du prolétariat augmentent autant que possible. Le reste viendra de lui-même.

*L'Agitazione*, Ancône, 18 juillet 1897.

---

<sup>1</sup> C'est exactement ce qui se passa à Barcelone après l'écrasement du putsch militaire les 19-20 juillet 1936, grâce au travail préparatoire des ouvriers anarcho-sindicalistes de la Confédération nationale du travail (CNT).



# Le Congrès d'Amsterdam 1907

Il est très rare de disposer d'un commentaire détaillé et personnel sur un événement exceptionnel pour le mouvement anarchiste. Errico Malatesta lui-même a rédigé ce texte directement en français, que nous n'avons pas modifié. L'intervention de Malatesta sur le syndicalisme explique encore aujourd'hui des positions tranchées, dont il est en partie responsable. Par contre, la vision critique de Malatesta sur tous les problèmes importants à l'époque est presque inconnue.

JE NE VAIS PAS DONNER un compte-rendu détaillé du congrès, cela a été déjà fait par d'autres journaux ; et d'ailleurs, sous peu le Bureau international de correspondance va publier en brochure, comme il en a reçu mandat, le texte des résolutions, tandis que d'autres camarades s'occupent de la publication des rapports et des discours les plus importants.

Je tâcherai plutôt de donner une idée synthétique des résultats du congrès, tels qu'ils m'apparaissent, et j'analyserai, le plus complètement qu'il me sera permis par la nécessité d'être bref, et le plus impartialement qu'il sera possible à un qui est lui-même un partisan, les idées principales qui se sont dégagées des débats.

Et d'abord, je veux dire que le congrès a surpassé les espoirs des plus optimistes.

Ce congrès se réunissait sous de mauvais auspices. Beaucoup de camarades, peut-être la majorité, avaient regardé sa préparation d'un œil indifférent ou hostile : quelques-uns n'y voyaient qu'une parlote inutile ; d'autres y craignaient une tentative de centralisation et d'accaparement. Et même, beaucoup de ceux qui tiennent le plus à l'entente entre camarades et qui croient le plus à l'efficacité des efforts coordonnés étaient restés perplexes dans la crainte que le congrès ne fût une occasion pour aigrir les esprits et augmenter les dissensions.

Malgré tout cela, le congrès a très bien réussi. Beaucoup de camarades de tous les pays et de différentes tendances, venus soit en leur nom personnel, soit comme délégués de groupements constitués, se sont rencontrés, ont discuté et se sont entendus.

Un esprit de franchise, de fraternité, de bonne volonté n'a cessé de régner parmi les congressistes : on s'est vu, on s'est connu, on a examiné les différences et les points de contact, et, sans que personne sacrifie rien de ses conceptions personnelles, on est toujours parvenu à un accord fondamental, qui nous permettra de combattre côte à côte pour la cause commune.

La première question qui s'est présentée aux congressistes a été la conduite à tenir vis-à-vis du Congrès antimilitariste. La chose n'avait pas d'importance réelle, puisque, étant anarchistes, évidemment nous ne pouvions ne pas être tous antimilitaristes dans le sens le plus radical du mot, et il s'agissait seulement de fixer la manière comment nous aurions exprimé notre haine du militarisme et notre ferme décision de le combattre et abattre par tous les moyens possible. Je n'en parlerais donc pas, si cela n'avait pas donné lieu incidemment à une question qui cause souvent des malentendus entre nous, et sur laquelle il est bien de s'expliquer clairement.

Il y avait des camarades qui proposaient qu'on biffe de notre ordre du jour la question de l'antimilitarisme, et qu'on se réunisse, pour cette question, avec le Congrès antimilitariste. D'autres opposaient que si le Congrès antimilitariste ne contenait que des anarchistes, il n'y avait pas de raisons pour faire un congrès spécial sur un point détaché du programme anarchiste ; et que si, au contraire, comme c'était le cas, le Congrès antimilitariste contiendrait aussi des non-anarchistes, il était plus raisonnable de formuler entre nous notre opinion sur l'argument et aller ensuite la défendre dans le Congrès antimilitariste.

On ne put pas se mettre d'accord et l'on trancha la question par une votation qui donna une légère majorité aux partisans de la deuxième proposition.

Ce recours au vote déplut à des camarades qui crurent voir dans le fait de voter une violation des principes anarchistes, et déplut tellement que quelques-uns entre ceux qui avaient proposé de passer au vote en furent influencés au point que le lendemain ils voulurent s'excuser devant le congrès de l'acte « inconséquent » qu'ils expliquèrent avec l'énervement produit par une longue discussion qui était sans issue, justement parce qu'elle ne

se fondait sur aucune différence substantielle. Mais la plupart de ceux qui avaient voté se refusèrent à admettre que, dans l'espèce, le vote était un acte contraire aux principes anarchistes ; et c'est sur cela que je voudrais attirer l'attention des camarades.

On fit observer qu'il ne faut pas confondre deux choses essentiellement différentes, même quand il arrive qu'elles portent le même nom et se manifestent par les mêmes formes extérieures.

Le vote que repoussent les anarchistes, qu'ils doivent repousser sous peine de se mettre en contradiction avec eux-mêmes, est le vote par lequel on renonce à sa propre souveraineté, le vote qui donne à la majorité le droit d'imposer sa volonté à la minorité, le vote qui sert à faire et à justifier la loi.

Mais le vote qui sert à constater les opinions n'a certainement rien d'anti-anarchiste, comme n'est pas anti-anarchiste le vote quand il n'est qu'un moyen pratique, librement accepté, pour résoudre des questions pratiques qui n'admettent pas plusieurs solutions dans le même temps, et quand la minorité n'est pas obligée de se rallier à la majorité si cela ne lui convient ou ne lui plaît pas.

On vota sur les conditions dans lesquelles on irait au Congrès antimilitariste, parce qu'il fallait bien décider ce qu'on ferait ; mais, naturellement, si la minorité avait persisté dans l'idée d'aller au Congrès antimilitariste sans la discussion préalable entre anarchistes, elle restait libre de le faire à la seule condition qu'elle ne voulût pas obliger la majorité à la suivre ; et c'est, il me semble, tout ce qu'une minorité peut prétendre en anarchie.

Et la preuve que tous, du moins dans la pratique, reconnaissent la justesse de cette manière de voir, c'est que dans la suite du congrès, toutes les propositions faites ont été soumises aux votes pour constater l'opinion des présents, mais, qu'elles aient eu plus ou moins de voix, toutes ont droit à la même publicité, toutes sont également proposées aux camarades pour qu'ils en fassent le compte qui leur plaît.

Tandis que sur les questions pratiques (heures des séances, nomination du bureau pour tenir l'ordre de la discussion, etc.), on a voté et on a suivi le vouloir de la majorité, parce que personne ne voulut renoncer, pour des questions semblables, à l'avantage de discuter ensemble, c'est-à-dire au congrès même. (À suivre.)

*Les Temps nouveaux*, 21 septembre 1907, p. 1-2.

---

Et maintenant, arrivons à la question qui était ou paraissait la plus importante qu'avait à discuter le congrès, celle de l'organisation.

Les camarades connaissent les discussions et les polémiques, bien souvent âpres et malveillantes, qui nous ont affligés pendant de si longues années sur les questions de l'organisation, de l'individualisme, de la libre initiative. On s'attendait donc à voir s'engager sur ce terrain une bataille acharnée, et peut-être à voir se déclarer une scission irrémédiable.

Il n'en fut rien. On discuta avec chaleur, mais on arriva à une conclusion qui peut sembler inattendue pour beaucoup de gens, mais qui n'étonnera pas ceux qui, regardant au-delà des questions de mots, des grossièretés de langage et des préventions personnelles, étudient les forces psychologiques et sociales qui produisent le mouvement anarchiste.

Et la conclusion ce fut (ou du moins telle elle m'apparut) que – sauf les mystiques de la non-résistance qui n'ont pas de prise sur les masses et que les gouvernements se chargent, hélas ! de rappeler à la réalité de la lutte ; sauf quelques extravagants, qui servent peut-être, comme le font souvent les extravagants, à ouvrir de nouveaux chemins à la pensée et à l'action de l'avenir, mais qui ne comptent pas beaucoup entre les forces actuellement agissantes ; et sauf quelques individus, bourgeois en fait et en aspiration, qui s'appellent anarchistes pour épater les dames de leur monde – nous tous, les anarchistes révolutionnaires, que nous nous appelions individualistes ou communistes, organisateurs ou anti-organisateur et, quelles que soient nos conceptions théoriques, nous sommes en réalité tous d'accord dans la pratique ; nous voulons tous la même chose et à peu près par les mêmes moyens.

Nous sommes tous ennemis irréconciliables de l'État, du capitalisme et de la religion, nous tâchons tous d'acquérir la force, morale et matérielle, qu'il faut pour abattre les gouvernements, exproprier le capitaliste et mettre à la disposition de tous la richesse sociale, pour que tous, poussés par l'instinct social et les nécessités de la vie, organisent, en pleine liberté, une société de paix et de bonheur pour tous.

Certainement, en appliquant à tous les anarchistes l'impression que j'ai rapportée des discussions d'Amsterdam, je ne fais qu'exprimer mon opinion personnelle. Les camarades de la tendance appelée « individualiste » ou « anti-organisatrice », malheureusement, n'étaient que très faiblement représentés au congrès, et je ne peux faire que des suppositions sur l'attitude qu'ils auraient eue s'ils y avaient été. Toutefois, si l'écho d'Amsterdam pouvait seulement servir à rendre les polémiques plus calmes et pousser les camarades à chercher les côtés par où nous nous touchons et par où nous pouvons collaborer plutôt qu'exagérer les différences et s'attarder sur les faiblesses et les erreurs de chacun, le congrès déjà n'aurait pas été inutile. Entre les camarades qui étaient au congrès, l'accord et le désir de collaborer me parurent évidents. Il y eut des camarades (principalement Creuzet<sup>1</sup> d'Amsterdam) qui insistèrent sur les droits de l'individu, sur la libre initiative et les dangers de l'oppression de l'individu par la collectivité ; et il y en eut (principalement Dunois<sup>2</sup>) qui insistèrent sur l'idée de solidarité, de coopération, d'organisation. Mais les différences ne dépendaient que du point de vue où chaque orateur se plaçait, et je ne sus découvrir dans tout ce qui fut dit aucune dissension fondamentale. Et telle dut être l'impression de tous les congressistes, si l'on peut en juger par l'accueil favorable que je reçus quand je fis remarquer cet accord général.

La querelle entre individualistes et sociétaristes, je dis, n'est qu'une querelle de mots. Tous ceux qui réfléchissent, anarchistes ou non, sont individualistes, dans le sens qu'ils savent bien que l'individu est la réalité vivante, dont le bonheur est la seule chose qui importe ; et tous sont sociétaristes parce que tous savent que la société, avec ses semblables, est la condition nécessaire du développement, du bonheur, de l'existence même de l'individu humain. Mais il faut distinguer. Il y a l'individualisme de celui qui ne s'occupe que de soi-même, qui veut bien le plus grand développement de son propre individu, mais reste indifférent aux souffrances des autres, ou même en jouit, et c'est l'individualisme des rois, des capitalistes, des oppresseurs de tout acabit ; et il y a l'individualisme de ceux qui, pour être heureux, ont besoin de savoir que les autres le sont aussi, de ceux qui veulent la liberté, le bien-être, le développement intégral de tous les individus, et c'est l'individualisme des anarchistes.

Ainsi, il y a le sociétarisme de ceux qui, dans la société, voient un terrain à exploiter, une organisation faite pour mettre les forces de tous au service des intérêts et de la volonté de quelques-uns, et c'est, encore une fois, le sociétarisme des oppresseurs et des autoritaires ; et il y a le sociétarisme des anarchistes qui veulent organiser la société de telle façon que chaque individu y trouve non pas des entraves à son activité, à l'expansion de sa personnalité, mais un moyen pour être plus libre et plus puissant. Sur cela, je disais, il ne peut pas y avoir, il n'y a pas de désaccord entre anarchistes.

Et si l'on regarde bien, il n'y en a pas non plus, ou du moins, il n'y en a pas d'essentiel, sur la question pratique d'organisation. Aussi, ici, il y a une équivoque, qui n'aurait duré si longtemps si on s'était rencontré plus souvent et avec des intentions plus conciliatrices que dans le passé.

Les « anti-organiseurs » ont présent à l'esprit les tares autoritaires qui souillent presque toutes les organisations existantes, et en voulant repousser l'autoritarisme, paraissent repousser le principe d'organisation, qui n'est autre chose que l'adaptation des moyens au but qu'on veut rejoindre. Et les « organisateurs », s'attachant aux mots, imaginent que les autres veulent vivre dans l'isolement. Dans le fait, on ne peut être « désorganisé » que quand on ne fait rien ou si on ne fait que ces rares choses auxquelles suffisent les forces de l'individu isolé : quand on veut faire quelque chose, on cherche les éléments nécessaires pour le faire, et, qu'on appelle cela organisation, ou entente, ou rien du tout, on constitue une association à laquelle on tâche de donner l'extension et la durée que demande le but qu'on a en vue.

Ainsi, nous voyons souvent que les « anti-organiseurs » sont mieux organisés que beaucoup de ceux qui prêchent toujours l'organisation ; comme, d'autre part, nous voyons souvent plus de résidus autoritaires dans les groupements qui se réclament de la liberté « absolue » de l'individu que dans d'autres, qu'on accuse d'avoir des tendances autoritaires, parce qu'ils se disent partisans de l'organisation. Laissons donc, je concluais dans

---

<sup>1</sup> Creuzet est une erreur, il s'agit en réalité d'Hijman Croiset (1877-1925), anarcho-individualiste, acteur, créateur d'un éphémère parti socialiste critique.

<sup>2</sup> Amédée Dunois (1878-1945), journaliste anarchiste, puis résistant socialiste (un temps communiste) dans la clandestinité dès 1940 et non à partir du 22 juin 1941 (rupture du pacte Hitler-Staline), il est arrêté par la Gestapo et meurt dans le camp nazi de Bergen-Belsen.

mon discours, dont je ne donne ici que l'idée inspiratrice, laissons les questions de mots et gardons aux choses<sup>3</sup> : si nous trouvons que nous avons quelque chose à faire ensemble, cherchons les moyens pour pouvoir le faire. Il a été proposé la constitution d'une association internationale anarchiste. Constituons-la si nous pensons que la coopération de nous tous, anarchistes des différents pays, est possible et utile : elle vivra et se développera si elle réussit à démontrer son utilité.

Quant à moi, je crois qu'il est de toute urgence, pour des raisons morales aussi bien que matérielles, que nous multiplions entre nous les relations et que nous nous mettions en condition de pouvoir rapidement faire appel à la solidarité de tous les nôtres, toutes les fois qu'il y en aura besoin soit pour résister contre la réaction internationale, soit pour faire œuvre d'initiative révolutionnaire.

Ce fut l'opinion du congrès et l'Internationale anarchiste fut constituée. Ce n'est en réalité qu'un lien moral, une affirmation du désir de solidarité et de luttes communes. Mais c'est aussi ce qui importe le plus.

Comme organe matériel, on a nommé un bureau de correspondance pour faciliter les relations entre les adhérents et constituer des archives du mouvement anarchiste, qui resteront à la disposition des camarades. Mais cela n'a, selon moi, qu'une importance moindre.

L'important, je le répète, c'est le désir de lutter ensemble et l'intention de se tenir en relation pour n'avoir pas à se chercher quand arrive le moment d'agir, avec le risque que le moment passe avant qu'on se soit trouvés. (À suivre.)

*Les Temps nouveaux*, 28 septembre 1907, p. 2-3.

---

Après avoir conclu la discussion sur l'organisation avec une résolution dans laquelle tous tinrent à affirmer clairement que l'Internationale anarchiste serait une association de groupes et d'individus où « personne ne peut imposer sa volonté et amoindrir l'initiative d'autrui », on passa à discuter sur le syndicalisme et sur la grève générale.

Ce fut là certainement la discussion la plus importante du congrès, et c'est bien naturel, puisqu'il s'agissait d'une question d'intérêt pratique et immédiat, qui a la plus grande portée sur l'avenir du mouvement anarchiste et sur ses résultats probables, et puisque précisément sur cette question se manifesta la seule différence sérieuse d'opinion entre les congressistes, les uns donnant à l'organisation ouvrière et à la grève générale une importance excessive et les considérant presque comme la même chose qu'anarchisme et révolution, les autres insistant sur la conception intégrale de l'anarchisme et ne voulant considérer le syndicalisme que comme un moyen puissant, mais d'ailleurs plein de dangers, pour arriver à la réalisation de la révolution anarchiste.

La première tendance fut représentée principalement par le camarade Monatte<sup>4</sup> de la Confédération générale du travail (CGT), avec un groupe qu'il voulut bien appeler des « jeunes » malgré les protestations des jeunes gens, bien plus nombreux, de la tendance opposée.

Monatte, dans son remarquable rapport, nous parla longuement du mouvement syndicaliste français, de ses méthodes de lutte, des résultats moraux et matériels auxquels il est déjà arrivé, et finit par dire que le syndicalisme se suffit à lui-même comme moyen pour accomplir la révolution sociale et réaliser l'anarchie.

Contre cette dernière affirmation, je m'élevai avec énergie. Le syndicalisme, je dis, même s'il se corse de l'adjectif révolutionnaire, ne peut être qu'un mouvement légal, un mouvement qui lutte contre le capitalisme dans le milieu économique et politique que le capitalisme et l'État lui imposent. Il n'a donc pas d'issue, et ne pourra rien obtenir de permanent et de général, si ce n'est en cessant d'être le syndicalisme et en s'attachant non plus à l'amélioration des conditions des salariés et à la conquête de quelques libertés, mais à l'expropriation de la richesse et à la destruction radicale de l'organisation étatique.

Je reconnais toute l'utilité, la nécessité même, de la participation active des anarchistes au mouvement ouvrier, et je n'ai pas besoin d'insister pour être cru, car j'ai été des premiers à regretter l'attitude d'isolement hautain que prirent les anarchistes après la dissolution de l'ancienne Internationale, et à pousser de nouveau les camarades

<sup>3</sup> Tel quel dans le texte. On devine que Malatesta veut dire « et occupons-nous des problèmes ».

<sup>4</sup> Pierre Monatte (1881-1960), correcteur d'imprimerie et syndicaliste anarchiste, entre au Parti communiste en 1923 et en est expulsé en 1924. Monatte adopte ensuite une ligne anticapitaliste et anti-autoritaire critique exprimée par la revue *La Révolution prolétarienne*.

dans la voie que Monatte, oubliant l'histoire, appelle nouvelle. Mais cela n'est utile qu'à la condition que nous restions des anarchistes avant tout, et que nous ne cessions de considérer tout le reste au point de vue de la propagande et de l'action anarchistes. Je ne demande pas que les syndicats adoptent un programme anarchiste et ne soient composés que par des anarchistes. Dans ce cas, ils seraient inutiles, parce qu'ils feraient double emploi avec les groupements anarchistes, et n'auraient plus la qualité qui les rend chers aux anarchistes, c'est-à-dire celle d'être un champ de propagande aujourd'hui, et un moyen, demain, d'amener la masse dans la rue et lui faire prendre en main la possession des richesses et l'organisation de la production pour la collectivité. Je veux des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs qui commencent à sentir le besoin de s'unir avec leurs camarades pour lutter contre les patrons ; mais je connais aussi tous les dangers que présentent pour l'avenir des groupements faits dans le but de défendre, dans la société actuelle, des intérêts particuliers, et je demande que les anarchistes qui sont dans les syndicats se donnent comme mission de sauvegarder l'avenir en luttant contre la tendance naturelle de ces groupements à devenir des corporations fermées, en antagonisme avec d'autres prolétaires encore plus qu'avec les patrons.

Peut-être, la cause du malentendu se trouve dans la croyance, selon moi erronée quoique généralement acceptée, que les intérêts des ouvriers sont solidaires, et que, conséquemment, il suffit que des ouvriers se mettent à défendre leurs intérêts et à poursuivre l'amélioration de leurs conditions pour qu'ils soient naturellement amenés à défendre les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat.

La vérité est, selon moi, bien différente. Les ouvriers subissent, comme tout le monde, la loi d'antagonisme général qui dérive du régime de la propriété individuelle ; et voilà pourquoi les groupements d'intérêts, révolutionnaires toujours au début tant qu'ils sont faibles et dans le besoin de la solidarité des autres, deviennent conservateurs et exclusivistes quand ils acquièrent de la force, et avec la force, la conscience de leurs intérêts particuliers. L'histoire du trade-unionisme anglais et américain est là pour montrer comment s'est produite cette dégénérescence du mouvement ouvrier, quand il se cantonne dans la défense des intérêts actuels.

C'est seulement en vue d'une transformation complète de la société que l'ouvrier peut se sentir solidaire avec l'ouvrier, l'opprimé solidaire avec l'opprimé ; et c'est le rôle des anarchistes de tenir longtemps ardent le feu de l'idéal et tâcher d'orienter autant que possible tout le mouvement vers les conquêtes de l'avenir, vers la révolution, même, s'il le faut, au détriment des petits avantages que peut obtenir aujourd'hui quelque fraction de la classe ouvrière, et qui d'ailleurs ne s'obtiennent le plus souvent qu'aux dépens d'autres travailleurs et des consommateurs.

Mais pour pouvoir remplir ce rôle d'éléments propulseurs dans les syndicats, il faut que les anarchistes s'interdisent l'occupation des places et surtout des places payées.

Un anarchiste fonctionnaire permanent et stipendié d'un syndicat est un homme perdu comme anarchiste. Je ne dis pas que, quelquefois, il ne puisse pas faire du bien ; mais c'est un bien que feraient à sa place et mieux que lui des hommes d'idées moins avancées, tandis que lui, pour conquérir et retenir son emploi, doit sacrifier ses opinions personnelles et souvent faire des choses qui n'ont d'autre but que celui de se faire pardonner la tache originelle d'anarchiste.

D'ailleurs, la question est claire. Le syndicat n'est pas anarchiste, et le fonctionnaire est nommé et payé par le syndicat : s'il fait œuvre d'anarchisme, il se met en opposition avec ceux qui paient, et bientôt il perd sa place ou il est cause de la dissolution du syndicat ; si, au contraire, il remplit la mission pour laquelle il a été nommé, selon la volonté de la majorité, alors adieu anarchisme.

Des observations analogues que je fis relativement à ce moyen d'union propre du syndicalisme, la grève générale [sont les suivantes : nous] devons accepter, disais-je, et propager l'idée de la grève générale comme un moyen très à la main pour commencer la révolution, mais ne pas nous faire l'illusion que la grève générale pourra remplacer la lutte armée contre les forces de l'État.

Il a été dit souvent que par la grève les ouvriers pourront affamer les bourgeois et les amener à composition. Je ne saurais pas imaginer une plus grande absurdité. Les ouvriers seraient déjà morts de faim depuis longtemps avant que les bourgeois, qui disposent de tous les produits accumulés, commencent à souffrir sérieusement.

L'ouvrier, qui n'a rien, ne recevant plus son salaire, devra s'emparer des produits de vive force : il trouvera les gendarmes et les soldats et les bourgeois eux-mêmes, qui voudront les en empêcher ; et la question devra se résoudre bientôt à coups de fusils, de bombes, etc. La victoire restera à qui saura être le plus fort.

Préparons-nous donc à cette lutte nécessaire, au lieu de nous limiter à prêcher la grève générale comme une espèce de panacée qui devra résoudre toutes les difficultés. D'ailleurs, même comme manière pour commencer la révolution, la grève générale ne pourra être employée que d'une manière très relative. Les services d'alimentation, y compris naturellement ceux des transports des denrées alimentaires, n'admettent pas une interruption prolongée : il faut donc révolutionnairement s'emparer des moyens pour assurer l'approvisionnement avant encore que la grève se soit par elle-même développée en insurrection. Se préparer à faire cela ne peut pas être le rôle du syndicalisme : celui-ci ne peut seulement que fournir les troupes pour pouvoir l'accomplir.

Sur ces questions ainsi exposées par Monatte et par moi s'engagea une discussion très intéressante, quoiqu'un peu étouffée par le manque de temps et la nécessité assommante des traductions en plusieurs langues. On conclut en proposant plusieurs résolutions, mais il ne me paraît pas que les différences de tendance aient été heureusement définies ; il faut même beaucoup de pénétration pour en découvrir et, en effet, la plupart des congressistes n'en découvrirent pas du tout et votèrent également les différentes résolutions.

Cela n'empêche que deux tendances bien réelles se sont manifestées, quoique la différence existe plus dans le développement futur qu'on prévoit, que dans les intentions actuelles des personnes.

Je suis convaincu en effet que Monatte et le groupe des « jeunes » sont aussi sincèrement et foncièrement anarchistes et révolutionnaires que n'importe quelle « vieille barbe ». Ils regretteraient avec nous les défaillances qui se produiraient parmi les fonctionnaires syndicalistes ; seulement, ils les attribuent à des faiblesses individuelles. C'est là l'erreur, s'il s'agissait de fautes imputables à des individus, le mal ne serait pas grand : les faibles disparaissent bientôt et les traîtres sont bientôt connus et mis dans l'impuissance de nuire. Mais ce qui rend le mal sérieux, c'est qu'il dépend des circonstances dans lesquelles les fonctionnaires syndicalistes se trouvent. J'engage nos amis les anarchistes syndicalistes à y réfléchir et à étudier les positions respectives du socialiste qui devient député et de l'anarchiste qui devient fonctionnaire de syndicat : peut-être la comparaison ne sera pas inutile.

Et avec ça, le congrès était pratiquement fini : il ne nous restait plus ni force ni temps. Heureusement, les questions qu'on aurait dû encore discuter n'avaient pas grande importance.

Il y avait, c'est vrai, l'antimilitarisme ; mais entre anarchistes, cela ne pouvait pas donner lieu à débat. Nous nous limitâmes donc à affirmer, dans une résolution, notre haine du militarisme non seulement comme instrument de guerre entre les peuples, mais aussi comme moyen de répression, en réunissant dans une condamnation l'armée, la police, la magistrature et n'importe quelle force armée dans les mains de l'État.

On avait proposé une résolution contre l'alcoolisme, mais on passa à l'ordre du jour. Personne, certainement, n'aurait hésité à acclamer une résolution contre l'abus des boissons alcooliques, quoique peut-être avec la conviction que cela ne servait à rien ; mais la résolution proposée condamnait même l'usage modéré, qu'on considérait comme plus dangereux que l'abus. Cela nous parut trop fort ; dans tous les cas, on pense que c'est un argument qui devrait plutôt être discuté par des médecins, en admettant qu'ils en sachent quelque chose.

Enfin, il y avait la question de l'espéranto, chère au camarade Chapelier<sup>5</sup>. Le congrès, après une discussion, nécessairement brève et superficielle, recommanda aux camarades d'étudier la question d'une langue internationale, mais se refusa à se prononcer sur les mérites de l'espéranto. Et moi, qui suis un espérantiste convaincu, je dois convenir que le congrès eut raison : il ne pouvait pas délibérer sur une chose qu'il ne connaissait pas.

Laissez que je finisse avec les mots qui étaient sur la bouche de tous les congressistes, au moment de la séparation : le congrès a été tenu et a très bien réussi ; mais un congrès n'est rien du tout s'il n'est pas suivi par le travail de tous les jours de tous les camarades.

À l'œuvre, tous.

*Les Temps nouveaux*, 5 octobre 1907, p. 2-3.

---

<sup>5</sup> Émile Chapelier (1870-1933), anarchiste et espérantiste belge, puis socialiste et libre penseur.

# Syndicalisme et anarchisme

INVITÉ, VOIRE FORCÉ par d'aimables incitations, à parler à la séance de clôture du dernier Congrès de l'USI, j'ai dit des mots qui ont scandalisé les « syndicalistes purs » et déplu à certains camarades, peut-être parce qu'ils les considèrent comme inopportuns. Pire encore, ces mots ont été salués par les applaudissements plus ou moins intéressés de personnes étrangères à l'USI, et très éloignées de mes idées et de mes objectifs.

Cependant, je n'ai fait que répéter des opinions que j'ai exprimées mille fois et qui me semblent faire intégralement partie du programme anarchiste ! Il est donc utile de revoir cette question.

Il ne faut pas confondre le « syndicalisme », qui doit être une doctrine et une méthode pour résoudre la question sociale, et la mise en avant, l'existence et l'activité des syndicats ouvriers. Les syndicats ouvriers (les ligues de résistance et les autres manifestations du mouvement ouvrier) sont indubitablement utiles : ils sont même une phase nécessaire de l'ascension sociale du prolétariat. Ils tendent à donner conscience aux travailleurs de leurs véritables positions d'exploités et d'esclaves. Ils développent en eux le désir de changer de situation ; ils les habituent à la solidarité et la lutte, ce qui leur fait comprendre que les patrons sont des ennemis et que le gouvernement est le défenseur des patrons. Les améliorations qu'on peut obtenir au moyen des luttes ouvrières sont certes peu de choses, puisque le principe de l'exploitation et de l'oppression d'une classe par une autre demeure, et puisque ces améliorations risquent toujours d'être illusoires et d'être supprimées aussitôt par le jeu des forces économiques des classes supérieures. Mais toutes incertaines et illusoires qu'elles soient, ces améliorations servent cependant à empêcher que la masse s'adapte et s'abrutisse dans une misère toujours égale, qui ôte l'idée et le désir d'une vie meilleure. La révolution que nous voulons, faite par la masse et se développant par son action, sans imposition de dictatures ni déclarée ni larvée, aurait du mal à se produire et à se consolider sans la présence antérieure d'un grand mouvement de masse.

Du reste, quoi qu'on puisse en penser, le mouvement syndical est un fait qui s'impose et n'a pas besoin de notre reconnaissance pour exister. Il est le fruit naturel, dans les conditions sociales actuelles, du début de la rébellion des opprimés. Il serait absurde, voire préjudiciable, de vouloir que les travailleurs renoncent aux tentatives d'obtenir des améliorations immédiates, même petites, en attendant l'émancipation totale qui devra être le produit de la transformation sociale complète faite par la révolution.

C'est pourquoi, nous anarchistes soucieux avant tout de la réalisation de notre idéal, loin de nous désintéresser du mouvement ouvrier, nous devons y prendre une part active et chercher à ce que, tout en s'adaptant aux contingences nécessaires des petites luttes quotidiennes, il ait l'attitude la plus critique possible selon nos aspirations, et qu'il devienne un moyen toujours plus efficace d'élévation morale et d'esprit révolutionnaire.

Mais tout cela n'est pas le « syndicalisme », qui doit être une doctrine et une pratique en soi, et qui souhaite que l'organisation ouvrière, dont le but est la résistance et la lutte actuelle en vue d'améliorations possibles, mène naturellement, tout en augmentant et en étendant son implantation, à la transformation complète des institutions sociales et soit la condition et la garantie d'une société égalitaire et libertaire.

La tendance de chacun à donner la plus grande importance à ce qu'il fait et au genre d'activité qu'il exerce est très compréhensible. Certains, férus d'anti-alcoolisme, de néomalthusianisme, de modification alimentaire, de langue internationale, etc., ont fini par voir dans leur propagande minuscule et fragmentaire la panacée à tous les maux de la société. Il n'est donc pas étonnant que ceux qui ont consacré tout leur enthousiasme, toute leur activité à un objectif aussi important et vaste que le mouvement ouvrier, finissent souvent par en faire une panacée, un remède universel et suffisant en soi.

Et en fait il y eut, surtout en France, des anarchistes qui entrèrent dans le mouvement ouvrier avec les meilleures intentions pour porter notre message et propager nos méthodes au sein des masses, et qui furent par la suite absorbés et transformés, criant « le syndicalisme se suffit à lui-même ». Ils cessèrent bien vite d'être

anarchistes. Sans parler de ceux qui trahirent sciemment et qui abandonnèrent même le syndicalisme et, sous prétexte d'« union sacrée », se mirent au service du gouvernement et des patrons.

Mais si l'ivresse syndicaliste est explicable et pardonnable, ce n'est qu'une raison de plus pour être vigilant et ne pas prendre comme moyen unique et sûr de révolution une forme de lutte ayant en soi une grande potentialité révolutionnaire. Mais le syndicalisme peut devenir aussi, si on le laisse suivre ses tendances naturelles, un instrument de conservation des privilèges et d'adaptation des masses les plus évoluées aux institutions sociales présentes.

Le mouvement ouvrier, malgré tous ses mérites et toute sa potentialité, ne peut être en soi un mouvement révolutionnaire, dans le sens de la négation des bases juridiques et morales de la société actuelle.

Chaque organisation nouvelle peut, dans l'esprit des fondateurs et dans les statuts, avoir les plus hautes aspirations et les buts les plus radicaux, mais si elle veut exercer la fonction propre au syndicat ouvrier, c'est-à-dire la défense actuelle des intérêts de ses membres, elle doit reconnaître en fait les institutions qu'elle nie en théorie, s'adapter aux circonstances et tenter d'obtenir, peu à peu, le plus possible, en traitant et en transigeant avec les patrons et le gouvernement.

En un mot, le syndicat ouvrier est, en raison de sa nature, réformiste et il n'est plus révolutionnaire. L'esprit révolutionnaire doit y être apporté, développé et maintenu par le travail constant des révolutionnaires qui agissent en dehors et dans le syndicat, mais il ne peut être l'expression naturelle et normale de sa fonction. Les adhérents, que le syndicat a la mission de défendre, sont très souvent opposés aux aspirations idéologiques sur l'avenir. Le syndicat ne peut réaliser un travail révolutionnaire que s'il est pénétré de l'esprit de sacrifice et dans la mesure où l'idéal est placé au-dessus des intérêts. C'est-à-dire dans la mesure où le syndicat cesse d'être une centrale de revendications économiques et devient un groupe politique et idéologique, ce qui n'est pas possible dans les grandes organisations qui ont besoin pour agir du consentement de la masse, toujours plus ou moins égoïste, peureuse et rétrograde.

Mais ce n'est pas le pire.

La société capitaliste est faite de telle manière qu'en général, les intérêts de chaque classe, de chaque catégorie, de chaque individu sont en contradiction avec ceux de toutes les autres classes, catégories et individus. Et dans la vie réelle, on observe les accords et les oppositions les plus curieuses entre des classes et des individus qui, d'un point de vue de justice sociale, devraient être soit de plus en plus amis, soit de plus en plus ennemis. Il arrive souvent qu'en dépit de la solidarité prolétarienne tellement répétée, les intérêts d'une catégorie d'ouvriers soient opposés à ceux des autres ouvriers et s'adaptent à ceux d'une partie des patrons. De même, il arrive qu'en dépit de la fraternité internationale si désirée, les intérêts actuels des ouvriers d'un pays les lient aux capitalistes nationaux et les fassent lutter contre les travailleurs étrangers. Par exemple, les différentes prises de position des organisations ouvrières sur la question des tarifs douaniers et la volonté de participation des masses ouvrières aux guerres entre États capitalistes.

Je ne m'attarderai pas à citer de nombreux exemples d'opposition d'intérêts entre les différentes catégories de producteurs et de consommateurs, en raison du manque d'espace et aussi parce que j'en ai assez de répéter ce que j'ai déjà dit tant de fois : l'antagonisme entre les salariés et les chômeurs, les hommes et les femmes, les ouvriers nationaux et étrangers, les travailleurs du secteur public et les travailleurs qui utilisent ce secteur public, entre ceux qui savent un métier et ceux qui veulent l'apprendre, etc.

Je rappellerai ici l'intérêt que les ouvriers des industries de luxe ont à ce que les classes riches soient prospères, ainsi que ceux des multiples catégories de travailleurs dans différentes localités qui veulent que les « affaires » marchent, même aux dépens des autres localités et la production nécessaire aux masses. Et que dire des travailleurs qui sont dans des industries dangereuses pour la société et des simples individus qui n'ont pas d'autres moyens de gagner leur vie ? Essayez donc, en temps normal, lorsqu'on ne croit pas à l'imminence de la révolution, d'aller persuader les ouvriers des arsenaux menacés par le manque de travail de ne pas demander au gouvernement la construction d'un nouveau croiseur ! Et essayez de résoudre, si vous le pouvez, par des moyens syndicaux et sans défavoriser personne, le conflit entre les débardeurs, qui n'ont rien d'autre pour assurer leur vie que de monopoliser le travail à leur avantage, et les nouveaux arrivants, les « non-officiels », qui exigent leur droit au travail et à la vie !



Tout cela, et bien d'autres choses qu'on pourrait dire, montre que le mouvement ouvrier en soi, sans le ferment des idées révolutionnaires en opposition aux intérêts présents et immédiats des ouvriers, sans la critique et l'impulsion des révolutionnaires, loin de mener la transformation de la société à l'avantage de tous, tend à fonder des égoïsmes de catégories et à créer une classe d'ouvriers privilégiés au-dessus de la grande masse des déshérités.

Ainsi s'explique le fait que dans tous les pays, les organisations ouvrières, à mesure qu'elles ont grandi et se sont renforcées, sont devenues conservatrices et réactionnaires. Ceux qui ont consacré au mouvement ouvrier leurs efforts, honnêtement et en ayant comme but une société de bien-être et de justice pour tous, sont condamnés à un travail de Sisyphe et doivent chaque fois recommencer de zéro.

Il n'est pas vrai, comme le prétendent les syndicalistes, que l'organisation ouvrière d'aujourd'hui servira de cadre à la société future et facilitera le passage du régime bourgeois au régime égalitaire.

C'est une idée qui était en vigueur parmi les membres de la Première Internationale. Et si ma mémoire ne m'abuse, dans les écrits de Bakounine, il est dit que la nouvelle société serait réalisée par l'entrée de tous les travailleurs dans les sections de l'Internationale.

Mais il me semble que c'est une erreur.

Les cadres des organisations ouvrières actuelles correspondent aux conditions contemporaines de la vie économique, qui résulte de l'évolution historique de la société et de l'imposition du capitalisme. Mais la nouvelle société ne peut se faire qu'en brisant les cadres et en créant de nouveaux organismes correspondant aux nouvelles conditions et aux nouveaux buts sociaux.

Les ouvriers sont aujourd'hui groupés selon les métiers qu'ils exercent, les industries auxquelles ils appartiennent, selon les patrons contre lesquels ils doivent lutter ou les commerces auxquels ils sont liés. À quoi serviront ces groupements lorsque, après la suppression du patronat et le bouleversement des rapports commerciaux, une bonne partie des métiers et des industries actuels devront disparaître, certains définitivement parce qu'ils sont inutiles et dangereux ; d'autres momentanément parce que, bien qu'utiles dans l'avenir, ils n'auraient pas de raison d'être ni de possibilité dans la période troublée de la crise sociale ? À quoi serviront, pour citer un exemple entre mille, les organisations des tailleurs de marbre de Carrare<sup>1</sup>, lorsqu'il faudra qu'ils aillent cultiver la terre pour accroître la production alimentaire, en laissant pour l'avenir la construction des monuments et des palais de marbre ?

Bien sûr, les organisations ouvrières, en particulier sous la forme coopérative (qui tendent, d'autre part, en régime capitaliste à saper la résistance ouvrière), peuvent servir à développer chez les travailleurs les capacités techniques et administratives. Mais, au moment de la révolution et de la réorganisation sociale, elles doivent disparaître et se fondre dans les nouveaux groupements populaires que les circonstances exigeront. C'est le but des révolutionnaires de chercher à empêcher qu'il s'y développe un esprit de corps, qui serait un obstacle à la satisfaction des nouveaux besoins de la société.

Donc, selon moi, le mouvement ouvrier est un moyen à utiliser aujourd'hui pour élever et éduquer les masses, pour le choc révolutionnaire inévitable. Mais c'est un moyen qui présente des inconvénients et des dangers. Et nous, anarchistes, nous devons agir pour neutraliser ces inconvénients, veiller aux dangers et utiliser autant que possible le mouvement pour nos objectifs.

Cela ne veut pas dire que nous voudrions, comme cela a été dit, asservir le mouvement ouvrier à notre parti. Nous serions certes contents que tous les ouvriers, que tous les hommes soient anarchistes, ce qui est la tendance idéale de tout propagandiste. Mais, dans ce cas, l'anarchie serait une réalité et ces discussions seraient inutiles.

Dans la situation actuelle, nous voulons que le mouvement ouvrier, ouvert à tous les courants d'idées et prenant part à tous les aspects de la vie sociale, économique et morale, vive et se développe sans aucune domination de parti, du nôtre comme de celui des autres.

Pour nous, il n'est pas très important que les travailleurs revendiquent plus ou moins intensément : l'important est ce qu'ils veulent, ce qu'ils cherchent à conquérir eux-mêmes, avec leur force, leur *action directe* en opposition aux capitalistes et au gouvernement.

---

<sup>1</sup> Un syndicat, une population et une ville qui était et qui demeure fortement marquée par les traditions de luttes anarcho-syndicalistes et anarchistes.

Une petite amélioration arrachée par la force autonome vaut plus à cause de ses effets moraux et, à la longue, même de ses effets matériels, qu'une grande réforme concédée par le gouvernement ou les capitalistes avec des fins trompeuses ou même par pure et simple bienveillance.

*Umanità Nova*, 6 juin 1922.

# Entre paysans

**Jacques** : Tout cela est très beau, et je ne m'y oppose pas ; mais enfin, les messieurs ont la fortune et, en fin du compte, nous devons les remercier, parce que, sans eux, on ne pourrait pas vivre.

**Pierre** : S'ils ont la fortune, c'est qu'ils l'ont prise de force et l'ont augmentée en prenant le fruit du travail des autres. Mais ils peuvent la perdre de la même manière qu'ils l'ont acquise. Jusqu'ici, dans le monde, les hommes se sont fait la guerre les uns aux autres ; ils ont cherché à s'enlever mutuellement le pain de la bouche, et chacun s'est estimé heureux s'il a pu soumettre son semblable et s'en servir comme d'une bête de somme. Mais il est temps de mettre un terme à cette situation. À se faire la guerre, on ne gagne rien, et l'homme n'a récolté de tout cela que la misère, l'esclavage, le crime, la prostitution et, de temps à autre, de ces bains de sang qui s'appellent guerres et révolutions. S'ils voulaient, au contraire, se mettre d'accord, s'aimer et s'aider les uns les autres, on ne verrait plus ces malheurs. Il n'y aurait plus de gens qui possèdent beaucoup, pendant que d'autres n'ont rien, et l'on ferait en sorte que tous soient aussi bien que possible.

Je sais bien que les riches, qui se sont habitués à commander et à vivre sans travailler, ne veulent plus entendre parler d'un changement de système. Nous agirons en conséquence. S'ils veulent enfin comprendre qu'il ne doit plus y avoir de haine et d'inégalité entre les hommes et que tous doivent travailler, tant mieux. Si, au contraire, ils prétendent continuer à jouir des fruits de leurs violences et des vols commis par eux ou par leurs pères, alors, tant pis pour eux. Ils ont pris de force tout ce qu'ils possèdent ; nous aussi, nous le leur enlèverons de force. Si les pauvres savent s'entendre, ils sont les plus forts.

**Jacques** : Mais alors, quand il n'y aura plus de messieurs, comment fera-t-on pour vivre ? Qui donnera du travail ?

**Pierre** : Quelle question ! Mais vous voyez tous les jours comment cela se passe : c'est vous qui piochez, semez et fauchez. C'est vous qui battez le grain et le portez dans les greniers ; c'est vous qui faites le vin, l'huile et le fromage, et vous me demandez comment on fera pour vivre sans les messieurs ? Demandez-moi plutôt comment les messieurs feraient pour vivre si nous n'étions pas là, nous, pauvres imbéciles, travailleurs de la campagne et de la ville, qui peinons à les nourrir et à les vêtir, et qui leur laissons prendre nos filles afin qu'ils puissent se divertir.

Il y a un moment, vous vouliez remercier les patrons parce qu'ils vous font vivre. Vous ne comprenez donc pas que ce sont eux qui vivent de votre travail et que chaque morceau de pain qu'ils mangent est enlevé à vos enfants ; que chaque cadeau qu'ils font à leur femme représente la misère, la faim, le froid ; peut-être même la prostitution pour les vôtres ?

Qu'est-ce que produisent les messieurs ? Rien ! Donc, tout ce qu'ils consomment est enlevé aux travailleurs.

Supposons que demain, tous les ouvriers des champs disparaissent, il n'y aura plus personne pour travailler la terre, et tout le monde mourra de faim. Que les cordonniers disparaissent, on ne fera plus de souliers ; que les maçons disparaissent, on ne pourra plus faire de maisons, et ainsi de suite. Que chaque classe de travailleurs vienne à manquer l'une après l'autre, avec elle disparaîtra une branche de la production, et l'homme devra se priver des objets utiles ou nécessaires.

Mais quel préjudice ressentirait-on de la disparition des messieurs ? Ce serait comme si les sauterelles disparaissaient.

**Jacques** : Oui, c'est bien nous, en effet, qui produisons tout. Mais comment ferais-je, moi, pour produire du blé si je n'ai ni terre, ni animaux, ni semence ? Crois-moi, il n'y a pas moyen de faire autrement ; il faut nécessairement être sous la dépendance des patrons.

**Pierre** : Voyons, Jacques, est-ce que nous nous comprenons, oui ou non ? Il me semble vous avoir déjà dit qu'il faut enlever aux maîtres ce qui sert à travailler et à vivre : la terre, les outils, les semences, tout. Je le sais bien, moi, tant que la terre et les instruments de travail appartiendront aux maîtres, le travailleur devra être

toujours un sujet et ne récoltera qu'esclavage et misère. C'est pourquoi, retenez bien ceci, la première chose à faire, c'est d'enlever la propriété aux bourgeois ; sans cela, le monde ne pourra jamais s'améliorer.

**Jacques** : Tu as raison, tu l'avais dit. Mais que veux-tu, ce sont pour moi des choses si nouvelles que je m'y perds. Mais explique-moi un peu comment tu voudrais faire. Cette propriété enlevée aux riches, qu'en ferait-on ? On se la partagerait, n'est-ce pas ?

**Pierre** : Pas du tout. Et quand vous entendrez dire que nous voulons partager, que nous voulons prendre la place de ceux qui possèdent, sachez que celui qui dit cela est un ignorant ou un méchant.

**Jacques** : Mais alors ? Je n'y comprends plus rien.

**Pierre** : Et pourtant, ce n'est pas difficile : nous voulons mettre tout en commun.

Nous partons du principe que tous doivent travailler et que tous doivent être le mieux possible. Dans ce monde, on ne peut vivre sans travailler. Si un homme ne travaillait pas, il devrait vivre du travail des autres, ce qui est injuste et nuisible. Mais, bien entendu, quand je dis que tous doivent travailler, je veux dire tous ceux qui peuvent le faire. Les estropiés, les impotents, les vieillards doivent être entretenus par la société, parce que c'est un devoir d'humanité de ne faire souffrir personne. Du reste, nous deviendrons tous vieux, et nous pouvons devenir estropiés ou impotents d'un moment à l'autre, aussi bien que tous ceux qui nous sont chers.

Maintenant, si vous réfléchissez bien, vous verrez que toutes les richesses, c'est-à-dire tout ce qui existe d'utile à l'homme, peuvent se diviser en deux parts. L'une, qui comprend la terre, les machines et tous les instruments de travail, le fer, le bois, les pierres, les moyens de transport, etc., est indispensable pour travailler et doit être mise en commun pour servir à tous comme instrument de travail. Quant au mode de travail, c'est une chose qu'on verra plus tard. Le mieux serait, je crois, de travailler en commun, parce que, de cette manière, on produit plus, avec moins de fatigue. D'ailleurs, il est certain que le travail en commun sera adopté partout, car, pour travailler chacun séparément, il faudrait renoncer à l'aide des machines qui simplifient et diminuent le travail de l'homme. Du reste, quand les hommes n'auront plus besoin de s'enlever le pain de la bouche les uns aux autres, ils ne seront plus comme chiens et chats et trouveront du plaisir à être ensemble et à faire les choses en commun. On laissera, bien entendu, travailler seuls ceux qui voudront le faire : l'essentiel, c'est que personne ne puisse vivre sans travailler, obligeant ainsi les autres à travailler pour lui. Mais cela ne pourra plus arriver. En effet, chacun ayant droit à la matière du travail, nul ne voudra certainement se mettre au service d'un autre.

L'autre partie des richesses comprend les choses qui servent directement aux besoins de l'homme, comme les aliments, les vêtements, les maisons. Celles-ci, il faut les mettre en commun et les distribuer de manière qu'on puisse aller jusqu'à la nouvelle récolte et attendre que l'industrie ait fourni de nouveaux produits.

Quant aux choses qui seront produites après la révolution, alors qu'il n'y aura plus de patrons oisifs vivant sur les fatigues des prolétaires affamés, on les répartira suivant la volonté des travailleurs de chaque pays. Si ceux-ci veulent travailler en commun, tout sera pour le mieux. On cherchera alors à régler la production de manière à satisfaire les besoins de tous, et la consommation de manière à assurer à tous la plus grande somme de bien-être. Si cela est fait, tout est dit.

Si l'on ne procède pas ainsi, il faudra calculer ce que chacun produit, afin que chacun puisse prendre la quantité d'objets équivalente à sa production. C'est là un calcul assez difficile, que je crois, pour ma part, presque impossible. Lorsqu'on verra la difficulté de la distribution proportionnelle, on acceptera plus facilement l'idée de mettre tout en commun.

Mais, de toute manière, il faudra que les choses de première nécessité, comme le pain, le logement, l'eau et les choses de ce genre, soient assurées à tous, indépendamment de la quantité de travail que chacun peut fournir. Quelle que soit l'organisation adoptée, l'héritage ne doit plus exister, parce qu'il n'est pas juste que l'un trouve en naissant la richesse, et l'autre la faim et les privations. Même si l'on admet l'idée que chacun est maître de ce qu'il a produit et peut faire des économies pour son compte personnel, il faudra qu'à sa mort, son épargne retourne à la communauté.

Les enfants, cependant, devront être élevés et instruits aux frais de tous, et de manière à leur assurer le plus grand développement et la meilleure instruction possible. Sans cela, il n'y aurait ni justice ni égalité. On violerait le principe du droit de chacun aux instruments de travail. Il ne suffirait pas de donner aux hommes la terre et les machines, si l'on ne cherchait à les mettre tous en état de s'en servir le mieux possible.

De la femme, je ne vous dis rien, parce que, pour nous, la femme doit être l'égal de l'homme, et quand nous parlons de l'homme, nous voulons dire l'humanité, sans distinction de sexe.

**Jacques** : Il y a une chose, pourtant, que je ne vois pas : prendre la fortune aux messieurs qui ont volé et affamé les pauvres gens, c'est bien. Mais si un homme, à force de travail et d'économie, est parvenu à mettre de côté quelques sous, à acheter un petit champ ou à ouvrir une petite boutique, de quel droit pourrais-tu lui enlever ce qui est vraiment le fruit de son travail ?

**Pierre** : C'est fort difficile. Il est impossible de faire des économies aujourd'hui, quand les capitalistes et le gouvernement prennent les meilleurs produits ; et vous devriez le savoir, vous qui, après tant d'années de travail assidu, êtes aussi pauvres qu'avant. Du reste, je vous ai déjà dit que chacun a droit aux matières premières et aux instruments de travail ; c'est pourquoi si un homme possède un petit champ, pourvu qu'il le travaille de ses mains, il pourra bien le garder, et on lui donnera en outre les outils perfectionnés, les engrais et tout ce qui sera nécessaire pour que la terre puisse produire le plus possible. Certainement, il sera préférable qu'on mette tout en commun ; mais, pour cela, il n'y aura pas besoin de forcer quiconque, parce que tous trouveront un plus grand intérêt à adopter le système du communisme. Avec la propriété et le travail communs, tout ira beaucoup mieux qu'avec le travail isolé, d'autant plus qu'avec l'invention des machines, le travail isolé devient, relativement, toujours moins rentable.

**Jacques** : Ah ! les machines ! voilà les choses qu'on devrait brûler ! Ce sont elles qui cassent les bras et enlèvent le travail aux pauvres gens. Ici, dans nos campagnes, on peut être sûr que chaque fois qu'il arrive une machine, notre salaire diminue. Un certain nombre d'entre nous se retrouvent sans travail, forcés de partir ailleurs pour ne pas mourir de faim. En ville, cela doit être pire. Au moins, s'il n'y avait pas de machines, les messieurs auraient plus besoin de notre travail, et nous vivrions un peu mieux.

**Pierre** : Vous avez raison, Jacques, de penser que les machines sont une des causes de la misère et du manque de travail. Cela se passe ainsi parce qu'elles appartiennent aux riches. Si elles appartenaient aux travailleurs, ce serait tout le contraire : elles seraient la cause principale du bien-être de l'humanité. En effet, les machines ne font, en réalité, que travailler à notre place, et plus rapidement que nous. Grâce aux machines, l'homme n'aura plus besoin de travailler pendant de longues heures pour satisfaire ses besoins et ne sera plus condamné à de pénibles travaux, qui excèdent ses forces physiques. C'est pourquoi, si les machines étaient appliquées à toutes les branches de la production et appartenaient à tous, on pourrait, en quelques heures de travail léger et agréable, suffire à tous les besoins de la consommation. Chaque ouvrier aurait le temps de s'instruire, d'être en relations d'amitié, de vivre, en un mot, et de jouir de la vie en profitant de toutes les conquêtes de la civilisation et de la science. Donc, souvenez-vous-en bien, il ne faut pas détruire les machines, il faut s'en emparer. Et puis, sachez que les messieurs protégeraient tout aussi bien leurs machines contre ceux qui voudraient les détruire que contre ceux qui tenteraient de s'en emparer. Par conséquent, puisqu'il faut faire le même effort et courir les mêmes périls, ce serait proprement une sottise de les détruire plutôt que de les prendre. Voudriez-vous détruire le blé et les maisons s'il y avait moyen de les partager entre tous ? Certainement pas. Eh bien ! il faut en agir de même avec les machines, parce que si elles sont entre les mains des patrons les instruments de notre misère et de notre servitude, elles deviendront dans nos mains des instruments de richesse et de liberté.

**Jacques** : Mais, pour que tout aille bien avec ce système, il faudrait que tout le monde veuille travailler volontairement. N'est-ce pas ?

**Pierre** : Bien entendu.

**Jacques** : Et s'il y en a qui veulent vivre sans travailler ? C'est dur de se fatiguer et cela ne plaît même pas aux chiens.

**Pierre** : Vous confondez la société telle qu'elle est aujourd'hui, avec la société telle qu'elle sera après la révolution. La fatigue, avez-vous dit, ne plaît même pas aux chiens. Mais pourquoi voudriez-vous rester des journées entières sans rien faire ?

**Jacques** : Moi, non, parce que je suis habitué au travail, et quand je n'ai rien à faire, il me semble que mes mains me démangent. Mais il y a bien des gens qui resteraient toute la journée à jouer aux cartes au café ou à se promener sans rien faire.

**Pierre** : Aujourd'hui, oui ; mais après la révolution, cela ne sera pas pareil et voici pourquoi. Aujourd'hui, le travail est pénible, mal payé et méprisé. Aujourd'hui, celui qui travaille doit crever de fatigue, mourir de faim

et être traité comme une bête. Celui qui travaille n'a aucun espoir, il sait qu'il devra finir sa vie à l'hôpital, s'il ne la finit pas en prison. Comme il ne peut pas s'occuper de sa famille, il ne jouit en rien de la vie et souffre continuellement de mauvais traitements et d'humiliations de toutes sortes. Celui qui ne travaille pas, au contraire, jouit de tout le confort : il est apprécié, estimé, tous les honneurs, tous les plaisirs sont pour lui. Même parmi les ouvriers, celui qui travaille le moins et fait les choses les moins pénibles gagne davantage et est plus estimé. Quoi d'étonnant alors que les gens travaillent avec dégoût et saisissent avec empressement l'occasion de ne rien faire ?

Quand, au contraire, le travail se fera dans des conditions humaines, pendant une durée raisonnable et conformément aux lois d'hygiène ; quand le travailleur saura qu'il travaille pour le bien-être des siens et de tous les hommes ; quand le travail sera la condition indispensable pour être estimé dans la société et que le paresseux sera livré au mépris public comme aujourd'hui l'espion et l'entremetteur, qui voudra alors renoncer à la joie de se savoir utile et aimé, pour vivre dans une oisiveté aussi funeste à son corps qu'à son esprit ?

Aujourd'hui même, à part quelques rares exceptions, tout le monde éprouve une répugnance invincible, comme instinctive, pour le métier de mouchard et celui de proxénète. Et pourtant, en faisant ces métiers abjects, on gagne beaucoup plus qu'à piocher la terre ; on travaille peu ou pas du tout, et l'on est plus ou moins protégé par l'autorité. Mais comme ce sont des métiers infâmes, signe d'une profonde abjection morale, car ils n'entraînent que la douleur et le mal, presque tous les hommes préfèrent la misère à l'infamie. Il y a des exceptions, des hommes faibles et corrompus qui préfèrent l'infamie, il s'agit toujours du choix entre l'infamie et la misère. Qui, au contraire, choisirait une vie infâme et méprisable, s'il pouvait en travaillant avoir le bien-être et l'estime publique ? Certes, si un tel fait venait à se produire, il serait si contraire à la nature de l'homme qu'on devrait le considérer comme un cas de folie.

Et, n'en doutez pas : la réprobation publique contre la paresse ne manquerait pas de se produire, parce que le travail est le premier besoin d'une société. Le paresseux non seulement ferait du mal à tous en vivant du produit des autres, sans contribuer par son travail aux besoins de la communauté, mais il romprait l'harmonie de la nouvelle société et serait l'élément d'un parti de mécontents qui pourrait désirer le retour au passé. Les collectivités sont comme les individus : elles aiment et honorent ce qui est ou qu'elles croient utile. Elles haïssent et méprisent ce qu'elles savent ou croient nuisibles. Elles peuvent se tromper, et se trompent même trop souvent ; mais, dans le cas dont il s'agit, l'erreur n'est pas possible. De toute évidence celui qui ne travaille pas, mange et boit aux dépens des autres, fait du tort à tous.

En voici la preuve : supposez que vous êtes associé avec d'autres hommes pour faire en commun un travail dont vous partagerez le produit en parties égales. Bien évidemment, vous respecterez alors vos compagnons faibles ou maladroits. Quant au paresseux, vous lui rendrez la vie tellement dure qu'il vous quittera ou aura bientôt envie de travailler. C'est ce qui arrivera dans la grande société, chaque fois que la fainéantise de quelques-uns pourrait causer un dommage important.

Et puis, à la fin du compte, si l'on ne pouvait marcher de l'avant, à cause de ceux qui ne voudraient pas travailler, ce que je crois impossible, le remède sera facile à trouver : on les expulsera de la communauté. Alors, n'ayant droit qu'à la matière première et aux instruments de travail, ils seront bien forcés de travailler s'ils veulent vivre.

**Jacques** : Tu commences à me convaincre ; mais, dis-moi, tous les hommes seraient-ils obligés de travailler la terre ?

**Pierre** : Pourquoi cela ? L'homme n'a pas besoin seulement de pain, de vin et de viande ; il lui faut aussi des maisons, des vêtements, des livres ; en un mot, tout ce que les travailleurs de tous les métiers produisent, et personne ne peut pourvoir seul à tous ses besoins. Déjà, pour travailler la terre, est-ce que l'on n'a pas besoin du forgeron et du menuisier qui font les outils, et aussi du mineur qui déterre le fer, et du maçon qui construit les maisons, les magasins, et ainsi de suite ? Donc, il n'est pas dit que tous travailleront la terre, mais que tous feront des œuvres utiles.

La variété des métiers permettra d'ailleurs à chacun de choisir la besogne qui lui conviendra le mieux, et ainsi, du moins dans la mesure du possible, le travail ne sera plus pour l'homme qu'un exercice, qu'un divertissement ardemment désiré.

**Jacques** : Donc, chacun sera libre de choisir le métier qu'il voudra ?

**Pierre** : Certainement, en ayant soin que les choix ne portent pas exclusivement sur certains métiers et manquent dans d'autres. Comme on travaillera dans l'intérêt de tous, il faut faire en sorte que tout ce qui est nécessaire soit produit, en conciliant autant que possible l'intérêt général et les préférences individuelles. Mais vous verrez que tout s'arrangera pour le mieux, quand il n'y aura plus de patrons qui nous font travailler pour un morceau de pain, sans que nous puissions nous occuper de savoir à quoi et à qui sert notre travail.

**Jacques** : Tu dis que tout s'arrangera, et moi, au contraire, je crois que personne ne voudra faire les métiers pénibles ; tous voudront être avocats ou docteurs. Qui labourera la terre ? Qui voudra risquer sa santé et sa vie dans les mines ? Qui voudra entrer dans les puits noirs et toucher le fumier ?

**Pierre** : Ah ! quant aux avocats, laissez-les de côté, car, comme les prêtres, il forme une gangrène que la révolution sociale fera disparaître complètement. Parlons des travaux utiles, et non de ceux faits aux dépens du prochain ; sinon il faudra compter aussi comme travailleur l'assassin dans les rues, qui, souvent, doit supporter de grandes souffrances.

Aujourd'hui, nous préférons un métier à un autre, non parce qu'il est plus ou moins conforme à nos facultés et à nos goûts, mais parce qu'il est plus facile à apprendre, parce que nous gagnons ou espérons gagner plus, parce que nous pensons trouver plus facilement des débouchés, et, ensuite seulement, parce que tel ou tel travail peut être moins pénible qu'un autre. En somme, le choix d'un métier nous est surtout imposé par notre naissance, le hasard et les préjugés sociaux. Par exemple, le métier de laboureur est un métier qui ne plairait à aucun citadin, même parmi les plus misérables. Et pourtant, l'agriculture n'a rien de répugnant en soi, et la vie des champs ne manque pas de plaisir. Bien au contraire, si vous lisez les poètes, vous les voyez pleins d'enthousiasme pour la vie champêtre. Mais la vérité est que les poètes qui font des livres n'ont jamais labouré la terre, tandis que les cultivateurs se crèvent la santé, meurent de faim, vivent plus mal que les bêtes et sont traités comme des gens de rien, tellement que le dernier vagabond des villes se trouve offensé de s'entendre appeler paysan. Comment voulez-vous alors que les gens travaillent volontiers la terre ? Nous-mêmes, qui sommes nés à la campagne, nous la quittons aussitôt que nous en avons la possibilité, parce que, quoi que nous fassions, nous sommes mieux ailleurs et plus respectés. Mais qui de nous voudra quitter les champs s'il travaillait pour son compte et trouvait dans le travail de la terre bien-être, liberté et respect ?

Il en va de même pour tous les métiers, parce que le monde est ainsi fait aujourd'hui que plus un travail est nécessaire et pénible, plus il est mal rétribué, méprisé et fait dans des conditions inhumaines. Par exemple, allez dans l'atelier d'un orfèvre, et vous trouverez que, en comparaison des immondes taudis dans lesquels nous vivons, le local est propre, bien aéré, chauffé l'hiver. Le travail quotidien n'est pas très long et les ouvriers, quoique mal payés, car le patron leur prend encore le meilleur de leur produit, sont cependant assez bien traités par rapport aux autres travailleurs. La soirée, pour eux, est une fête ; quand ils ont quitté la veste de travail, ils vont où ils veulent, sans craindre que les gens les toisent et les bafouent. Au contraire, allez dans une mine, et vous verrez de pauvres gens qui travaillent sous terre, où l'air est pestilentiel, et qui consomment en peu d'années leur vie pour un salaire dérisoire. Si, par hasard, après avoir fini leur travail, ils se permettent d'aller là où se réunissent les messieurs, ils auront de la chance si on ne les chasse que par des railleries ! Comment s'étonner après cela qu'un homme préfère être orfèvre que mineur ?

Je ne vous dis rien de ceux qui ne manient que la plume comme outil. Figurez-vous qu'un homme qui ne fait que de mauvais articles dans les journaux gagne dix fois plus qu'un paysan, et il est estimé bien plus qu'un honnête travailleur.

Par exemple, les journalistes travaillent dans des salles élégantes ; les cordonniers, dans des boutiques tristes ; les ingénieurs, les médecins, les artistes, les professeurs, quand ils ont du travail et qu'ils savent bien leur métier, vivent comme des seigneurs. Les maçons, les infirmiers, les artisans et on peut ajouter aussi, à dire vrai, les médecins de village<sup>1</sup> et les instituteurs, meurent de faim même en se tuant à travailler. Je ne veux pas dire par là, entendez-moi bien, que seul le travail manuel est utile, car l'étude est, au contraire, le seul moyen de vaincre la nature, de se civiliser et d'acquérir plus de liberté et de bien-être. Les médecins, les ingénieurs, les chimistes, les professeurs sont aussi utiles et nécessaires dans la société moderne que les paysans et les autres ouvriers.

---

<sup>1</sup> « *Medici condotti* », système de médecins-infirmiers, instauré depuis le XIII<sup>e</sup> siècle en Italie, assurant une assistance gratuite aux pauvres et peu payés par leurs employeurs, les communes rurales.

Je veux dire seulement que tous les travaux utiles doivent être également appréciés et faits de telle sorte que le travailleur trouve une égale satisfaction à les faire. Les travaux intellectuels, qui sont par eux-mêmes un grand plaisir, qui donnent à l'homme une grande supériorité sur celui qui reste dans l'ignorance, doivent être accessibles à tous, et non pas rester le privilège d'un petit nombre.

**Jacques** : Mais si tu dis toi-même que le travail intellectuel est un grand plaisir qui donne un avantage sur ceux qui sont ignorants, il est clair que tous voudront étudier, moi le premier. Et alors, qui fera les travaux manuels ?

**Pierre** : Tous, parce que, tout en étudiant les lettres et les sciences, on doit faire aussi un travail physique : tous doivent travailler avec la tête et les bras. Ces deux activités, loin d'être en contradiction, se complètent, car pour bien se porter, l'homme a besoin d'exercer tous ses organes : le cerveau aussi bien que les muscles. Celui qui a l'intelligence développée et qui est habitué à penser réussit mieux dans le travail manuel, et celui qui est en bonne santé, comme on l'est lorsqu'on exerce ses membres dans des conditions plus hygiéniques, a aussi l'esprit plus éveillé et plus pénétrant.

Du reste, les deux genres de travail sont nécessaires, puisque l'un d'eux est plus agréable que l'autre, et que, grâce à lui, l'homme acquiert la conscience et la dignité ; il n'est pas juste qu'une partie de l'humanité soit condamnée à l'abrutissement du travail exclusivement manuel pour laisser à quelques hommes seulement le privilège de la science et par suite du pouvoir. Par conséquent, je le répète, tous doivent travailler à la fois physiquement et intellectuellement.

**Jacques** : Cela aussi, je le comprends, mais, parmi les travaux manuels, il y en aura toujours qui seront durs et d'autres faciles, il y en aura de beaux et de laids. Qui voudra, par exemple, être mineur ou vidangeur ?

**Pierre** : Si vous saviez, mon cher Jacques, quelles inventions et quelles études on a faites et l'on fait chaque jour, vous comprendriez que, même aujourd'hui, si l'organisation du travail ne dépendait pas de ceux qui ne travaillent pas et qui, par conséquent, ne s'inquiètent nullement du bien-être des travailleurs, même aujourd'hui tous les métiers manuels pourraient être exercés dans des conditions telles qu'ils n'auraient plus rien de répugnant, de malsain et de trop pénible, et, par conséquent, pourraient être exercés par les travailleurs qui les choisiraient volontairement. Si la chose est possible, actuellement, représentez-vous alors ce qui arriverait, le jour où tous devant travailler, les efforts et les études de tous seraient dirigés de manière à rendre le travail moins lourd et plus agréable !

Et si, après cela, il y avait encore des métiers qui continueraient à être plus durs que les autres, on chercherait à compenser cette inégalité au moyen de certains avantages, sans compter que lorsqu'on travaille tous en commun dans l'intérêt de tous, on voit naître cet esprit de fraternité et d'indulgence qui est le propre de la famille, de telle sorte que, bien loin de vouloir s'épargner une fatigue, chacun cherche à faire lui-même les choses les plus pénibles.

**Jacques** : Tu as raison, mais si tout cela n'arrive pas, comment fera-t-on ?

**Pierre** : Eh bien ! si, malgré tout, il restait encore des travaux nécessaires que personne ne voudrait faire par libre choix, alors nous les ferions tous, chacun un peu en travaillant, par exemple, un jour par mois, une semaine par an ou autrement. Mais, soyez tranquille, si une chose est nécessaire à tous, on trouvera bien le moyen de la faire. Est-ce qu'aujourd'hui nous n'acceptons pas d'être soldats pour plaire à d'autres ? Est-ce que nous n'allons pas combattre contre des gens qui ne nous ont fait aucun mal, et même contre nos amis et nos frères ? Il vaudra mieux, je crois, être travailleurs pour notre plaisir et pour le bien de tous.

**Jacques** : Tu sais que tu commences à me persuader. Pourtant, il y a encore quelque chose qui n'entre pas bien dans ma tête. C'est une grosse affaire que d'enlever la propriété aux messieurs. Je ne sais pas, mais... est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de faire autrement ?

**Pierre** : Et comment voulez-vous faire ? Tant qu'elle restera entre les mains des riches, ce sont eux qui commanderont et chercheront leurs intérêts sans s'occuper des nôtres, comme ils ont fait depuis que le monde est monde. Mais pourquoi ne voulez-vous pas enlever la propriété aux messieurs ? Croyez-vous par hasard que ce serait une chose injuste, une mauvaise action ?

**Jacques** : Non, après ce que tu m'as dit, il me paraît que ce serait une sainte chose, puisque, en la leur arrachant, nous leur arracherons aussi notre chair dont ils se gavent. Et puis, si nous prenons leur fortune, ce n'est pas pour la prendre pour nous seuls, c'est pour la mettre en commun et faire le bien de tous, n'est-ce pas ?



**Pierre :** Sans doute, et même, si vous examinez bien la chose, vous verrez que les messieurs eux-mêmes y gagneront. Certainement, ils devront cesser de commander, de faire les fiers et d'être des fainéants. Ils devront se mettre à travailler, mais quand le travail se fera à l'aide des machines, et avec un grand souci du bien-être des travailleurs, il se réduira à un exercice utile et agréable. Est-ce que maintenant les messieurs ne vont pas à la chasse ? Est-ce qu'ils ne s'occupent pas d'équitation, de gymnastique et d'autres exercices qui prouvent que le travail musculaire est une nécessité et un plaisir pour tous les hommes sains et bien nourris ? Il s'agit donc pour eux de faire pour la production, ce travail qu'ils font aujourd'hui par pur divertissement. D'ailleurs, combien d'avantages tireront-ils du bien-être général ! Regardez, par exemple, dans notre pays : les quelques messieurs qu'il y a sont riches et jouent aux petits princes ; mais, pendant ce temps, les rues sont laides et sales pour eux comme pour nous ; l'air corrompu qui sort de nos taudis et des marais du voisinage les rend malades comme nous. Ils ne peuvent seuls, avec leurs fortunes privées, améliorer le pays, chose qui se ferait facilement par le concours de tous. Notre misère les atteint donc indirectement. Et tout cela, sans compter la peur continuelle dans laquelle ils vivent d'être assassinés ou de voir une révolution violente.

Donc, vous voyez bien que nous ne ferions que du bien aux messieurs en prenant la fortune. Il est vrai qu'ils ne l'entendent pas et qu'ils ne l'entendront jamais ainsi, parce qu'ils veulent commander et qu'ils se figurent que les pauvres sont faits d'une autre pâte qu'eux. Mais que nous importe ? S'ils ne peuvent pas céder à l'amiable, tant pis pour eux, nous les traiterons à la diable.

**Jacques :** Tout cela est juste ; mais ne pourrait-on pas chercher à faire les choses peu à peu, par un accord mutuel ? On laisserait la propriété à ceux qui la possèdent, à condition cependant qu'ils augmentent les salaires et nous traitent comme des hommes. Ainsi, graduellement, nous pourrions mettre quelque chose de côté, acheter nous aussi un lopin de terre, et alors, quand nous serions tous propriétaires, on mettrait tout en commun comme tu dis. J'en ai entendu un qui proposait quelque chose dans ce genre.

**Pierre :** Comprenez bien : pour s'arranger à l'amiable, il n'y a qu'un seul moyen : c'est que les propriétaires renoncent volontairement à leurs propriétés. Mais il ne faut pas penser à cela, vous le savez.

Tant que la propriété individuelle existera, c'est-à-dire tant que la terre, au lieu d'appartenir à tous, appartiendra à Pierre ou à Paul, il y aura toujours de la misère et tout ira de mal en pis. Avec la propriété individuelle, chacun cherche à tirer l'eau à son moulin et les propriétaires non seulement tâchent de donner aux travailleurs le moins qu'ils peuvent, mais de plus ils se font la guerre entre eux. En général, chacun cherche à vendre le plus possible ses produits et chaque acheteur, de son côté, cherche à payer le moins cher possible. Aussi, qu'arrive-t-il ? C'est que les propriétaires, les fabricants, les grands négociants ont les moyens de fabriquer et de vendre en gros, de se fournir en machines, de profiter de toutes les conditions favorables du marché et d'attendre, pour vendre, au moment favorable, et même à perte pendant quelque temps. Ils finissent par ruiner les petits propriétaires et négociants, qui tombent dans la pauvreté et doivent, eux et leur fils, aller travailler à la journée. Ainsi (et c'est une chose que nous voyons tous les jours), les patrons qui travaillent seuls ou avec peu d'ouvriers sont forcés, après une lutte douloureuse, de fermer boutique et d'aller chercher du travail dans les grandes usines. Les petits propriétaires, qui ne peuvent même pas payer les impôts, doivent vendre champs et maison aux grands propriétaires, et ainsi de suite. De telle sorte que, si un propriétaire généreux voulait améliorer les conditions de ses travailleurs, il ne ferait que se mettre en état de ne plus pouvoir soutenir la concurrence. Il serait infailliblement ruiné.

D'autre part, les travailleurs, poussés par la faim, doivent se faire concurrence entre eux, et comme il y a plus de bras disponibles qu'il n'en faut pour le travail à faire (non pas que le travail au fond manque, mais parce que les patrons ont intérêt à ne pas faire travailler davantage), ils doivent mutuellement s'arracher le pain de la bouche et, si vous travaillez pour telle ou telle somme, il se trouvera toujours un autre ouvrier qui fera à moitié prix la même besogne.

C'est grâce à cette situation que tout progrès devient un malheur. On invente une machine ; aussitôt un grand nombre d'ouvriers restent sans travail. Ne gagnant plus, ils ne peuvent plus consommer et ainsi, indirectement, ils enlèvent du travail à d'autres. En Amérique, on met maintenant en culture d'immenses espaces et l'on produit beaucoup de blé. Les propriétaires, sans s'inquiéter, bien entendu, de savoir si en Amérique les gens mangent à leur faim, envoient le blé en Europe pour gagner davantage. Ici, le prix du blé baisse, mais les pauvres, au lieu d'être mieux, s'en trouvent plus mal, car les propriétaires, ne pouvant s'arranger de ce bon marché, ne font plus

cultiver la terre ou font seulement travailler la petite partie où le sol est le plus productif. Ensuite, un grand nombre de travailleurs sont au chômage. Le blé coûte peu, c'est vrai, mais les pauvres gens ne gagnent même pas les quelques sous qu'il faut pour en acheter.

**Jacques** : Ah ! maintenant, je comprends. Je t'avais entendu dire qu'on ne voulait pas faire venir le blé de l'étranger, et cela me semblait une grande ânerie de repousser ainsi cette nourriture. Je croyais que les bourgeois voulaient affamer le peuple. Mais, à présent, je vois qu'ils avaient leurs raisons.

**Pierre** : Non, non, parce que si le blé n'arrive pas, c'est mauvais à un autre point de vue. Les propriétaires, alors, ne craignant plus la concurrence extérieure, vendent au prix qu'ils veulent et...

**Jacques** : Que faire donc ?

**Pierre** : Que faire ? Je vous l'ai déjà dit : il faut mettre tout en commun. Alors, plus il y aura de produits et mieux ça ira...

**Jacques** : Mais, dis-moi un peu... et si l'on faisait un arrangement avec les propriétaires ? Ils fourniraient la terre et le capital, nous, le travail, et l'on partagerait les produits. Qu'en dis-tu ?

**Pierre** : D'abord, je dis que si vous vouliez partager, votre patron ne le voudrait pas. Il faudrait employer la force pour l'y obliger. Alors, pourquoi faire les choses à demi et se contenter d'un système qui laisse subsister l'injustice et le parasitisme, et empêche l'accroissement de la production ? Et puis, de quel droit certains hommes, ne travaillant pas, viendraient-ils prendre la moitié de ce que produisent les travailleurs ?

D'ailleurs, comme je vous l'ai dit, non seulement la moitié des produits sera donnée aux patrons, mais encore la somme totale de ces produits serait inférieure à ce qu'elle pourrait être, parce que, avec la propriété privée et le travail divisé, on produit moins qu'avec le travail en commun. C'est la même chose que pour soulever un rocher : cent hommes peuvent essayer chacun à leur tour, ils n'y réussiront pas ; deux ou trois agissant en même temps, avec des harnais et des leviers, le soulèveront sans effort. Si un homme veut faire une épingle, qui sait s'il y parviendra en une heure ; tandis que dix hommes ensemble en font des milliers par jour. Et plus le temps passera, plus l'on devra travailler en commun pour mettre à profit les découvertes de la science.

Mais, à ce propos, je veux répondre à une objection qu'on nous fait souvent.

Les économistes, qui sont des gens payés par les riches pour s'entendre dire qu'ils ont le droit d'être riches aux dépens du travail d'autrui, les économistes et tous les savants au ventre plein disent souvent que la misère ne dépend pas de l'accaparement de la propriété par les classes supérieures, mais bien du manque de produits naturels. D'après eux, ces produits seraient tout à fait insuffisants si on les distribuait à tous. Ils le disent évidemment afin de pouvoir conclure que la misère est une chose fatale contre laquelle il n'y a rien à faire. C'est ainsi qu'agit le prêtre qui vous tient dociles et soumis en vous disant que telle est la volonté de Dieu. Mais il ne faut pas croire un mot de cela. Les produits de la terre et de l'industrie, même avec l'organisation actuelle, sont suffisants pour que chacun puisse vivre dans l'aisance, et s'ils ne sont pas encore plus abondants, la faute en est aux patrons, qui ne pensent qu'à gagner le plus possible et qui iront même jusqu'à laisser perdre certains produits pour empêcher la baisse des prix. Et, en effet, tandis qu'ils prétendent qu'il n'y a pas assez de richesses naturelles, ils laissent incultes de grands espaces de terre, et sans travail un grand nombre d'ouvriers.

Mais à cela ils vous répondent que, quand bien même toutes les terres seraient mises en culture et exploitées par tous les hommes de la manière la plus intelligente, la production de la terre étant limitée alors que l'accroissement de la population ne l'est pas, il arriverait toujours un moment où la production des substances alimentaires resterait stationnaire, tandis que la population augmenterait indéfiniment, et la disette avec elle. C'est pour cela, disent-ils, que l'unique remède aux maux sociaux est que les pauvres ne fassent pas d'enfants ou, du moins, n'en fassent qu'un petit nombre.

J'ai peu étudié et j'ignore si leur principe est vrai, mais ce que je sais, c'est que leur solution ne résout rien. Nous le voyons bien dans les pays où la terre est abondante et la population faible : il y a autant et même plus de misère que dans les pays où la population est dense. Il faut donc changer l'organisation sociale, mettre toutes les terres en culture. Plus tard, si la population tendait à trop augmenter, il serait temps de songer à limiter le nombre des enfants.

Mais revenons à la question du partage du produit entre le propriétaire et le travailleur. Ce système existait autrefois pour le travail des champs dans quelques parties de la France, comme il existe encore en Toscane, mais il a disparu peu à peu ; parce que les propriétaires ont plus d'avantages à faire travailler à la journée. Aujourd'hui,

avec les machines, avec l'agriculture scientifique, avec les produits qui viennent de l'étranger, les propriétaires doivent adopter la grande culture faite par des ouvriers salariés : ceux qui ne le feront pas seront ruinés par la concurrence.

Pour conclure en peu de mots, je vous dirai que si le système actuel se perpétue, voici quels en seront les résultats : la propriété se concentrera de plus en plus dans les mains d'un petit nombre et le travailleur sera réduit à la misère par les machines et les méthodes de production rapide. Ainsi, nous aurons quelques grands seigneurs, maîtres du monde, un petit nombre d'ouvriers attachés au service des machines, puis des valets et des gendarmes pour servir et défendre les seigneurs. La masse du peuple mourra de faim ou vivra d'aumônes. On commence déjà à le voir : la petite propriété disparaît, le nombre des ouvriers au chômage augmente et les messieurs, soit par peur, soit par pitié de tous ces gens qui meurent de faim, organisent des popotes de fortune.

Si le peuple ne veut pas être réduit à mendier son pain à la porte des riches et dans les mairies, comme autrefois à la porte des couvents, il n'a qu'un moyen : s'emparer de la terre et des machines, et travailler pour son propre compte.

**Jacques** : Mais si les gouvernements faisaient de bonnes lois pour obliger les riches à ne pas faire souffrir les pauvres gens ?

**Pierre** : Nous en revenons toujours au même point. Le gouvernement est composé des messieurs, et il n'y a pas à supposer que ces gens-là veuillent faire des lois contre eux-mêmes. Et quand bien même les pauvres pourraient arriver à commander à leur tour, serait-ce une raison de laisser aux riches les moyens de nous remettre le pied dessus ? Croyez-moi, là où il y a des riches et des pauvres, ceux-ci peuvent élever la voix un moment, en temps d'émeute, mais les riches finissent toujours par commander. C'est pour cela que si nous réussissons à être pour un moment les plus forts, il nous faudra enlever immédiatement la propriété aux riches pour qu'ils n'aient plus en main le moyen de remettre les choses comme elles l'étaient auparavant.

**Jacques** : Je comprends, il faut faire une bonne république, rendre tous les hommes égaux, et alors, celui qui travaillera mangera, celui qui ne fera rien se frottera le ventre. Ah ! je regrette d'être vieux et vous êtes heureux, vous, les jeunes, qui verrez une belle époque.

**Pierre** : Eh ! doucement, ami.

Vous, par le mot « république », vous entendez la révolution sociale et, pour qui sait vous comprendre, vous avez raison. Mais vous vous exprimez mal, en somme, car la république n'est pas du tout ce que vous voulez dire. Mettez-vous bien dans l'idée que le gouvernement républicain est un gouvernement comme les autres ; seulement, au lieu d'un roi, il y a un président et des ministres, qui ont en réalité les mêmes pouvoirs. Et quand bien même nous aurions la république démocratique que les radicaux nous promettent, en quoi serions-nous plus avancés ? Au lieu de deux Chambres, nous n'en aurions qu'une, celle des députés ; mais est-ce que nous n'en continuerions pas moins à être soldats ; à travailler comme des esclaves, malgré les promesses mirobolantes de messieurs les députés ?

Voyez-vous, tant qu'il y aura des riches et des pauvres, ce sont les riches qui commanderont. Que nous soyons en république ou en monarchie, les faits qui résultent de la propriété individuelle existeront toujours. La concurrence réglera les rapports économiques, la propriété sera concentrée en quelques mains, les machines enlèveront le travail aux ouvriers et les masses seront réduites à mourir de faim ou à vivre d'aumônes. D'ailleurs, il en existe à l'heure actuelle, des républiques, sans compter la nôtre qui devaient donner monts et merveilles. Eh bien ! est-ce qu'elles ont apporté une amélioration à la condition des prolétaires ?

**Jacques** : Comment cela ? Et moi qui croyais que république voulait dire égalité !

**Pierre** : Oui, ce sont les républicains qui le disent et ils tiennent le raisonnement suivant : « En république, disent-ils, les députés, qui font des lois, sont élus par tout le peuple. Par conséquent, lorsque le peuple n'est pas content, il envoie de meilleurs députés et tout s'arrange ; or, comme ce sont les pauvres qui sont la grande majorité, ce sont eux en réalité qui commandent. »

Voilà ce qu'ils disent, mais la réalité est bien différente. Par le fait même qu'ils sont pauvres, les pauvres sont en même temps ignorants et superstitieux, ils le resteront, comme le veulent les prêtres et les patrons, tant qu'ils ne jouiront pas de l'indépendance économique et n'auront pas la pleine conscience de leurs intérêts.

Vous et moi, qui avons eu la bonne fortune de gagner un peu plus et de pouvoir nous instruire un peu, nous pourrions avoir l'intelligence de comprendre nos intérêts et la force d'affronter la vengeance des patrons. Mais la

grande masse ne le pourra pas tant que dureront les conditions actuelles. En face de l'urne, ce n'est pas comme en temps de révolution, où un homme courageux vaut cent timorés et entraîne derrière lui beaucoup d'hommes qui n'auraient jamais eu, par eux-mêmes, l'énergie de se révolter. En face de l'urne, ce qui compte, c'est le nombre, et tant qu'il y aura des curés et des patrons, le nombre sera toujours pour les prêtres qui brandissent l'enfer et le paradis ; pour les patrons qui donnent ou enlèvent le pain à qui bon leur semble ; et pour le gouvernement qui dispose des gendarmes pour faire peur et les emploie pour corrompre.

Et vous savez bien ce qui se passe ? Aujourd'hui, en somme, la majorité des électeurs sont des pauvres : que font-ils quand ils vont voter ? Votent-ils pour des pauvres qui connaissent leur situation et veulent défendre leurs intérêts ?

**Jacques :** On le sait bien ! Ils demandent toujours au patron pour qui ils doivent voter et font comme il le leur demande ; s'ils ne le font pas, du reste, le patron les vire.

1884, extraits.

# **La question agraire**

LE PROBLÈME DE LA TERRE sera peut-être le plus grave et le plus hérissé de dangers que la révolution aura à résoudre.

La justice (la justice abstraite se résumant par l'expression « à chacun son dû ») veut que la terre, appartenant à tout le monde, soit mise à la disposition de chaque individu qui désire la travailler, quel que soit le mode préféré par lui pour le faire, individuel ou au moyen d'associations, petites ou grandes, pour son compte ou pour celui de la communauté.

Mais la justice ne suffit pas à assurer la vie civile, et si elle n'est pas pondérée et presque remplacée par l'esprit de fraternité, par la conscience de la solidarité humaine, elle aboutit, par la lutte de chacun contre tous, à l'asservissement et à l'exploitation des vaincus, c'est-à-dire à l'injustice dans tous les rapports sociaux.

À *chacun son dû*. Le *dû* à chacun devrait être sa part des biens naturels et de ceux accumulés par les générations précédentes, plus le produit de ses propres efforts. Mais comment diviser équitablement les biens naturels et comment, dans la complexité de la vie civile et dans l'enchaînement des activités productives, déterminer le produit individuel ? Et comment mesurer la valeur des produits pour les échanges ? En partant du principe du chacun pour soi, c'est évidemment une utopie que d'espérer en la justice ; et la réclamer est une hypocrisie, peut-être inconsciente, mais qui sert à couvrir l'égoïsme le plus étroit, le désir de domination et la rapacité de chaque individu.

Le communisme apparaît donc comme la seule solution possible. Le seul système, fondé sur la solidarité naturelle, entretenant des rapports entre les hommes et en faisant des frères, qui puisse concilier les intérêts de tous et servir de base à une société garantissant à chacun le plus de bien-être et le plus de liberté possibles.

En matière de possession et d'utilisation de la terre, c'est plus évident que jamais. Si toute l'étendue cultivable était également fertile, également saine, avec les mêmes possibilités d'échanges, on pourrait concevoir sa division en lots égaux ou équivalents entre tous les travailleurs, qui pourraient ensuite, s'ils le jugeaient bon, s'associer à leur guise dans l'intérêt de la production.

Mais les conditions de productivité, de salubrité et de situation des différentes parcelles de terrain varient tellement que l'on ne peut songer à une répartition équitable.

Un gouvernement, avec la nationalisation et la location de la terre aux cultivateurs, pourrait, théoriquement, résoudre la question au moyen d'une taxe qui assignerait à l'État ce que les économistes appellent la « rente économique », c'est-à-dire ce qu'une parcelle de terrain pourrait, à travail égal, produire de plus qu'une autre parcelle. C'est le système préconisé par l'Américain Henry George. Mais il saute aux yeux qu'un tel système présuppose la continuation du régime bourgeois, sans parler de la puissance accrue de l'État et de l'arbitraire gouvernemental et bureaucratique qui en découlerait.

Donc, pour nous qui ne voulons pas de gouvernement et qui ne croyons ni possible ni souhaitable, économiquement et moralement, la possession individuelle du sol cultivable, la seule solution est le communisme. Et c'est pourquoi nous sommes communistes.

Mais le communisme doit être volontairement, librement désiré et accepté ; s'il en était autrement et s'il devait être imposé, il produirait la plus monstrueuse tyrannie et nous ramènerait ensuite à l'individualisme bourgeois.

Maintenant, en attendant que le communisme ait, avec l'exemple des collectivités qui le pratiqueront dès le début, démontré ses avantages et soit voulu par tout le monde, quel est notre programme agricole pratique à réaliser aussitôt la révolution faite ?

La propriété ne se trouvant plus protégée légalement, les travailleurs devraient prendre possession de toute la terre qui ne serait pas cultivée directement et de leurs propres bras par les propriétaires actuels. Ils devraient se constituer en associations et organiser eux-mêmes la production, utilisant toutes les aptitudes, toutes les capacités techniques que peuvent avoir aussi bien ceux qui ont toujours été des travailleurs que les anciens bourgeois expropriés et obligés de devenir eux-mêmes des travailleurs, puisqu'ils ne pourraient plus vivre du travail d'autrui. Des ententes seraient promptement établies avec les associations d'ouvriers industriels pour l'échange des produits, ou sur la base communiste, ou selon les différentes conceptions qui pourraient prévaloir dans différentes localités.

En attendant, tous les produits alimentaires seraient réquisitionnés par le peuple en révolte, et la distribution aux différentes localités et aux particuliers organisée grâce à l'initiative des groupes révolutionnaires. Les

semences, les engrais, les instruments agricoles, le bétail de labour seraient fournis aux cultivateurs, la libre accession à la terre étant assurée à tous ceux qui voudraient la travailler.

Reste la question des paysans propriétaires. S'ils refusaient de s'associer aux autres, il n'y aurait pas de raison de le leur reprocher, puisqu'ils travailleraient toujours eux-mêmes et n'exploiteraient pas le travail d'autrui. Ils ne trouveraient d'ailleurs pas de travailleurs à exploiter, parce que personne ne voudrait travailler pour eux et que tous pourraient le faire dans des associations libérées de l'exploitation sociale. Les désavantages, la presque impossibilité du travail isolé amèneraient bientôt les paysans propriétaires à entrer dans la collectivité.

Quant à nous, le communisme sera donc la solution positive et nécessaire, puisque chacun aura droit aux moyens de production et que personne ne pourra exploiter le travail d'autrui.

Sur ce principe fondamental de la société à laquelle nous aspirons, nous serons intransigeants jusqu'à la violence.

Errico Malatesta

---

Les idées exprimées par Malatesta sur la grave question de la terre me paraissent inspirées par une confiance excessive dans la conscience des individus et, par voie de conséquence, être trop optimistes.

Laissons toutes les dissertations théoriques et rhétoriques et toutes les subtilités se rapportant à l'idée de propriété. Je trouve fort dangereux le système de permettre à qui que ce soit d'éviter le communisme et de lui préférer la forme de la petite propriété.

Malatesta affirme qu'une fois supprimée l'exploitation du travail d'autrui, tout danger se trouve éliminé. Je ne le crois pas.

Si ces petits propriétaires se refusaient, par exemple, à ravitailler les villes une fois la révolution faite, mais sans que le système communiste soit consolidé ? Ou s'ils prétendaient, pour le faire, obtenir des conditions privilégiées impossibles à accorder ? Ou encore, si le paysan propriétaire trouvait plus commode de ne produire que le strict nécessaire pour lui-même et sa famille ?

Je ne crois pas, peut-être suis-je excessivement pessimiste, que la conscience des individus soit développée au point d'envisager l'altruisme communiste, même si cet altruisme ne devait résulter que du reflet des avantages individuels à en obtenir.

L'égoïsme étroit, qui ne dépasse presque jamais les horizons très bornés du bien-être personnel, pourrait prendre le dessus ; même s'il se faisait à l'encontre de celui de la collectivité et, donc, de chaque individu.

Face aux associations qui, en quelque sorte, limiteraient la liberté individuelle et feraient peser les liens du devoir sur la communauté, on préférerait la forme individuelle mais égoïste et peut-être plus libertaire. Reste à savoir, et je ne le crois guère, si celle-ci est réalisable, étant donné les conditions de sentiments encore si primitifs qui animent les masses.

Les socialistes qui admettent l'État résoudraient facilement le problème agraire en nationalisant les terres et en les plaçant sous le contrôle du pouvoir suprême. Mais nous qui ne pouvons concevoir en régime de liberté aucune forme étatique, nous rechercherons la solution dans le système coopératif et nullement au sein de la petite propriété. Chaque coopérative de paysans pourra être gérée par le conseil des terres de la même manière que les conseils de fabrique géreront les usines.

La difficulté réside dans le fait suivant : alors qu'à l'usine toutes les machines sont nécessaires pour la fabrication d'un produit et que le travail individuel y est impossible, il en est autrement de la terre, que chacun peut cultiver en se passant de la collaboration d'autrui.

Donc, à mon avis, il faudrait combattre fortement l'idée du partage individuel des terres et ne pas encourager le désir de former de petites propriétés. Tous nos efforts et notre propagande doivent tendre à la réalisation du système des coopératives agraires, dont les conseils devraient admettre les représentants des producteurs industriels, qui sont nécessairement consommateurs de produits agricoles ; de même les paysans, consommateurs de tous les objets fabriqués devraient être représentés dans les conseils de fabrique.

Un communiste anarchiste

---

Il me semble que l'ami « communiste anarchiste » confond différentes idées.

Nous sommes parfaitement d'accord sur la supériorité technique et morale du travail associé sur le travail individuel, du communisme sur l'individualisme.

Je suis tellement d'accord que je crois impossible, presque inconcevable, un travail productif réellement individuel. Le travailleur propriétaire qui cultive lui-même, avec sa famille, un lopin de terre, ne peut continuer à le faire que parce qu'il jouit en réalité de la coopération sociale et exploite directement ou indirectement le travail salarié. En effet, il a besoin, en plus de son travail, d'objets de consommation personnelle, d'instruments de travail, d'engrais, de moyens de transport. Mais toute possibilité de travail et de vie aisée serait supprimée pour lui s'il voulait vraiment s'isoler et pourvoir seul à tous ses besoins.

Je suis donc d'accord sur l'utilité et la nécessité de la propagande communiste et pour la critique de la petite propriété.

Mais la question envisagée dans mon article ne se rapportait pas à ce qu'il faut proposer, mais à ce qu'il faut faire le jour de la révolution.

Or un « communiste anarchiste » dit : « Je trouve fort dangereux le système de permettre à qui que ce soit d'éviter le communisme et lui préférer la forme de la petite propriété. »

Faudrait-il le défendre ? Et qui le défendrait ? Et avec quels moyens ferait-on appliquer la défense ? La violence ? Que deviendrait alors l'anarchisme ?

Nous admettons, invoquons la violence en tant qu'elle signifie défense contre la violence ennemie. Mais nous ne pouvons vouloir le triomphe d'une organisation sociale obtenue au moyen de la violence, que ce soit celle d'une minorité à l'encontre de la majorité ou celle d'une majorité, fictive ou réelle, contre le vouloir des minorités.

Notre violence est, pour ainsi dire, négative : elle sert à détruire les institutions qui, au moyen de la force organisée en gouvernement, obligent les hommes à subir la volonté d'autrui et à se faire exploiter par des maîtres. Mais ce qui va remplacer les systèmes actuels, l'organisation qui conciliera la production économique efficiente et la complète liberté sociale de tous, cet organe doit résulter de la libre volonté des individus, éclairée par la propagande, exaltée par l'enthousiasme, guidée et refrénée par les nécessités naturelles et sociales de la vie.

La société nouvelle doit venir des faits et non des lois.

Le camarade qui signe « un communiste anarchiste » a toujours, selon moi, une mentalité autoritaire. Il voit tous les dangers de la liberté et ne voit pas ceux de l'autorité. Les anarchistes, au contraire, dénoncent et combattent l'autorité sous toutes ses formes, et préfèrent courir les risques de la liberté.

Je dis *les risques de la liberté*, car ce n'est pas vrai que je ne vois pas de danger, comme le prétend le « communiste anarchiste ». Il y a toujours le danger que la masse n'ait pas au moins ce minimum de conscience, cet esprit de fraternité, d'intelligence pratique sans lequel il n'est nullement possible de réaliser l'anarchie et de la faire vivre. Mais, précisément parce que ce danger existe, nous devons être toujours sur le qui-vive contre toute déviation autoritaire.

D'autre part, je ne crois pas qu'en Italie le refus hypothétique des petits propriétaires de ravitailler les villes pourrait constituer un sérieux danger. Il est très clair que tous les produits existants seraient saisis par les masses insurgées pour les répartir à tous, proportionnellement aux besoins et aux quantités disponibles. La question ne se pose que pour de futurs produits et le moyen de les obtenir. S'il y avait vraiment de petits propriétaires qui persistaient à vouloir travailler seuls, sans l'aide des autres, ils parviendraient à grand-peine à se nourrir eux-mêmes et n'auraient rien à donner ou à refuser aux villes.

L'alimentation des villes doit être assurée par la masse du prolétariat agricole et d'une partie du prolétariat industriel qui, en la circonstance, travaillerait dans l'agriculture. En Italie, nous avons assez de terrains en friche ou mal cultivés pour occuper tout le monde et donner de la nourriture à chacun.

Je le répète : c'est de la nécessité des choses et non des décrets imposés par les gendarmes que doivent découler les solutions des problèmes sociaux.

Les bourgeois deviendront des travailleurs parce que personne ne voudra plus travailler pour eux.



Les petits propriétaires se solidariseront avec les prolétaires parce qu'ils ne pourront vivre en travaillant seuls leur lopin de terre.

Et s'il n'en est ainsi, c'est que nous n'aurons pas vaincu.

Et nous continuerons à lutter pour vaincre.

Errico Malatesta

---

Vous dites : « Les travailleurs devraient prendre possession de toute la terre qui ne serait pas cultivée directement et de leurs propres bras par les propriétaires actuels. Ils devraient se constituer en associations et organiser eux-mêmes la production. »

La différence avec le régime actuel serait en somme celle-ci : qu'il n'y aurait plus un *propriétaire* qui, après avoir payé ceux qui travaillent ses terres, en garde pour lui tout le profit, et c'est là à n'en pas douter un progrès, parce qu'il est absolument injuste que celui qui ne travaille point s'empare même d'une partie seulement des produits dus au travail d'autrui.

Il est aussi à présumer que l'état économique des travailleurs de la terre serait meilleur qu'à présent, pas de beaucoup pourtant, parce qu'il ne serait nullement prudent de partager effectivement entre eux tout le surplus empoché aujourd'hui par le patron et qui leur reviendrait exclusivement. Il faudrait, au contraire, constituer une réserve pour les années de mauvaise récolte, pour les maladies et les accidents, afin de pourvoir à tous les maux de la collectivité, de même que pour combler les pertes inévitables propres à toute période révolutionnaire.

Il faut aussi relever qu'avec les associations à former entre agriculteurs, pour organiser la production et le partage équitable des fruits du travail, il deviendrait indispensable de fixer les normes aussi bien du travail que de la répartition et de l'échange des produits avec les travailleurs industriels, normes qu'on pourra appeler comme l'on voudra, mais qui en somme ne seront pas autre chose que les règlements et les lois d'aujourd'hui. Ensuite, l'ensemble de l'administration des rapports des travailleurs agricoles entre eux et avec les travailleurs industriels constituera une institution que l'on pourra bien appeler « communisme », mais qui sera au fond quelque chose de très approchant de ce qu'on nomme aujourd'hui l'« *État* ». Dès lors, où se trouve le principe nettement anarchique ?

Sabbreni

---

Les observations de l'ami Sabbreni méritent une réponse.

Avant tout, même s'il ne s'agissait que du *profit* laissé aujourd'hui aux patrons, l'avantage qui résulterait de leur expropriation pour les travailleurs serait plus grand que Sabbreni le suppose. Car les réserves pour les années de mauvaise récolte, les maladies, etc., se font déjà aujourd'hui et naturellement aux frais du travail.

Avec la société nouvelle, elles augmenteraient sans doute, mais évidemment au profit exclusif des travailleurs, qui gagneraient toujours tout ce que les parasites consomment et gaspillent aujourd'hui.

Mais ce n'est là que le petit côté de la question. Le plus grand dommage du capitalisme – nous le répétons continuellement – ne réside pas dans le fait, pourtant nuisible matériellement et moralement, que quelques hommes vivent sans produire, mais bien dans celui, beaucoup plus important, que ceux qui ne travaillent pas dirigent la production et, naturellement, le font à leur profit exclusif, sans prendre en considération les besoins des gens, sauf pour des spéculations à leurs dépens.

Il en résulte que le capitaliste limite la production et détruit même des produits lorsque l'abondance pourrait en abaisser les prix et diminuer son gain. Cela entraîne les terres en friche ou mal cultivées, le chômage souvent plus grand lorsque le besoin de production est plus urgent, la limitation dans l'usage des machines, etc. Cela entraîne le gaspillage énorme de forces humaines en travaux inutiles ou nuisibles, et les pertes plus considérables encore causées par la concurrence des commerçants et des industriels entre eux : réclamations, transports de marchandises d'une localité à l'autre, sans nécessité et sans utilité, falsification ou mauvaise fabrication de marchandises, nombre considérable d'intermédiaires, courtiers, revendeurs, etc.

Ajoutons à tout cela tout ce que le capitalisme génère en coûts pour se protéger contre les révoltes existantes ou éventuelles des travailleurs et des opprimés : policiers, soldats, juges, geôliers, prisonniers, etc.

Détruisez tout ce chaos stupide et nuisible ; organisez la production en vue de la satisfaction des besoins ; utilisez pour les travaux utiles toutes les forces humaines et toutes les forces naturelles conquises par l'homme ; remplacez la concurrence par la coopération, et les avantages économiques qui en découleront pour les travailleurs seront immenses, sans parler des bénéfices moraux qui, une fois les besoins matériels les plus urgents satisfaits, sont encore plus importants.

Mais – objecte Sabbreni passant à une autre question – si l'on doit organiser la production, l'échange et la distribution, des normes, des accords, des conventions, des règles seront nécessaires, ce qui ressemble beaucoup trop aux *lois et règlements* d'aujourd'hui. Et de même, il faudra une administration en grande partie semblable à ce qui s'appelle actuellement l'« État ».

Où retrouver l'anarchie ?

Sabbreni n'a pas encore saisi, me semble-t-il, la conception centrale de l'anarchie : le libre accord remplaçant la violence, la spontanéité au lieu de l'obligation.

Mais le monde saura-t-il se mettre d'accord ?

Si l'accord est utile et nécessaire, si, sans accord, la vie sociale, et donc la vie individuelle, devient ou impossible ou pénible, le bon sens, l'intérêt à défaut de raisons supérieures, amèneront les gens à s'entendre. Autrement, ce serait la lutte comme aujourd'hui, et les vainqueurs deviendraient à leur tour propriétaires et gouvernants.

En ce cas, il n'y aurait naturellement pas d'anarchie et nous devrions toujours lutter contre la propriété et le gouvernement.

On peut critiquer notre régime idéal en supposant notre victoire, mais nullement l'hypothèse que les hommes veuillent encore se soumettre à la violence brutale d'un gouvernement, au lieu d'accepter de bon gré les solutions nécessaires à la vie sociale.

L'anarchie existera pour tous quand tous seront anarchistes.

Quant à ceux qui sont anarchistes aujourd'hui ou qui le deviendront le jour de la révolution, nous croyons qu'ils seront prêts à toutes les concessions, à toutes les discussions, à tous les renoncements nécessaires, mais toujours volontairement et librement. Ils n'accepteront jamais, à moins d'y être contraints par la force brutale, l'imposition d'un homme ou d'un groupement d'hommes, faisant la loi et ayant les moyens d'obliger les autres à la respecter.

Errico Malatesta

*Le Réveil communiste-anarchiste*, 5 et 19 juin 1920.

## En période électorale

**Charles** : Pourquoi alors venir nous casser la tête avec ces invitations à voter ? Vous paie-t-on pour tromper les pauvres gens ? Comme ce n'est pas la première fois que je te vois, je sais que tu es un véritable ouvrier, de ceux qui vivent uniquement de leur travail. Pourquoi donc égarer les camarades, histoire de faire le jeu de quelques renégats qui, avec l'excuse du socialisme, désirent faire les messieurs et nous gouverner ?

**Louis** : Non, non, mon ami ! Tu me juges trop négativement ! Si je pousse les gens à aller voter, c'est en faveur de notre propagande. Ne comprends-tu pas l'avantage qu'il y a pour nous à avoir quelques-uns des nôtres au Parlement ? Ils peuvent faire de la propagande mieux qu'un autre, car ils voyagent où bon leur semble, et ils ne sont pas trop embêtés par la police. Ensuite, lorsqu'ils parlent du socialisme au Parlement, tout le monde les écoute et en discute. N'est-ce pas de la propagande ? N'est-ce pas ça autant de gagné ?

**Charles** : Ah ! Et c'est pour faire de la propagande que vous vous transformez en courtiers électoraux ? Jolie propagande que celle-là ! Voyons, vous répétez au peuple qu'il faut tout espérer et attendre du Parlement ; que la révolution est inutile, que le travailleur n'a pas autre chose à faire qu'à laisser tomber un bout de papier dans une boîte et attendre ensuite, la bouche ouverte, que la manne lui tombe du ciel. N'est-ce pas plutôt de la propagande à rebours ?

**Louis** : Tu as raison, mais qu'y veux-tu faire ? Si on ne s'y prenait pas ainsi, personne ne voterait. Comment décider les travailleurs à voter, après leur avoir affirmé qu'il n'y a rien à attendre du Parlement et que les députés ne servent à rien ? Ils diraient que nous nous moquons d'eux.

**Charles** : Je sais bien que c'est la façon de décider le peuple à voter et à élire des députés. Mais cela ne suffit même pas ! Il est encore indispensable de faire un tas de promesses que l'on sait ne pas pouvoir tenir ; il faut aussi courtiser les riches, se faire bien voir du gouvernement, en un mot, ménager la chèvre et le chou et se moquer de tout le monde. Sinon, on n'est pas élu... Pourquoi donc parler de propagande, si la première chose à faire, et que vous faites, c'est de faire le contraire de votre propagande ?

**Louis** : Je ne dirai pas que tu as tort ; il faut cependant convenir qu'il y a toujours un avantage à ce que quelqu'un des nôtres ait voix au chapitre.

**Charles** : Un avantage ? Pour lui, je ne dis pas non, et aussi pour quelques-uns de ses amis ; mais pour la masse du peuple, vraiment pas. C'est des bobards. Si au moins on n'avait pas essayé, passe encore ! Mais il y a maintenant passablement d'années que des naïfs envoient des socialistes au Parlement, et qu'en a-t-on obtenu ? L'un d'eux est devenu monarchiste, un autre s'est allié avec les pourris du Parti républicain... les chefs. Car les ouvriers républicains sont aussi très pauvres, des bons gars qui croient faire le bien sans se rendre compte qu'ils sont trompés et encore plus roulés dans la farine qu'avec la curaille. Donc, pour en revenir aux députés républicains, auparavant quand ils disaient la vérité, ils étaient poursuivis et traités comme des malfaiteurs. Aujourd'hui, ils sont appréciés et estimés par les riches, et ils serrent la main aux préfets et aux ministres. Et même s'il leur arrive d'être condamnés, ce qui ne se produit que pour des questions bourgeoises n'ayant rien à voir avec la cause ouvrière, on les traite avec respect et on leur fait presque des excuses. On sait bien que ces gens sont du même acabit et tous d'accord pour se remplir les poches aux dépens du peuple. Quant aux députés républicains, on voit qu'ils n'ont pas envie de se faire trouer la peau pour faire la révolution !

**Louis** : Tu es trop sévère ! Oui, on le sait, les hommes sont des hommes et il faut supporter leurs faiblesses. Du reste, qu'est-ce que cela peut faire que, jusqu'à présent, ceux que nous avons élus n'aient pas su faire leur devoir ou n'en aient pas eu le courage ? Qui nous oblige à nommer toujours les mêmes ? Choisissons-en de meilleurs !

**Charles** : Oui ! De cette façon, le Parti socialiste va vraiment devenir une usine à escrocs. Nous avons assez de renégats ! Vous voulez en avoir en plus ? Est-ce que vous comprenez, oui ou non, que ceux qui vont avec des pourris le deviennent aussi ? Ceux qui vivent au milieu des nantis sont heureux d'être payés à ne rien faire. Plus on envoie de gens siéger près du pouvoir, plus ils dégènèrent. Et s'il y avait des gars assez costauds pour ne

pas tomber dans la crasse, ils ne voudraient pas aller au milieu de ces élus pourris, car pour le bien de la cause socialiste, ils refuseraient de faire de la contre-propagande dans l'espoir de se rendre utiles plus tard.

Londres, novembre 1890, extraits.

## Anarchistes « électionnistes »

COMME LE DROIT de se dire anarchiste appartient à tout le monde, nous voyons de temps en temps quelques personnes converties au parlementarisme continuer, au moins pendant un certain temps, à se déclarer anarchistes.

Nous ne trouvons rien de mal, rien de déshonorant dans le fait de changer d'opinion, lorsque le changement est dû à des convictions nouvelles et sincères et non à des motifs d'intérêt individuel. Nous aimerions pourtant que chacun dise ouvertement ce qu'il est devenu, ce qu'il a cessé d'être. Des équivoques et d'inutiles discussions seraient ainsi évitées, mais ce n'est peut-être pas possible, parce que celui qui modifie ses idées ignore généralement au début où il aboutira.

Du reste, ce qui nous arrive, arrive aussi et en plus forte proportion dans tous les partis, dans tous les mouvements politiques et sociaux. Les socialistes, par exemple, n'ont-ils pas dû subir que des exploités et des politiciens de tout poil se disent socialistes ? Et les républicains ne doivent-ils pas supporter aujourd'hui que certains vendus au parti dominant usurpent le titre, tout simplement, de mazziniens<sup>1</sup> ?

Heureusement, l'équivoque ne peut être de longue durée. La logique des idées et la nécessité de l'action amènent ces soi-disant anarchistes à renoncer à leur étiquette et à se mettre à la place qui leur convient. Les anarchistes « électionnistes », qui ont surgi en diverses occasions, ont tous, plus ou moins rapidement, abandonné l'anarchisme, de même que les anarchistes dictatoriaux ou bolchevisants deviennent bientôt des bolcheviks pour de bon et se mettent au service du gouvernement russe et de ses délégués.

Le phénomène s'est reproduit en France à l'occasion des dernières élections. Le prétexte est l'amnistie : « Des milliers de victimes gémissent dans les prisons et les bagnes ; un gouvernement de gauche accorderait l'amnistie ; il est du devoir de tout révolutionnaire, de tout homme de cœur, de faire tout ce qu'il peut pour que les noms des hommes politiques dont on espère l'amnistie sortent des urnes. » Telle est la note dominante dans les raisonnements des récents convertis.

Que les camarades français soient sur leurs gardes. En Italie, ce fut l'agitation en faveur de Cipriani<sup>2</sup>, prisonnier, qui servit de prétexte à André Costa<sup>3</sup> pour faire voter les anarchistes romagnols et commencer ainsi la dégénérescence du mouvement révolutionnaire, créé par la Première Internationale, et réduire finalement le socialisme à n'être qu'un moyen d'amuser les masses et d'assurer la tranquillité de la monarchie et de la bourgeoisie.

Mais les Français n'ont vraiment pas besoin de venir chercher des exemples en Italie, ils en ont et de très éloquentes dans leur propre histoire.

En France, comme dans tous les pays latins, le socialisme naquit, sinon précisément anarchiste, du moins certainement antiparlementaire, et la littérature révolutionnaire française des dix premières années qui suivirent la Commune de Paris abonde en pages éloquentes, dues entre autres à la plume de Guesde<sup>4</sup> et de Brousse<sup>5</sup>, contre le suffrage universel et la comédie électorale et parlementaire.

---

<sup>1</sup> Giuseppe Mazzini (1805-1872), politicien italien catholique et antisocialiste, un des créateurs de l'État unitaire italien. La popularité de Mazzini fut énorme dans son pays et grande à l'étranger. Les mazziniens reprenaient sans innover les idées du « maître ». Bakounine fut son grand contradicteur en Italie.

<sup>2</sup> Amilcare Cipriani (1843-1918), partisan de Garibaldi, puis combattant de la Commune de Paris, condamné et envoyé en Nouvelle-Calédonie ; amnistié en France et rentré en Italie, il est aussitôt arrêté pour conspiration et condamné à vingt ans de bagnes. D'où des campagnes politiques pour le libérer.

<sup>3</sup> Andrea Costa (1851-1910), politicien italien, d'abord anarchiste actif et compagnon d'Errico Malatesta, socialiste à partir de 1879 et fondateur du Parti socialiste révolutionnaire italien, qui défendait des idées socialistes, à la différence des mazziniens.

<sup>4</sup> Jules Guesde (1845-1922), politicien ouvrieriste (pour diriger le syndicalisme) antiparlementaire refusant des réformes, car la révolution est proche (jusqu'à 1904), pacifiste marxiste, mais ministre de 1914 à 1916 d'un gouvernement chauvin et belliciste.

<sup>5</sup> Paul Brousse (1844-1912), politicien républicain antibonapartiste, puis anarchiste actif et énergique après la Commune de Paris et, enfin, dès 1880, politicien socialiste possibiliste, en faveur de réformes dans le cadre du capitalisme, en particulier dans les municipalités.

Puis, comme Costa en Italie, les Guesde, les Massard<sup>6</sup>, les Deville<sup>7</sup> et plus tard Brousse lui-même furent pris de la frénésie du pouvoir et peut-être aussi du désir de concilier le renom de révolutionnaire avec la quiétude de la vie et les avantages, petits et grands, dont bénéficient ceux qui entrent dans la politique officielle, même comme opposants. Et alors toute une manœuvre commença pour changer la direction du mouvement et induire les camarades à accepter la tactique électorale. La note sentimentale fut, cette fois aussi, mise à contribution : on voulait l'amnistie pour les communards, il fallait délivrer le vieux Blanqui mourant en prison. Et il y eut cent prétextes, cent expédients pour vaincre la répugnance pour les élections que les transfuges eux-mêmes avaient contribué à faire naître parmi les travailleurs, et qui avaient en tête le souvenir encore vif des plébiscites napoléoniens et des massacres de juin 1848 et de mai 1871, perpétrés par la volonté des assemblées sorties du suffrage universel. On dit qu'il fallait voter pour se compter, mais que l'on voterait pour des inéligibles ; pour les condamnés, ou pour des femmes, ou pour les morts ; d'autres proposèrent de voter à bulletins blancs ou par une devise révolutionnaire ; d'autres voulaient que les candidats remettent aux comités électoraux des lettres de démission pour le cas où ils seraient élus. Puis, quand la poire fut mûre, quand les gens furent persuadés d'aller voter, on voulut être candidat et député pour de bon, on laissa pourrir en prison les condamnés, on renia l'antiparlementarisme, on condamna l'anarchisme. Et Guesde, après cent palinodies, finit ministre du gouvernement de l'« union sacrée ». Deville devint ambassadeur de la république bourgeoise, et Massard, quelque chose de pire, je crois.

Nous ne voulons pas par avance mettre en doute la bonne foi des nouveaux convertis, d'autant plus que nous avons eu avec quelques-uns d'entre eux des liens d'amitié personnelle. En général, ces évolutions – ou ces involutions, comme l'on voudra – commencent toujours de bonne foi, puis la logique agit, l'amour propre s'en mêle, le milieu l'emporte... et l'on devient ce que tout d'abord on répugnait à être.

Dans le cas présent, rien n'advient peut-être de ce que nous craignons, car les néoconvertis sont fort peu et il est très peu probable qu'ils rencontrent de larges adhésions dans le camp anarchiste. Ces camarades ou ex-camarades réfléchiront mieux et reconnaîtront leur erreur. Le nouveau gouvernement, qui sera installé en France après le triomphe du « cartel des gauches », ne faisant rien, pas même l'amnistie, sans y être contraint par l'agitation de la masse, cela les aidera à se persuader qu'entre lui et le gouvernement précédent la différence est petite.

Nous essaierons nous-mêmes de leur faire entendre raison par une remarque qui, du reste, ne devrait pas être nouvelle pour une personne qui avait accepté la tactique anarchiste.

Inutile de venir nous dire, comme le font ces bons amis, qu'un peu de liberté vaut mieux que la tyrannie brutale, sans limites et sans frein, qu'un horaire de travail raisonnable, un salaire permettant de vivre un peu mieux que des bêtes, que la protection des femmes et des enfants sont préférables à l'exploitation du travail humain jusqu'à épuisement complet du travailleur ; que l'école de l'État, pour mauvaise qu'elle soit, est pour le développement moral de l'enfant préférable à celle des prêtres et des frères. Nous en convenons volontiers, et nous savons aussi que les circonstances peuvent se présenter de telle sorte que le résultat des élections dans un État ou dans une commune peut avoir des conséquences bonnes ou mauvaises, et que ce résultat pourrait être déterminé par les votes anarchistes au cas où les forces des partis adverses seraient presque égales.

Généralement, c'est là une illusion. Les élections, quand elles se font assez librement, n'ont que la valeur d'un symbole : elles montrent l'état de l'opinion publique qui se serait imposé par des moyens plus efficaces sans l'exutoire des élections. Mais même si certains petits progrès étaient la conséquence directe d'une victoire électorale, les anarchistes ne devraient pas accourir aux urnes et cesser de propager leurs méthodes de lutte.

Comme il est impossible d'aller dans tous les sens, il faut choisir sa propre ligne de conduite.

Il y a toujours une certaine opposition entre les petites améliorations, la satisfaction de besoins immédiats et la lutte pour une société foncièrement meilleure que la nôtre.

Celui qui veut se consacrer à faire placer des fontaines ou des urinoirs où il en faut, celui qui veut se dépenser pour obtenir la construction d'une rue, ou la création d'une école municipale, ou une petite loi quelconque de protection du travail, ou la destitution d'un policier brutal, celui-là fera peut-être bien de se servir de son bulletin

<sup>6</sup> Émile Massard (1857-1932), politicien socialiste guesdiste (un moment secrétaire de Jules Guesde), puis partisan du général Boulanger, partisan de la droite proche du putsch, et enfin nationaliste.

<sup>7</sup> Gabriel Deville (1854-1940), politicien, guesdiste célèbre, puis ambassadeur.

électoral, promettant sa voix à tel ou tel personnage influent. Mais alors – puisque l'on veut être « pratique », il faut l'être jusqu'au bout –, plutôt que d'attendre le triomphe du parti d'opposition, plutôt que de voter pour le parti le plus sympathique, mieux vaut faire la cour au parti dominant, servir le gouvernement qui existe, se faire l'agent du préfet, du maire en fonctions. Et en effet, les nouveaux convertis dont nous parlons ne se proposaient pas de voter pour le parti le plus avancé, mais pour le parti ayant les plus grandes chances de succès : le bloc des gauches.

Mais alors, où aboutirons-nous ?

Les anarchistes ont commis certes mille erreurs, ils ont dit cent sottises, mais ils se sont toujours maintenus purs et restent par excellence le parti révolutionnaire, le parti de l'avenir parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale.

Il serait vraiment impardonnable de se laisser attirer dans le gouffre justement maintenant que notre heure s'approche.

*Pensiero e Volontà*, 15 mai 1924.

## Sur la fameuse franc-maçonnerie

BIEN QU'ÉTANT plutôt indifférent à ce qu'on peut dire de moi, je me vois aujourd'hui obligé de répondre aux bruits que l'on fait courir et qui pourraient me nuire.

La dernière invention des milieux socialistes est que je serais franc-maçon. Je crois savoir qui en est l'auteur, mais je n'en ai pas encore la preuve, je vais donc répondre sans me soucier de cet aspect.

Voilà les faits.

Je fus franc-maçon quand j'étais un brin plus jeune que maintenant, du 19 octobre 1875 à mars-avril 1876. [...] Je portais les lauriers d'une certaine popularité [acquiescement lors d'un procès en 1875, voir la biographie, p. 13] et les francs-maçons voulaient que je sois membre de leur mouvement, et ils m'en firent la proposition. J'ai présenté l'objection de mes idées socialistes et anarchistes, et on me répondit que la franc-maçonnerie était en faveur du progrès illimité et qu'elle pouvait fort bien inclure l'anarchisme dans son programme.

J'ai dit que je ne pouvais accepter la formule du serment traditionnel, et la réponse a été que dans mon cas, il serait suffisant de promettre de lutter pour le bien de l'humanité.

Je n'ai pas voulu me soumettre aux rites ridicules de l'initiation et j'ai su que j'en serai dispensé. En un mot, ils voulaient m'avoir à tout prix et à la fin j'acceptai... en partie parce que j'avais en tête l'idée de reprendre la tentative sans suite de Bakounine de faire revenir la franc-maçonnerie à ses débuts idéalistes et d'en faire une véritable société révolutionnaire (1864-1865).

Je remarquai bientôt que je ne servais que les intérêts de certains frères, qui étaient les plus grands mystificateurs.

Mais j'y ai rencontré des jeunes enthousiastes accessibles aux idées socialistes et je suis resté pour y faire de la propagande, d'où un grand scandale et un accès de rage des principales personnalités.

*Umanità Nova*, 7 octobre 1920, extraits.



# Rabâchages autoritaires

PARMI LES RARES NOUVELLES qui par hasard me parviennent, je remarque que certains camarades soutiennent à nouveau que pour faire triompher l'anarchie, il faudra, quand la révolution éclatera, obliger les gens à faire comme nous le voulons, jusqu'au moment où ils seront convaincus que nous avons raison et feront spontanément ce qu'au début nous les forçons à faire. En un mot, nous remplirions le rôle de gouvernement.

Bien entendu, le gouvernement que ces singuliers anarchistes voudraient constituer ne serait que bénin et provisoire, gouvernant le moins possible et de très courte durée ; mais même réduit au strict minimum, ce serait toujours un gouvernement, c'est-à-dire un groupement d'hommes qui s'attribuent la faculté d'imposer au peuple leurs propres idées... et leurs propres intérêts.

Cela afin d'être pratiques, de s'adapter dans la réalité, etc. Il me semble entendre les discours que tenaient les partisans de la guerre, quand ils prêchaient *la guerre pour détruire la guerre* !

Ce n'est pas nouveau. Pendant tout le cours de notre mouvement, il y a eu des individus qui, tout en se disant anarchistes et même plus anarchistes que les autres, ont exprimé des conceptions et des propos ultra-autoritaires : suppression pour nos adversaires des libertés élémentaires de parole, de presse, de réunion, etc. ; travail forcé sous les ordres de contremaîtres anarchistes ; enfants arrachés aux familles pour les élever en anarchie ; police rouge, armée rouge, terreur rouge. Et si évidente que soit la contradiction entre l'idée de liberté, qui est l'âme de l'anarchisme, et l'idée de contrainte, néanmoins à bien y réfléchir, il n'y a pas de quoi trop s'étonner. Nés et ayant grandi dans une société où chacun est obligé de commander ou de se voir commandé, sous l'influence d'une tradition millénaire d'oppression et de servitude, et n'ayant d'autre moyen pour nous émanciper que le recours à la violence pour abattre la violence qui nous opprime, il nous est difficile de penser et sentir en anarchiste, il est difficile surtout de concevoir et respecter la limite qui sépare la violence, juste et nécessaire à la défense de nos propres droits, de la violence en violation des droits d'autrui. C'est ainsi qu'il y a toujours ceux qui versent dans l'autoritarisme et qui, pour arriver à l'anarchie, veulent agir à la façon des gouvernements, veulent en somme être le gouvernement.

Naturellement, les intentions sont toujours bonnes : nous sommes bien anarchistes, disent-ils, mais les masses sont tellement arriérées qu'il faut les pousser en avant par la force. Cela ressemble à vouloir apprendre à quelqu'un à marcher en lui attachant les jambes !

Je ne veux pas m'étendre ici sur cette erreur de vouloir éduquer les gens à la liberté, à l'initiative et à la confiance en soi-même au moyen de la contrainte. Je n'insisterai pas davantage sur le fait qu'étant au gouvernement, on veuille y rester, surtout avec le sincère propos de faire le bien, et donc en songeant avant tout à constituer un parti ou une classe de personnes intéressées et une force armée fidèle et disciplinée pour tenir en respect les récalcitrants. Toutes choses qui se produiraient avec des gouvernants « anarchistes » comme avec les autres, soit parce qu'elles sont une nécessité de la situation, soit parce que nous, anarchistes, ne valons pas beaucoup mieux que le commun des mortels. Cela m'amènerait à répéter toutes les raisons que l'anarchisme oppose à l'autoritarisme, raisons que les camarades en question, qui ne sont pas, à ce qu'on me dit, des novices, doivent connaître aussi bien que moi.

Je veux seulement faire remarquer que, comme il arrive très souvent, ceux qui se vantent le plus d'être pratiques et de ne pas s'égarer dans les rêves sont, pour finir, ceux qui rêvent le plus de choses impossibles.

En effet, il est clair que pour s'emparer du gouvernement et ne pas s'exposer à un fiasco certain, qui nous discréditerait et nous interdirait pour longtemps toute action utile, il faudrait disposer d'une force numérique et d'une capacité technique suffisantes. Probablement n'aurons-nous pas au début de la prochaine révolution cette force et cette capacité ; mais, en supposant que nous les ayons, quel besoin aurions-nous alors de nous ériger en gouvernement et de nous mettre sur une voie qui nécessairement nous conduirait vers un but opposé à celui que nous voudrions atteindre ? Si nous étions aussi forts, nous pourrions aisément mettre les gens sur la bonne

voie par la propagande et par l'exemple, et développer et défendre la révolution avec une méthode parfaitement anarchiste, c'est-à-dire avec le concours volontaire et enthousiaste de la masse intéressée à son triomphe.

Cela est pour ceux qui entendraient s'emparer du gouvernement comme anarchistes pour faire l'anarchie ou, du moins, acheminer la révolution vers l'anarchie. Au cas où l'on voudrait aller au gouvernement avec les partis autoritaires, qui viseraient avant tout à supprimer l'initiative populaire et à assurer le développement et la permanence des institutions gouvernementales, il s'agirait alors d'un cas de défection pure et simple, et garder le nom d'anarchistes ne serait que mensonge et tromperie. Avec le résultat que, après avoir mis nos forces au service de nouveaux dominateurs et les avoir aidés à consolider le gouvernement, aussitôt que l'on n'aurait plus besoin de nous, nous serions ignominieusement chassés pour demeurer impuissants et déshonorés.

Tandis que, même si nous sommes en minorité, en restant au milieu des masses pour les pousser à abattre l'autorité politique et le privilège économique et à organiser elles-mêmes la nouvelle vie sociale, dont nous aurions à donner l'exemple, à grande ou à petite échelle selon les forces que nous pourrions recueillir dans les différentes localités et dans les différentes corporations ouvrières, sans prendre des responsabilités auxquelles nous ne saurions faire face, nous serons à même de donner à la révolution un caractère de profonde rénovation et de préparer la voie au triomphe intégral de l'anarchie.

Nous ne réussissons peut-être pas à empêcher la constitution d'un nouveau gouvernement, mais nous pourrions empêcher qu'il ne devienne fort et tyrannique et l'obliger à respecter, pour nous et ceux qui se joindraient à nous, la plus grande liberté possible et le droit à l'usage gratuit des moyens nécessaires à la production.

En tout cas, même vaincus, nous donnerons un exemple fécond de résultats concrets dans un proche avenir.  
*Il Risveglio*, traduction du *Réveil anarchiste*, 1er mai 1931.

## Sur les attentats contre des personnalités

NOUS SAVONS QUE L'ESSENTIEL, l'utile indiscutablement, n'est pas de tuer la personne d'un roi, mais de tuer tous les rois, ceux des cours, des parlements et des usines, dans le cœur et dans la pensée des gens, c'est-à-dire de déraciner la foi dans le principe d'autorité dont une grande partie du peuple garde le culte [...].

Un autre fait sanglant est venu chagriner les âmes sensibles... et rappeler aux puissants que se placer au-dessus du peuple et piétiner le grand précepte de l'égalité et de la solidarité humaines n'est pas sans danger. Avant tout, ramenons les faits à leurs justes proportions.

Un roi a été tué : et comme un roi n'en est pas moins un homme, le fait est regrettable. Une reine est veuve ; et puisqu'une reine est une femme, elle aussi, nous comprenons sa douleur.

Mais pourquoi tant de bruit pour la mort d'un homme et pour les larmes d'une femme, lorsqu'on accepte comme chose naturelle le fait que chaque jour nombre d'hommes sont tués et nombre de femmes pleurent, à cause de guerres, d'accidents du travail, de révoltes réprimées par les fusillades et de mille crimes dus à la misère, à l'esprit de vengeance, au fanatisme et à l'alcoolisme ?

Pourquoi déployer tant de sentimentalisme à propos d'un malheur particulier, lorsque des milliers et des millions d'êtres humains meurent de faim et de malaria, au milieu de l'indifférence de ceux qui auraient les moyens d'y remédier ?

Peut-être parce que cette fois-ci les victimes ne sont pas de vulgaires travailleurs, un honnête homme et une honnête femme quelconques, mais un roi et une reine ? Vraiment, nous trouvons le cas plus intéressant et notre douleur est plus ressentie, plus vive, plus vraie, quand il s'agit d'un mineur écrasé par un éboulement pendant son travail, et d'une veuve qui souffrira de la faim avec ses enfants ! Néanmoins, celles des monarques aussi sont des souffrances humaines à déplorer. Mais la plainte demeure stérile si l'on n'en recherche pas les causes, afin de les éliminer.

« La tragédie de Monza » [assassinat du roi Umberto I], traduction du *Réveil*, 1900, extraits.

# Capitalistes et voleurs

À propos des tragédies de Houndsditch et Sidney Street, à Londres.

DANS UNE RUELLÉ de la City, il y a une tentative de vol contre une bijouterie ; les voleurs, surpris par la police, s'enfuient, se frayant un chemin à coups de revolver. Plus tard, deux des voleurs, découverts dans une maison de l'East End, se défendent encore à coups de revolver et meurent dans la bataille.

Au fond, rien d'extraordinaire en tout cela, dans la société actuelle, à part l'énergie exceptionnelle avec laquelle les voleurs se sont défendus.

Mais ces voleurs étaient des Russes, peut-être des réfugiés russes ; et il se peut aussi qu'ils se soient rendus dans un club anarchiste les jours de réunion publique, lorsqu'il est ouvert à tout le monde. Naturellement, la presse capitaliste s'en sert une fois de plus pour attaquer les anarchistes. À lire les journaux bourgeois, on dirait que l'anarchie, ce rêve de justice et d'amour entre les hommes, n'est que vol et assassinat. Avec de tels mensonges et calomnies, on réussit certainement à éloigner de nous beaucoup de ceux qui seraient avec nous, s'ils savaient seulement ce que nous voulons.

Il n'est donc pas inutile de répéter quelle est notre attitude d'anarchistes vis-à-vis de la théorie et de la pratique du vol.

L'un des points fondamentaux de l'anarchisme est l'abolition du monopole de la terre, des matières premières et des instruments du travail, et donc l'abolition de l'exploitation du travail d'autrui exercé par les détenteurs des moyens de production. Toute appropriation du travail d'autrui, tout ce qui sert à un homme pour vivre sans donner à la société sa contribution à la production, est un vol du point de vue anarchiste et socialiste.

Les propriétaires, les capitalistes ont volé au peuple, par la fraude ou la violence, la terre et tous les moyens de production, et à la suite de ce vol initial, ils peuvent soustraire chaque jour aux travailleurs le produit de leur travail. Mais ces voleurs chanceux sont devenus forts, ont fait des lois pour légitimer leur situation et ont organisé tout un système de répression pour se défendre aussi bien contre les revendications des travailleurs que contre ceux qui veulent les remplacer en faisant comme ils ont fait eux-mêmes. Et maintenant, le vol de *ces messieurs* s'appelle propriété, commerce, industrie, etc. ; le nom de *voleurs* est, par contre, réservé dans le langage courant à ceux qui voudraient suivre l'exemple des capitalistes, mais qui, arrivés trop tard et dans des circonstances défavorables, ne peuvent le faire qu'en se révoltant contre la loi.

Toutefois, la différence des termes employés ordinairement ne suffit pas à effacer l'identité morale et sociale des deux situations. Le capitaliste est un voleur dont le succès est dû à son mérite ou à celui de ses ascendants. Le voleur est un aspirant capitaliste qui n'attend que de le devenir en réalité, pour vivre sans travailler du produit de son vol, c'est-à-dire du travail d'autrui.

Ennemis des capitalistes, nous ne pouvons avoir de la sympathie pour le voleur qui vise à devenir capitaliste. Partisans de l'expropriation faite par le peuple au profit de tous, nous ne pouvons, comme anarchistes, avoir rien de commun avec une opération qui consiste uniquement à faire passer la richesse des mains d'un propriétaire dans celles d'un autre. Naturellement, je n'entends parler que du voleur professionnel, de celui qui ne veut pas travailler et cherche les moyens de pouvoir vivre en parasite du travail d'autrui. Le cas est bien différent lorsqu'il s'agit d'un homme auquel la société refuse les moyens de travailler et qui vole pour ne pas mourir de faim et ne pas laisser mourir de faim ses enfants. Dans ce cas, le vol, si on peut l'appeler ainsi, est une révolte contre l'injustice sociale et peut devenir le plus impérieux des devoirs. Mais la presse capitaliste évite de parler de ces cas, car elle devrait en même temps faire le procès de l'ordre social qu'elle a pour mission de défendre.

Il est certain que le voleur professionnel est, lui aussi, une victime du milieu social. L'exemple qui vient d'en haut, l'éducation reçue, les conditions répugnantes dans lesquelles on est souvent obligé de travailler, expliquent facilement comment des hommes, qui ne sont pas moralement supérieurs à leurs contemporains, placés dans

l'alternative d'être exploités ou exploités, choisissent d'être exploités et tâchent de le devenir par les moyens qu'ils peuvent avoir. Mais ces circonstances atténuantes peuvent s'appliquer aussi aux capitalistes, et n'en ressort que plus clairement l'identité des deux professions.

Les idées anarchistes ne peuvent, en conséquence, pousser les individus à devenir capitalistes, pas plus que les pousser à devenir voleurs. Au contraire, en donnant aux mécontents une idée de vie supérieure et un espoir d'émancipation collective, elles les détournent, dans la mesure du possible, étant donné le milieu actuel, de toutes ces actions légales ou illégales, qui ne représentent qu'une adaptation au système capitaliste et tendent à le perpétuer.

Malgré tout, le milieu social est si puissant et les tempéraments personnels sont si différents, qu'il peut bien y avoir parmi les anarchistes quelques-uns qui deviennent voleurs, comme il y en a qui deviennent commerçants ou industriels ; mais dans ce cas, les uns et les autres agissent ainsi non pas à cause, mais en dépit de leurs idées anarchistes.

*Il Risveglio anarchico*, 4 mars 1911.

## L'État « socialiste »

L'OBJECTIF des sociaux-démocrates est la « conquête des pouvoirs publics ». Nous n'examinerons pas ici si ce but correspond à leurs théories historiques selon lesquelles la classe économiquement prédominante détiendrait toujours fatalement le pouvoir politique, et que donc l'émancipation économique devrait nécessairement précéder l'émancipation politique. Nous ne discuterons pas si, en admettant la possibilité de la conquête du pouvoir politique par une classe déshéritée, les moyens légaux peuvent suffire à ce but.

Nous voulons seulement discuter maintenant si la conquête des pouvoirs publics entre ou non dans l'idéal socialiste d'une société d'êtres libres et égaux, sans suprématie ni division de classes.

Les sociaux-démocrates, en particulier les Italiens, qu'ils en conviennent ou non, ont subi plus que d'autres l'influence des idées anarchistes. Ils disent parfois, du moins quand ils polémiquent avec nous, qu'ils veulent aussi abolir l'État, dans le sens de gouvernement, et que c'est précisément pour pouvoir l'abolir qu'ils veulent s'en emparer. Qu'est-ce que cela signifie ? S'ils comprenaient ce qu'ils veulent, c'est-à-dire dès la conquête de l'État : abolir celui-ci, annuler toute caution judiciaire des « droits acquis », dissoudre toute force armée officielle, supprimer tout pouvoir législatif, laisser une autonomie pleine et complète à toutes les localités, toutes les associations, tous les individus, promouvoir l'organisation sociale de bas en haut, au moyen de la libre fédération des groupes de producteurs et de consommateurs, alors toute la question se réduirait à une question de mots pour exprimer les mêmes idées. Dire « Nous voulons assaillir cette forteresse et la détruire » ou dire « Nous voulons nous emparer de cette forteresse pour la démolir », cela signifie une seule et même chose.

Il resterait toujours entre nous et les socialistes la différence d'opinions, certes très importante, sur la participation aux élections et l'entrée des socialistes au Parlement : si ces élections favorisent la révolution ou lui font obstacle, si ces élections préparent les gens à une transformation radicale des organes présents, si elles enseignent au peuple à accepter après la révolution une nouvelle tyrannie. Du moins, sur le but, nous serions parfaitement d'accord.

Cependant, il est certain que ces déclarations de s'emparer de l'État *pour le détruire* sont soit des artifices critiquables de polémique, soit, si elles sont sincères, des propos d'anarchistes en formation, qui croient être encore démocrates.

Les vrais sociaux-démocrates ont une tout autre idée de la « conquête des pouvoirs publics ». Au Congrès de Londres, pour citer une manifestation récente (1896) et solennelle, ils ont déclaré publiquement qu'il faut conquérir les pouvoirs publics « pour légiférer et administrer la nouvelle société ». Et dans le dernier numéro de *Critica Sociale*<sup>1</sup>, on lit que « c'est une erreur de croire que le Parti socialiste, une fois au pouvoir, pourra ou voudra diminuer les impôts. Au contraire, l'État devra, en augmentant graduellement les impôts, absorber graduellement la richesse privée pour appliquer les grandes réformes que le socialisme se propose (institution de caisses de retraite, d'invalidité, sécurité sociale, réforme de l'enseignement digne d'un pays civilisé, indemnisation du grand capital, etc.) », pour se préparer au « but lointain du communisme parfait, lorsque tout deviendra un service public et que la richesse privée sera identique à la richesse de la société ».

Voilà donc le beau et bon gouvernement que les socialistes nous proposent : un gouvernement avec toute la suite indispensable de percepteurs, d'huissiers (pour les contribuables retardataires), de gendarmes et de gardiens de prisons (au cas où l'huissier serait jeté par la fenêtre), de juges, d'administrateurs des fonds de l'assistance publique, de programmes scolaires et d'instituteurs officiels, de gestion de la dette publique pour payer les intérêts du capital indemnisé, etc. ; et naturellement le corps législatif qui fait les lois et détermine l'impôt et les différents fonctionnaires qui exécutent et interprètent les lois.

---

<sup>1</sup> Revue de Milan, 1er mai 1897, article en italien, « Le parti socialiste et les impôts », de Giuseppe Bonzo. [Note de Luigi Fabbri dans *Studi Sociali*, Montevideo / Buenos Aires, n° 1, 8 septembre 1930]

Il peut y avoir des différences de modalité, de tendances plus ou moins accentuées, de méthodes plus ou moins dictatoriales ou démocratiques, de procédés plus ou moins rapides ou graduels, mais dans le fond ils sont tous d'accord, parce que c'est l'essentiel de leur programme.

Maintenant, il faut voir si ce gouvernement, que les socialistes admirent, offre des garanties de justice sociale. S'il peut ou veut abolir les classes, détruire toute exploitation et toute oppression de l'homme par l'homme, si, en un mot, il peut ou veut fonder une société véritablement socialiste.

Les sociaux-démocrates partent du principe que l'État, le gouvernement, n'est que l'organe politique de la classe dominante. Dans une société capitaliste, disent-ils, l'État sert nécessairement les intérêts des capitalistes et garantit leur droit d'exploiter les travailleurs, mais dans une société socialiste, lorsque la propriété individuelle sera abolie et qu'avec la destruction des privilèges économiques les distinctions de classes auront disparu, alors l'État représentera tous les citoyens et deviendra l'organe impartial des intérêts sociaux de tous les membres de la société.

C'est ici qu'apparaît nécessairement une difficulté. S'il est vrai que le gouvernement est nécessairement et toujours l'instrument des possesseurs des moyens de production, comment pourra se produire le miracle d'un gouvernement socialiste surgi en plein régime capitaliste, dans le but d'abolir le capitalisme ? Est-ce que ce sera, comme le voulaient Marx et Blanqui, au moyen d'une dictature imposée par la révolution, par un coup de force qui décrète et impose révolutionnairement la confiscation de la propriété privée en faveur de l'État qui représente les intérêts de la collectivité ? Ou bien alors, comme les marxistes et une grande partie des blanquistes modernes le veulent, au moyen de la majorité socialiste envoyée au Parlement par le suffrage universel ? Procédera-t-on d'un coup à l'expropriation des classes dominantes par la classe économique et assujettie, ou bien graduellement en obligeant les propriétaires et les capitalistes à se laisser priver peu à peu de tous leurs privilèges ?

Tout cela semble contredire étrangement la théorie du « matérialisme historique », qui est le dogme fondamental des marxistes. Mais nous ne voulons pas dans cet article examiner ces contradictions ni rechercher ce qu'il y a de vrai dans la doctrine du matérialisme historique.

Supposons donc que, d'une façon quelconque, le pouvoir soit aux mains des socialistes et qu'un gouvernement socialiste soit solidement formé. L'heure du triomphe du socialisme en serait-elle pour autant arrivée ?

Nous ne le croyons pas.

Si l'institution de la propriété individuelle est la source de tous les maux que nous connaissons, ce n'est pas parce que tel terrain est inscrit au nom d'un tel, mais parce que l'inscription donne le droit à cet individu d'utiliser la terre comme il lui plaît, et l'usage qu'il en fait est généralement mauvais, au détriment de ses semblables. Toutes les religions, à leur début, ont dit que la richesse est une charge qui oblige les possesseurs à s'occuper du bien-être des pauvres et à en être les pères. Dans les origines du droit civil, on trouve que le seigneur de la terre a tellement d'obligations civiques qu'il est plutôt l'administrateur des biens dans l'intérêt public, ainsi que le propriétaire dans le sens moderne du terme. Mais l'homme est ainsi fait que lorsqu'il a le pouvoir de dominer et d'imposer aux autres sa volonté, il en use et en abuse jusqu'à les réduire en un esclavage abject. Aussi, le seigneur, qui devait être le père et le protecteur des pauvres, est toujours devenu un exploiteur féroce.

C'est ce qui est aussi toujours arrivé et arrivera toujours aux gouvernants. Il est inutile de dire que lorsque le gouvernement viendra du peuple, il fera selon les intérêts du peuple. Tous les pouvoirs sont issus du peuple, puisque seul le peuple donne la force, et tous ont opprimé le peuple. Inutile de dire que lorsqu'il n'y aura plus de classes privilégiées, le gouvernement ne pourra qu'être que l'organe de la volonté de tous. Les gouvernants constituent eux aussi une classe, qui entraîne une solidarité de classe bien plus puissante que celle qui existe dans les classes fondées sur les privilèges économiques.

Il est vrai qu'aujourd'hui le gouvernement sert la bourgeoisie, mais c'est parce que ses membres sont des bourgeois, il ne la sert pas en tant qu'institution. Du reste, en tant que gouvernement, comme tous les esclavages, il hait son patron, le trompe et le vole. Ce n'était pas pour servir la bourgeoisie que Crispi<sup>2</sup> détournait les fonds publics ni pour la servir qu'il violait la Constitution.

Celui qui est au pouvoir veut y rester et veut à toute force faire triompher sa volonté. Et puisque la richesse est un instrument très efficace de pouvoir, le gouvernant, même s'il ne vole pas et n'abuse pas personnellement,

---

<sup>2</sup> Francesco Crispi (1819-1901), ministre de l'Intérieur, chef du gouvernement, champion de la répression comme solution sociale et

suscite autour de lui la formation d'une classe qui lui doit ses privilèges et est intéressée à ce qu'il reste au pouvoir. Les partis du gouvernement sont sur le terrain politique ce que sont les classes propriétaires sur le terrain économique.

Les anarchistes l'ont dit mille fois, et toute l'histoire le confirme : propriété individuelle et pouvoir politique sont deux maillons de la chaîne qui opprime l'humanité, les deux tranchants de la lame du poignard du criminel. Il est impossible de se libérer de l'une sans se libérer de l'autre. Une fois la propriété individuelle abolie sans abolir le gouvernement, elle renaîtra grâce aux gouvernants. Abolir le gouvernement sans abolir la propriété individuelle, c'est laisser les propriétaires reconstruire le gouvernement.

Lorsque Friedrich Engels, sans doute pour parer à la critique anarchiste, disait qu'après la disparition des classes, l'État, à proprement parler, n'a plus de raison d'être et se transforme de gouvernement des hommes en administration des choses, il ne faisait qu'un piètre jeu de mots. Celui qui domine les choses domine les hommes ; qui gouverne la production gouverne les producteurs ; qui mesure la consommation est le maître des consommateurs.

La question est celle-ci : ou les choses sont administrées selon des pactes libres entre les intéressés et alors c'est l'anarchie ; ou elles sont administrées selon des lois faites par les administrateurs et alors c'est le gouvernement, l'État, et il est fatalement tyrannique.

Il ne s'agit pas ici de la bonne foi et de la bonne volonté d'untel ou untel, mais de la fatalité des situations et des tendances que les hommes présentent généralement quand ils sont dans certaines circonstances.

Du reste, s'il s'agit vraiment du bien de tous, si on entend vraiment administrer les biens dans l'intérêt des administrés, qui peut le faire mieux que ceux qui produisent ces biens et qui doivent les consommer ?

À quoi sert un gouvernement ? Le premier acte d'un gouvernement socialiste arrivant au pouvoir devrait être : « Considérant que nous ne pouvons rien faire de bon au gouvernement et que nous paralyserions ainsi l'action du peuple en l'obligeant à attendre des lois que nous ne pourrions faire qu'en sacrifiant les intérêts des uns à d'autres et ceux de tous aux nôtres, comme gouvernants, nous déclarons abolie toute autorité et invitons tous les citoyens à s'organiser en associations correspondant à leurs différents besoins et nous nous en remettons à l'initiative de ces associations et allons en leur sein y apporter notre contribution personnelle par le travail. »

Aucun gouvernement n'a jamais fait quelque chose de semblable, il en irait de même d'un gouvernement socialiste. C'est pourquoi le peuple, lorsqu'il aura assez de force, et s'il est inspiré, empêchera la formation de tout gouvernement.

*Agitazione*, Ancône, 15 mai 1897.



# **La pratique révolutionnaire**

# Présentation de la semaine rouge d'Ancône<sup>1</sup>

LA GUERRE EN LIBYE contre la Turquie (1911-1912) et la mauvaise gestion du premier ministre Giolitti<sup>2</sup> avaient provoqué une crise politique et économique. Certaines régions avaient de 50 à 80 % de chômeurs, les travailleurs défendaient leur salaire par des grèves dans tout le pays et, au sud, les paysans se répartissaient les terres.

Sur le plan syndical, la CGIL, créée par le Parti socialiste, ne menait aucune action révolutionnaire, cependant son action se durcissait avec la montée de l'USI, fondée par des anarchistes, qui poussait à la grève générale révolutionnaire.

La gauche politique était représentée par le Parti socialiste, qui adoptait des positions plus rigoureuses avec son secrétaire général, Benito Mussolini, également directeur de l'organe du parti *Avanti!*. Mussolini venait de faire expulser les réformistes et luttait contre les militaires, le Vatican et la franc-maçonnerie. Il écrivait : « Pour moi, le problème est le suivant : il s'agit d'opposer à la minorité bourgeoise une minorité socialiste et révolutionnaire. » (*Avanti!*, 15 février 1914.) Au congrès du parti à Ancône, en avril 1914, il fit expulser les francs-maçons.

À gauche, les républicains semblaient aussi prêts à s'opposer par la violence à la monarchie.

Quant aux anarchistes, ils voyaient des possibilités révolutionnaires dans la situation. Malatesta, exilé à Londres, était revenu et dirigeait une publication à Ancône, une ville où se trouvaient un port important et des chantiers navals.

La population était sensibilisée par une campagne antimilitariste menée pour libérer deux soldats opposés à la guerre en Libye (Masetti<sup>3</sup> et Moroni<sup>4</sup>, des anarchistes, emprisonnés depuis 1911).

Le 9 mai 1914, la section d'Ancône de l'USI annonça une manifestation pour Masetti et Moroni, à laquelle se joignirent le Parti socialiste, le Parti républicain, la CGIL et le Syndicat autonome des cheminots. « Il s'agissait de transformer le premier dimanche de juin, anniversaire du statut [militariste], en une journée nationale pour Masetti : si ce jour-là le gouvernement s'était souillé de sang, il aurait fallu répondre par la grève générale à outrance<sup>5</sup>. »

Le 7 juin 1914, Malatesta est arrêté à Ancône pour incitation à une manifestation antimilitariste, puis relâché. Des forces de police sont concentrées dans la ville. Malatesta et Nenni sont parmi les manifestants<sup>6</sup>, et la police tire. On compte deux morts et un blessé grave.

Le 8, la grève générale est lancée, des bagarres opposent policiers et manifestants, des magasins de munitions sont mis à sac.

Le 9, une fusillade a lieu au moment de l'enterrement des victimes. L'état de siège est déclaré à Ancône.

Dans le reste du pays, c'est seulement le 9 qu'une grève générale de protestation commence.

Le 10, les lignes de chemin de fer menant à Ancône sont sabotées.

---

<sup>1</sup> Cette brève partie est rédigée par le traducteur afin de situer l'action et l'influence d'Errico Malatesta.

<sup>2</sup> Giovanni Giolitti (1842-1928), premier ministre de droite durant des lustres, favorable au fascisme en 1922, puis discrètement éloigné.

<sup>3</sup> Augusto Masetti (1888-1966), maçon anarchiste enrôlé qui tira sur un officier, arrêté puis enfermé de 1914 à 1919 dans un asile psychiatrique, considéré sain d'esprit, mais socialement dangereux. Refuse d'être soldat en 1935 pour la guerre en Abyssinie, arrêté. Anarchiste et antimilitariste jusqu'à sa mort.

<sup>4</sup> Antonio Moroni (1892-1971), typographe, soldat antimilitariste et socialiste, puis anarchiste. Adhère au fascisme en 1922, puis participe à des groupes critiques au sein du fascisme. Revient au militantisme anarchiste après 1945.

<sup>5</sup> Armando Borghi (1882-1968), leader de l'USI, dans son livre *Mezzo secolo di anarchia (1898-1945)*, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 1954.

<sup>6</sup> Pietro Nenni (1891-1980), républicain en faveur de l'arrêt du mouvement à Ancône. Socialiste à partir de 1919, contre la fusion des socialistes et des communistes en 1922. Antifasciste, puis volontaire dans l'Espagne républicaine comme secrétaire du Parti socialiste, livré en 1943 à Mussolini par le maréchal Pétain. Avec la chute du régime fasciste, militant clandestin actif, puis ministre dans l'après-guerre.

Le 11, des incendies se déclarent dans la ville. La Chambre du travail, équivalent des bourses du travail de la CGT en France, contrôle l'activité commerciale, comme les abattoirs, afin de nourrir la population. Des renforts révolutionnaires arrivent à Rimini et à Forlì.

Dans le reste du pays, la CGIL demande l'arrêt de la grève générale.

Le 12, le député socialiste Sabanda vient demander la fin de la grève à Ancône.

Le 13, Nenni arrive également. Le travail commence à reprendre.

Après le 14, tout est normal à Ancône.

Hors d'Ancône, des barricades avaient été édifiées et des casernes attaquées dans presque toute l'Italie. En Émilie seulement, les mouvements ne furent pas réprimés. Dans cette région, un groupe d'officiers et un général furent faits prisonniers par des ouvriers agricoles. Dans les villes, des « magasins du peuple » se constituèrent.

Il est bon de signaler que la CGIL était dirigée par D'Aragona<sup>7</sup>, futur saboteur de l'occupation des usines en 1920 et proche du verticalisme de Mussolini.

Pour conclure, nous donnerons des extraits d'une interview de Malatesta, alors exilé à nouveau à Londres (*Il Giornale d'Italia*, 27 juin 1914, reproduit par *Umanità Nova* le 7 juin 1964).

– Maintenant, dites-moi si le gouvernement révolutionnaire était organisé.

– Pas le moins du monde : qui l'affirme est de mauvaise foi. Le massacre d'Ancône provoqua une première réaction dans toute l'Italie, comme c'était déjà arrivé. Puis le malaise économique existant dans tout le pays, depuis la guerre de Libye, l'esprit révolutionnaire qui règne évidemment dans une grande partie du prolétariat italien a donné les journées révolutionnaires. Je dirai que non seulement elles n'étaient pas préparées, mais qu'elles nous ont surpris [...].

– Mais le mouvement a échoué...

– Précisément parce qu'il n'était pas organisé... Il a échoué parce que les révolutionnaires se sont eux-mêmes chargés de s'isoler du monde [...]. Les cheminots auraient fait la grève sérieusement et totalement s'ils avaient reçu l'ordre convenu et s'ils n'avaient malheureusement pas reçu un ordre néfaste de la CGIL de suspendre le mouvement [...].

À Ancône, la conviction d'un changement de régime était si ancrée que spontanément, sans aucune poussée, de petits comités de salut public se formèrent. Un jour, on apprit que le lait manquait à l'hôpital pour les enfants malades et un comité se forma pour réquisitionner le lait à la campagne [...]. Il n'y eut aucune atteinte à la propriété privée [...].

---

<sup>7</sup> Ludovico D'Aragona (1876-1961), politicien socialiste et syndicaliste, métallurgiste, réformiste, proche de la structure du syndicat unique de Mussolini et présent dans l'Italie fasciste de 1928 à 1943, mais sans activité marquante. Ministre et sénateur après 1945.

# La semaine rouge

UNE LÉGENDE CIRCULE dans certains cercles selon laquelle j'ai été l'organisateur de la « semaine rouge » de 1914. C'est un grand honneur pour moi, mais je ne le mérite malheureusement pas ! La semaine rouge n'a pas été un mouvement préparé et voulu, elle surgit soudain comme une réaction spontanée d'un peuple farouche contre la provocation insensée et sanglante de la force publique.

Les événements se sont passés ainsi. Depuis un certain temps, les partis subversifs et en particulier les anarchistes et les syndicalistes s'agitaient pour obtenir la libération de Masetti et l'abolition des régiments disciplinaires. Les conférences et les assemblées se multipliaient, mais les effets étaient peu nombreux et le gouvernement ne semblait pas céder. On cherchait un autre type de manifestation plus spectaculaire, qui puisse secouer l'opinion publique et impressionner les autorités. Lors d'une assemblée à Ancône, un militaire (que je ne nommerai pas parce que je ne sais pas si ça lui plairait maintenant) lança une proposition accueillie avec enthousiasme. Puisque le premier dimanche de juin était proche et que les autorités officielles allaient commémorer la « concession » du statut militaire par des défilés de troupes, des réceptions royales et préfectorales, nous devrions, disait le responsable de la proposition, empêcher ou au moins troubler la fête en convoquant le même jour des assemblées et des cortèges dans toutes les villes d'Italie. Le gouvernement serait obligé de consigner les troupes dans les casernes ou les utiliser comme forces publiques, ce qui empêcherait les défilés militaires.

L'idée, présentée par le périodique *Volontà* que nous imprimions alors à Ancône, fut soutenue et propagée chaleureusement et lorsque le premier dimanche de juin arriva, elle fut appliquée dans de nombreuses villes. Les défilés militaires n'eurent pas lieu. La manifestation était une réussite et nous n'aurions pas alors poussé les choses plus avant, parce qu'un mouvement général mûrissait en Italie et que nous n'avions pas intérêt à dépenser nos forces dans des tentatives isolées. Mais la stupidité et la brutalité policière en disposèrent autrement.

À Ancône, pendant la matinée, les troupes avaient été consignées et il ne s'était rien passé de grave. Dans l'après-midi, il y eut une assemblée dans le local des républicains à Villa Rossa, et après les discours des orateurs des différents partis expliquant les raisons de la manifestation, la foule commença à sortir. Mais la police attendait à la sortie, elle obligeait les gens à se disperser et à se retirer. Cependant, des barrages carabiniers avaient bouclé toutes les rues par lesquelles on pouvait partir et ils empêchaient le passage. Cela entraîna un conflit, les carabiniers firent feu et tuèrent trois jeunes gens.

Immédiatement, les trams cessèrent de circuler, toutes les boutiques fermèrent et la grève générale fut appliquée sans qu'il fût besoin de la décider et de la proclamer. Le lendemain et les jours suivants, Ancône se trouva potentiellement en état d'insurrection. Des armureries furent pillées, du blé réquisitionné. Il y eut une ébauche d'organisation pour subvenir aux besoins alimentaires de la population. La ville était pleine de troupes, des navires de guerre se trouvaient dans le port, mais les autorités, tout en faisant circuler des patrouilles importantes, n'osaient pas réprimer. Évidemment, elles ne se sentaient pas sûres de l'obéissance des soldats et des marins. En fait, ils fraternisaient avec le peuple. Les femmes, les femmes incomparables d'Ancône, choyaient les soldats en leur donnant du vin et des cigarettes, en les incitant à se mêler à la foule. Ça et là, des officiers étaient couverts de crachats et giflés en présence de leur troupe, et les soldats laissaient faire et même encourageaient du geste et de la parole. La grève prenait chaque jour un caractère plus insurrectionnel, des proclamations disaient ouvertement qu'il ne s'agissait plus d'une grève et qu'il fallait organiser la vie de la ville sur de nouvelles bases.

Pendant ce temps, le mouvement s'était propagé comme l'éclair dans les Marches et en Romagne, et s'étendait en Toscane et en Lombardie. Les travailleurs étaient favorables à un changement de régime. L'accord entre

---

<sup>1</sup> Trois dirigeants du Parti républicain italien : Giovanni Battista Pirolini (1864-1948), Eugenio Chiesa (1863-1930), Domenico Pacetti (1857-1926).

les partis révolutionnaires s'était fait de lui-même, et même si des leaders comme Pirolini, Chiesa et Pacetti<sup>1</sup> sillonnaient le pays en automobile pour dénigrer le mouvement, les travailleurs républicains luttèrent en accord avec les anarchistes et la partie révolutionnaire des socialistes.

On était prêt à passer à des actes définitifs. La grève à tendance insurrectionnelle s'étendait. Les cheminots se préparaient à se saisir de la direction afin d'empêcher le transport des troupes et à ne faire voyager que les trains utiles au mouvement insurrectionnel.

La révolution allait se faire, sous l'impulsion spontanée des populations et avec de grandes chances de succès.

Bien sûr, on n'aurait pas alors appliqué l'anarchie et encore moins le socialisme, mais on aurait levé de nombreux obstacles et ouvert une période de libre propagande, de libre expérimentation, peut-être aussi de combats, à l'issue desquels nous espérons voir briller le triomphe de notre idéal.

Mais tout d'un coup, alors que les espoirs étaient les plus grands, la direction de la CGIL déclara le mouvement terminé et ordonna par télégrammes la fin de la grève. Les masses, qui avaient confiance et pensaient prendre part à un mouvement général, furent ainsi désorientées. Chaque localité vit qu'il était naturellement impossible de résister seul, et le mouvement cessa.

*Umanità Nova*, 28 juin 1922.

# L'occupation des usines

LES OUVRIERS métallurgistes commencèrent le mouvement pour des questions de salaires. Il s'agissait d'une grève d'un genre nouveau. Au lieu d'abandonner les usines, ils y restaient sans travailler, en les gardant nuit et jour pour que les patrons ne puissent lock-outer.

Mais on était en 1920. Toute l'Italie prolétarienne tremblait de fièvre révolutionnaire, et le mouvement changea rapidement de caractère. Les ouvriers pensèrent que c'était le moment de s'emparer définitivement des moyens de production. Ils s'armèrent pour se défendre, transformant de nombreuses usines en véritables forteresses, et ils commencèrent à organiser la production pour eux-mêmes. Les patrons avaient été chassés ou déclarés en état d'arrestation. C'était le droit de propriété aboli en fait, la loi violée dans tout ce qu'elle a de défense de l'exploitation capitaliste. C'était un nouveau régime, une nouvelle forme de vie sociale qui étaient inaugurés. Le gouvernement laissait faire, parce qu'il se sentait incapable de s'y opposer, comme il l'avoua plus tard en s'excusant de l'absence de répression.

Le mouvement s'étendait et tendait à embraser d'autres catégories. Des paysans occupaient les terres. C'était la révolution qui commençait et se développait à sa manière, je dirais presque idéale.

Les réformistes, naturellement, voyaient les événements d'un mauvais œil et cherchaient à les torpiller. Même *Avanti!*, ne sachant à quel saint se vouer, tenta de nous faire passer pour des pacifistes parce que, dans *Umanità Nova*, nous avions dit que si le mouvement s'étendait à toutes les catégories, si les ouvriers et les paysans avaient suivi l'exemple des métallurgistes, en chassant les patrons et en s'emparant des moyens de production, la révolution se serait faite sans verser une goutte de sang. Peine perdue.

La masse était avec nous. On nous demandait de nous rendre dans les usines pour parler, encourager, conseiller, et nous aurions dû nous diviser en mille pour satisfaire toutes les demandes. Là où nous allions, c'étaient nos discours que les ouvriers applaudissaient, et les réformistes devaient se retirer ou se camoufler.

La masse était avec nous parce que nous interprétions mieux ses instincts, ses besoins et ses intérêts.

Et cependant, le travail trompeur des gens de la CGIL et ses accords avec Giolitti suffirent à faire croire à une espèce de victoire avec l'escroquerie du [faux] « contrôle ouvrier » et à inciter les ouvriers à laisser les usines, juste au moment où les probabilités de réussite étaient les plus grandes.

J'ai cité ces deux exemples, et j'aurais pu en citer d'autres : le mouvement contre la vie chère, la grève de Turin et du Piémont pendant l'hiver 1920, les grèves de Milan, etc., pour aboutir toujours aux mêmes constatations.

Sur la place, dans l'action, la masse est avec nous, prête à agir. Mais au plus fort de l'action, elle se laisse entortiller, s'arrête, se décourage, et nous nous retrouvons toujours vaincus et isolés. Pourquoi ? À mon avis, c'est parce que nous sommes désorganisés ou pas assez organisés.

Les autres ont les moyens de transmettre partout leurs nouvelles, vraies ou fausses, qui convergent pour influencer et diriger l'action dans le sens qu'ils désirent. Au moyen de leurs ligues, sections et fédérations, ils disposent de fonds dans tous les centres, d'adresses sûres, etc. Ils peuvent lancer un mouvement quand il sert leur but et l'arrêter quand le but est atteint. Et pour décapiter tout mouvement, ils ont un moyen très simple : celui de faire croire dans chaque localité que tout est fini et qu'il faut penser à sauver ce qui reste.

Les situations que j'ai décrites se reproduiront certainement en Italie et peut-être dans peu de temps. Devons-nous nous trouver encore dans le même état d'impréparation, incapables de nous opposer efficacement aux manœuvres des endormeurs et de tirer d'une situation révolutionnaire tout le fruit possible ?

*Umanità Nova*, 28 juin 1922.

# Le mouvement des métallurgistes

EN OCCUPANT LES USINES, les ouvriers de l'industrie métallurgique ont fait le premier acte pratique de la révolution sociale, et ils continuent la lutte avec foi et courage.

Ils ont en main les usines et ils n'entendent pas les laisser, comme le montrent les informations sûres qui nous parviennent de toute l'Italie.

Il faut maintenant que les travailleurs des autres catégories entrent en lutte. Tout retard pourrait être fatal.

Les métallurgistes ne peuvent tenir indéfiniment si on ne leur envoie même pas de nourriture. Et pour agir dans ce sens, il faut prendre possession de toutes les usines, de tous les dépôts de marchandises, en particulier alimentaires, des chemins de fer, des bateaux, de toute la richesse sociale.

Nous espérons que les organismes dirigeants du prolétariat sauront comprendre la gravité de ce moment et faire leur devoir. C'est d'eux que dépendent l'unité et la vitesse d'action, indispensables pour assurer la victoire.

Toute tergiversation, tout retard seraient une trahison.

La masse des travailleurs est prête et impatiente et attend anxieusement un signal pour agir. Ceux qui peuvent le faire et n'agissent pas seront traités comme des traîtres par les travailleurs.

À l'œuvre donc, cheminots, marins, mineurs, travailleurs agricoles, des moulins, des fabriques de pâtes, des ports et de toutes les industries. Emparez-vous des richesses qui sont à votre portée, chassez les patrons, et mettez-vous tous d'accord pour poursuivre la production et l'échange des produits.

Vous avez fait la révolution sans verser une goutte de sang.

*Umanità Nova*, 10 septembre 1920.

# Aux ouvriers métallurgistes !

VOUS VOUS ÊTES EMPARÉS des usines, vous avez fait ainsi un pas important vers l'expropriation de la bourgeoisie et la mise à la disposition des travailleurs des moyens de production. Votre acte peut être, *doit* être le début de la transformation sociale.

Le moment est plus propice que jamais. Le gouvernement est impuissant et n'ose vous attaquer. Tout le prolétariat, des villes et des campagnes, vous regarde avec une fébrile anxiété, prêt à suivre votre exemple.

Si vous demeurez unis et fermes, vous pourrez avoir fait la révolution sans qu'une goutte de sang soit versée. Mais pour que cela soit réalité, il faut que le gouvernement sente que vous êtes fermement décidés à résister en utilisant s'il le faut des moyens extrêmes. Si au contraire il vous croit faibles et hésitants, il se tiendra sur ses gardes et tentera d'étouffer le mouvement en massacrant et en persécutant. Mais même si le gouvernement tente de réprimer, en particulier s'il l'essaie, tout le prolétariat s'insurgera pour vous défendre. Cependant, un danger vous menace : celui des transactions et des concessions.

Sachant qu'ils ne peuvent vous attaquer de front, les industriels vont essayer de vous leurrer. Ne tombez pas dans le piège.

Le temps n'est plus aux pourparlers et aux pétitions. Vous jouez le tout pour le tout, comme les patrons. Pour faire échouer votre mouvement, les patrons sont capables de concéder tout ce que vous demandez. Et lorsque vous aurez renoncé à l'occupation des usines et qu'elles seront gardées par la police et l'armée, alors *gare à vous* !

Ne cédez donc pas. Vous avez les usines, défendez-les par tous les moyens.

Entrez en rapport d'usine à usine et avec les cheminots pour la fourniture des matières premières. Mettez-vous d'accord avec les coopératives et les gens. Vendez et échangez vos produits sans vous occuper des ex-patrons.

Il ne doit plus y avoir de patrons, et il n'y en aura plus si vous le voulez.

Un groupe d'ouvriers anarchistes (sûrement rédigé avec Malatesta)

*Umanità Nova*, 10 septembre 1920.



# Tout n'est pas fini !

DANS L'APRÈS-MIDI DU 20 [septembre], Errico Malatesta, réclamé avec insistance, se rendait à l'atelier de fibre vulcanisée, rue Monza à Milan, où malgré la « fête nationale » on y travaillait ferme, comme du reste dans les autres ateliers occupés. Aux ouvriers et aux ouvrières réunis dans la cour à l'heure de la sortie, notre camarade tint un bref discours appliquant notre pensée à la situation créée à la suite de l'accord entre les dirigeants ouvriers et les patrons, conclu à Rome avec l'absence inqualifiable du Parti socialiste.

Retraçant à grands traits l'histoire du mouvement parti d'une lutte placée sur un plan purement économique pour aboutir, du fait de l'occupation spontanée des usines, à un véritable mouvement révolutionnaire, notre camarade y voit une des situations les plus favorables aux principes de l'émancipation intégrale. Et il met en garde ses auditeurs sur les hésitations, les soucis bureaucratiques des dirigeants des organismes centraux, qui placent leurs calculs mesquins au-dessus du seul objectif que dans cette crise il faut défendre, au-dessus des efforts du prolétariat conscient pour arriver à la révolution sociale.

Si les circonstances vous imposent, termine-t-il, d'abandonner malgré tout les ateliers, faites-le en sachant que, pour le moment, par la faute de vos dirigeants ineptes, vous êtes vaincus. Mais bientôt, vous reprendrez la lutte, et alors ce ne sera pas pour obtenir des concessions qui finissent en mystification, mais pour exproprier définitivement vos exploités, sans aucune collaboration de classes d'aucune sorte.

*Umanità Nova*, 22 septembre 1920.

---

Ceux qui célèbrent l'accord signé à Rome comme une grande victoire vous trompent. La victoire revient effectivement à Giolitti, au gouvernement, à la bourgeoisie qui se sont sauvés de l'abîme où ils tombaient.

Jamais la révolution n'a été aussi proche en Italie et n'a eu autant de chances de réussite. La bourgeoisie tremblait, le gouvernement était impuissant face à la situation. Le pouvoir et la violence ne furent pas utilisés, parce que vous avez su opposer au pouvoir du gouvernement un pouvoir supérieur, parce que, par la conquête des usines, vous aviez préparé votre défense avec les habitudes apprises pendant la guerre, vous aviez démontré que vous opposeriez la violence à la violence et que, cette fois, ce n'était pas vous, mais vos ennemis qui étaient en situation d'infériorité.

Parler de victoire, alors que l'accord de Rome vous soumet de nouveau à l'exploitation de la bourgeoisie que vous auriez pu balayer, est un mensonge. Si vous livrez les usines, faites-le en étant convaincus que vous avez perdu une grande bataille et en ayant la ferme intention de reprendre fondamentalement la lutte, à la première occasion. Vous expulserez les patrons des usines et vous ne leur permettrez de rentrer que comme ouvriers, comme vos égaux, prêts à travailler pour eux et les autres. Rien n'est perdu si vous ne vous faites pas d'illusions sur le caractère trompeur de la victoire.

Le fameux décret sur le contrôle des usines est une plaisanterie, car il fait naître une nouvelle bande de bureaucrates qui, bien qu'ils viennent de vos rangs, ne défendront pas vos intérêts, mais leur place, parce qu'ils veulent combiner vos intérêts avec ceux de la bourgeoisie, ce qui est vouloir ménager la chèvre et le loup. Ne faites pas confiance aux chefs qui vous prennent pour des idiots et qui retardent la révolution de jour en jour. C'est à vous de faire la révolution, si l'occasion s'en présente, sans attendre d'ordres qui ne viennent jamais, ou qui n'arrivent que pour vous demander d'abandonner votre action. Ayez confiance en vous, en votre avenir et vous vaincrez.

Discours dans les usines Officine meccaniche Italiane et Moneta à Mussocco, quartier de Milan

*Umanità Nova*, 23 septembre 1920.

# Anarchisme et dictature

Un bolchevik italien de retour de Russie a écrit à *Umanità Nova* une lettre dont nous donnons le passage essentiel avec la réponse de notre camarade Malatesta.

EXAMINONS LES RAISONS qui s'opposent à la constitution d'un parti communiste, auquel anarchistes et communistes pourraient adhérer et qui prendrait résolument position pour la Troisième Internationale, fort de toutes les sympathies des masses déjà fatiguées par une direction politique nullement claire et bien définie. Ce parti pourrait réellement donner sa marque à l'histoire qui s'élabore actuellement.

L'Autorité ! Voilà l'obstacle qui se dresse entre les communistes anarchistes, d'une part, et les communistes et syndicalistes, d'autre part.

« Nous sommes, disent les anarchistes, contre *toute* forme d'autorité, contre *toute* dictature. Nous entendons poursuivre la création d'une société libre, dans laquelle tout groupement puisse exposer directement, sans se soumettre à aucune réglementation, toute activité qu'il jugera utile à son bien-être et au bien-être général. Nous ne voulons en aucune façon imposer à autrui nos règles de vie ; nous réclamons simplement la liberté d'initiative et d'expérimentation, sûrs que l'exemple vaut mieux que n'importe quelle dictature. »

Nous tenons compte de cette position et nous la soutenons. Seulement, nous ferons relever aux anarchistes deux points : (1) qu'ils admettent un *intérêt général* au-dessus de l'intérêt individuel, sans quoi aucune vie sociale et aucun groupement limité ne seraient possibles ; (2) que pour atteindre cet intérêt général, ils font appel à l'association, c'est-à-dire au groupement communiste ou libertaire. Les mots importent peu. Il y a donc, pour eux aussi, un « but », l'intérêt général, et un « moyen », l'association. N'y a-t-il pas là, du moins en germe, tout le principe de l'autorité ?

Nous avons encore la garde... rouge ; mais, n'en doutons pas, elle s'imposera aussi par la suite. Car comment les communautés libres pourraient-elles fonctionner et se développer dans un milieu qui leur serait toujours hostile ?

Aucun Malatesta ne pourra garantir qu'au lendemain de la révolution, les hommes seront tous communistes, libertaires même ! Il faudrait qu'une telle conscience existe déjà aujourd'hui, car la révolution, comme telle, de même que la guerre, n'est pas la mieux indiquée pour développer ou créer les sentiments de fraternité. Mais, évidemment, l'objection est facile, si une telle conscience existait déjà, la révolution serait un fait accompli et le communisme libertaire fonctionnerait depuis longtemps. Nul besoin, d'ailleurs, de détruire la société bourgeoise, puisqu'elle aurait rendu possible un développement si harmonieux de toutes les plus nobles facultés humaines chez tous. Je ne vois pas d'autre conclusion.

Non, demain probablement les libres communautés, pour vivre, auront à se défendre d'inévitables retours offensifs de la bourgeoisie et de la méfiance de toutes les Vendées italiennes, déchaînées par les curés. Que fera alors Malatesta ?

Il nous dit : « S'il en était ainsi, cela prouverait que la révolution n'est pas encore terminée, que nous devons encore lutter. » Mais puisque la révolution, ainsi comprise, ne cessera que lorsque tous – tous – les hommes auront été « obligés » d'en accepter les institutions économiques et politiques, il s'ensuit que la violence que l'on ne voulait pas exercer au moyen de la dictature abhorrée aura été employée, et peut-être sous une forme plus mauvaise à l'égard de tous. Ce n'est pas tout. Puisque « tous » devront penser à la défense de la révolution, qui donc s'occupera de cette bagatelle, après tout, qu'est la production et la répartition équitable des produits ?

Toute notre dictature consiste en ceci : le pouvoir politique étant aux mains du peuple au moyen des soviets, le peuple lui-même songera à la répartition des attributions : les uns iront travailler au champ ou à l'usine, afin que tout ce qui est nécessaire à la vie ne vienne pas à manquer ; les autres se prépareront à défendre les produits du travail d'autrui contre tous les possibles retours offensifs ou contre ceux qui voudraient en jouir sans avoir contribué à les créer. Et cette dictature durera aussi longtemps qu'elle rencontrera des ennemis. Lorsque ces

derniers disparaîtront, elle se dissoudra dans les soviets eux-mêmes et pour toujours, car alors seulement et en réalité les libres communautés pourront agir et se développer à leur guise.

Maxim

---

L'auteur de cet écrit est une personne connue et estimée, qui a vécu longtemps en Russie, a pris part au mouvement révolutionnaire en cours et se trouve en rapports intimes avec les personnages les plus importants du bolchevisme.

Il semble donc autorisé à parler de la Troisième Internationale (ou plutôt des idées de ceux qui préconisent la Troisième Internationale qui, comme organisation réelle, ne nous paraît pas exister encore), et nous publions avec plaisir son écrit, qui présente les choses sous un jour différent de celui auquel d'autres nous avaient habitués.

Il est bon d'entendre tous les sons de cloches. Mais nous restons toujours dans l'expectative.

L'ami Maxim, animé par le feu sacré révolutionnaire, est naturellement beaucoup plus tolérant avec nous. Il regrette qu'il n'y ait pas de communistes non anarchistes à notre congrès et il attend, presque pour nous agacer, que les communistes organisent un congrès auquel les anarchistes puissent participer librement en ayant une liberté absolue d'exposer leurs idées. Et nous profiterions certainement de l'occasion pour faire notre propagande et chercher un terrain d'action commune, si c'est possible, mais... que va dire Bordiga<sup>1</sup> ?

Maxim voudrait, au fond, que les anarchistes donnent leur adhésion au Parti communiste. Mais s'il n'y a pas, comme Maxim paraît le croire, une différence suffisante pour rester divisés, pourquoi les communistes ne se fonderaient-ils pas, eux, avec le mouvement anarchiste ?

Non, la différence existe, différence radicale que Maxim lui-même met en évidence : c'est la façon différente de concevoir la révolution et sa réalisation. Cette différence ne devrait pas empêcher un accord entre communistes et anarchistes pour une action commune contre l'ennemi commun, mais elle s'oppose certainement à la fusion des deux tendances.

Théoriquement, nous sommes pour la liberté, contre l'autorité ; pratiquement, nous sommes pour la libre action populaire contre toute dictature.

Nous ne voulons pas ici exposer à nouveau notre programme en opposition au programme autoritaire ; mais faire seulement quelques remarques pour dissiper les équivoques possibles.

Lorsque nous parlons de *bien* ou d'*intérêt général*, nous entendons le bien de *tous*, c'est-à-dire de *chaque individu*, et nullement ce prétendu intérêt social qui a toujours été un mensonge pour justifier toutes les tyrannies. Et ce bien de tous ne peut être atteint qu'en garantissant à chacun la liberté individuelle la plus complète. L'intérêt général n'est pas au-dessus de l'intérêt individuel, ainsi que Maxim nous le fait dire, mais doit être l'ensemble des intérêts individuels, que nous aurons à harmoniser librement par des concessions mutuelles en cas de conflit. Si, au contraire, c'est à un gouvernement qu'il appartient de régler ces conflits, la prétendue harmonisation sera, dans la pratique, le sacrifice des intérêts de la collectivité aux intérêts des gouvernants et des amis des gouvernants.

Maxim dit que les communautés libres auront à se défendre des retours offensifs de la réaction. Évidemment, mais la première réaction que nous craignons n'est pas celle de la bourgeoisie, à laquelle nous enlèverons ses moyens de nuire en lui ôtant la propriété, mais bien celle de la dictature.

Et puisque Maxim nous parle de Vendées italiennes, nous lui ferons remarquer que c'est toujours dans les régions les plus arriérées d'un pays que les dictatures cherchent des forces pour assujettir les régions les plus avancées.

Une dernière remarque.

Maxim donne à la dictature (c'est-à-dire aux dictateurs) une raison spécifique d'être, celle de la défense de la société. Et il ne s'aperçoit pas qu'il rétablirait ainsi tout l'ordre bourgeois et militaire que la révolution aurait dû détruire.

---

<sup>1</sup> Amadeo Bordiga (1889-1970), un des fondateurs du Parti communiste italien, tout en ayant des réserves vis-à-vis des bolcheviks. Emprisonné en 1926 avec Gramsci, il fut libéré en 1944, par la chute du fascisme italien. Bordiga fonda un Parti communiste internationaliste en marge du Parti communiste partisan de l'Union soviétique.

Les uns travaillent et les autres les défendent.

C'est toujours ainsi que l'on a expliqué et justifié l'armée, la police, la magistrature et toutes les institutions oppressives et parasitaires.

L'un manie la bêche et l'autre l'épée : et naturellement l'homme à l'épée frappe et exploite celui de la bêche.

Éloignons-nous de ce communisme !

Nous croyons que le travailleur doit et peut se défendre. S'il lui faut payer un protecteur, le travailleur restera esclave... et il méritera son sort.

*Umanità Nova*, 19 juin 1920 ; traduction du *Réveil communiste-anarchiste*, 17 juillet 1920.

# Les anarchistes et les socialistes : affinités et contrastes

ANARCHISTES ET SOCIALISTES, nous sommes également ennemis de la société bourgeoise. Les uns et les autres, nous voulons abolir le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme : nous voulons que les richesses naturelles et le travail humain servent à satisfaire les besoins de tous et non plus à procurer un profit aux usurpateurs des moyens de production. Socialistes et anarchistes, nous voulons que les hommes cessent de vivre de la souffrance d'autrui, d'être des loups se dévorant entre eux, et que la société serve à assurer à tous le plus grand bien-être possible, le plus grand développement matériel, moral et intellectuel.

Nous, anarchistes et socialistes, voulons donc substantiellement la même chose et, alors même que nous paraissions adversaires et ennemis, nous sommes naturellement frères.

Mais nous différons, affirme Zibordi<sup>1</sup>, sur le moyen de démolir et sur la manière de reconstruire.

Parfaitement, mais il ne faut pas se tromper sur les moyens que nous préconisons et sur la manière dont nous entendons procéder à la transformation sociale et arriver à la réalisation de notre idéal.

En tant qu'anarchistes, nous sommes tous ou presque tous convaincus que la société bourgeoise, basée sur la violence, ne s'effondrera que sous les coups de la violence des prolétaires et, en conséquence, nous envisageons une préparation morale et matérielle qui puisse aboutir à une insurrection victorieuse.

Mais on cherche à faire croire que nous voudrions provoquer à tout instant des grèves, des embuscades, des conflits violents. Nous voulons vaincre, et c'est pourquoi nous n'avons aucun intérêt à user peu à peu nos forces et celles du prolétariat. Malgré les mensonges des feuilles policières, tout le monde sait que lors des épisodes sanglants de ces derniers temps, il n'y a jamais eu conflit à proprement parler, mais, d'un côté, toujours des agressions spontanées, et de la part de la force publique, il y a eu souvent des assassinats prémédités.

Notre propagande, en donnant espoir et confiance en un mouvement général définitif, tend à éviter les faits isolés, le gaspillage de forces et à pousser à une préparation méthodique propre à nous assurer la victoire.

Mais cela ne veut pas dire que nous devons contenir, lorsqu'ils se produisent, les explosions de la colère populaire. L'histoire est entraînée par des facteurs plus puissants que nous, et nous ne pouvons prétendre qu'elle veuille bien attendre notre autorisation. Tout en continuant notre préparation, nous entendons agir chaque fois que l'occasion se présente et tirer de toute agitation spontanée le maximum de résultats possibles au profit de l'insurrection libératrice. Et comme nous sommes aussi convaincus que le Parlement et tous les organes étatiques ne peuvent être des organes d'émancipation, et que toutes les réformes faites sous un régime bourgeois tendent à le conserver et à le renforcer, nous sommes fermement opposés à toute participation aux luttes électorales et à toute collaboration avec la classe dominante. Nous voulons creuser l'abîme qui sépare le prolétariat du patronat et rendre toujours plus aiguë la guerre de classe.

Et en cela, nous nous séparons nettement des socialistes réformistes, mais nous pourrions nous trouver parfaitement d'accord avec les socialistes dits « maximalistes ». Et, en effet, il y a eu une période au cours de laquelle une coopération cordiale paraissait assurée entre nous et les maximalistes. Si nos rapports se sont tendus, c'est que nous perdons de plus en plus confiance dans leur volonté révolutionnaire réelle. Malgré l'absurdité consistant à vouloir se faire élire au Parlement tout en déclarant qu'il n'y avait rien à y faire, nous avons cru aux bonnes intentions manifestées dans *Avanti!* et dans les réunions électorales.

Mais ensuite... il est arrivé ce qui est arrivé<sup>2</sup>, et nous nous sommes demandé, avec perplexité, si tout le feu révolutionnaire avait été l'effet d'une excitation passagère ou une simple manœuvre électorale.

---

<sup>1</sup> Giovanni Zibordi (1870-1943), journaliste et politicien socialiste.

<sup>2</sup> Une allusion aux aléas du Parti socialiste entre le positionnement vis-à-vis du Komintern et celui de la position à suivre contre Benito

En tout cas, si les dirigeants socialistes veulent agir, ils savent que nous ne resterons pas en arrière. En attendant, nous nous adressons directement aux jeunes et aux masses socialistes, qui veulent réellement la révolution.

Passons maintenant à la question de ce que nous entendons faire après l'insurrection victorieuse.

Elle est essentielle, car c'est notre manière de reconstruire qui constitue à proprement parler l'anarchisme et qui nous distingue des socialistes. L'insurrection, les moyens pour détruire sont un aspect contingent, et à la rigueur on pourrait être anarchiste même en étant pacifiste, comme l'on peut être socialiste et vouloir l'insurrection.

On dit que les anarchistes sont contre l'État, ce qui est juste, mais qu'est-ce que l'État ? L'« État » est un mot pouvant prêter à cent interprétations, et nous préférons employer des mots clairs excluant toute équivoque.

Bien que la chose puisse paraître étrange à celui qui n'a pas pénétré la conception fondamentale de l'anarchisme, en vérité les socialistes sont des violents, tandis que nous sommes opposés à toute violence, sauf lorsqu'on nous l'impose pour nous défendre contre celle d'autrui. Aujourd'hui, nous sommes pour la violence, moyen nécessaire pour abattre la violence bourgeoise ; demain, nous serons encore pour la violence, si elle sert à nous forcer à accepter une forme de vie ne nous convenant pas. Mais notre idéal, l'anarchie, est une société fondée sur le libre accord d'individus libres. Nous sommes contre l'autorité, parce que l'autorité, pratiquement, est la violence du petit nombre contre le grand nombre. Mais nous serions contre l'autorité, même si elle n'était, conformément à l'utopie démocratique, que la violence de la majorité contre la minorité.

Les socialistes sont dictatoriaux ou parlementaires.

La dictature, dut-elle même s'appeler « du prolétariat », est le gouvernement absolu d'un parti, ou plutôt des chefs d'un parti qui imposent à tous un programme spécial, voire celui qui convient à leurs intérêts.

La dictature est toujours annoncée comme provisoire, mais, comme tout pouvoir, elle tend à se perpétuer et à élargir sa domination, et finit par provoquer la révolte ou consolider un régime d'oppression.

Nous, les anarchistes, nous ne pouvons pas être autre chose que les adversaires de n'importe quelle dictature. Les socialistes, qui préparent les esprits à subir la dictature, doivent au moins s'assurer que le pouvoir aille aux dictateurs qu'ils désirent, puisque, si le peuple est disposé à obéir, il y a toujours le danger de le voir obéir aux plus *habiles*, c'est-à-dire aux plus mauvais.

Reste le parlement, la démocratie.

Nous n'avons pas à refaire ici, dans un simple article, la critique du parlementarisme et à démontrer comment il ne peut jamais interpréter les besoins et les aspirations des électeurs, et donne nécessairement naissance à une classe de politiciens, aux intérêts bien distincts et souvent même opposés à ceux du peuple.

En admettant même l'hypothèse la meilleure et la plus utopique que les corps élus puissent représenter la volonté de la majorité, nous ne saurions reconnaître à cette majorité le droit d'imposer sa volonté à la minorité au moyen de la loi, autrement dit de la force brutale.

Est-ce pour cela que nous repousserions toute organisation, coordination, division et délégation de fonctions ?

Nullement. Nous comprenons toute la complexité de la vie sociale et n'entendons renoncer à aucun des avantages de la civilisation. Mais nous voulons que tout, même les quelques limitations de liberté nécessaires, soit le résultat de la libre entente. La volonté de chacun n'a pas à être lésée par la force d'autrui, mais tempérée par l'intérêt pour tout le monde de s'entendre, aussi bien que par des accords naturels indépendants de la volonté humaine.

L'idée de libre volonté semble épouvanter les socialistes. Mais pour tout ce qui dépend des hommes, n'est-ce pas toujours la volonté qui décide ? Dès lors, pourquoi la volonté des uns plutôt que celle des autres ? Et qui décidera de la volonté ayant le droit de prévaloir ? La force brutale ? Celle qui aurait réussi à s'assurer un corps de policiers suffisamment fort ?

Nous croyons que l'on pourra se mettre d'accord et aboutir à la meilleure forme de vie sociale uniquement si personne ne peut imposer sa volonté par la force, et chacun devra donc chercher, poussé par les nécessités mêmes, aussi bien que sous l'impulsion d'un esprit fraternel, le moyen de concilier ses propres désirs avec ceux d'autrui. Un maître d'école, permettez-moi cet exemple, qui aurait le droit de frapper ses élèves et de se faire

---

Mussolini.

obéir à la baguette, n'aurait plus aucun travail intellectuel à faire pour comprendre la mentalité des enfants qui lui sont confiés et élèverait des sauvages. Au contraire, un maître qui ne peut ou ne veut pas frapper cherche à se faire aimer et il y réussit.

Nous sommes communistes ; mais nous repoussons tout communisme imposé par les flics. Ce communisme violerait non seulement la liberté qui nous est chère, il ne pourrait non seulement produire d'effets bénéfiques, car il lui manquerait le soutien cordial des masses et il n'aurait que l'action stérile et pernicieuse des bureaucrates, mais il conduirait sûrement à une révolte anticommuniste qui, en raison des circonstances, risquerait de se terminer par une restauration de la bourgeoisie. Cette différence de programme entre nous et les socialistes suffirait-elle à nous rendre ennemis au lendemain de la révolution, et poussera-t-elle les anarchistes, qui probablement seront en minorité, à préparer une nouvelle insurrection violente contre les socialistes ?

Pas nécessairement.

L'anarchie, nous l'avons souvent répété, ne peut se faire de force et nous ne pourrions ni voudrions imposer nos conceptions aux autres, sans cesser d'être anarchistes. Mais, en tant qu'anarchistes, nous voudrions vivre en anarchie, pour autant que les circonstances extérieures et nos propres capacités nous le permettent.

Si les socialistes nous reconnaissent la liberté de propagande, d'organisation, d'expérimentation, et ne veulent pas nous obliger par la force à obéir à leurs lois, et nous saurons vivre en les ignorant, il n'y aura aucune raison qu'il y ait un conflit violent.

Une fois la liberté conquise et le droit assuré à tous de disposer des moyens de production, nous comptons, pour le triomphe de l'anarchie, uniquement sur la supériorité de nos idées. Et en attendant, nous pourrions tous collaborer au bien commun, chacun avec nos méthodes.

Au contraire, si les gouvernants socialistes voulaient, par la force des policiers, soumettre les opposants à leur domination, alors... ce serait la lutte.

*Umanità Nova*, 1er mai 1920 ; traduction du *Réveil communiste-anarchiste*, 22 mai 1920.

## Les deux voies : réformes ou révolution

LES CONDITIONS ACTUELLES de la société ne peuvent durer éternellement et, désormais, on peut dire qu'elles ne peuvent durer longtemps. Tous en conviennent, du moins tous ceux qui pensent.

Des conservateurs, au vrai sens du mot, il n'y en a plus.

Il y a bien ceux qui entendent profiter du moment présent, faire durer la jouissance de leurs privilèges, se préoccupant peu qu'après eux vienne le déluge. Il y a aussi les aveugles réactionnaires qui voudraient faire rétrograder le monde, étouffer dans le sang toute tentative de libération et soumettre les masses au régime de l'épée.

Mais tout est inutile. La réaction peut réussir à teinter d'un rouge plus sanglant l'aube qui se lève, mais elle ne réussira pas à empêcher l'imminente catastrophe.

Les masses ne veulent plus se soumettre. Tant que l'on prenait les souffrances pour un châtiment ou une épreuve imposée par Dieu, tant que l'on avait la croyance qu'en un autre monde les maux supportés ici-bas seraient payés à un taux bien plus élevé, il était possible de constituer et de faire persister un régime d'iniquité dans lequel le petit nombre impose sa volonté à la masse, l'exploite et l'opprime selon son bon plaisir.

Mais cette foi, qui d'ailleurs n'a jamais été très efficace, puisqu'elle n'a jamais empêché les gens de prendre soin de leurs intérêts terrestres (et c'est pour cela que la religion n'est pas arrivée à empêcher toute rébellion et à étouffer tout progrès), cette foi, dis-je, est fort ébréchée et en train de s'éteindre. Même les prêtres, pour sauver la religion et se sauver avec elle, sont contraints à se donner l'air de vouloir résoudre la question sociale et adoucir les maux des travailleurs.

Dès l'instant où les travailleurs comprennent leur situation dans la société, il est impossible qu'ils consentent pour toujours à travailler, à souffrir, à produire pendant toute leur vie pour le compte des patrons sans autre perspective qu'une vieillesse lugubre, sans asile et sans pain assurés. Il est impossible que, producteurs de toute richesse et sachant qu'ils peuvent satisfaire amplement les moyens de tous, ils veuillent se résigner pour toujours à une vie misérable, sans cesse menacée par le spectre du chômage et de la faim.

Il est impossible que, mieux instruits, formés au contact de la civilisation, encore qu'elle soit faite pour d'autres, qu'ayant expérimenté déjà la force que l'union et l'audace peuvent leur donner, ils se contentent de rester une classe inférieure et méprisée et ne désirent pas une grande part des joies de la vie.

Aujourd'hui, qui est prolétaire se sait condamné à le rester pendant toute son existence, sauf si un changement général apparaît dans la société. Chaque prolétaire sait que ce changement ne peut se produire sans le concours des autres prolétaires et, en conséquence, cherche dans l'union la force nécessaire pour l'imposer.

Les bourgeois et les gouvernants qui les représentent n'ignorent pas cet état de choses et voient que pour éviter d'être engloutis dans un terrible cataclysme social, il leur faut y remédier d'une manière ou d'une autre, d'autant plus qu'il ne manque pas de bourgeois intelligents pour comprendre que l'organisation sociale actuelle est absurde et, au fond, funeste pour ceux qui en sont les bénéficiaires.

Donc, tôt ou tard, par bonds ou graduellement, il faut changer.

Mais quel sera le changement et jusqu'où ira-t-il ?

La société actuelle est divisée en propriétaires et prolétaires. Elle peut être modifiée par l'abolition de la condition de prolétaire en rendant tous les hommes copropriétaires de la richesse sociale, ou elle peut changer en conservant cette condition, mais en assurant aux prolétaires un sort meilleur.

Dans le premier cas, les hommes deviendraient libres et socialement égaux et organiseraient la vie sociale conformément aux désirs de chacun, et toutes les puissances latentes de la nature humaine pourraient se développer en luxuriantes variétés. Dans l'autre cas, les prolétaires, bêtes utiles et bien nourries, s'accommoderaient de la situation d'esclaves satisfaits de maîtres bienveillants.

Liberté ou esclavage, anarchie ou état servile.



Ces deux solutions possibles donnent lieu à deux tendances divergentes, dont les éléments essentiels sont représentés, l'une par les anarchistes, l'autre par les soi-disant socialistes réformistes. Avec la différence que les anarchistes savent et disent ce qu'ils veulent : la destruction de l'État et l'organisation libre de la société sur la base de l'égalité économique ; tandis que les réformistes se trouvent en contradiction avec eux-mêmes, puisque, se disant socialistes, leur action tend à perpétuer, en l'humanisant, le système capitaliste et à nier par conséquent le socialisme, qui signifie avant tout abolition de la division des hommes en prolétaires et propriétaires.

La tâche des anarchistes – nous disons de tous les vrais socialistes – est de s'opposer à cette tendance menant à un état d'esclavage atténué qui priverait les êtres les plus doués de la civilisation en marche, qui empêcherait l'éclosion de ses plus belles fleurs. Ce régime sert déjà à maintenir l'état de misère et de dégradation où se trouvent les masses, en les persuadant d'être patientes et de placer leurs espoirs dans la prévoyance de l'État, la bonté et l'intelligence des patrons.

Toute la prétendue législation sociale, toutes les mesures gouvernementales qui tendent à « protéger » le travail, à assurer au travailleur un minimum de bien-être et de sécurité, de même que tous les moyens employés par les capitalistes intelligents pour lier l'ouvrier à l'usine, tels que primes, pensions et autres avantages, quand ils ne sont pas un mensonge et un piège, sont un pas vers cet état servile qui menace l'émancipation des travailleurs et le progrès de l'humanité.

Salaires minimum établis par la loi, limitation légale de la journée de travail, arbitrage obligatoire, contrat collectif de travail ayant valeur juridique, personnalité juridique des associations ouvrières, mesures d'hygiène prescrites dans les usines par le gouvernement ; assurances par l'État contre les maladies, le chômage, les accidents de travail ; pensions de vieillesse, participation aux bénéfices, etc. ; voilà autant de mesures pour maintenir les prolétaires toujours prolétaires, et les propriétaires toujours propriétaires. Autant de mesures qui donnent aux travailleurs (quand elles le leur donnent) un peu plus de bien-être et de sécurité, mais les privent du peu de liberté qu'ils ont et tendent à perpétuer la division des hommes en patrons et serviteurs.

C'est un acquis, évidemment, en attendant la révolution – et aussi pour la faciliter –, que les travailleurs cherchent à gagner davantage, à travailler moins d'heures dans de meilleures conditions. C'est bien que les chômeurs ne meurent pas de faim, que les malades et les vieillards ne soient pas abandonnés. Mais tout cela, et d'autres choses encore, les travailleurs peuvent et doivent l'obtenir d'eux-mêmes, par la lutte directe contre les patrons, par leurs organisations, par l'action individuelle et collective, et en développant dans chaque individu le sentiment de sa dignité personnelle et la conscience de ses droits.

Les bienfaits de l'État, les bienfaits des patrons sont des fruits vénéneux qui portent en eux une semence d'esclavage, il faut les repousser.

C'est un fait que toutes les réformes qui laissent subsister la division des hommes en propriétaires et prolétaires, et donc le droit de quelques-uns de vivre du travail des autres, ne pourraient, si elles sont obtenues et acceptées comme de bienfaisantes concessions de l'État et des patrons, qu'atténuer la rébellion des opprimés contre les oppresseurs et conduire à une organisation où l'humanité serait définitivement divisée en classe dominante et en classe sujette. Il ne reste comme solution que la révolution, une révolution radicale, détruisant tout l'organisme de l'État, expropriant les détenteurs des richesses sociales, plaçant tous les hommes sur un même pied d'égalité économique et politique.

Cette révolution doit nécessairement être violente, quoique la violence soit en elle-même un mal. Elle doit être violente parce que c'est folie d'espérer des privilégiés qu'ils reconnaissent comme injustes et nuisibles leurs privilèges et qu'ils se décident à y renoncer volontairement. Elle doit être violente parce que la violence révolutionnaire transitoire est le seul moyen de mettre fin à la violence perpétuelle et plus dure qui tient en esclavage la grande masse des hommes.

Si, cependant, des réformes peuvent venir, tant mieux. Elles peuvent être un avantage momentané et stimuler dans les masses des désirs toujours plus ambitieux, des revendications toujours plus hautes, à condition que les prolétaires soient bien conscients que les patrons et le gouvernement sont l'ennemi, que tout ce qu'ils cèdent leur est arraché par la force ou par la crainte de la force, et tout serait promptement repris si la crainte cessait. Si, par contre, les réformes étaient établies par des accords et une collaboration entre oppresseurs et opprimés, elles ne serviraient qu'à renforcer les chaînes qui attachent les travailleurs aux volontés des parasites.

Mais, aujourd'hui, le danger que les réformes endorment les masses et arrivent à consolider et perpétuer le régime bourgeois semble surmonté. La trahison consciente de ceux qui ont réussi à acquérir la confiance des travailleurs en prêchant le socialisme pourrait seule être en danger.

La cécité de la classe dirigeante et l'évolution naturelle du système capitaliste, accélérée par la guerre, ont fait que toute réforme qui peut être acceptée par les propriétaires est impuissante à résoudre la crise qui ravage le pays.

La révolution s'impose donc et elle est sur le point d'arriver. Mais comment doit-on faire, comment doit se dérouler cette révolution ?

Naturellement, il faut commencer par l'action insurrectionnelle, pour balayer l'obstacle matériel, c'est-à-dire les forces armées du gouvernement opposées à toute transformation sociale. Pour l'insurrection, puisque nous sommes dans une monarchie, il est indispensable que toutes les forces antimonarchiques soient unies, préparées le mieux possible matériellement et moralement. Et surtout, il faut profiter de tous les mouvements populaires spontanés, en cherchant à les généraliser, à les transformer en mouvements décisifs, pour éviter le danger que, pendant que les partis se préparent, la force populaire s'épuise en actes isolés.

Mais, une fois que l'insurrection est victorieuse, que le gouvernement est tombé, que faut-il faire ?

En tant qu'anarchistes, nous voudrions que dans chaque localité, les travailleurs, plus exactement les plus conscients, ceux qui ont le plus d'esprit d'initiative, prennent possession de tous les instruments de travail, de toute la richesse : la terre, les matières premières, les maisons, les machines, les denrées alimentaires, etc., pour ébaucher le mieux possible la nouvelle forme de vie sociale. Nous voudrions que les travailleurs de la terre, aujourd'hui sous les ordres des patrons, ne reconnaissent plus aucun droit aux propriétaires, et continuent le travail pour leur propre compte en l'intensifiant, en étant directement en rapport avec les ouvriers des industries et des transports pour échanger avec eux des produits. Et que les ouvriers des industries, ingénieurs et techniciens compris, s'emparent des usines pour y continuer le travail, avec plus de rendement, pour eux-mêmes et pour la collectivité. Et qu'ils transforment immédiatement toutes les usines produisant aujourd'hui des marchandises inutiles ou nuisibles, pour fabriquer ce qu'il est urgent de fournir aux besoins des gens. Et que les cheminots continuent l'exploitation des voies ferrées, mais au service de la collectivité. Des comités de volontaires ou d'élus de la population prenant possession, sous le contrôle direct des masses, de toutes les habitations disponibles pour y loger au mieux pour l'instant tous les plus démunis. D'autres comités, toujours sous le contrôle direct des masses, fournissant l'approvisionnement et distribuant des produits de consommation. Nous voudrions que tous les bourgeois actuels soient obligés de se mêler à la foule de ceux qui furent les prolétaires et de travailler comme les autres pour jouir des mêmes avantages que les autres. Et tout cela immédiatement, le jour même ou le lendemain de l'insurrection victorieuse, sans attendre d'ordres de comités centraux ou de quelque autre autorité.

C'est ce que veulent les anarchistes, et c'est ce qui surviendra naturellement si la révolution doit être une véritable révolution sociale et ne pas se borner à un simple changement politique, après quelques convulsions, ramenant la situation à l'état antérieur.

En effet, ou on enlève aussitôt le pouvoir économique à la bourgeoisie, ou elle le reprendra bientôt ainsi que le pouvoir politique que l'insurrection avait conquis. Et pour parvenir à enlever à la bourgeoisie le pouvoir économique, il faut organiser immédiatement un nouvel ordre économique établi sur la justice et l'égalité. Les besoins économiques, au moins les plus essentiels, n'admettent pas d'interruption et il faut les satisfaire tout de suite. Et les « comités centraux » ne font rien ou ils agissent quand on n'a plus besoin d'eux.

*Umanità Nova*, 12 août 1920.

# Les deux voies : liberté ou dictature

CONTRAIREMENT aux anarchistes, beaucoup de révolutionnaires ne font pas confiance à l'instinct constructif des masses et croient avoir la recette infaillible pour assurer le bonheur universel. Ils redoutent un retour possible des forces de la réaction, ils redoutent plus encore peut-être la concurrence d'autres partis et d'autres écoles de réformateurs. Et ils veulent, par conséquent, s'emparer du pouvoir et remplacer le gouvernement « démocratique » d'aujourd'hui par un gouvernement dictatorial.

Dictature, donc. Mais qui seraient les dictateurs ?

Naturellement, ces révolutionnaires pensent que ce seraient les chefs de leur parti. Ils disent encore, par habitude ou par le désir conscient d'éviter les explications claires : « dictature du prolétariat », mais c'est une plaisanterie qui ne fait plus rire !

Voici ce que Lénine explique, ou quelqu'un d'autre à sa place (voir *Avanti !* du 20 juillet 1920) :

« La dictature signifie le renversement de la bourgeoisie par une avant-garde révolutionnaire (c'est la révolution et non pas la dictature), à l'inverse de la conception qu'il est avant tout nécessaire d'obtenir une majorité aux élections. C'est au moyen de la dictature qu'on obtient la majorité et ce n'est pas par la majorité qu'on arrive à la dictature<sup>1</sup>. » (Bien, mais si c'est une minorité qui, s'étant emparée du pouvoir, doit ensuite conquérir la majorité, c'est un mensonge de parler de dictature du prolétariat. Le prolétariat est évidemment la majorité.)

« La dictature signifie l'emploi de la violence et de la terreur. » Par qui et contre qui ? Puisqu'on suppose la majorité hostile, il ne peut s'agir, selon la conception dictatoriale, d'une foule déchaînée prenant en mains les affaires publiques, il est évident que la violence et la terreur devront être pratiquées au moyen de flics contre tous ceux qui ne se plient pas aux volontés des dictateurs.

« La liberté de la presse et le droit de réunion seraient l'autorisation donnée à la bourgeoisie d'empoisonner l'opinion publique<sup>2</sup>. » Donc, après l'avènement de la dictature du « prolétariat », qui devrait englober la totalité des travailleurs, il y aurait encore une bourgeoisie qui, au lieu de travailler, aurait les moyens « d'empoisonner l'opinion publique », et une opinion publique à empoisonner, différente de celle des prolétaires qui devraient constituer la dictature ? Il y aura des censeurs omnipotents qui jugeront de ce que l'on peut et de ce que l'on ne peut pas imprimer, et des commissaires de police à qui l'on devra demander la permission de tenir une réunion. Inutile de dire quelle sorte de liberté on laisserait à ceux qui ne seraient pas des serviteurs des dominateurs du moment.

« Après l'expropriation des expropriateurs, après la victoire, le prolétariat attirera à lui les masses de la population qui suivaient avant la bourgeoisie. » Mais, encore une fois, qu'est-ce donc que ce prolétariat qui n'est pas la masse des travailleurs ? Prolétaire ne signifie donc pas qui ne possède rien, mais qui a certaines idées et appartient à un certain parti ?

Laissons donc cette expression fautive de « dictature du prolétariat », qui entraîne tant d'équivoques, et discutons de la dictature telle qu'elle est en vérité, c'est-à-dire du gouvernement absolu d'un ou de plusieurs individus qui, s'appuyant sur un parti ou sur une armée, se rendent maîtres de la force sociale et imposent leur volonté « par la violence et par la terreur ».

Ce que sera cette volonté dépend du genre de personnes qui auront réussi à s'emparer du pouvoir. Dans le cas qui nous occupe, on suppose que ce sont des communistes, et donc inspirés par la volonté et le désir du bien de tous.

---

<sup>1</sup> Le texte de Lénine dit : « La dictature signifie le renversement de la bourgeoisie [par une classe, le prolétariat, et précisément par son] avant-garde révolutionnaire. » Les autres phrases sont un résumé approximatif. Lénine, *Polnoe Sobranie Sotchinenii*, t. 40, *Œuvres complètes*, 1974, p. 56 ; « Projet de réponse du PC de Russie à la lettre du Parti indépendant social-démocrate », rédigé en janvier 1920, publié en russe en mars 1920.

<sup>2</sup> Cette phrase, attribuée à Lénine, ne semble pas exister, mais l'idée est tout à fait exacte, comme Lénine l'explique dans son décret

On peut déjà avoir bien des doutes car, généralement, les hommes qui ont le plus des qualités nécessaires pour saisir le pouvoir ne sont pas les plus sincères et les plus dévoués à l'intérêt public. Et si on insiste sur la nécessité pour les masses de se soumettre à un nouveau gouvernement, on ne fait qu'ouvrir la voie aux intrigants et aux ambitieux.

Mais supposons cependant que les nouveaux gouvernants, les dictateurs, qui devraient réaliser les objectifs de la révolution, soient de vrais communistes, pleins de zèle, convaincus que le bonheur du genre humain dépend de leur labeur, de leur énergie. Ce seraient des hommes comme Torquemada<sup>3</sup> et des Robespierre qui, au nom du bien, du salut public ou privé, étoufferaient toute voix discordante, détruiraient tout élan de vie libre et spontanée. Ensuite, incapables de résoudre les problèmes pratiques après avoir écarté les personnes compétentes, ils devraient, de gré ou de force, céder la place aux partisans du passé.

La grande justification de la dictature serait l'incapacité des masses et la nécessité de défendre la révolution contre les tentatives réactionnaires.

Si, réellement, les masses étaient un troupeau incapable de vivre sans le bâton du berger, s'il n'y avait pas déjà une minorité nombreuse et consciente et capable d'entraîner le peuple par la parole et par l'exemple, alors nous comprendrions les réformistes qui redoutent le soulèvement populaire et ont l'illusion de pouvoir peu à peu, à force de petites réformes, en fait de petits replâtrages, miner l'État bourgeois et préparer la voie au socialisme. Nous comprendrions alors les *éducationnistes* qui, sous-estimant l'influence du milieu, n'espèrent pouvoir changer la société qu'en changeant d'abord tous les individus. Mais nous ne pourrions absolument pas comprendre les partisans de la dictature qui veulent éduquer et former les masses « par la violence et la terreur » et devraient faire des gendarmes et des surveillants les principaux piliers de l'éducation.

En réalité, personne ne pourrait établir la dictature révolutionnaire si le peuple n'avait d'abord réalisé la révolution, montrant ainsi par les faits qu'il est capable de l'accomplir, et la dictature ne pourrait alors que se superposer à la révolution, la dévier, l'étouffer, la tuer.

Dans une révolution politique où l'on ne vise qu'à renverser le gouvernement en laissant intacte toute l'organisation sociale, une dictature peut s'emparer du pouvoir, mettre ses hommes à la place des fonctionnaires limogés et organiser d'en haut un régime nouveau.

Mais dans une révolution sociale où toutes les bases des rapports sociaux sont renversées, où la production de l'indispensable doit être immédiatement reprise par et au profit des travailleurs, où la distribution doit être immédiatement régulée équitablement, la dictature ne pourrait rien faire. Le peuple s'organiserait lui-même en communes et en diverses industries, ou bien la révolution échouerait.

Peut-être qu'au fond, les partisans de la dictature (et quelques-uns en conviennent déjà ouvertement) ne désirent tout d'abord qu'une révolution politique. Cela revient à dire qu'ils voudraient simplement s'emparer du pouvoir, puis graduellement transformer la société par des lois et des décrets. En ce cas, ils auraient probablement la surprise de voir arriver au pouvoir de tout autres gens qu'eux-mêmes, et dans tous les cas, ils devraient avant tout penser à organiser la force armée (les policiers) nécessaire pour imposer le respect de leurs lois.

Cependant, une fois passé le moment critique de la colère populaire, la bourgeoisie, restée détentrice de la richesse, préparerait la réaction, infiltrerait la police avec ses agents, exploiterait le malaise et la désillusion de ceux qui attendent la réalisation immédiate du paradis terrestre... et reprendrait le pouvoir, soit en attirant à elle les dictateurs, soit en les remplaçant par ses hommes.

Cette peur de la réaction, commode pour justifier le régime dictatorial, vient précisément du fait que l'on prétend faire la révolution en laissant subsister une classe privilégiée capable de reprendre le pouvoir. Si l'on commence, au contraire, par l'expropriation complète, il n'y aura plus alors de bourgeoisie et toutes les forces vives du prolétariat, toutes les possibilités existantes seront employées à l'œuvre de reconstruction sociale.

Du reste, dans un pays comme l'Italie – pour appliquer ce qui vient d'être dit au pays où nous avons notre activité –, où les masses sont pénétrées d'instincts libertaires et rebelles, où les anarchistes représentent une force considérable moins par leurs organisations que par l'influence qu'ils peuvent exercer, une tentative de

---

« Au sujet de la presse » du 27 octobre 1917.

<sup>3</sup> Tomás de Torquemada (1420-1498), premier inquisiteur de toute l'Espagne dont l'objectif était de traquer les mauvais chrétiens parmi les juifs convertis au catholicisme. Pour ce faire, des milliers de personnes furent emprisonnées et entre 2 000 et 10 000 brûlées vives.

dictature ne pourrait se faire sans déchaîner la guerre civile entre les travailleurs, et elle ne pourrait triompher que par la plus féroce des tyrannies.

Alors, adieu le communisme.

Il n'y a qu'une voie de salut possible : la *liberté*.

*Umanità Nova*, 15 août 1920.

# Socialistes et anarchistes : la différence essentielle

CERTAINS CHERCHENT à expliquer la scission entre socialistes et anarchistes par une seule et unique opposition. Les socialistes seraient accusés de vouloir marcher trop lentement, tandis que les anarchistes, atteints de la folie de la révolution immédiate, promettaient et promettent d'aller beaucoup plus vite.

C'est un fait qu'entre socialistes et anarchistes, il y a toujours eu une divergence profonde sur la manière de concevoir l'évolution historique et les crises révolutionnaires que l'évolution même engendre, si bien qu'ils ne se sont presque jamais trouvés d'accord sur les moyens à employer et sur les occasions qui se sont présentées, de temps à autre, de pouvoir accélérer la marche vers l'émancipation humaine.

Mais il n'y a là qu'une dissension contingente et secondaire. Il y a toujours eu et il y a encore des socialistes pressés, comme il y a eu et il y a des anarchistes qui veulent marcher d'un pas lent et même qui ne croient pas du tout à la révolution. L'opposition essentielle, fondamentale est tout autre : les socialistes sont des autoritaires, les anarchistes sont des libertaires.

Les socialistes veulent prendre le pouvoir, peu importe si c'est pacifiquement ou violemment et, une fois qu'ils seront au gouvernement, ils veulent imposer leur programme aux masses sous forme dictatoriale ou démocratique. Les anarchistes considèrent, au contraire, que tout gouvernement est mauvais et, par sa nature même, il est destiné à défendre une classe privilégiée déjà existante ou bien à en créer une nouvelle. Au lieu de songer à prendre la place des gouvernants actuels, les anarchistes veulent abattre tout organisme qui permet aux uns d'imposer aux autres leurs idées et intérêts, et donner à chacun son entière liberté et, bien entendu, les moyens économiques pour rendre la liberté possible et réelle. Ils veulent ainsi ouvrir toute grande la voie de l'évolution vers les meilleures formes de cohabitation qui surgiront de l'expérience.

Il semble impossible que même aujourd'hui, après ce qui s'est passé et se passe en Russie, il se trouve encore quelqu'un pour croire que la différence entre socialistes et anarchistes soit uniquement celle de vouloir la révolution plus tôt ou plus tard.

Lénine est sans doute un révolutionnaire et un révolutionnaire pressé, mais c'est un autoritaire, un fanatique que l'histoire placera à côté des Torquemada et des Robespierre. En dépit de ses divergences actuelles avec une partie des socialistes officiels, c'est certainement un socialiste. Et il fait ce que les anarchistes disent depuis cinquante ans sur ce que feraient les socialistes si jamais ils parvenaient à s'emparer du pouvoir.

Écoutez plutôt ce que Marie Spiridonova, la martyre du régime tsariste, écrit dans sa lettre ouverte *Aux ouvriers de l'Occident*. Elle démontre combien la révolution était puissante en Russie avant que le bolchevisme ne la trahisse. La révolution s'étendait à tout le territoire russe, parce qu'elle était soutenue unanimement par les prolétaires des champs et des villes. Mais Lénine et ses partisans, avec une vraie bigoterie marxiste<sup>1</sup>, se sont servis des prolétaires des villes, 3 à 5 % de la population, pour soumettre les masses rurales non organisées en s'appuyant sur l'ancienne bureaucratie, la vieille caste militaire, la police secrète. Ayant commis l'erreur, dit Spiridonova, d'employer les méthodes et les instruments tsaristes, le Parti communiste (qui est indubitablement socialiste) érigea la tyrannie en système pour aboutir à ce résultat – toujours selon Spiridonova – qu'aujourd'hui, 95 % des travailleurs sont en révolte ouverte ou secrète contre le gouvernement.

Et elle ajoute :

---

<sup>1</sup> Malatesta souligne, comme Marie Spiridonova, l'incapacité de Lénine de s'appuyer sur tous les prolétaires révolutionnaires, des villes comme des campagnes. Lénine, en outre, trahissait les analyses de Marx sur les possibilités révolutionnaires de la « Commune paysanne » russe (voir sa lettre de 1881 à Vera Zassoulévitch), c'est-à-dire le refus de Marx d'appliquer au reste du monde les analyses du *Capital* qui ne concernent que les « pays modernes d'Europe occidentale ».

La classe fondamentale du pays, les travailleurs de la terre, classe sans laquelle aucune œuvre économique créatrice n'est possible chez nous, se trouva brutalement rejetée de toute participation à la révolution. Les travailleurs paysans devinrent simplement un objet d'exploitation de la part de l'État, fournisseurs de matières premières, de denrées, de bétail et d'hommes, sans avoir la moindre possibilité d'exercer une influence politique quelconque sur le gouvernement du pays. La principale fonction de l'Armée rouge est celle de terroriser la masse paysanne. Et la même Armée rouge est terrorisée et maintenue par le fait connu que pour toute désertion la famille du déserteur est féroce punie<sup>2</sup>.

C'est une tout autre question que de faire la révolution un peu plus tôt ou un peu plus tard !

La raison principale qui a fait naître et durer le mouvement anarchiste est précisément la prévision de ce que serait nécessairement un gouvernement socialiste, prévision qui a trouvé une confirmation si tragique en Russie.

Cela n'a pas empêché qu'à l'opposition fondamentale soit venue s'ajouter celle sur la manière de juger les diverses positions historiques et la nécessité de tenter ou pas un mouvement révolutionnaire en certaines occasions.

*Umanità Nova*, 3 septembre 1921 ; traduction du *Réveil communiste-anarchiste*, 17 septembre 1921.

---

<sup>2</sup> La citation est exacte du début à « gouvernement du pays ». Le reste est un résumé, puisque l'article donne uniquement ce qui suit : « [L]a masse paysanne qui est exterminée en masse pour son manque de docilité ; c'est aussi l'Armée rouge, disciplinée au moyen de fusillades [...] une armée disciplinée au possible par des punitions sévères et des exécutions inexorables. » Marie Spiridonova, *Les Temps nouveaux*, avril-mai 1921.

# Enfin : qu'est-ce que la « dictature du prolétariat » ?

ENFIN, EN VOILÀ UN qui parle clairement ! Jusqu'à présent lorsque nous disions que ce que les socialistes appellent « dictature du prolétariat » n'est en réalité que la dictature de quelques hommes qui, avec l'appui d'un parti, imposent leur présence dans les affaires du prolétariat, on nous traitait ni plus ni moins de calomnieux.

Contre toutes les probabilités et contre tous les faits, on nous soutenait qu'en Russie, le problème de la quadrature du cercle d'un gouvernement vraiment représentatif des intérêts et de la volonté des gouvernés était résolu.

Moscou était par conséquent devenu la Mecque du prolétariat : de là venait la lumière et, avec la lumière aussi, les ordres péremptoires sur les idées à avoir et la conduite à observer pour ceux qui, munis de la permission de leurs supérieurs, voudraient se dire communistes.

Donc, le résultat de cette découverte merveilleuse faite en Russie d'un gouvernement fait à l'image du peuple et pour le bien du peuple (ou du prolétariat, si l'on préfère) était que tout ce qui venait de Russie semblait empreint d'une vertu thaumaturgique et il suffisait d'appeler « soviets à la russe » tout conseil ou comité pour qu'il devienne révolutionnaire.

Mais le sortilège est rompu.

Ce n'est pas nous qui allons dévoiler le secret, nous les anarchistes, critiques et irrévérencieux par excellence. Cette fois, c'est l'organe officiel du Partito Socialista Italiano (Parti socialiste italien, PSI), la voix la plus autorisée, jusqu'à présent, de Moscou : « En Russie, sous le régime soviétique, le Parti dirige véritablement toute la politique de l'État et toute l'activité publique, tant des individus que des collectivités, est subordonnée aux décisions du Parti, de sorte que *la dictature du prolétariat est vraiment la dictature du Parti et, par conséquent, du comité central.* » (*Avanti!*)

Nous savons maintenant ce qui nous attend : la dictature de la direction du PSI ou celle du futur Parti communiste, ou à droite celle D'Aragona<sup>1</sup> et de ses complices.

Mais les dirigeants du PSI, les aspirants à la dictature, devraient comprendre que, du moins en Italie, ce n'est pas possible parce que les anarchistes et les syndicalistes sont là.

Si nous étions dans la même situation que nos camarades de Russie par rapport aux socialistes, la situation serait simple : les dictateurs se débarrasseraient de nous par tous les moyens habituels aux dictatures, potences et prisons, tant que la révolution ou la réaction ne les balaierait pas.

Mais nous, nous sommes maintenant une force sur laquelle il faut compter et les circonstances favorisent notre développement rapide, c'est pourquoi *Avanti!* parle « du solide tempérament des masses travailleuses ». Et nous sommes bien décidés à ne pas nous soumettre.

Nous ne croyons pas que les masses aient toujours raison et que nous devons suivre leurs attitudes fluctuantes. Nous avons un programme, un idéal à faire triompher qui nous distingue de la masse et nous politise. Nous voulons impulser la masse, la diriger sur la voie la meilleure selon nous, mais comme notre but est la liberté et non la domination, nous voulons habituer les masses à la libre initiative et à l'action libre.

Nous croyons que la liberté éduque à la liberté et à la solidarité, c'est pourquoi nous haïssons tout ordre autoritaire tant dans la société que dans tout parti ou association.

Les socialistes voudraient préparer le peuple à la liberté par l'autorité.

S'il était vrai, hypothèse que nous rejetons, que pour faire triompher la révolution et pour construire la nouvelle société, il faudrait confier les pouvoirs publics à quelques-uns ; s'il était vrai qu'il faut que quelqu'un

---

<sup>1</sup> D'Aragona était alors secrétaire national de la CGIL.



commande, alors, que les socialistes le comprennent bien, nous voudrions commander et non nous soumettre, si ce n'est par la force, à des gens qui selon nous se trompent.

Une révolution faite autoritairement à des fins dictatoriales conduirait fatalement l'Italie à une guerre entre révolutionnaires. Nous ne le voulons pas, les socialistes ne devraient pas le vouloir.

Aussi, en mettant de côté la théorie et en voyant les choses d'une façon réaliste, il faudrait que les socialistes renoncent à toute prétention dictatoriale et acceptent la conception libertaire de la révolution. Une révolution qui se développe différemment selon les conditions matérielles et morales des régions, des communes, des corporations ; les différences politiques selon les implantations dans les différents centres ; une révolution qui arrive à un but commun en harmonisant graduellement les intérêts et les volontés, sans être imposée autoritairement d'en haut.

Si les socialistes acceptaient ce programme – liberté pour tous –, de nombreux doutes réciproques disparaîtraient et nous pourrions coopérer aujourd'hui pour abattre le régime, et nous aider aussi demain pour un développement plus positif de la réalité révolutionnaire.

*Umanità Nova*, 28 septembre 1920.

# La psychose autoritaire du Parti socialiste

LA DIRECTION du PSI par 7 voix contre 5 « fait siens les 21 points de la thèse de Moscou sur la constitution des partis communistes, selon laquelle il faut procéder à une épuration radicale, en écartant du Parti les éléments réformistes et opportunistes, en suivant la forme qui sera discutée au prochain congrès ».

L'ordre du jour voté par les cinq autres, tout en acceptant la thèse de Moscou, affirme :

[L]a nécessité d'adapter le critère politique de chaque section de la Troisième Internationale communiste aux raisons historiques et aux contingences concrètes propres à chaque pays, en le renvoyant pour approbation à l'Internationale ; il est donc réaffirmé la nécessité de maintenir l'unité du PSI sur la base et les limites imposées justement par le point 21, selon lequel ceux qui refusent les principes et n'acceptent pas la discipline ne peuvent être membres de la Troisième Internationale<sup>1</sup>. Les cas individuels d'indiscipline doivent être rigoureusement examinés et sanctionnés, en donnant à la direction du Parti un pouvoir plus centralisé que jusqu'à présent.

Il reste donc au congrès, qui aura lieu fin décembre, à décider s'il y aura scission et épuration en masse, ou bien simplement l'expulsion individuelle des éléments les plus compromis et les plus compromettants.

Nous serions satisfaits si l'équivoque qui divise le PSI finissait et si à la tête de sa gigantesque organisation, les personnes qui se contredisent et se paralysent réciproquement étaient remplacées par des groupes homogènes avec des buts connus et fiables<sup>2</sup>.

En attendant, nous voyons que le PSI continue à souffrir de l'autoritarisme qui, depuis son origine, a affaibli sa structure interne et compromis son orientation.

L'autoritarisme est une maladie de l'esprit fondée sur l'orgueil et l'humilité. C'est une prétention à sa propre infaillibilité et une foi en la faillibilité des autres, ce qui entraîne, d'une part, un aveuglement et une obéissance serviles envers celui qui est ou qu'on croit être supérieur et, de l'autre, une intolérance envers toute opposition qui vient de celui qui est ou qu'on considère inférieur.

Et le PSI, même s'il aime se dire *scientifique, critique*, etc., a toujours montré son besoin d'avoir des chefs intellectuels, dont les paroles sont des vérités à suivre, et des dirigeants à qui obéir.

Le chef suprême était Marx et, théoriquement, il le reste toujours. Dans toute la littérature socialiste et toute la propagande orale, on cite Marx et le *Manifeste* comme un prophète et les évangiles. Au lieu de défendre une opinion personnelle avec des arguments rationnels, on discute pour savoir si telle affirmation ou telle tactique est conforme ou non aux textes sacrés. C'est ce que font les catholiques, les partisans de Mazzini, les juristes, tous les religieux et les autoritaires, qui sont mentalement égaux.

Mais Marx est mort depuis longtemps déjà et, comme cela arrive souvent aux prophètes qui ont parlé un jargon, ses partisans l'interprètent de différentes manières, de telle sorte qu'il est difficile de justifier une doctrine et une tactique unitaires. Pour des raisons de politique pratique, Marx fut mis de côté, et il risquait d'être oublié.

Mais Lénine vint, et comme il avait le prestige de la force triomphante, tous, c'est-à-dire tous les socialistes qui ne sont pas passés à l'ennemi, l'ont reconnu comme l'interprète le plus juste et le meilleur, et se sont mis à ses pieds.

Maintenant, il s'agit d'interpréter Lénine et les thèses qu'il a fait voter par le second Congrès de la Troisième Internationale (7 août 1920).

Mais Lénine est ultra-autoritaire : il « commande », et sa manière m'incommode.

Il arrive à Lénine ce qui arrive à tous les *parvenus\**, tous les nouveaux venus au pouvoir et à la richesse. Le *nouveau riche* est toujours plus odieux, plus insupportable que le seigneur de naissance. Le noble, qui est né et a

<sup>1</sup> « 21. Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au congrès extraordinaire. » Octobre 1920.

<sup>2</sup> Mais d'ici à la fin de l'année, le temps et notre vieille expérience nous disent que les intérêts électoraux s'imposent toujours aux raisons doctrinales. Nous verrons bien. [Note de Malatesta.]

vécu dans les privilèges, croit avoir droit à sa position et que le monde est ainsi fait, et donc, il exploite et opprime avec la conscience parfaitement tranquille. Il a un sentiment de sûreté et, sauf des cas de méchanceté individuelle, une certaine modération et une certaine affabilité qui le rendent malheureusement souvent sympathique à ses subordonnés. Le nouveau riche, en revanche, le *pouilleux arrivé*, a hâte de plaisirs, il a besoin d'ostentation et il semble vouloir étouffer dans le luxe et la morgue ses remords de conscience et sa peur d'être pauvre de nouveau.

Il en va de même en politique. Les vieux révolutionnaires arrivés au gouvernement sont plus tyranniques que ceux qui proviennent des classes gouvernementales traditionnelles ; les « libéraux », confrontés aux faits, se révèlent plus vils et réactionnaires que les conservateurs.

Il ne pouvait en être autrement en Russie. Des gens qui avaient été toute leur vie durant persécutés, menacés par les gendarmes, les gardiens de prison et souvent par le bourreau, réussissent tout d'un coup à s'emparer du pouvoir et à avoir à leur disposition des gendarmes, des gardiens et des bourreaux ! Quoi d'étonnant si cette ivresse entraîne rapidement la déformation psychique professionnelle de se mettre à commander encore plus que les flics ?

Lénine s'imaginait pouvoir traiter Turati<sup>3</sup> comme un caporal indiscipliné de sa garde rouge ! C'est une erreur.

Marx et sa manie autoritaire et centralisatrice furent une des causes de la dissolution de la Première Internationale, à la fondation de laquelle il avait contribué. Lénine et ses amis, qui ont fondé la Troisième Internationale, la tueront à cause de la même manie autoritaire et centralisatrice.

Mais, comme aujourd'hui les choses évoluent plus vite, alors que Marx put voir son œuvre en plein développement avant d'en causer la mort, Lénine risque d'achever la Troisième Internationale avant sa véritable naissance.

Ce n'est pas pour nous déplaire, car cette « Troisième Internationale », qui aurait pu être un ferment puissant de progrès, risque maintenant, à cause de ses prétentions dictatoriales et de la conservation en son sein du germe de corruption de l'action parlementaire, sauf si elle est dépassée par une action révolutionnaire, d'avoir la fin ignominieuse de la « Deuxième Internationale ».

*Umanità Nova*, 3 octobre 1920.

---

<sup>3</sup> Filippo Turati (1857-1932), politicien socialiste réformiste, puis antifasciste, mort en exil.

# Communisme et anarchisme

G.-M. SERRATI<sup>1</sup> dit que les communistes font la cour à l'anarchisme. Nous ne nous en étions pas aperçus : mais si c'était vrai, les communistes auraient certainement tort et dépenseraient leurs gentillesse en pure perte.

La conception autoritaire, dictatoriale que le Parti communiste a du communisme est tout ce qu'on peut concevoir de plus opposé à l'anarchisme. L'un est pour la liberté avant tout, pour la libre organisation, pour la libre expérimentation de toutes les formes sociales que les travailleurs peuvent souhaiter. L'autre représente l'imposition, sur le plan théorique, des idées et des méthodes d'une certaine école de penseurs ; sur le plan pratique, l'imposition des intérêts d'un parti ou d'une coterie.

Nous, tout en détestant le mensonge démocratique qui, au nom du *peuple*, opprime le peuple pour l'intérêt d'une classe, nous haïssons encore plus, si c'est possible, la dictature qui, au nom du *prolétariat*, place toute l'énergie et toute la vie des travailleurs sous l'autorité des créatures d'un parti prétendument communiste, qui seront perpétuellement au pouvoir et finiront par reconstituer le capitalisme à leur avantage.

Nous désirons nous aussi le communisme comme la plus parfaite réalisation de la solidarité sociale, mais ce communisme doit être anarchiste, c'est-à-dire librement voulu et accepté, un moyen propre à assurer et accroître la liberté de chacun. Par contre, nous considérons le communisme étatique, autoritaire et obligatoire comme la tyrannie la plus odieuse qui ait jamais angoissé, torturé, enchaîné l'humanité.

Voilà notre position pour l'avenir, pour le lendemain de la révolution.

Pour le présent, nous voyons avec la plus vive antipathie la tendance des communistes à soumettre toute activité politique subversive et tout mouvement ouvrier à leurs ordres. Nous nous sentirons plus proches d'eux uniquement si leurs intentions révolutionnaires sont claires. Mais nous avons le souvenir cuisant de personnes reprochant aujourd'hui aux socialistes leur conduite à l'occasion de l'occupation des usines et d'autres situations révolutionnaires. Et ce sont ces mêmes personnes, alors contre nous au nom de la discipline de parti, qui étaient camarades et complices de ceux qu'ils attaquent violemment aujourd'hui.

Que Serrati se rassure. Les communistes ne se serviront pas des anarchistes contre les socialistes ni ces derniers ne pourront se servir d'eux contre les communistes. Nous sommes et nous restons anarchistes et nous n'agissons que pour notre cause. Nous sommes toujours prêts, nous l'avons dit plusieurs fois, à coopérer avec ceux qui veulent faire cause commune avec nous. Mais nous entendons avant tout rester nous-mêmes et ne faire le jeu de personne.

D'ailleurs, toutes ces querelles entre socialistes et communistes nous paraissent de simples questions de rivalités personnelles. Tous veulent en réalité la même chose et finiront de la même manière.

Le parlementarisme a corrompu et châtré les socialistes ; il corrompra et châtrera les communistes.

Nous pourrions peut-être changer de langage et d'attitude lorsque les communistes renonceront aux élections et aux mandats parlementaires. Mais qui pourrait l'espérer ?

*Umanità Nova*, 31 août 1921.

---

<sup>1</sup> Giacinto Menotti Serrati (1872-1926), dirigeant socialiste maximaliste, puis membre du Parti communiste, décédé dans l'Italie fasciste en se rendant à une assemblée clandestine.

# Russie : dictature et révolution

Prologue du livre *Dictature et révolution*, de Luigi Fabbri.

PRESQUE DEUX ANS après sa rédaction, le livre de Luigi Fabbri sur la Révolution russe garde toute sa fraîcheur, et demeure le travail le plus complet et le mieux organisé que je connaisse sur ce sujet. En effet, les événements survenus par la suite en Russie ont confirmé la valeur de l'ouvrage, en renforçant sur le plan des expériences et de l'évidence les déductions que Fabbri avait faites à partir des éléments connus alors et des principes généraux soutenus par les anarchistes.

La matière du livre est un cas particulier de l'éternel conflit entre la liberté et l'autorité, qui constitue l'objet de toute l'histoire du passé et qui ravage plus que jamais le monde contemporain. Il pèse sur le sort de la révolution en cours et de celles à venir.

La Révolution russe a suivi le même rythme que les révolutions passées. Après la période ascendante vers une plus grande justice et une plus grande liberté, qui dura tant que l'action du peuple attaquait et renversait les pouvoirs constitués, la phase de réaction est apparue dès qu'un nouveau gouvernement a réussi à se consolider. La marche du nouveau pouvoir, parfois lente et progressive, parfois rapide et violente, vise à détruire le plus possible les conquêtes de la révolution, à établir un ordre qui assure la permanence du pouvoir de la nouvelle classe gouvernante et à défendre les intérêts des nouveaux privilégiés et de ceux qui, parmi les ex-privilégiés, ont pu survivre dans la tourmente.

En Russie, grâce à des circonstances exceptionnelles, le peuple a renversé le régime tsariste, a édifié par son initiative libre et spontanée ses soviets (des comités locaux d'ouvriers et de paysans, représentants directs des travailleurs et soumis au contrôle immédiat des intéressés), a exproprié les industriels et les grands propriétaires fonciers et a commencé à organiser la nouvelle vie sociale sur la base de l'égalité et de la liberté, avec des normes de justice, bien qu'encore relatives.

C'est ainsi que la révolution se développait en réalisant la plus grandiose expérience sociale dont l'histoire se souvienne. Elle s'apprêtait à donner au monde l'exemple d'un grand peuple qui met en œuvre toutes ses facultés, réalise son émancipation et organise sa vie selon ses besoins, ses instincts, sa volonté, sans la pression d'une force extérieure qui l'entrave et l'oblige à servir les intérêts d'une caste privilégiée.

Cependant et malheureusement, parmi les hommes qui avaient contribué le plus à frapper de façon décisive l'ancien régime, il y avait des doctrinaires fanatiques, férocelement autoritaires, car fermement convaincus de posséder la « vérité » et d'avoir la mission de *sauver le peuple* qui, à leur avis, ne pouvait le faire qu'en suivant la voie indiquée par eux. Profitant du prestige obtenu par leur participation à la Révolution, et surtout de la force de leur organisation, ils réussirent à s'emparer du pouvoir en réduisant à l'impuissance les autres groupes, en particulier des anarchistes, qui avaient contribué à la Révolution autant ou plus qu'eux, mais qui n'avaient pu s'opposer efficacement à cette usurpation parce qu'ils étaient dispersés, sans accords préalables, presque sans aucune organisation.

Dès lors, la Révolution était condamnée.

Le nouveau pouvoir, comme c'est dans la nature de tous les gouvernements, voulut absorber toute la vie du pays et supprimer toute initiative, tout mouvement issu des entrailles du peuple. D'abord, il créa pour sa défense un corps de prétoriens, ensuite une armée régulière et une police puissante dont la férocité et la hargne liberticide étaient identiques à celles du régime tsariste lui-même. Le nouveau pouvoir créa une bureaucratie innombrable, fit des soviets de simples appendices du pouvoir central ou les supprima par la force des baïonnettes, il étouffa toute opposition par la violence, souvent sanguinaire, il voulut imposer son programme aux ouvriers et aux paysans réticents, décourageant et paralysant ainsi la production. Il défendit par contre avec succès le territoire russe des attaques de la réaction européenne, mais ne put néanmoins sauver la Révolution, car il l'avait détruite lui-même, tout en cherchant à sauver les apparences. Et maintenant, il s'efforce de se faire reconnaître par les

gouvernements bourgeois, en établissant des contacts cordiaux avec eux, en rétablissant le système capitaliste... En somme, il enterre définitivement la Révolution.

Tous les espoirs que la Révolution russe avait ainsi suscités dans le prolétariat mondial auront été trahis. Certes, la Russie ne reviendra pas à son état antérieur, car une révolution importante ne passe pas sans laisser des traces profondes, sans secouer et exalter l'âme populaire et sans créer de nouvelles possibilités pour l'avenir. Mais les résultats obtenus seront très inférieurs à ceux qu'ils auraient pu être et ceux qu'on attendait, et énormément disproportionnés par rapport aux souffrances endurées et au sang versé.

Nous ne voulons pas trop approfondir la recherche des responsabilités. Évidemment, une grande part du désastre retombe sur la direction autoritaire donnée à la Révolution ; une bonne part de l'erreur revient également à la psychologie particulière des gouvernants bolcheviques qui, tout en se trompant et en reconnaissant leurs fautes, étaient toujours convaincus de leur infaillibilité et voulaient toujours imposer par la force leur volonté fluctuante et contradictoire. Mais il n'en est pas moins certain que ces hommes durent faire face à des difficultés inouïes, et peut-être beaucoup de ce qui nous semble erroné et atroce fut l'effet inéluctable de la nécessité.

C'est pourquoi nous nous abstiendrons de donner un jugement, laissant l'histoire sereine et impartiale le déterminer plus tard, pour autant que cela soit possible. Mais il y a en Europe un parti ébloui par le mythe russe qui voudrait l'imposer lors des prochaines révolutions, avec les mêmes méthodes bolcheviques qui ont tué la Révolution russe. Il est donc urgent de mettre en garde les masses en général, et les révolutionnaires en particulier, contre le danger des tentatives dictatoriales des partis bolchevisants. Et Fabbri a rendu un grand service à notre cause en montrant à l'évidence la contradiction qu'il y a entre la dictature et la révolution.

L'argument principal dont se servent les défenseurs de la dictature, qu'ils continuent à appeler « dictature du prolétariat », mais qui est en réalité, et tous l'admettent désormais, la dictature des chefs d'un parti sur toute la population, est celui de la nécessité de défendre la révolution contre les tentatives internes de restauration bourgeoise et contre les attaques qui viendraient des gouvernements extérieurs, si le prolétariat de leurs pays ne pouvait les tenir en respect en faisant ou, du moins, en menaçant de faire la révolution si l'armée intervenait.

Il est indubitable qu'il faut se défendre, mais le sort de la révolution dépend en grande partie du système adopté. Si pour vivre il fallait renoncer aux raisons et aux buts de la vie, si pour défendre la révolution il fallait renoncer aux conquêtes qui sont le fondement même de la révolution, il serait alors préférable d'être vaincus honorablement et sauver nos possibilités futures plutôt que de vaincre en trahissant notre cause.

Il faut assurer la défense interne en détruisant radicalement toutes les institutions bourgeoises et en rendant impossible tout retour au passé.

Il est vain de défendre le prolétariat contre les bourgeois en les mettant dans des conditions politiques d'infériorité. Tant qu'il y aura des gens qui posséderont et d'autres qui ne posséderont pas, les possédants finiront toujours par tromper les lois. Ainsi, dès la fin des premières agitations populaires, ils seront les premiers au pouvoir et feront la loi.

Elles sont vaines les mesures de police qui peuvent servir à opprimer efficacement, mais qui ne serviront jamais à libérer. Elle est vaine et, même pire, elle est criminelle, la terreur prétendument révolutionnaire. Évidemment, les opprimés éprouvent une haine, une haine juste à cause de toutes les infamies commises par les gouvernements et par les maîtres, à cause de tant d'exemples de férocité venant du haut de la hiérarchie, à cause du mépris de la vie et des souffrances des pauvres que les classes dominantes imposent. Il ne faut pas s'étonner si la vengeance du peuple se déchaîne terriblement et inexorablement le jour de la révolution. Nous ne nous en scandaliserons pas et nous ne nous efforcerons de la freiner que par la propagande, car vouloir la freiner autrement conduirait à la réaction. Mais il est certain, à notre avis, que la terreur est un danger et non une garantie de succès pour la révolution. La terreur, en général, retombe sur les moins responsables, elle met en valeur des éléments méprisables, qui auraient été les flics et les bourreaux de l'ancien régime et qui sont heureux de pouvoir libérer, au nom de la révolution, leurs instincts pervers et satisfaire leurs intérêts sordides.

C'est ce qui arrive lorsque la terreur est exercée directement par les masses contre leurs oppresseurs directs. Si, ensuite, elle devait être organisée depuis un centre dépendant des ordres du gouvernement, de la police et des tribunaux dits « révolutionnaires », alors ce serait le moyen le plus sûr de tuer la révolution. La terreur ne s'exercerait plus que contre les réactionnaires, contre les partisans de la liberté qui résisteraient aux ordres du nouveau gouvernement et s'opposeraient aux intérêts des nouveaux privilégiés.

On assure la défense, le triomphe de la révolution en intéressant tous les gens à sa victoire, en respectant la liberté de tous et en enlevant à tous non seulement le droit, mais la possibilité d'exploiter le travail d'autrui.

Il est inutile de soumettre les bourgeois aux prolétaires, il faut abolir la bourgeoisie et le prolétariat en assurant à chacun la possibilité de travailler comme il le veut, en plaçant tous les gens, tous les hommes aptes dans l'impossibilité de vivre sans travailler.

Une révolution sociale qui, après avoir gagné, est encore en danger d'être étouffée par la classe dépossédée est une révolution qui s'est arrêtée à mi-chemin. Pour s'assurer de la victoire, il lui faut continuer toujours en avant, toujours plus profondément.

Il reste le problème de la défense des ennemis de l'extérieur.

Une révolution qui ne veut pas finir sous la botte d'un militaire aidé par le hasard ne peut se défendre que par des milices de volontaires, en faisant en sorte que chaque pas des étrangers sur le territoire insurgé les fasse tomber dans un piège, en cherchant à offrir tous les avantages possibles aux soldats envoyés de force et en traitant impitoyablement les officiers ennemis engagés volontairement. Il faut organiser le mieux possible l'action militaire, mais il est essentiel d'éviter que ceux qui se spécialisent dans la lutte militaire exercent, en tant que militaires, une quelconque influence sur la vie civile de la population.

Nous ne nions pas que, du point de vue technique, plus une armée est dirigée autoritairement, plus elle a des probabilités de victoire, et que la centralisation de tous les pouvoirs dans les mains d'un homme, si c'est un génie militaire, serait un grand facteur positif. Mais la question technique n'a qu'une importance secondaire et si, pour ne pas risquer d'être vaincus par l'étranger, nous devons risquer de tuer nous-mêmes la révolution, nous servirions bien mal notre cause.

L'exemple de la Russie doit nous servir.

Accepter des chaînes dans l'espoir d'être mieux guidé ne peut conduire qu'à l'esclavage. Que tous les révolutionnaires étudient le livre de Fabbri, car il faut, pour être bien préparé, éviter les erreurs où sont tombés les Russes.

Rome, juillet 1922, publié dans *Libero accordo*, 7 novembre 1923.

# Action et discipline

L'HEURE EST à l'insurrection, l'insurrection armée. Nous le disons, et les socialistes le disent aussi. Puis, nous nous reprochons mutuellement de ne faire que des mots.

Et c'est malheureusement vrai jusqu'à présent, pour les uns et pour les autres.

Mais ce qui importe le plus n'est pas le passé, ni même la veille, mais bien le lendemain.

Continuerons-nous à ne faire que des bavardages ?

Il faut se préparer. C'est certain. Et nous ne prétendons pas que nos camarades aient fait tout ce qu'ils auraient dû faire.

Mais nous engageons les camarades et les travailleurs à se tenir prêts, et la meilleure incitation est de leur montrer que le moyen le plus efficace pour échapper à l'oppression actuelle et à la plus grande réaction qui nous menacerait, consiste à renverser violemment les institutions.

Que font les socialistes ?

Nous ne méconnaissons pas le très grand mérite qu'ils ont eu pendant la guerre, mais il nous semble exagéré d'avoir à se servir de ce qu'ils ont fait contre le délire nationaliste pour excuser tout ce qu'ils font ou feront.

Puisque les partis subversifs ne sont pas l'État et ne possèdent ni arsenaux, ni banques, ni la liberté de mobilisation militaire, ils ne peuvent par conséquent agir comme l'on ferait pour armer et mobiliser une armée régulière, ils doivent s'appuyer sur ce que les groupes et les individus feront.

Ces derniers réagissent selon leur état d'âme à mesure qu'ils ont davantage recours à leur esprit d'initiative et moins à leur tendance à attendre les ordres et les actions des chefs, ce qu'on appelle habituellement à tort l'esprit de discipline.

Aujourd'hui, un désir de révolution profonde, radicale, expropriatrice existe indubitablement parmi les travailleurs italiens.

Cet état d'esprit des masses vient d'abord des actions, qui, naturellement, sont toujours le facteur principal, et aussi de ce que les socialistes ont dit et fait pendant la guerre et immédiatement après. Mais plus tard, qu'en sera-t-il ?

Les élections arrivèrent et les socialistes comprirent que le seul moyen pour entraîner les électeurs prolétariens aux urnes était de leur faire croire qu'ils se serviraient du mandat parlementaire comme moyen de révolution immédiate. Nous avons eu droit à des discours électoraux qui ressemblaient à des appels aux armes.

Ils furent élus en très grand nombre... et ils s'aperçurent qu'ils n'étaient pas préparés ! Ne le savaient-ils pas d'avance ? Et pourquoi promettaient-ils ce qu'ils savaient ne pouvoir tenir ?

Mais passons. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Que font-ils à présent ?

Ils critiquent tout mouvement *intempestif*, freinent toute explosion d'indignation populaire, réclament la discipline et donnent la consigne... de se calmer, et tout cela afin de se préparer.

Et pour se préparer, pour amener les travailleurs à s'armer, le groupe parlementaire s'emploie à faire valoir l'œuvre du Parlement, en laissant croire au peuple que si le pain n'est pas plus cher, le mérite en revient au Parlement lui-même.

Pour amener les travailleurs à s'armer, ils recommandent aux électeurs de se préparer... aux prochaines luttes électorales pour la conquête des communes.

Les socialistes qui veulent vraiment la révolution – et il y en a beaucoup – croient-ils que celui qui espère obtenir de grandes choses en envoyant des socialistes dans les conseils communaux puisse sérieusement penser à s'armer ? Et surtout, croient-ils que celui qui cherche à devenir conseiller municipal puisse songer à prêcher et à préparer l'armement ?



Un peu de psychologie ne serait certainement pas trop demander.

Voilà : nous ne reprochons pas aux socialistes de ne rien faire ; nous leur demandons de ne pas empêcher les autres de faire quelque chose.

Si leurs dirigeants, leurs organisateurs craignent les *mouvements inconsidérés*, s'ils craignent les responsabilités, qu'ils laissent faire les *irresponsables*, les *non-syndiqués*, la foule anonyme, la populace, qui deviendra, une fois victorieuse, la « sainte canaille ».

Si tout va bien, ils en revendiqueront le mérite et nous pourrons même les laisser faire. Du mérite, nous nous en soucions fort peu.

Discipline ! Voilà le grand mot avec lequel on paralyse la volonté des travailleurs conscients.

Nous réclamons aussi la discipline, puisqu'il n'y a pas possibilité matérielle de victoire sans entente, sans coordination des efforts individuels pour une action commune et simultanée.

Mais ce ne doit pas être la discipline moutonnaire, la dévotion aveugle vis-à-vis des chefs, l'obéissance envers celui qui conseille toujours de ne pas bouger.

La discipline révolutionnaire, c'est être conséquent avec les idées acceptées, fidèle aux engagements pris, c'est sentir le devoir de partager avec les camarades de lutte les tâches et les risques.

Parlons clair.

Aujourd'hui, pour vaincre, vu les forces matérielles dont dispose le gouvernement, il est nécessaire qu'il y ait soit un mouvement généralisé, soit un mouvement commencé sur un point, qui se propage rapidement dans toute l'Italie. Il faut des armes, la complicité ou la passivité d'une partie de l'armée, des accords afin de paralyser les services publics pour qu'ils ne servent plus au gouvernement, mais à la révolution. Nous devons mettre dans l'impossibilité de nuire les autorités et les personnes jugées les plus capables d'organiser et de diriger la défense de l'ordre bourgeois. Il faut intéresser d'emblée les masses à la révolution, en leur faisant bien comprendre que désormais, elles dirigent, que la richesse est à tous et qu'il appartient à tous de la garder et d'en user avec sagesse. Beaucoup d'autres choses sont importantes et les révolutionnaires le savent ou doivent l'apprendre et se mettre d'accord sur ce point.

Mais comment les réaliser ?

Ceux qui veulent ou disent vouloir une révolution « disciplinée » la conçoivent comme la voyaient un chef d'état-major, les vieux conspirateurs mazziniens, et – pourquoi ne pas le dire ? – comme nous la pensions un peu nous-mêmes dans la vieille Internationale, lorsque nous organisions les soulèvements de 1874 et de 1878, et tant d'autres que les gens n'ont pas connus parce qu'ils n'ont même pas eu un commencement d'exécution. Un comité central, qui nomme des sous-comités, etc., réunit les fonds, procure et distribue les moyens, établit le plan, fixe le jour, envoie les ordres... et n'arrive généralement pas à concrétiser un soulèvement.

À la dernière heure, quelqu'un a trahi, plusieurs ont eu peur, beaucoup ont été arrêtés ; les ordres ne sont pas arrivés ou ont été mal interprétés, mille difficultés imprévues ont surgi, et tout un plan péniblement élaboré aboutit à un fiasco, parfois héroïque, mais un fiasco tout de même.

Et si l'ancienne méthode de conspirer réussissait rarement naguère, elle réussirait plus difficilement encore de nos jours. Aujourd'hui, le gouvernement a plus de moyens pour réduire à néant une conspiration : il arrête les chefs, interrompt les communications, mobilise la presse corrompue, envoie de fausses dépêches, etc.

Et, d'autre part, en plus des mouchards toujours possibles et des participants morts de peur, il y a aussi les indisciplinés par tempérament, qui souvent sont parmi les plus audacieux et n'acceptent pas d'ordre, mais agissent ensuite avec impétuosité, énergie et une véritable discipline si on leur dit : faites comme vous voulez.

Aujourd'hui, les gens ne veulent plus obéir.

Pour nous, c'est un bien ; pour d'autres, ce sera un mal ; mais de toute façon, c'est un fait sur lequel il faut compter.

Aussi, pour faire la révolution, si vraiment on veut la faire, il faut aujourd'hui employer une autre méthode.

Il faut s'entendre sur ce qu'il faut faire et en quelles circonstances on doit le faire ; et lorsque les circonstances prévues se réalisent, agissons promptement et sans attendre les ordres de personne, quitte à les ignorer s'ils sont contraires à l'action convenue.

Et cela vaut dans le cas où c'est le parti qui commence. Si, au contraire, c'est la foule, tant mieux : nous devons suivre la foule et l'orienter vers la réalisation de nos buts.

Si l'on avait procédé de la sorte à l'occasion du mouvement contre la vie chère, aujourd'hui la situation serait tout autre.

*Umanità Nova*, 11 avril 1920, traduction du *Réveil communiste-anarchiste*, 24 avril 1920.

# Le danger de la cocaïne

## **Une proposition... qui ne sera pas acceptée**

IL EXISTE EN FRANCE des lois sévères contre ceux qui prennent ou écoulent de la cocaïne. Et, comme d'habitude, le fléau s'étend et s'intensifie malgré les lois et peut-être à cause d'elles. Il en va ainsi, du reste, de l'Europe et de l'Amérique.

Le docteur Courtois Suffit, de l'Académie de médecine en France, qui avait déjà l'année dernière jeté un cri d'alarme contre le danger de la cocaïne, constate l'échec de la législation pénale, il demande... des lois nouvelles plus sévères.

C'est la vieille erreur des législateurs, bien que l'expérience ait toujours et invariablement démontré que jamais la loi, pour barbare qu'elle soit, n'est en mesure de supprimer un vice ou de décourager le délit.

Plus les peines infligées aux consommateurs et aux vendeurs de cocaïne seront sévères, plus l'attrait du fruit défendu et la recherche du danger encouru augmenteront chez les consommateurs, ainsi que l'appât du gain chez les spéculateurs, déjà énorme et qui sera plus important avec cette loi.

Il est donc inutile de faire confiance aux lois.

Nous proposons un autre remède.

Déclarer que l'utilisation et le commerce de la cocaïne sont libres, et ouvrir des lieux où là cocaïne serait vendue au prix coûtant ou plus bas. Ensuite, faire une vaste propagande pour expliquer aux gens les défauts de la cocaïne et le leur faire voir ; nul ne ferait une contre-propagande parce que personne ne pourrait gagner de l'argent aux dépens des cocaïnomanes.

Évidemment, cela ne ferait pas disparaître complètement l'usage nocif de la cocaïne, car les causes sociales qui créent les malheurs et poussent à l'utilisation des stupéfiants subsisteraient.

Mais, en tout cas, le mal diminuerait, parce que personne ne pourrait faire des bénéfices sur la vente de la drogue et personne ne pourrait spéculer sur la chasse aux spéculateurs.

C'est pourquoi notre proposition ne sera pas prise en considération ou sera considérée comme chimérique et folle.

Mais les gens intelligents et désintéressés pourraient se dire que si les lois pénales se sont montrées impuissantes, pourquoi ne pas essayer, ne serait-ce qu'à titre d'expérience, la méthode anarchiste ?

*Umanità Nova*, 10 août 1922.

# La grève générale

LA « GRÈVE GÉNÉRALE » est certainement une arme de lutte puissante des travailleurs, et elle peut être une manière et une occasion de déclencher une révolution sociale radicale. Cependant, je me demande si l'idée de grève générale n'a pas fait plus de mal que de bien pour la révolution !

En réalité, je crois que, par le passé, le mal a été plus fort que le bien. Aujourd'hui, le contraire pourrait avoir lieu, c'est-à-dire que la grève générale pourrait être vraiment un moyen efficace de transformation sociale, à condition de la comprendre et l'appliquer de manière différente de celle des vieux camarades partisans de la grève générale.

Au début du mouvement socialiste, et en particulier en Italie lors de la Première Internationale, quand le souvenir des luttes des mazziniens était encore proche et qu'une grande partie des hommes qui avaient combattu pour l'« Italie » dans les rangs de l'armée de Garibaldi étaient encore vivants, découragés et indignés par le désastre que les monarchistes et les capitalistes organisaient dans l'« Italie véritable », on voyait clairement que le régime soutenu par les baïonnettes ne pouvait être renversé qu'en transformant l'état d'esprit d'une partie des soldats en défenseurs du peuple et en dominant par la lutte armée les forces de police et les soldats restés fidèles à la discipline.

C'est pourquoi « on conspirait », en menant une propagande active parmi les soldats, en cherchant à s'armer, en préparant des plans d'action militaires.

Les résultats, à dire vrai, étaient faibles parce qu'on était peu nombreux, parce que les buts sociaux pour lesquels on voulait faire la révolution étaient méconnus et refusés par l'ensemble des gens, parce qu'en somme, « les temps n'étaient pas mûrs ».

Mais la volonté de la préparation insurrectionnelle existait et trouvait peu à peu des moyens de se réaliser, la propagande commençait à s'étendre et à porter ses fruits. « Les temps mûrissaient », en partie à cause de l'action directe des révolutionnaires, et davantage vu l'évolution économique qui aggravait le conflit social et développait la conscience de l'opposition entre travailleurs et patrons, ce que les révolutionnaires mettaient à profit.

Les espoirs placés dans la révolution sociale augmentaient, et il semblait certain qu'après des combats, des persécutions, des essais plus ou moins « inconsidérés » et malheureux, des arrêts et des reprises d'activité fébrile, on arriverait, dans un délai assez proche, à réaliser le but victorieux, qui devait abattre le régime politique et économique d'alors et ouvrir la voie à une évolution plus libre vers de nouvelles formes de rapports sociaux, fondés sur la liberté de tous, la justice pour tous, la fraternité et la solidarité entre tous.

Mais le marxisme vint, avec ses dogmes et son fatalisme, freiner l'impulsion volontariste de la jeunesse socialiste (à cette époque, les anarchistes s'appelaient aussi socialistes). Et, malheureusement, avec ses apparences scientifiques (on était en pleine ivresse « scientiste »), le marxisme fit illusion, attira et changea les approches, même chez la plupart des anarchistes.

Les marxistes commencèrent à dire que « la révolution arrive, mais elle ne se fait pas », que le socialisme viendrait nécessairement à cause de la « marche fatale » des événements, et que le facteur politique (qui est cependant la force, la violence mise au service des intérêts économiques) n'a pas d'importance et que le facteur économique détermine toute la vie sociale. Et, ainsi, la préparation insurrectionnelle fut négligée et pratiquement abandonnée.

Je remarque au passage que les marxistes, qui méprisaient tellement la lutte politique lorsqu'elle était un combat principalement insurrectionnel, décidèrent ensuite que la politique était le moyen principal et presque exclusif de faire triompher le socialisme, dès qu'ils aperçurent une possibilité d'aller au parlement et de donner à

la lutte politique le sens limité de lutte électorale. Ils s'efforcèrent d'éteindre dans les masses tout enthousiasme pour l'action insurrectionnelle.

C'est à ce moment et face à cet état d'esprit général que l'idée de grève générale fut lancée. Elle fut accueillie avec enthousiasme par ceux qui n'avaient pas confiance dans l'action parlementaire et qui voyaient une voie nouvelle et prometteuse pour l'action du peuple.

Le malheur est que la plupart virent dans la grève générale non pas un moyen d'entraîner les masses à l'insurrection, c'est-à-dire à l'abattage par la violence d'un pouvoir politique et à l'expropriation des terres, des moyens de production et de toute la richesse sociale, mais un remplacement de l'insurrection par une façon d'« affamer la bourgeoisie » et de la faire capituler sans violence.

Et, comme il est fatal que le comique et le grotesque se mêlent toujours aux choses les plus sérieuses, on vit des personnes cherchant des herbes et des « pilules » capables d'alimenter indéfiniment le corps humain sans manger, pour les indiquer aux travailleurs et les mettre en état d'attendre, en jeûnant pacifiquement, que les bourgeois viennent s'excuser et demander pardon.

Voilà pourquoi je pense que l'idée de la grève générale a fait du mal à la révolution. Maintenant, j'espère et je crois que l'illusion de faire capituler la bourgeoisie en l'affamant a complètement disparu, et s'il en restait un peu, les fascistes se sont chargés de la dissiper.

La grève générale de protestations, ou pour appuyer des revendications économiques ou politiques acceptables par le régime, peut servir si elle est faite au bon moment, lorsque les patrons et le gouvernement trouvent opportun de céder tout de suite par crainte du pire. Mais il ne faut pas oublier qu'il faut manger tous les jours et que si la résistance se prolonge rien que quelques jours, il faut soit céder ignominieusement à l'oppression patronale, soit s'insurger... même si le gouvernement et les forces parallèles de la bourgeoisie ne prennent pas l'initiative de la violence.

Par conséquent, une grève générale, soit pour une solution définitive, soit dans un but transitoire, doit être faite en étant disposés et prêts à résoudre la question par la force.

*Umanità Nova*, 7 juin 1922.

## Pour demain

LE PROLÉTARIAT a été encore une fois vaincu. Alors que la grève générale nationale, qui devait être menée « à outrance », commençait à impressionner et que les ouvriers se préparaient à faire front à la menace d'attaque fasciste, le Comité d'alliance a décrété le retour au travail. Le mouvement a été ainsi décapité au moment où il fallait le généraliser et l'intensifier. Et les fascistes, aidés comme il se doit par la complicité du gouvernement, ont pu et peuvent se concentrer sur les sites les plus importants et commettre les abus que tout le monde connaît.

La résistance opposée à Gênes, Ancône, Parme, Livourne, Bari, Civitavecchia, Milan, Monza, etc. a démontré que les travailleurs sont encore capables d'énergie et aussi d'héroïsme, et que si l'ordre de cesser la grève n'avait pas désorienté les masses, en rendant impossible une action simultanée, la victoire pouvait revenir au peuple.

Nous ne comprenons pas, ou plutôt nous comprenons trop bien, la hâte avec laquelle on a voulu arrêter la grève au moment où la menace fasciste était la plus forte et où il fallait se montrer le plus ferme et décidé.

Ce fut parce que ceux qui étaient entrés dans le mouvement avec des visées parlementaires ont vu que la manœuvre échouait et que les éléments révolutionnaires prenaient le dessus. N'est-ce pas ?

Mais ne faisons pas de reproches. Nous ne voulons pas perdre de temps dans la tâche stérile de relever les erreurs et les défauts des autres.

Il est plus utile et fécond de penser à nos propres erreurs.

S'il est bien que nos militants soient toujours les premiers prêts à agir avec ceux qui le veulent, s'il est nécessaire de ne pas nous isoler et faire tout notre possible, même si ce n'est pas exactement ce que nous voudrions, il est très regrettable que nous, anarchistes, malgré le courage et l'esprit de sacrifice des camarades, les initiatives, notre nombre, pas très important, mais loin d'être négligeable, nous ne réussissions jamais à agir de nous-mêmes et que, quand nous sommes abandonnés ou trahis, nous ne puissions que... crier à la trahison.

La raison est que nous, c'est-à-dire les camarades qui croient à la nécessité de l'organisation, n'avons jamais su nous organiser de façon systématique et efficace.

Nous nous laissons trop entraîner par les camarades qui croient faire œuvre utile en attaquant tous ceux qui veulent établir des contacts entre nous pour rendre possible une action organisée et simultanée.

Laissons faire ce que chacun peut et veut faire. Que ceux qui croient aux actions individuelles les fassent, nous y croyons aussi si elles sont judicieuses, et ce sera plus utile que de se limiter à faire des apologies et à participer à des commémorations.

Mais ceux qui sont persuadés que les faits individuels, même bien réalisés et pas seulement les paroles, ne suffisent pas ; ceux qui désirent une action concertée, qu'ils pensent à se réunir vraiment.

Que dans chaque localité où il y a des camarades on forme des groupes qui agissent constamment et discrètement. Qu'il y ait des contacts réguliers entre les localités voisines, et ainsi, progressivement, jusqu'à arriver à une entente permanente dans la province, la région, la nation. Qu'il y ait des moyens de liaison ; des adresses sûres, des appuis non connus du gouvernement. Que l'on fasse, en somme, tout ce qu'il faut pour utiliser toutes nos forces afin de ne pas se trouver toujours dans la situation humiliante, dès que le moment est grave, d'ignorer ce que font les camarades situés à 20 kilomètres et de ne pouvoir leur faire savoir ce que nous faisons.

Certains craignent la centralisation. Nous craignons l'impuissance et l'inaction.

Que ceux qui partagent notre opinion se mettent à l'œuvre. Et rapidement et sérieusement, afin d'être prêts pour un lendemain qui peut être très proche.

Il est inutile, le lendemain de la défaite, de dire que nous aurions dû faire ça ou ça, si on ne profite pas de cette leçon !

*Umanità Nova*, 10 août 1922.

# Mussolini au pouvoir

LE COURONNEMENT d'une longue série de délits : le fascisme s'est finalement installé au gouvernement. Et Mussolini, le « *duce* », pour montrer sa différence, a commencé par traiter les députés au Parlement comme un patron traiterait des domestiques stupides et paresseux.

Le Parlement, qui devait être le « palais de la liberté », a donné sa mesure.

Voilà qui nous laisse parfaitement indifférents. Entre un fanfaron qui vitupère et menace parce qu'il se sent à l'abri, et un ramassis de lâches qui semblent se délecter de leur abjection, nous n'avons pas à choisir. Nous constatons seulement, non sans honte, quelle sorte de gens nous dominent et dont nous n'arrivons pas à briser l'oppression.

Mais quel est le sens, la portée, le résultat probable de cette nouvelle façon d'arriver au pouvoir au nom et au service du roi, en violant la Constitution que le roi avait juré de respecter et de défendre ?

À part les poses qui se voudraient napoléoniennes et qui ne sont en fait que de l'opérette, quand ce ne sont pas des actes de brigands, nous croyons que dans le fond, il n'y aura rien de changé, sauf pendant un certain temps une plus grande pression policière contre la subversion et les travailleurs. Une nouvelle édition de Crispi et Pelloux<sup>1</sup>. Et toujours la vieille histoire du voleur qui devient gendarme !

La bourgeoisie, menacée par la marée prolétarienne qui montait, incapable de résoudre les problèmes rendus urgents par la guerre, impuissante à se défendre avec les méthodes traditionnelles de la répression légale, se voyait perdue et aurait salué avec joie tout militaire qui se serait déclaré dictateur et aurait étouffé dans le sang toute tentative d'insurrection. Mais alors, dans l'après-guerre, c'était trop dangereux et cela pouvait aussi bien précipiter la révolution que l'abattre. De toute manière, un général-sauveur ne s'improvise pas, ou c'est une parodie. En revanche, des aventuriers surgirent qui, n'ayant pas trouvé dans les partis subversifs assez d'espace pour leurs ambitions et leurs appétits, songèrent à spéculer sur la peur de la bourgeoisie en lui offrant, moyennant des récompenses appropriées, le secours des forces irrégulières qui, sûres de leur impunité, pouvaient s'abandonner à tous les excès contre les travailleurs sans entraîner directement la responsabilité des bénéficiaires éventuels des violences commises. Et la bourgeoisie accepta, demanda et paya leur concours : le gouvernement officiel, une partie du moins de ses membres, pensa à leur fournir des armes et à les aider si, dans une attaque, ils avaient le dessous, à assurer leur impunité et à désarmer par avance ceux qui allaient être attaqués.

Les travailleurs ne surent pas opposer la violence à la violence parce qu'ils avaient été éduqués dans le respect de la légalité. Parce que lorsque toute illusion devenait impossible et que les incendies et les assassinats se multipliaient sous le regard bienveillant des autorités, les hommes auxquels les travailleurs donnaient leur confiance leur prêchèrent la patience, le calme, la beauté et la sagesse de se faire battre « héroïquement » sans résister. Ainsi, ils furent vaincus dans leurs biens, leurs personnes, leur dignité, leurs sentiments les plus sacrés.

Peut-être que lorsque les organisations ouvrières furent détruites, mises en déroute, les hommes considérés comme les plus détestés et les plus dangereux furent tués, emprisonnés ou réduits à l'impuissance, la bourgeoisie et le gouvernement ont alors voulu mettre un terme à l'action des nouveaux prétoriens qui aspiraient désormais à devenir les maîtres de ceux qu'ils avaient servis. Mais il était trop tard. Les fascistes sont désormais les plus forts et ils veulent se faire payer les intérêts des services rendus. Et la bourgeoisie paiera, en cherchant naturellement à se rattraper sur le dos du prolétariat.

En conclusion, quand la misère augmente, l'oppression augmente.

Quant à nous, il ne nous reste qu'à continuer notre combat, toujours pleins de foi, pleins d'enthousiasme. Nous savons que notre route est semée de douleurs, mais nous les avons choisies consciemment et volontairement et nous n'avons pas de raison d'en changer. C'est ce que pensent aussi tous ceux qui ont le sens de la dignité et de

---

<sup>1</sup> Luigi Pelloux (1839-924), général, plusieurs fois ministre.

la pitié, et qui veulent se consacrer à la lutte pour le bien de tous... Ils savent qu'ils doivent être prêts à toutes les désillusions, toutes les douleurs, tous les sacrifices.

Vu que ceux qui se laissent éblouir par les apparences de la force ne manquent jamais et couvent toujours une sorte d'admiration secrète pour ceux qui gagnent, il y a aussi des révolutionnaires qui disent : « Les fascistes nous ont appris comment on fait la révolution. »

Non, les fascistes ne nous ont rien appris.

Ils ont fait la révolution, si on veut l'appeler comme cela, avec la permission de leurs supérieurs et au service de leurs supérieurs. Trahir ses amis, renier chaque jour les idées défendues la veille, si c'est nécessaire pour réussir, se mettre au service des patrons, s'assurer la complicité des autorités politiques et judiciaires, faire désarmer par les carabiniers ses adversaires pour les attaquer ensuite à dix contre un, se préparer militairement sans avoir à se cacher, en recevant même des armes du gouvernement, des moyens de transport et de l'équipement, puis être appelé par le roi et se placer sous la protection de Dieu... voilà les agissements que nous ne pourrions et ne voudrions pas faire. Agissements que nous avons prévus le jour où la bourgeoisie se sentirait sérieusement menacée.

L'avènement du fascisme devrait plutôt servir de leçon aux socialistes légalitaires, qui croyaient et hélas ! croient encore qu'on peut abattre la bourgeoisie par le système du vote, la moitié plus une voix des électeurs, et ne veulent pas nous croire lorsque nous leur disons que s'ils avaient un jour la majorité au Parlement et voulaient, pour faire des hypothèses absurdes, appliquer le socialisme depuis ce lieu, ils en seraient chassés à coups de pied aux fesses !

*Umanità Nova*, 25 novembre 1922, article non signé.



# Pour la prochaine insurrection

CES TEMPS SONT TRISTES pour nous. Notre travail de tant d'années semble détruit. Beaucoup de nos camarades croupissent dans les prisons et dans les bagnes ou errent dans la désolation et les terres d'exil, nous sommes tous presque réduits à la complète impuissance. Nous sommes des vaincus.

Mais nous n'avons pas des âmes de vaincus. Notre foi est toujours ardente, notre volonté est forte, notre espoir d'une inéluctable insurrection est certain.

Notre défaite est de celles qui, momentanément, ont toujours arrêté ceux qui luttent pour l'élévation humaine sur le pénible chemin du progrès. Ce n'est rien de plus qu'un épisode d'une longue guerre.

Il n'y a pas de raisons de se décourager, mais il y en a de nombreuses pour se sentir profondément attristé.

Ce n'est pas le triomphe transitoire du fascisme qui nous afflige et nous étonne le plus.

Nous l'avions prévu et nous l'attendions. Il y a trois ans, quand la révolution était possible et ne fut pas voulue par ceux qui avaient les moyens de la faire, n'avons-nous pas répété aux masses dans des centaines de réunions : faites la révolution tout de suite ou autrement les bourgeois vous feront payer par des larmes de sang la peur que vous leur faites aujourd'hui. Et ce furent bel et bien, et encore maintenant, des larmes de sang !

Face à ceux qui freinaient, retardaient et empêchaient, assurant que le temps travaillait pour nous et que plus nous attendions, plus la victoire serait facile, nous disions tout le contraire. Tout retard était nuisible, les masses se lasseraient d'attendre, l'enthousiasme s'émousserait et, pendant ce temps, l'État se ressaisirait et préparerait des armes défensives et offensives. Francesco Saverio Nitti<sup>1</sup>, que les fascistes ingrats insultaient à tort, organisait déjà la garde royale. On ne nous écouta pas... et le fascisme est venu.

Maintenant, à notre avis, le dommage politique et économique apporté par le fascisme a peu d'importance et peut même être un bien, pour autant qu'il met à nu, sans masque et sans hypocrisie, la vraie nature de l'État et de la domination bourgeoise.

Politiquement, le fascisme au pouvoir, avec des formes bestialement brutales et des façons ridicules et théâtrales, ne fait au fond que ce que tous les gouvernements ont toujours fait : protéger les classes privilégiées et créer de nouveaux privilèges pour ses partisans. Il démontre même aux plus aveugles, qui voudraient croire à l'harmonie sociale et à la mission modératrice de l'État, comment l'origine véritable du pouvoir politique et son axe essentiel pour exister est la violence brutale : le « saint gourdin ». Et il enseigne par là aux opprimés quelle est la voie pour s'émanciper et ne pas retomber sous de nouvelles oppressions : c'est d'empêcher qu'une classe, ou un parti, ou un homme puisse imposer sa propre volonté aux autres par la force.

Économiquement, sauf quelques petits déplacements de richesse propres à satisfaire les appétits des siens, le fascisme ne change rien à la situation. Du moment que le régime capitaliste restait en vigueur, c'est-à-dire le système de la production destinée non pas à satisfaire les besoins de tous, mais à assurer des profits aux détenteurs du capital, ce qui devait nécessairement venir, avec ou sans le fascisme, c'est la misère qui est venue et qui croît chaque jour. Il n'est pas possible qu'un pays puisse longtemps vivre en consommant plus qu'il ne produit ! Et les travailleurs apprendront que toutes les améliorations qu'ils peuvent conquérir dans des circonstances exceptionnellement favorables seront toujours quelque chose d'illusoire et d'éphémère, tant qu'ils n'auront pas pris eux-mêmes la direction de la production, en éliminant tous les profiteurs du travail d'autrui.

Le grand mal que le fascisme a véritablement fait ou dévoilé, c'est la bassesse morale dans laquelle on est tombé après la guerre et la surexcitation révolutionnaire de ces dernières années.

C'est incroyable de voir ces gâchis de liberté, de vie, de dignité d'êtres humains causés par d'autres êtres humains. Et c'est humiliant pour celui qui sent qu'il appartient à l'humanité qui unit tous les hommes, bons ou

---

<sup>1</sup> Francesco Saverio Nitti (1868-1953), un des chefs du Parti radical, président du Conseil et plusieurs fois ministre, antifasciste incapable de s'opposer à Mussolini.

mauvais, de penser que toutes les infamies commises n'ont pas produit dans la foule un mouvement d'indignation, de rébellion, d'horreur et de dégoût. C'est humiliant pour la nature humaine qu'il puisse exister tant de férocité et de lâcheté. C'est humiliant que des hommes arrivés au pouvoir seulement parce que, privés de tout scrupule moral, ils ont su saisir le bon moment pour menacer une bourgeoisie tremblante, puissent recueillir l'approbation, ne fût-ce que par une aberration passagère, d'un nombre de gens suffisant pour imposer à tout le pays leur propre tyrannie.

C'est pourquoi l'insurrection que nous attendons et invoquons doit être avant tout une insurrection morale : la nouvelle mise en valeur de la liberté et de la dignité humaine. Elle doit être la condamnation du fascisme non seulement comme fait politique et économique, mais aussi, et surtout, comme un phénomène de criminalité, d'éruption d'une infection purulente, formée et mûrie dans le corps malade de l'organisme social.

Il se trouve maintenant, parmi les prétendus opposants, ceux qui prétendent que les fascistes nous ont appris comment faire, et qui se proposent d'imiter et d'exacerber leurs méthodes.

C'est là le grand danger, le danger de demain. Le danger qu'au fascisme, brisé par dissolution interne ou des attaques de l'extérieur, ne succède une autre période de violences insensées, de vengeances stériles, de petits faits sanglants finissant par épuiser l'énergie nécessaire pour une transformation radicale de l'organisation sociale. Une transformation telle que des horreurs comme celles d'aujourd'hui deviennent impossibles.

Les méthodes fascistes sont sans doute bonnes pour celui qui désire être un tyran, elles ne le sont certainement pas pour qui veut faire œuvre de libérateur, pour qui veut concourir à élever tous les êtres humains à la dignité d'hommes libres et conscients.

Nous restons, comme nous l'avons toujours été, les partisans de la liberté, de toute la liberté.

*Le Réveil communiste-anarchiste*, 24 février 1923.

## La nouvelle crise

IL SEMBLAIT QUE les gouvernements européens avaient enfin compris que dans leur propre intérêt, dans l'intérêt même de la conservation bourgeoise, il fallait établir la paix en Europe, en faisant à l'Allemagne des conditions acceptables et en rétablissant des rapports réguliers avec la Russie.

Mais les impérialistes de France s'opposent, et avec succès, à cette politique de modération, qui est désormais reconnue nécessaire par la grande majorité des bourgeois de tous les pays.

En partie par orgueil militariste, par avidité sordide et une peur abjecte de la revanche allemande, ils persistent avec l'objectif d'écraser l'Allemagne, de façon à ce qu'elle soit condamnée, pour une longue série d'années, à travailler pour les Français et d'autres exploités étrangers sans possibilité de résurrection.

En réalité, à part toute question de justice et de solidarité humaine, même en se plaçant du seul point de vue des intérêts exclusifs de la bourgeoisie française, le calcul est faux. La misère et la ruine de l'Allemagne produisent nécessairement la misère et la ruine dans toute l'Europe, la France comprise. Et l'idée, couvée par les patriotes français, que la France, pays de 40 millions d'habitants, à population fixe ou décroissante, puisse pour toujours ou même seulement pour une longue période tenir en esclavage une population de 70 millions d'hommes, intelligents, habiles, actifs, dont le nombre augmente rapidement et qui ont conscience de n'être inférieurs à personne et se croient même supérieurs, est une idée aberrante. Elle ne peut se nicher que dans le cerveau de grossiers soldats idiots ou de « patriotes » enivrés par le stupide orgueil national.

Si le peuple français ne sait pas se libérer de ses Millerand, Poincaré, Clemenceau, Tardieu, sur lesquels pèse une si grande part de la responsabilité de la dernière guerre et qui s'emploient stupidement à préparer la prochaine guerre ; si la révolution pacificatrice ne vient pas renouveler le monde et établir entre les peuples des rapports de justice et de fraternité, il ne s'écoulera pas vingt ans, nous en sommes fermement convaincus, avant que les Allemands n'entrent à Paris, alliés peut-être avec l'Italie, pour se venger de toutes les indignités auxquelles ils sont soumis aujourd'hui et faire aux Français, car tous les militarismes se valent, ce que les Français leur font aujourd'hui.

Mais nous nous préoccupons de questions qui, peut-être, laissent indifférents les premiers et véritables animateurs de la politique « nationaliste » française. Il y a, parmi les extrémistes de la conquête, des fanatiques sincères, aveugles, grisés d'un sot orgueil national, qui croient travailler à la grandeur et à la gloire de leur pays. Mais ceux qui manient les pions et tirent les ficelles derrière la scène, ce sont les banquiers, les capitalistes ; ceux qui s'enrichissent avec la guerre et la préparation à la guerre et qui demeurent indifférents au sort de la France, ou de l'Allemagne, ou du monde entier, ne se soucient que d'amasser de l'argent avec les larmes de tous.

À Cannes, comme dans toutes les réunions diplomatiques précédentes et futures auxquelles assistera Lénine ou un autre à sa place, il ne s'agit que d'intérêts bourgeois. C'est la lutte entre la masse de la bourgeoisie, petite, moyenne ou même grande, qui a besoin de paix et de sécurité, afin de pouvoir exploiter tranquillement les travailleurs, et un petit nombre de gros requins de la finance et de l'industrie de guerre qui n'hésiteraient pas à réduire le monde à la ruine.

La lutte entre pacifistes et bellicistes ! C'est une guerre entre bourgeois, et les prolétaires pourraient la regarder avec indifférence, les uns et les autres voulant également les exploiter.

Mais il y a en jeu la guerre, pour laquelle les prolétaires seraient forcés de verser leur sang. Il y a la guerre qui paralyse et refoule la civilisation, et fomenté toujours de nouvelles haines et de nouveaux désastres.

Que les prolétaires soient vigilants. Eux seuls peuvent empêcher une nouvelle guerre, en faisant comprendre aux gouvernants que, cette fois, ils ne se laisseraient plus tromper par leurs mauvais bergers et répondraient au décret de mobilisation par l'insurrection... sans attendre les ordres des « organes compétents ».

*Umanità Nova*, 14 janvier 1922.

**Dans le fascisme**

# Idéalisme et matérialisme

ON A MILLE FOIS constaté que les hommes, avant d'arriver à la vérité ou à ce qu'ils peuvent atteindre de vérité relative dans les divers moments de leur développement intellectuel et social, tombent habituellement dans les erreurs les plus diverses, regardant des choses tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, et sautant ainsi d'une exagération à son contraire.

C'est un phénomène de ce genre qui intéresse grandement toute la vie sociale contemporaine que je veux examiner ici.

Il y a quelques années, on était « matérialiste ». Au nom d'une science qui était la dogmatisation de principes généraux déduits de connaissances positives trop incomplètes, on prétendait expliquer par les simples besoins matériels élémentaires toute la psychologie de l'être humain et toute sa difficile histoire. Le « facteur économique » expliquait tout : le passé, le présent et l'avenir. Toutes les manifestations de la pensée et du sentiment, tous les aspects de la vie : le passé, le présent et l'avenir. L'amour et la haine, les passions bonnes et mauvaises, la condition de la femme, l'ambition, la jalousie, la fierté de la race, les rapports de toute sorte entre individus et entre peuples, la guerre et la paix, la soumission ou la révolte des masses, les constitutions diverses de la famille et de la société, les régimes politiques, la religion, la morale, la littérature, les arts, la science... tout n'était que la simple conséquence de la production et de la répartition de la richesse et des instruments de travail dominants à chaque époque. Et ceux qui avaient une conception plus large et moins simpliste de la nature humaine et de l'histoire étaient considérés, autant du côté des conservateurs que de celui des subversifs, comme des retardés à l'écart de la « science ». Cette façon de voir influençait naturellement la pratique des partis et tendait à sacrifier tout idéal plus noble aux intérêts matériels et aux questions économiques, souvent d'importance. Aujourd'hui, la mode a changé. Aujourd'hui, tous sont des « idéalistes » : chacun fait semblant de mépriser le « ventre » et considère l'homme comme s'il était un pur esprit pour qui manger, se vêtir et satisfaire ses besoins physiologiques sont des éléments négligeables dont il ne doit pas se préoccuper, sous peine de déchéance morale.

Je n'entends pas m'occuper ici de ces sinistres farceurs pour lesquels l'« idéalisme » n'est qu'hypocrisie et instrument de tromperie : du capitaliste qui prêche aux ouvriers le sentiment du devoir et l'esprit de sacrifice, afin de pouvoir, sans rencontrer de résistance, réduire les salaires et augmenter ses profits ; du « patriote » qui, tout enflammé de l'amour de la patrie et d'esprit national, dévore sa patrie et, s'il le peut, celle des autres ; du militaire qui, pour la gloire et l'honneur du drapeau, exploite les vaincus, les opprime et les foule aux pieds.

Je parle aux gens sincères et surtout à nos camarades. Ils ont vu que la lutte pour des améliorations économiques avait fini par absorber toute l'énergie des organisations ouvrières et par éteindre toute potentialité révolutionnaire. Ils ont remarqué qu'une grande partie du prolétariat laisse docilement disparaître toute trace de liberté et baise, même à contrecœur, le bâton qui le frappe dans le vain espoir d'avoir un travail sûr et une bonne paie. Et maintenant, ils ont tendance à abandonner par lassitude toute source d'intérêt et toute lutte économique et ils se contentent de limiter ou d'élever, si on préfère, toute notre activité sur le terrain de l'éducation ou de la lutte proprement révolutionnaire.

Le problème principal, le besoin fondamental, est la liberté, disent-ils. La liberté ne se conquiert et ne se conserve que grâce à des luttes pénibles et des sacrifices cruels. Il faut donc que les révolutionnaires ne donnent pas d'importance aux petites questions des améliorations économiques. Et il faut qu'ils combattent l'égoïsme qui domine au sein des masses, en propageant l'esprit de sacrifice plutôt que de promettre le pays de Cocagne. Il faut qu'ils inspirent aux foules le saint orgueil de souffrir pour une noble cause.

Parfaitement d'accord, mais n'exagérons pas.

La liberté, la liberté pleine et entière est certainement la conquête essentielle, parce qu'elle est la consécration de la dignité humaine et l'unique moyen qui peut et qui doit résoudre les problèmes sociaux au profit de tous.

Mais la liberté n'est qu'un vain mot si elle n'est pas accompagnée de la puissance, c'est-à-dire de la possibilité d'exercer librement notre activité. Le dicton « Qui est pauvre est esclave » reste toujours vrai, et il est également vrai que « celui qui est esclave est ou devient pauvre, il perd toutes les meilleures caractéristiques de l'être humain ». Les besoins matériels, les satisfactions de la vie végétative sont peut-être d'ordre inférieur et même méprisables, mais ils sont la base de toute la vie supérieure, morale et intellectuelle. Mille motifs de nature diverse font agir l'homme et déterminent le cours de l'histoire, mais... il faut manger. « *Primum vivere, dein de philosophari* [vivre d'abord, puis philosopher] ».

Un morceau de toile, un peu d'huile et de terre colorée sont, pour notre sens de l'esthétique, dérisoires devant un tableau de Raphaël. Mais sans ces choses matérielles et relativement sans valeur, Raphaël n'aurait pas pu réaliser son rêve de beauté.

Je crois que les « idéalistes » sont tous des gens qui mangent chaque jour et ont toujours une raison valable d'être sûrs de manger le lendemain. Il est naturel qu'il en soit ainsi, car pour pouvoir penser, aspirer à des pensées plus élevées, un certain minimum de bien-être matériel, même infime, est indispensable. Il y a eu et il y a des hommes qui se sont élevés aux plus hauts sommets du sacrifice et du martyre, des hommes affrontant avec sérénité la faim et la torture et continuant à lutter héroïquement pour leur cause, au milieu des plus terribles souffrances. Mais ce sont des hommes qui se sont formés dans des conditions relativement favorables et qui ont pu accumuler une certaine somme d'énergie latente, prête à agir quand la nécessité l'exige. Telle est, du moins, la règle générale.

Je fréquente depuis bien des années les organisations ouvrières, les groupes révolutionnaires, les sociétés éducatives et j'ai toujours vu que les personnes les plus actives, les plus sérieuses étaient celles qui se trouvaient dans les conditions les moins pénibles et qui étaient attirées non pas leurs soucis, mais par leur désir de coopérer à une œuvre élevée et de se sentir ennoblis par un idéal. Les individus vraiment misérables, ceux qui semblaient le plus directement intéressés à un changement de situation immédiat, étaient absents ou faisaient partie des gens passifs.

Je me rappelle combien la propagande était difficile et stérile dans certaines régions d'Italie, il y a trente ou quarante ans, alors que les travailleurs des champs et une bonne partie des ouvriers des villes vivaient dans des conditions vraiment animales que je voudrais croire définitivement dépassées, mais dont il y a tout lieu de craindre aujourd'hui le retour. Je me souviens de mouvements populaires provoqués par la faim se calmer subitement avec l'ouverture de « soupe pour les pauvres » et la distribution de clopinettes.

J'en déduis que, avant tout, c'est l'idée qui doit animer la volonté, mais que certaines conditions sont nécessaires pour que l'idée puisse naître et agir. C'est, par conséquent, la confirmation de notre vieux programme, qui proclame l'indissolubilité, d'un côté, de l'émancipation morale, politique et économique, de l'autre, de la nécessité de placer les masses dans des conditions matérielles entraînant le développement des besoins d'idéologies. Lutter pour l'émancipation intégrale, en attendant et préparant le jour où elle sera possible, arracher aux gouvernements et aux capitalistes toutes les améliorations politiques et économiques pouvant améliorer nos conditions de lutte, et augmenter le nombre de ceux qui luttent consciemment. Et le faire avec des moyens qui n'impliquent pas la reconnaissance de l'ordre actuel et qui préparent les voies de l'avenir. Propager le sentiment du devoir et l'esprit de sacrifice, mais se rappeler que l'exemple est la meilleure des propagandes, et que l'on ne peut attendre des autres ce que l'on ne fait pas soi-même.

*Pensiero e Volontà*, 15 janvier 1924.

## Autour de « notre » anarchisme

J'AI L'IMPRESSION, vu ce qui paraît dans nos différents périodiques en Italie et à l'étranger, et ce que les camarades nous envoient et qui, en grande partie, est non publié soit par manque de place, soit à cause d'une grande insuffisance d'élaboration, j'ai l'impression, dis-je, que nous ne sommes pas encore arrivés à bien faire comprendre à tous nos camarades les objectifs que nous proposons dans ce périodique.

Certains, en effet, interprétant à leur manière notre désir clairement exprimé de réalisation pratique, croient que nous entendons « amorcer un processus de révision des valeurs de l'anarchisme théorique », et ils craignent ou espèrent, selon leurs tendances ou leurs préférences, que nous voulions renoncer, sur le plan pratique, voire théorique, à nos conceptions rigoureusement anarchistes.

Ce n'est pas le cas.

En réalité, nous ne croyons pas, comme quelqu'un nous l'a fait dire, qu'il y ait « antinomie entre la théorie et la pratique ». Nous croyons au contraire que, en général, la théorie n'est vraie que si elle est confirmée par la pratique. Et dans notre cas, si l'on ne peut réaliser immédiatement l'anarchie, ce n'est pas à cause d'une carence théorique, mais parce que tout le monde n'est pas anarchiste et que les anarchistes n'ont pas encore la force de conquérir au moins leur propre liberté et d'en imposer le respect.

En somme, nous restons fermes sur les idées qui, depuis l'origine, ont été l'âme du mouvement anarchiste et nous n'avons absolument rien à renier. Nous ne disons pas cela pour nous mettre en valeur, car si nous pensions nous être trompés auparavant, nous sentirions le besoin d'avouer notre erreur et de la corriger. Nous le disons parce que c'est un fait.

Et ceux qui connaissent les textes de propagande publiés un peu partout par les fondateurs de cette revue<sup>1</sup> auraient bien du mal à trouver une seule contradiction entre ce que nous disons maintenant et ce que nous disions il y a plus de cinquante ans.

Ce n'est donc pas de révision dont il s'agit, mais du développement des idées et de leur application aux événements actuels.

Quand les idées anarchistes étaient une nouveauté provoquant l'étonnement et la stupeur, quand on ne pouvait faire de propagande qu'en vue d'un lointain avenir, et que même les tentatives insurrectionnelles et les procès provoqués et entretenus volontairement ne servaient qu'à attirer l'attention des gens dans un but de propagande, la critique de la société actuelle et l'exposé de l'idéal auquel nous aspirons pouvaient alors suffire. Même les questions de tactique n'étaient au fond que des questions sur les meilleurs moyens de propager les idées et de préparer les individus et les masses aux transformations désirées.

Mais aujourd'hui, les temps sont plus mûrs, les circonstances ont changé et tout fait croire que l'instant attendu pourrait bien être imminent et, en tout cas, pas très éloigné. Alors nous aurons la possibilité et le devoir d'appliquer les théories aux faits et de montrer que nous avons raison contre les autres, non seulement à cause de la supériorité de notre idéal de liberté, mais aussi parce que nos idées et nos méthodes sont les plus pratiques pour atteindre le maximum de liberté et de bien-être possible dans l'état actuel de la civilisation.

Les forces réactionnaires elles-mêmes, violentes mais hésitantes, entretiennent dans le pays un climat d'instabilité ouvert à tous les espoirs comme à toutes les catastrophes. Et d'un moment à l'autre, les anarchistes peuvent être appelés à montrer leur valeur et à exercer sur les événements une pression qui, au premier abord, pourra ne pas être prépondérante, mais qui sera d'autant plus grande qu'ils seront plus nombreux et capables moralement et techniquement.

Il faut donc profiter de cette période transitoire, qui ne peut être qu'une préparation tranquille, pour grouper le plus possible de forces morales et matérielles et se tenir prêts à tout événement.

---

<sup>1</sup> Les fondateurs de *Pensiero e Volontà* étaient Luigi Fabbri et Errico Malatesta. Le crédo de la revue était : « Nous avons été vaincus [...] »

Il est un fait qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que nous sommes une minorité relativement faible et qu'il en sera ainsi jusqu'au jour où un changement dans les circonstances extérieures, de meilleures conditions économiques, une plus grande liberté mettra les masses en état de mieux nous comprendre et nous permettra d'expliquer notre action par la pratique.

Or, les conditions économiques ne s'amélioreront pas de façon sensible et stable et la liberté n'augmentera pas vraiment tant que le système capitaliste et l'organisation étatique, qui défendent les privilèges, seront en place. Donc le jour où l'équilibre sera rompu et la révolution éclatera, sous la pression de causes échappant en grande partie à notre volonté, mais présentes et avec des effets sensibles, nous serons comme maintenant une petite minorité entre les différentes forces en présence.

Que devons-nous faire ?

Nous désintéresser du mouvement serait un suicide moral pour le présent et pour l'avenir, puisque sans notre action, sans l'action de ceux qui veulent pousser la révolution jusqu'à la transformation totale de toute l'organisation sociale, jusqu'à l'abolition de tous les privilèges et de toutes les autorités, la révolution s'achèverait sans avoir rien transformé d'essentiel et nous nous retrouverions dans les conditions actuelles.

Lors d'une future révolution, nous serions toujours en petit nombre et nous devrions encore nous désintéresser du mouvement, c'est-à-dire renoncer à la raison même de notre existence, qui est de toujours combattre pour diminuer l'autorité et le privilège, jusqu'à leur complète abolition. Du moins, pour nous qui croyons que la propagande et l'éducation ne peuvent toucher qu'un nombre limité d'individus dans chaque milieu social. Il faut changer les conditions sociales pour qu'une morale plus élevée soit possible dans une nouvelle couche d'individus.

Que faire, donc ?

Déclencher si possible nous-mêmes le mouvement, participer à toutes ses formes, de toutes nos forces, lui donner le caractère le plus libertaire et égalitaire possible, appuyer toutes les forces de progrès, défendre ce qu'il y a de meilleur quand on ne peut pas atteindre le maximum, mais conserver toujours bien visible notre caractère d'anarchistes qui ne veulent pas le pouvoir et supportent mal que d'autres le prennent.

Parmi les anarchistes, nous dirons plutôt parmi les soi-disant anarchistes, il y a ceux qui pensent que puisque les masses ne sont pas capables maintenant de s'organiser de façon anarchiste ni de défendre la révolution par des méthodes anarchistes, nous devons nous emparer nous-mêmes du pouvoir et « imposer l'anarchie par la force ».

(La phrase, comme le savent nos lecteurs, a été prononcée littéralement ainsi, très crûment.)

Je ne vais pas répéter que celui qui croit à la puissance éducative de la force brutale et à la liberté créée et développée par l'action des gouvernements peut être partisan de tout ce que l'on voudra, il pourrait même avoir plus raison que nous, mais il ne peut certainement pas se dire anarchiste, sauf en se mentant à lui-même et aux autres.

*Pensiero e Volontà*, 1er avril 1924.



# La terreur révolutionnaire

## En vue d'un avenir qui pourrait être proche

MON PETIT ARTICLE dans le dernier numéro de *Contro le intemperanze di linguaggio* (contre les intempérances de langage) a entraîné quelque critique au-delà de l'origine de la polémique. Un problème général de tactique révolutionnaire était posé, il faut toujours en discuter, car le sort de la révolution en marche peut dépendre de la solution apportée.

Je ne parlerai pas de la manière dont la tyrannie qui opprime actuellement le peuple italien peut être combattue et abattue. Nous nous proposons ici de faire simplement un travail de clarification des idées et de préparation morale en vue d'un avenir, proche ou lointain, car il ne nous est pas possible de faire autre chose. Du reste, au cas où nous croirions le moment venu d'une action plus effective... nous en parlerions le moins possible.

Je m'occuperai donc seulement, et de façon hypothétique, du lendemain d'une insurrection victorieuse et des méthodes de violence que certains voudraient adopter pour « rendre la justice », et que d'autres croient nécessaires pour défendre la révolution contre les embûches des ennemis.

Mettons de côté la « justice », conception trop relative et qui a toujours servi de prétexte à toutes les oppressions, à toutes les injustices et qui souvent ne signifie que la vengeance. La haine et le désir de vengeance sont des sentiments incontrôlables que l'oppression, évidemment, réveille et alimente. S'ils peuvent représenter une force utile pour secouer la tyrannie, ils deviennent une force négative quand il s'agit de remplacer l'oppression non par une nouvelle oppression, mais par la liberté et la fraternité entre les hommes.

C'est pourquoi nous devons nous efforcer de susciter des sentiments supérieurs qui poussent l'énergie vers l'amour fervent du bien, tout en nous gardant de briser l'impulsion qui est composée de facteurs bons et mauvais et est tellement nécessaire pour vaincre. Si, pour mieux conduire les masses, il fallait leur mettre un frein qui se traduirait par une nouvelle tyrannie, laissons-les agir comme la passion les pousse – et rappelons-nous toujours que, nous anarchistes, nous ne pouvons être ni des vengeurs ni des « justiciers ». Nous voulons être des libérateurs et nous devons agir comme tels par la parole et par l'exemple.

Occupons-nous de la question la plus importante, qui est en outre le seul élément sérieux posé par mes critiques sur ce sujet : la défense de la révolution.

Il y a encore de nombreux camarades qui sont fascinés par l'idée de la « terreur ». Il leur semble que la guillotine, les fusillades, les massacres, les déportations, la prison (« potence et prison », me disait récemment un communiste des plus notoires) sont des armes puissantes et indispensables de la révolution. Et ils trouvent que si tant de révolutions ont été vaincues ou n'ont pas donné le résultat qu'on en attendait, ce fut à cause de la bonté, de la « faiblesse » des révolutionnaires, qui n'ont pas assez persécuté, réprimé et tué.

C'est un préjugé courant dans certains milieux révolutionnaires, dont l'origine vient de la rhétorique et des falsifications historiques des apologistes de la grande Révolution française, et il a été renforcé ces dernières années par la propagande des bolcheviks. Mais la vérité est justement le contraire : la terreur a toujours été un instrument de tyrannie. En France, elle servit la tyrannie aveugle de Robespierre et prépara la voie à Napoléon et à la réaction qui s'ensuivit. En Russie, elle a persécuté et tué des anarchistes et des socialistes, massacré des ouvriers et des paysans rebelles, et brisé, en somme, l'élan d'une révolution qui pouvait vraiment ouvrir une ère nouvelle à la civilisation.

Ceux qui croient à l'efficacité révolutionnaire, libératrice, de la répression et de la férocité, ont la même mentalité rétrograde des *juristes*, qui croient pouvoir éviter le délit et moraliser le monde par des peines sévères.

La terreur, comme la guerre, réveille des sentiments féroces ataviques encore mal couverts d'un vernis de civilisation, et place en première ligne les pires individus de la population. Et plutôt que de servir à défendre la révolution, la terreur sert à la discréditer, à la rendre odieuse aux masses et, après une période de luttes acharnées, conduit nécessairement à ce qu'on appellerait aujourd'hui la « normalisation », c'est-à-dire à légaliser

et à perpétuer la tyrannie. Que la victoire soit d'un côté ou de l'autre, on en arrive toujours à la constitution d'un gouvernement fort, qui assure aux uns la paix aux dépens de la liberté, et aux autres la domination sans trop de dangers.

Je sais bien que les anarchistes terroristes – les rares qui existent – repoussent toute terreur organisée, exercée sur l'ordre d'un gouvernement par des agents salariés, et voudraient que ce soit les masses qui infligent directement la mort aux ennemis. Mais cela ne ferait qu'empirer la situation. La terreur peut plaire aux fanatiques, mais elle convient surtout aux vrais malfaiteurs avides d'argent et de sang. Et il ne faut pas idéaliser les masses et les voir composées entièrement d'hommes simples, qui peuvent bien commettre des excès, mais qui sont toujours animés de bonnes intentions. Les flics et les fascistes servent les bourgeois, mais ils sortent de la masse !

Le fascisme a accueilli de nombreux délinquants et, ainsi, il a jusqu'à un certain point purifié préventivement le milieu dans lequel se déroulera la révolution. Mais il ne faut pas croire que tous les Dumini<sup>1</sup> et tous les Cesarino Rossi<sup>2</sup> soient des fascistes. Il y a, parmi ceux qui, pour une raison quelconque, n'ont pas voulu ou n'ont pas pu devenir fascistes, des individus disposés à faire au nom de la « révolution » ce que les fascistes font au nom de la « patrie ». Et, d'autre part, comme les nervis de tous les régimes ont toujours été prêts à se mettre au service des nouveaux et à en devenir les plus zélés instruments, ainsi les fascistes d'aujourd'hui se hâteront-ils demain de se déclarer anarchistes ou communistes ou tout ce que l'on voudra, pourvu qu'ils puissent continuer à tyranniser et à assouvir leurs instincts malfaisants. Et s'ils ne le peuvent pas dans leurs propres pays, parce que trop connus et compromis, ils iront faire les révolutionnaires ailleurs et chercheront à percer en se montrant plus violents, plus énergiques que les autres, et en traitant de modérés, de couards, de « pompiers », de contre-révolutionnaires, ceux qui conçoivent la révolution comme une grande œuvre de bonté et d'amour.

Certainement, il faudra défendre et développer la révolution avec une logique inexorable ; mais on ne doit pas et on ne peut pas la défendre par des moyens qui contredisent ses fins.

Le grand moyen de défense de la révolution est toujours d'enlever aux bourgeois les moyens économiques de domination, d'armer tout le monde – tant qu'on ne peut pas les persuader de jeter les armes comme des jouets inutiles et dangereux – et d'inciter toute la grande masse de la population à soutenir la victoire.

Si, pour vaincre, on devait dresser la guillotine sur les places, je préférerais être vaincu.

*Pensiero e Volontà*, 1er octobre 1924.

---

<sup>1</sup> Amerigo Dumini (1896-1968), militaire, puis chef de groupe d'action mussolinien. Un des organisateurs en 1924 de l'enlèvement et de l'assassinat du député Giacomo Matteotti (secrétaire du Partito Socialista Italiano [Parti socialiste unitaire, PSU], célèbre antifasciste). Condamné en 1946 et gracié en 1956. Membre du Movimento Sociale Italiano (Mouvement social italien, MSI) profasciste jusqu'à sa mort.

<sup>2</sup> Cesare Rossi (1887-1967), syndicaliste socialiste avec Mussolini jusqu'en 1919 ; puis membre important du Parti national fasciste. En 1924, il accusa publiquement Mussolini de l'assassinat du député Matteotti. Réfugié en France, déchu de sa nationalité, puis ramené de force en Italie et condamné à trente ans de prison en 1929, envoyé en 1941 en résidence surveillée ; libéré à la fin de la guerre.

# Les matières premières et le socialisme

MON CAMARADE et ami Rudolf Rocker a écrit : « L'internationalisation des richesses naturelles (la houille, les minerais, le pétrole, etc.) est l'une des conditions les plus importantes pour réaliser le socialisme et affranchir l'humanité de l'esclavage économique, politique et social<sup>1</sup>. »

À mon avis, c'est là une erreur, une grave erreur qui peut servir et a déjà servi aux adversaires de la révolution pour paralyser le mouvement populaire dans les pays qui, tout en étant dépourvus de ces richesses naturelles spéciales, peuvent se trouver, à des moments historiques donnés, mieux à même que d'autres de renverser le régime capitaliste.

Il en fut ainsi pour l'Italie en 1920. Un heureux concours de circonstances rendait possible et relativement facile une révolution tournée vers le socialisme (ce mot étant pris dans son acception la plus large). Nous, anarchistes, et les syndicalistes de l'USI, nous nous efforcions de pousser les masses à l'action ; mais le PSI, dirigé alors par les communistes, et la centrale syndicale équivalente à la CGT française, la CGIL, autrement forts que nous par le nombre de leurs adhérents, par l'étendue de leur organisation et par leurs moyens matériels, étaient décidés à empêcher tout mouvement et employaient beaucoup cet argument de manque de matières premières. Je rappelle qu'à Milan, pendant une discussion chaleureuse, un socialiste, secrétaire de la Fédération de la chimie, s'écria : « Comment voulez-vous faire la révolution ? Ne savez-vous pas qu'en Italie nous n'avons pas de caoutchouc et que, en cas de révolution, l'étranger ne nous en enverrait plus ? »

Évidemment, ce bon socialiste voulait attendre, pour faire le socialisme, que l'Italie ait aussi ses plantations de caoutchouc. Ou que les gouvernements étrangers veuillent bien s'engager à nous en fournir malgré la révolution !

Mais alors, je me demande si de telles matières premières n'existaient pas ou n'avaient pas été découvertes, l'humanité serait-elle condamnée à souffrir éternellement l'exploitation capitaliste et l'oppression étatique ? Doit-elle rester dans l'état actuel tant que l'internationalisation souhaitée ne sera pas réalisée ?

Ces matières premières sont certainement très utiles, mais elles ne sont guère indispensables. L'humanité a vécu pendant d'innombrables siècles sans houille, sans pétrole, sans caoutchouc, sans une si grande abondance de minerais. Et même sans tout cela, elle pourrait vivre dans des conditions de justice et de liberté en régime socialiste, si les hommes le comprenaient et le voulaient.

La question de la distribution des matières premières est devenue de la plus haute importance à cause des intérêts capitalistes qui sont partout. Les capitalistes des différents pays s'enrichissent par leur exploitation et s'en disputent ainsi la possession, tandis que les gouvernements rivaux trouvent des moyens de domination et des ressources fiscales dans le monopole dont jouissent leurs compatriotes.

Pour les travailleurs, la jouissance de matières facilitant le travail et propre à satisfaire certains besoins spéciaux, si importante soit-elle, ne vient qu'après la question primordiale de l'égalité et de la liberté. Certainement, la terre devra être, comme le dit Rocker, un domaine économique ouvert à tous, et dont les richesses doivent librement servir à tous les groupements humains.

Mais nous aurons cela, non avant, mais après que le socialisme aura triomphé partout. En attendant, les gouvernements défendent le monopole que le sort leur a donné, pour leur propre compte et en tant que représentants de leurs financiers et capitalistes respectifs. Et ils feront probablement la guerre plutôt que d'y renoncer.

Bref, l'internationalisation des richesses naturelles n'est pas la condition, mais la conséquence du socialisme.  
*Il Risveglio*, date non précisée.

---

<sup>1</sup> Rudolf Rocker (1873-1958), écrivain anarchiste prolifique, reprend cette idée un peu après la mort de Malatesta : « [U]ne internationalisation des richesses naturelles [...] est une des plus importantes conditions préalables à l'existence d'un ordre social fondé sur des principes de liberté et de solidarité. » Voir *Nationalisme et culture*, Paris, CNT-RP / Éditions libertaires, 2008 [1933], p. 583.

# Quelques considérations sur le régime de la propriété après la révolution

NOS ADVERSAIRES défenseurs et bénéficiaires du système social actuel justifient généralement le droit de propriété privée en disant que la propriété est la condition et la garantie de la liberté. Et nous sommes d'accord avec eux. Ne disons-nous pas constamment que celui qui est pauvre est esclave ? Mais alors pourquoi somme-nous adversaires les uns et les autres ?

C'est qu'en réalité, la propriété qu'ils défendent est la propriété capitaliste qui permet de vivre du travail d'autrui, ce qui suppose, par conséquent, une classe de déshérités, de sans propriété, contraints à vendre leur travail aux propriétaires pour un prix inférieur à sa valeur.

En effet, aujourd'hui, dans tous les pays du monde, la majeure partie de la population doit, pour vivre, mendier du travail à ceux qui monopolisent le sol et les instruments de travail. Et le travail, quand on l'a obtenu, est compensé par un salaire toujours inférieur à ce qui a été produit et souvent à peine suffisant pour que les travailleurs ne meurent pas de faim. Voilà ce qui constitue une sorte d'esclavage qui peut être plus ou moins dur, mais qui signifie toujours infériorité sociale, privations matérielles et dégradation morale, qui sont la cause fondamentale de tous les maux de l'organisation sociale actuelle.

Pour que tous soient libres, pour que chacun puisse atteindre son maximum de développement physique et moral, et jouir de tous les biens que la nature et le travail peuvent donner, il faut que tous soient propriétaires, c'est-à-dire que tous aient droit à ce qu'il faut de terre, de matières premières et d'instruments de travail pour produire sans la nécessité d'être exploités et opprimés. Et puisque nous ne pouvons attendre que la classe propriétaire renonce spontanément aux privilèges usurpés, il faut que les travailleurs les exproprient et que tout devienne la propriété de tous.

Ce devrait être le but de la prochaine révolution et ce que nous devons viser. Mais comme la vie sociale n'admet pas d'interruption, il faut penser aux moyens d'utiliser les biens devenus communs et d'assurer à tous les membres de la société la jouissance de droits égaux.

Le problème du régime de la propriété se posera donc au moment même où l'on procédera à l'expropriation.

Naturellement, on ne peut pas prétendre ni même espérer que l'on passe d'un coup du système actuel à d'autres systèmes parfaits et définitifs. Lors de la révolution, quand il faudra surtout agir vite et satisfaire immédiatement les besoins essentiels, on fera comme on pourra selon les volontés des intéressés et les conditions qui les déterminent et les limitent. Mais il faut dès le début avoir une idée nette de l'objectif à réaliser pour aller droit au but.

La propriété doit-elle être individuelle ou collective ? La collectivité propriétaire de biens indivis sera-t-elle le groupe local, le groupe corporatif, le groupe d'idéal commun, le groupe familial, ou comprendra-t-elle en bloc les membres de toute une nation puis de toute l'humanité ?

Quelles formes prendront la production et l'échange ? Aurons-nous le *communisme* (production associée et libre consommation à tous), le *collectivisme* (production en commun et répartition des produits selon le travail de chacun), l'*individualisme* (possession et jouissance individuelles des moyens de production et du produit intégral du travail effectué), ou quelque autre forme composite que l'intérêt individuel et l'instinct social éclairés par l'expérience pourront suggérer ?

Il est probable que tous les modes possibles de possession et d'utilisation des moyens de production et tous les modes de répartition des produits seront simultanément expérimentés, soit dans une même ville, soit dans diverses localités et qu'ils s'entrecroiseront et se modéreront de manières diverses jusqu'à ce que la pratique ait enseigné quelles sont la forme ou les façons de faire.

Cependant, comme je l'ai déjà dit, la nécessité de ne pas interrompre la production et l'impossibilité de suspendre la consommation des produits indispensables feront que, en même temps que l'on procédera à l'expropriation, on prendra les accords indispensables à la continuité de la vie sociale. On fera comme on pourra et, pourvu que l'on ne laisse pas se constituer et se consolider de nouveaux privilèges, on aura le temps de chercher les voies les meilleures.

Mais quelle solution me semble la meilleure et de laquelle faut-il se rapprocher ? Je me dis communiste parce que le communisme me semble l'idéal dont l'humanité s'approchera à mesure que croîtra l'amour entre les hommes et que l'abondance des produits fera disparaître la crainte de la faim et détruira ainsi le principal obstacle à la fraternité. Mais, plus que les formes pratiques d'organisation économique qui doivent forcément s'adapter aux circonstances et qui seront toujours en évolution, l'important est vraiment l'esprit qui anime cette organisation et la méthode qu'elle suit. L'important, je le répète, c'est que l'esprit de justice et le désir du bien de tous la guident, et qu'elle fonctionne toujours librement et volontairement.

Si, vraiment, il y a liberté et esprit de fraternité, toutes les formes concourent au même but d'émancipation, d'élévation et finissent par se concilier et se confondre. Au contraire, s'il n'y a ni liberté ni désir du bien général, toute forme d'organisation peut engendrer l'injustice, l'exploitation et le despotisme.

Regardons les principaux systèmes proposés pour résoudre la question. Les anarchistes disposent de deux systèmes économiques distincts : l'*individualisme* (je parle de l'individualisme en tant que mode de répartition de la richesse sans m'embarrasser d'abstractions philosophiques ici sans intérêt) et le *communisme*.

Le *collectivisme* dont on ne parle plus guère aujourd'hui est un système intermédiaire qui réunit des qualités et des défauts des deux systèmes cités et qui, justement parce qu'il est intermédiaire, sera peut-être largement appliqué, au moins durant la période de transition entre l'ancienne et la nouvelle société. Mais je n'en parlerai pas spécialement parce qu'on peut lui appliquer les objections que soulèvent et le communisme et l'individualisme.

L'individualisme complet consisterait à partager entre tous la terre et les autres richesses en parties à peu près égales ou équivalentes afin que tous les hommes possèdent des moyens égaux au début de leur vie, et que chacun puisse s'élever aussi haut que le lui permettent ses facultés et son activité. Pour que cette égalité au point de départ soit maintenue, il faudrait dans l'avenir abolir l'héritage et procéder périodiquement à de nouveaux partages selon les variations du chiffre de la population. Il est évident que ce régime serait anti-économique et ne s'adapterait pas à la meilleure utilisation des richesses. De plus, en supposant qu'il soit applicable à de petites communautés primitives de caractère agraire, il serait certainement impossible dans une vaste collectivité et dans une civilisation évoluée vers la forme agro-industrielle, où une part considérable de la population ne travaille pas directement la terre ni dans la production des biens matériels, mais exerce son activité dans des services nécessaires ou utiles à tous.

D'autre part, comment faire un partage équitable, même à peu près équitable, de la terre lorsque la valeur des diverses parcelles diffère totalement quant à la fertilité, la salubrité et la situation ? Et comment faire le partage des grands organismes industriels qui ne fonctionnent que par l'action simultanée d'un grand nombre de travailleurs ? Et puis comment établir la valeur des objets et pratiquer l'échange sans retomber dans les maux de la concurrence et de l'accaparement ?

Il est vrai que les progrès de la chimie et de la capacité des ingénieurs tendent à égaliser la productivité et la salubrité de toutes les terres. Le développement des moyens de transport, l'automobile, l'aéronautique finiront par rendre également avantageuses toutes les situations. Le moteur électrique décentralise l'industrie et rend le travail à la machine possible à l'individu isolé et aux petits groupes. La science pourra découvrir ou fabriquer partout les matières premières nécessaires au travail. Quand ces progrès et quelques autres seront réalisés, la facilité et l'abondance de la production ne laisseront pas à la question économique la prépondérance qu'elle a aujourd'hui. La fraternité plus intégrée rendra inutiles et antipathiques les minutieux calculs sur ce qui revient à l'un et à l'autre, alors le communisme remplacera automatiquement, presque insensiblement, l'individualisme pour le plus grand avantage, la plus grande liberté effective et la plus grande satisfaction de tous les individus.

Mais tout ça est pour un avenir plus ou moins lointain, nous parlons de maintenant et des étapes plus proches. Aujourd'hui, une organisation sociale fondée sur l'appropriation individuelle des moyens de production, conservant et créant des antagonismes, des rivalités entre les producteurs et des conflits d'intérêts entre producteurs et consommateurs, serait toujours menacée par l'apparition possible d'une autorité, d'un gouvernement qui

rétablirait les privilèges abolis. De toute façon, elle ne peut subsister, même provisoirement, qu'à la condition d'être modérée par des associations et des coopératives volontaires de toutes sortes.

Le dilemme devant lequel se trouvera la révolution reste toujours : soit de s'organiser sur la base du volontariat pour le bien de tous, soit d'être organisés par la force d'un gouvernement pour le bien d'une classe dominante.

Parlons maintenant du communisme.

Si on ne considère que la théorie, le communisme apparaît comme un système idéal, il remplacerait la lutte par la solidarité dans les rapports individuels, il utiliserait au mieux les engrais de la nature et le travail de l'homme, il ferait de l'humanité une grande famille de frères appliqués à s'aider et à s'aimer.

Mais est-il actuellement possible, dans les conditions morales et matérielles actuelles de l'humanité ? Et s'il l'est, dans quelles limites ?

Le communisme universel, c'est-à-dire une communauté unique entre tous les êtres humains, est une aspiration idéale, un mode vers lequel il faut tendre, mais il ne pourrait certainement pas être maintenant une forme concrète d'organisation économique. Il s'appliquera à notre évolution et probablement aux époques qui nous suivront : quant à un plus lointain avenir, c'est le problème des futurs camarades.

Pour le moment, on ne peut considérer qu'une multiplicité de communautés formées entre peuples voisins ayant entre eux des affinités et dont les rapports seraient divers : communistes ou commerciaux, et même dans ce cadre, le problème d'un antagonisme possible entre communisme et liberté se pose toujours. Aussi, sans contester le sentiment qui, favorisé par l'évolution économique, pousse les hommes vers la fraternité, vers une solidarité consciente et voulue, et qui nous conduira à débiter et à pratiquer le plus de communisme possible, je crois que, tout comme l'individualisme intégral serait anti-économique et impossible, le communisme intégral serait actuellement aussi antilibertaire et impossible, surtout appliqué à un vaste territoire.

Pour organiser à grande échelle une société communiste, il faudrait transformer radicalement toute la vie économique : modes de production, d'échange, de consommation, et cela ne pourrait se faire que graduellement, à mesure que les circonstances le permettraient et que les masses en comprendraient les avantages et sauraient y pourvoir d'elles-mêmes. Si, au contraire, on voulait et si on pouvait faire d'un coup cette transformation par la volonté et l'autoritarisme d'un parti, les masses, habituées à obéir et à servir, accepteraient le nouveau mode de vie comme une nouvelle forme imposée par un nouveau gouvernement et attendraient qu'un pouvoir suprême impose à chacun le mode de production et règle la consommation. Et le nouveau pouvoir, ne sachant et ne pouvant satisfaire des besoins immensément variés et souvent contradictoires et ne voulant pas se reconnaître inutile en laissant les intéressés agir à leur guise et au mieux, reconstituerait un État fondé, comme ils le sont tous, sur la force militaire et policière. Un État qui, s'il réussissait à durer, ne ferait que substituer aux anciens maîtres de nouveaux maîtres plus fanatiques.

Sous le prétexte et, peut-être, avec l'honnête et sincère intention de régénérer le monde par un nouvel évangile, on voudrait imposer à tous une règle unique, on supprimerait toute liberté, on rendrait impossible toute libre initiative et on aurait, par voie de conséquence, le découragement et la paralysie dans la production, le commerce clandestin et le marché noir, l'arrogance et la corruption de la bureaucratie, la misère générale et, finalement, le retour plus ou moins complet aux conditions d'oppression et d'exploitation que la révolution entendait abolir.

L'expérience russe ne doit pas être vaine.

En conclusion, il me semble qu'aucun système ne peut être vital et libérer réellement l'humanité de l'esclavage atavique s'il n'est pas le résultat d'une évolution libre.

Les sociétés humaines, si elles doivent être un regroupement d'hommes libres coopérant au plus grand bien de tous et non pas des couvents et des zones de despotes maintenues par la superstition religieuse et par la force brutale, ne peuvent être la création artificielle d'un homme ou d'une secte. Elles doivent être le résultat des besoins et des volontés, parallèles ou concurrentes, de tous leurs membres qui, à force d'essais, trouveront les institutions qui sont à un moment donné les meilleures possible, les développeront et les transformeront au fur et à mesure des circonstances et des volontés.

On peut donc préférer le communisme ou bien l'individualisme, le collectivisme ou tout autre système imaginable, et œuvrer par la propagande et par l'exemple au triomphe de nos propres aspirations. Mais il faut bien se garder, sous peine d'un désastre certain, de prétendre que notre propre système est le système unique et

infaillible, bon pour tous les hommes en tous lieux, en tout temps ; et que l'on doive le faire triompher autrement que par la persuasion, qui procède de l'évidence des faits.

L'important, l'indispensable, le point d'où il faut partir, c'est d'assurer à tous les moyens d'être libres.

Une fois que le gouvernement, défenseur des propriétaires sera abattu ou rendu impuissant, de quelque manière que ce soit, tout le peuple et plus spécialement ceux qui, en son sein, ont l'esprit d'initiative et la capacité d'organisation s'efforceront de satisfaire les besoins immédiats, de préparer l'avenir en détruisant les privilèges et les institutions nuisibles. En même temps, ils feront fonctionner, pour le bien de tous, les institutions utiles aujourd'hui, qui étaient exclusivement ou principalement réservées au bien des classes dirigeantes.

Les anarchistes, en particulier, ont la mission d'être les gardiens vigilants de la liberté contre les aspirants au pouvoir, contre la tyrannie possible des majorités.

*Il Risveglio anarchico*, 30 novembre 1930.

# Les anarchistes dans la période actuelle

UNE PARTIE de notre mouvement discute passionnément des problèmes pratiques que la révolution devra résoudre. C'est très bien et de bon augure, encore que les solutions proposées jusqu'à maintenant ne soient guère nombreuses et satisfaisantes. Il est fini le temps où l'on croyait que l'insurrection suffirait à tout résoudre et, qu'une fois l'armée et la police vaincues et tous les pouvoirs constitués abattus, le reste, qui est en fait l'essentiel, viendrait de suite.

Nous sommes donc d'accord pour penser que, en plus du problème de vaincre les forces matérielles de l'adversaire, il y a aussi celui de consolider la révolution après la victoire. Nous considérons qu'une révolution entraînant le chaos ne serait pas viable. Mais il ne faut pas exagérer et croire que nous devons dès maintenant trouver une solution idéale à tous les problèmes possibles. À vouloir trop prévoir et trop déterminer, au lieu de préparer l'anarchie, nous ferions des rêves irréalisables ou bien nous tomberions dans l'autoritarisme et, consciemment ou pas, nous aurions l'intention d'agir comme un gouvernement qui, au nom de la liberté et de la volonté populaire, soumet le peuple à sa domination.

Il m'arrive de lire les choses les plus étranges. Par exemple, un camarade dit que « les foules auraient raison de nous huer si, après les avoir poussées à de douloureux sacrifices pour une révolution, nous disions : faites comme vous voulez, groupez-vous, produisez, cohabitez comme bon vous semble ». Mais n'avons-nous pas dit aux foules qu'elles ne doivent pas attendre la bonne solution ni de notre part ni de celle des autres, parce qu'elles doivent la conquérir elles-mêmes et qu'elles n'auront que ce qu'elles pourront prendre et conserver en sachant le défendre ? Il est juste et naturel que, initiateurs et faisant partie des masses, nous devions chercher à pousser le mouvement dans la direction qui nous semble la meilleure, parce que nous sommes préparés le mieux possible à ce qu'il faut faire. Mais il demeure toujours que le principe fondamental est que la décision vienne de la volonté des intéressés.

Je lis aussi : « Nous créerons un régime qui, bien qu'il ne soit pas totalement libertaire, portera notre empreinte et qui, surtout, adoptera progressivement nos postulats. » C'est quoi ? Un petit gouvernement, sympathique, qui se suicidera subitement pour laisser place à l'anarchie !!! N'étions-nous pas d'accord sur le fait que tout gouvernement tend à ne pas se suicider et à devenir toujours plus despotique, et que la mission des anarchistes est de combattre, même s'ils sont obligés de le subir, n'importe quel régime qui ne s'appuie pas sur la liberté pleine et entière ? Et ne disions-nous pas que les anarchistes au pouvoir ne pourraient agir différemment des autres ?

Un autre camarade, parmi ceux qui se soucient le plus de la nécessité d'avoir un « plan » et qui en fait ne pensent qu'aux syndicats, déclare : « Une révolution qui triomphe confie aux classes ouvrières – déjà formées par nous à cette grande fonction sociale – la gestion de tous les moyens de production, de transport et d'échange, etc. »

« Déjà formées par nous à cette grande fonction sociale » ! Mais dans combien de siècles ce compagnon veut-il faire la révolution ? Et les siècles suffiront-ils ? Mais le fait est qu'on ne forme pas les masses si elles n'ont pas la possibilité et le besoin de se former elles-mêmes et que l'organisation révolutionnaire des travailleurs, utile et nécessaire autant qu'on le souhaite, ne peut s'étendre et durer indéfiniment : arrivée à un certain point, si elle ne débouche pas sur l'action révolutionnaire, elle est détruite par un gouvernement ou elle se corrompt et elle disparaît, et il faut repartir de zéro. Les hommes « pratiques », c'est bien vrai, sont souvent les utopistes les plus naïfs !

Mais toute cette discussion serait sans doute quelque peu académique si, dans ce cas concret, il ne s'agissait pas d'un pays où l'organisation libre des travailleurs est détruite et interdite, où la liberté de la presse, de réunion,

---

<sup>1</sup> L'île Lipari ou les autres îles éoliennes, baigne traditionnel des différents régimes italiens.



d'association est supprimée et où les militants anarchistes, socialistes, communistes, républicains sont réfugiés à l'étranger, déportés dans des îles<sup>1</sup>, enfermés dans des prisons ou privés des possibilités de parler, de se déplacer et presque même de respirer.

Peut-on raisonnablement s'attendre à ce que le prochain soulèvement, dans un pays soumis aux conditions évoquées, soit la « révolution sociale », dans le sens vaste et profond que nous donnons à ce mot ? Ne semble-t-il pas, aujourd'hui, que l'urgence soit plutôt la reconquête des conditions nécessaires à la propagande et à l'organisation ?

Il me semble que la raison pour laquelle tant de difficultés apparaissent et que l'on se heurte à tant d'incertitudes est qu'on veut réaliser l'anarchie sans les anarchistes ou parce qu'on croit que la propagande suffit à convertir à l'anarchisme toute ou une grande partie de la population, avant que les conditions sociales soient totalement modifiées.

Certains ont l'habitude de dire : « La révolution sera anarchiste ou ne sera pas. » Encore une de ces phrases ronflantes qui, à y bien regarder, ne veulent rien dire ou sont absurdes. En fait, si on veut dire que la révolution que nous souhaitons doit être anarchiste, on fait une véritable tautologie, c'est-à-dire une tournure qui ne signifie rien, comme l'est par exemple : le papier blanc doit être blanc.

Si on veut dire qu'il ne peut y avoir d'autre révolution que celle qui est anarchiste, alors c'est une sottise, parce qu'il y a eu et il y aura certainement encore dans les sociétés humaines des mouvements qui, changeant radicalement les conditions existantes, donnent une nouvelle direction à l'histoire, et qui méritent donc le nom de révolution. Et je ne saurais admettre que toutes les révolutions du passé, tout en n'étant pas anarchistes, ont été inutiles, ni non plus que celles du futur le seront parce qu'elles ne sont pas encore anarchistes.

Je suis même enclin à croire que le triomphe complet de l'anarchie viendra, plutôt que par une violence révolutionnaire, par une évolution graduelle, lorsqu'une précédente révolution ou des révolutions antérieures auront détruit la plupart des obstacles militaires et économiques qui s'opposent au développement moral des populations, à l'augmentation de la production jusqu'au niveau des besoins et des désirs et à l'harmonisation des intérêts opposés.

De toute façon, si nous tenons compte de nos maigres forces et de l'esprit régnant dans les masses et si nous ne voulons pas prendre nos désirs pour des réalités, nous devons admettre que la prochaine étape révolutionnaire, peut-être imminente, ne sera pas anarchiste. Ainsi, le plus urgent est de penser à ce que nous pourrons et devons faire lors d'une révolution où nous ne serons qu'une minorité relativement faible et mal armée.

Des camarades, peut-être poussés aussi par les fanfaronnades socialistes et les illusions que fit naître la Révolution russe, croient que la tâche des autoritaires est plus facile que la nôtre, parce qu'ils ont un « plan » : s'emparer du pouvoir et imposer leur système par la force.

Ce n'est pas vrai. Le désir de s'agripper au pouvoir est certainement partagé par les socialistes et les communistes et, dans certaines circonstances, ils peuvent y arriver. Mais les plus intelligents parmi eux savent bien qu'étant au pouvoir ils pourraient, tout en opprimant le peuple et en le soumettant à des expériences capricieuses et dangereuses, remplacer la bourgeoisie actuelle par une nouvelle classe privilégiée. Mais le socialisme, ils ne pourront pas le faire, le « plan », ils ne pourront pas l'appliquer. Comment peut-on détruire une société millénaire et en fonder une nouvelle et une meilleure par des décrets dictés par quelques hommes et imposés à la baïonnette ? Et c'est la raison honnête (je ne veux pas m'occuper d'autres raisons moins avouables) pour laquelle, en Italie, les socialistes et les communistes ont refusé de participer à la révolution et l'ont empêchée, quand il était possible de la faire. Ils sentaient qu'ils n'auraient pas pu dominer la situation et auraient dû soit laisser le champ libre aux anarchistes, soit se faire les instruments de la réaction. De plus, dans les pays où ils sont au pouvoir... on sait ce qu'ils ont fait.

Notre mission, si nous avons seulement la force matérielle de nous débarrasser de celle qui nous opprime, serait beaucoup plus facile, parce que nous ne demandons aux masses que ce dont elles sont capables et ce qu'elles veulent faire, en nous limitant à agir autant que nous le pouvons pour développer sa capacité et sa volonté.

Mais nous devons nous garder de devenir moins anarchistes, parce que la masse n'est pas capable d'anarchie. Si la masse veut un nouveau gouvernement, nous ne pourrons probablement pas empêcher qu'il soit formé, mais nous pourrons faire tout notre possible pour persuader les gens que le gouvernement est inutile et nuisible,

et pour refuser qu'on nous l'impose à nous ainsi qu'à ceux qui n'en veulent pas. Nous devons œuvrer pour que la vie sociale, et en particulier la vie économique, continue et s'améliore sans l'intervention du gouvernement. C'est pourquoi nous devons nous préparer à affronter le mieux possible les problèmes pratiques de la production et de la distribution en nous rappelant néanmoins que les plus compétents pour organiser un travail sont ceux dont c'est le métier.

Nous devons chercher à participer et, si possible, à orienter l'action insurrectionnelle. Mais une fois que les forces de répression, l'armée, la police, la magistrature, etc., servant à tenir en esclavage le peuple, seront vaincues ; que toute la population sera armée pour pouvoir s'opposer à tout retour offensif de la réaction ; que les volontaires s'occuperont de l'organisation des affaires publiques et de la satisfaction, selon des critères de justice dans la répartition, des besoins les plus urgents en utilisant avec parcimonie les richesses existantes dans les différentes localités, nous devons alors agir pour éviter tout gaspillage, respecter et utiliser les institutions, les coutumes, les habitudes, les systèmes de production, d'échange, d'assistance qui remplissent, tant bien que mal, des fonctions nécessaires. Il faudra, cependant, chercher à faire disparaître toute trace de privilège, mais en évitant de détruire ce qu'on ne peut encore remplacer par quelque chose qui répond mieux au bien de tous. Inciter les ouvriers à s'emparer des usines, à se fédérer et à travailler pour le compte des collectivités, et à stimuler aussi les paysans à prendre les terres et les produits usurpés par les propriétaires et à s'entendre avec les ouvriers pour les échanges nécessaires.

Si nous ne pouvons pas empêcher la constitution d'un nouveau gouvernement et l'abattre immédiatement, nous devons, en tout cas, récuser toute aide, refuser de faire le service militaire, de payer les impôts, d'obéir par principe, nous devons résister jusqu'à la dernière extrémité à toute imposition des autorités et refuser absolument d'accepter tout poste de commandement.

Si nous ne pouvons pas abattre le capitalisme, nous devons exiger pour nous et pour tous ceux qui le veulent le droit de se servir gratuitement des moyens de production nécessaires pour une vie indépendante.

Conseiller, quand nous avons des conseils à donner ; enseigner si nous savons plus que les autres ; donner l'exemple d'une vie fondée sur le libre accord ; défendre, même par la force, si c'est nécessaire et si c'est possible, notre autonomie contre toute prétention gouvernementale... mais commander, jamais.

Nous ne ferons pas ainsi l'anarchie, parce que l'anarchie ne se fait pas contre la volonté des gens, mais du moins, nous la préparerons.

*Vogliamo*, juin 1930.

## Questions de tactique

LA SITUATION POLITIQUE et sociale actuelle de l'Europe et du monde, incertaine, tourmentée, instable, donne lieu à tous les espoirs et à toutes les craintes et rend plus que jamais urgent le besoin de se tenir prêts pour des événements plus ou moins proches, mais inévitables. C'est ainsi que nous avons vu réapparaître la discussion, toujours d'actualité d'ailleurs, sur la façon d'adapter nos aspirations idéales à la réalité contingente des différents pays, et de passer d'une propagande théorique à une réalisation pratique.

Et, naturellement, dans un mouvement comme le nôtre, qui ne reconnaît l'autorité d'aucun texte et d'aucun homme tout étant fondé sur la libre critique, les opinions présentées et les tactiques suivies sont différentes.

Aussi, quelques-uns consacrent toute leur activité à perfectionner et prêcher l'idéal, sans trop se soucier d'être compris ni suivis, ni de savoir si cet idéal est ou non applicable dans l'état actuel de la mentalité populaire et des ressources matérielles existantes. Ils restreignent, plus ou moins explicitement et à des degrés variables d'individu à individu, la tâche actuelle des anarchistes à la démolition des institutions oppressives et répressives, celle de demain à la surveillance active contre la formation de nouveaux gouvernements et de nouveaux privilèges, négligeant tout le reste, qui est néanmoins le problème grave, inéluctable et pressant de la réorganisation sociale sur des bases libertaires.

Ils pensent, pour tout ce qui concerne les problèmes de la reconstruction, que tout s'arrangera de soi-même, spontanément, sans préparation préalable et sans plan préétabli, ou en vertu d'une prétendue loi naturelle grâce à laquelle, aussitôt la violence étatique et le privilège capitaliste éliminés, les hommes deviendraient tous bons et intelligents, les antagonismes d'intérêts disparaîtraient, et l'abondance, la paix, l'harmonie seraient les reines du monde.

D'autres, par contre, animés surtout par le désir d'être ou de paraître pratiques, préoccupés par les difficultés de la situation à prévoir au lendemain de la révolution, conscients de la nécessité de conquérir l'adhésion du grand public ou, du moins, de vaincre les préventions hostiles causées par l'ignorance de nos propositions, voudraient formuler un programme, un plan complet de réorganisation sociale qui répondrait à toutes les difficultés et pourrait satisfaire celui que, avec une expression empruntée à l'anglais, on s'est mis à appeler l'« homme de la rue », c'est-à-dire l'homme quelconque, sans parti pris, sans idées préconçues, jugeant chaque cas nouveau d'après les passions et les inspirations du moment.

En ce qui me concerne, je crois que les uns et les autres ont leur part de raison et de tort, et que, sans la malencontreuse tendance à l'exagération et à l'exclusivité, les deux opinions pourraient se compléter l'une l'autre, afin que notre conduite soit conforme aux exigences et aux nécessités de la situation, atteignant ainsi le maximum d'efficacité pratique, tout en restant strictement fidèle à notre programme de liberté et de justice intégrales.

Négliger tous les problèmes de la reconstruction ou établir à l'avance des plans complets et uniformes sont deux erreurs, deux excès qui, par des voies différentes, amèneraient notre défaite en tant qu'anarchistes et le triomphe de régimes autoritaires anciens ou nouveaux. La vérité est dans un juste milieu.

Il est absurde de croire que, une fois les gouvernements renversés et les capitalistes expropriés, « les choses s'arrangeront d'elles-mêmes », sans l'action d'hommes ayant une idée élaborée de ce qu'il y aurait à faire et se mettant tout de suite à la besogne. Peut-être cela pourrait-il se produire et ce serait même à souhaiter qu'il en soit ainsi, si l'on avait le temps d'attendre que le monde, tout le monde, trouve le moyen, à force d'expériences renouvelées, de satisfaire au mieux ses propres besoins et goûts, en liaison avec ceux d'autrui.

Mais la vie de la société, comme la vie des individus, n'admet pas d'interruptions. Le lendemain de la révolution, mieux encore le jour même de l'insurrection, il faut veiller à l'alimentation et aux autres besoins urgents de la population, et ainsi assurer la continuité de la production nécessaire (de pain, etc.), le fonctionnement des

principaux services publics (l'eau, les transports, l'électricité, etc.) et l'échange ininterrompu entre les villes et les campagnes.

Plus tard, les grandes difficultés disparaîtront : le travail organisé directement par ceux qui travaillent réellement, deviendra facile et attrayant, l'abondance de la production rendra inutile tout calcul sur le rapport entre produits fabriqués et produits consommés et chacun pourra vraiment « prendre au tas » ce qui lui plaît ; les monstrueuses agglomérations des villes diminueront, la population sera répartie rationnellement sur tout le territoire habitable. Chaque localité, groupement, tout en gardant et augmentant au profit de tous les commodités fournies par les grandes entreprises industrielles, en restant lié à toute l'humanité par un sentiment de sympathie et de solidarité humaines, pourra en général se suffire et ne pas être affligé par les opprimantes et coûteuses complications de la vie économique actuelle.

Mais ces belles choses et mille autres que l'on peut imaginer concernent l'avenir, tandis qu'il est urgent de songer à la façon de vivre aujourd'hui, dans la situation que l'histoire nous a léguée et que la révolution, c'est-à-dire un acte de force, ne pourra changer radicalement d'un jour à l'autre, comme par un coup de baguette magique.

Et puisque, bien ou mal, il faut vivre, si nous ne savions ou ne pouvions faire le nécessaire, d'autres le feraient avec des buts et des résultats opposés aux nôtres.

Il ne faut pas négliger l'« homme de la rue », qui est d'ailleurs dans tous les pays la grande majorité de la population, et sans le concours duquel il n'y a pas d'émancipation possible ; mais il ne faut pas non plus trop compter sur son intelligence et sa capacité d'initiative.

L'homme ordinaire, l'« homme de la rue », a beaucoup de bonnes qualités, avec des possibilités immenses, nous donnant l'espoir certain qu'il pourra un jour former l'humanité idéale que nous souhaitons ; mais il a, en attendant, un grave défaut qui explique en grande partie la naissance et la persistance des tyrannies : il n'aime pas réfléchir et, même dans ses efforts d'émancipation, il suit toujours de préférence celui qui lui épargne la fatigue de penser et prend la responsabilité à sa place d'organiser, de diriger et... de commander. Lui, pourvu qu'on ne le dérange pas trop dans ses habitudes, voit avec satisfaction d'autres penser à sa place et dire ce qu'il doit faire, même s'il en est ainsi réduit au devoir de travailler et d'obéir.

Cette faiblesse, cette tendance de la foule à attendre et à suivre les ordres de celui qui se place à sa tête, a fait échouer beaucoup de révolutions et continue à être le danger qui menace les prochaines révolutions.

Si la foule n'agit pas d'elle-même et sans tarder, il faut bien que les hommes de bonne volonté, capables d'initiative et de décision, se soucient de ce qui est nécessaire. Et c'est en cela, c'est-à-dire dans la manière de pourvoir aux nécessités urgentes, que nous devons nous distinguer nettement des partis autoritaires.

Les autoritaires entendent, pour résoudre la question sociale, se constituer en gouvernement et imposer leur programme par la force. Ils peuvent même être de bonne foi et croire faire sincèrement le bien de tous, mais en réalité, en entravant la libre action populaire, ils ne parviendraient qu'à créer une nouvelle classe privilégiée, qui a intérêt à soutenir le nouveau gouvernement, et en fin de compte à remplacer une tyrannie par une autre.

Les anarchistes doivent évidemment s'efforcer de rendre le moins pénible possible le passage de l'état de servitude à celui de liberté, en fournissant aux gens le plus d'idées pratiques et immédiatement applicables, mais ils doivent bien se garder d'encourager, comme nous l'avons signalé, cette inertie intellectuelle et cette tendance à laisser faire les autres et à leur obéir.

La révolution, pour être vraiment émancipatrice, devra se développer librement de mille façons diverses, correspondant aux mille différentes conditions morales et matérielles des hommes d'aujourd'hui, par la libre initiative de tous et de chacun. Et nous aurons à suggérer et à réaliser le plus possible les modes de vie qui correspondent le mieux à nos idéaux, mais surtout nous devons chercher à susciter dans les masses l'esprit d'initiative et l'habitude de se tirer d'affaire soi-même.

Nous devons éviter les apparences mêmes du commandement, et agir par la parole et par l'exemple en camarades au milieu de camarades, tout en nous rappelant qu'à vouloir trop forcer les choses dans notre sens et faire triompher nos plans, nous courrons le risque de couper les ailes de la révolution et d'assumer nous-mêmes, plus ou moins inconsciemment, cette fonction gouvernementale que nous condamnons chez les autres.

Et comme gouvernement, nous ne vaudrions certes pas mieux que les autres. Peut-être même serions-nous plus dangereux pour la liberté, parce que fortement convaincus d'avoir raison et de faire le bien, nous serions portés,

en vrais fanatiques, à juger comme contre-révolutionnaires et ennemis du bien tous ceux qui ne penseraient et n'agiraient pas comme nous.

Si, toutefois, ce que les autres feraient n'était pas ce que nous aimerions, cela n'aurait pas d'importance, pourvu que la liberté de tous soit toujours sauvegardée. Ce qui importe le plus, c'est que tous fassent comme ils l'entendent, car il n'y a de conquêtes assurées que celles réalisées par le peuple grâce à ses propres efforts, il n'y a de réformes définitives que celles réclamées et imposées par la conscience populaire.

*Almanacco libertario pro vittime politiche*, Genève, 1931.

# Sacco et Vanzetti

MALGRÉ les multiples preuves accumulées pour prouver l'innocence de nos camarades, malgré le vif espoir, la presque certitude de voir, après six années de martyre, triompher enfin la vérité et la justice, la Cour suprême du Massachusetts a repoussé l'appel de Sacco et Vanzetti. Ils restent condamnés à mort.

Il paraît qu'il y a encore d'autres formalités, d'autres appels à mettre en œuvre, et que la sentence ne deviendra vraiment exécutoire que dans deux ans. En attendant, le spectre de la chaise électrique demeure, lancinant, effrayant, devant l'esprit des deux malheureux et de tous ceux qui les aiment.

Nous ne trouvons pas les mots – et, du reste, on ne nous les laisserait pas dire – pour exprimer comme il se doit notre douleur et notre indignation.

Nous avons reçu une lettre écrite par Bartolomeo Vanzetti dès que la triste nouvelle lui a été communiquée.

C'est une lettre d'une simplicité sublime, pleine de courage et de foi dans l'idéal, qui est la vraie cause de son martyre. Nous en extrayons le passage suivant :

« Ne soyez pas découragé à cause de nous : qu'aucun camarade ne soit épouvanté par notre sort ; continuez la sainte bataille pour une justice plus vraie, pour la liberté. Nous saurons affronter notre sort. »

Il n'y a pas à désespérer du genre humain, tant qu'il pourra produire des hommes d'une telle trempe.

*Pensiero e Volontà*, juin 1926.

# Michel Bakounine

(20 mai 1814 - 1er juillet 1876)

C'EST AUJOURD'HUI le cinquantième anniversaire de la mort de Bakounine : les anarchistes du monde entier commémorent, comme les circonstances le leur permettent<sup>1</sup>, le grand révolutionnaire, celui que nous considérons tous comme notre père spirituel.

J'aurais aimé reproduire ici quelques-unes de ses pages les plus efficaces et les plus caractéristiques. Ce serait le plus utile et le meilleur hommage. Mais ces pages, ardentes de foi et d'espoir, seraient certainement saisies, vu les temps actuels, et je les aurais réimprimées en vain.

Les lecteurs devront donc se contenter de ma maigre prose, fort peu digne pour évoquer un tel homme.

Il y a cinquante ans que Bakounine est mort, presque cinquante ans que je le vis pour la dernière fois à Lugano, déjà mortellement frappé par l'infirmité et réduit à l'ombre de lui-même (il me disait mi-sérieux mi-ironique : « Mon cher, j'assiste à ma dissolution. »). Pourtant, sa seule pensée réchauffe encore mon cœur et le remplit de jeune enthousiasme.

Telle fut, avant tout, la grande valeur de Bakounine : donner la foi, la fièvre de l'action et du sacrifice à tous ceux qui avaient le bonheur de l'approcher. Lui-même avait l'habitude de dire qu'il faut avoir *le diable au corps*\*. Et il avait vraiment dans le corps l'esprit de Satan, le rebelle de la mythologie, qui ne connaît ni Dieu ni maîtres, et ne s'arrête jamais dans la lutte contre tout ce qui entrave la pensée et l'action.

Je fus bakouniniste, comme tous les camarades de ma génération, hélas désormais lointaine. Aujourd'hui, depuis de longues années, je ne me dis plus tel.

Mes idées se sont développées et ont évolué. Aujourd'hui, je trouve que Bakounine fut trop marxiste dans l'économie politique et dans l'interprétation historique. Je trouve que sa philosophie se débattait, sans pouvoir en sortir, dans une contradiction entre la conception mécaniste de l'Univers et la foi dans l'efficacité de la volonté sur les destins de l'homme et de l'humanité. Mais tout cela importe peu. Les théories sont des concepts incertains et changeants. La philosophie fait généralement des hypothèses basées sur des nuages et, en substance, a peu ou point d'influence sur la vie. Voilà pourquoi Bakounine reste toujours, malgré tous les désaccords possibles, notre grand exemple et notre inspirateur.

C'est de Bakounine que vient la critique radicale toujours vivante du principe de l'autorité et de l'État qui l'incarne. Elle est toujours vivante, la lutte contre leurs mensonges, contre les deux formes servant à opprimer et à exploiter les masses : la démocratique et la dictatoriale. Elle est vivante la réfutation magistrale du faux socialisme que Bakounine qualifiait de soporifique et tendant, consciemment ou inconsciemment, à consolider la domination de la bourgeoisie en endormant les travailleurs par de vaines réformes. Et surtout, la haine intense de tout ce qui dégrade et humilie l'homme, l'amour illimité pour la liberté, toute la liberté, sont toujours vivants.

Que les camarades pensent à la vie de Bakounine, pleine de luttes idéales et pratiques, un exemple de dévouement à la cause de la révolution. Qu'ils cherchent, et nous tous également, à suivre sa marche glorieuse, même sans être à sa hauteur, chacun selon ses forces et ses possibilités.

*Pensiero e Volontà*, 19 juillet 1926.

---

<sup>1</sup> Évidente allusion à l'Union soviétique, qui prit deux initiatives en l'honneur de Michel Bakounine. D'abord, une allocution de la veuve de Kropotkine à Moscou, qui parla contre le régime soviétique devant 1 500 personnes, presque toutes des membres de la bourgeoisie rouge. Et la publication d'un livre important préparé par Alexandre Borovoi, diffusé officiellement, mais dont la plupart des acheteurs avaient été arrêtés.

**Pierre Kropotkine**



## Souvenirs et critiques d'un vieil ami<sup>2</sup>

PIERRE KROPOTKINE est, sans aucun doute, un de ceux qui ont le plus contribué, peut-être plus encore que Bakounine et Élisée Reclus, à l'élaboration et à la propagation de l'idée anarchiste. Il a donc bien mérité l'admiration et la reconnaissance que tous les anarchistes éprouvent pour lui.

Mais, par respect pour la vérité et l'intérêt supérieur de la cause, il faut reconnaître que son œuvre n'a pas été totalement positive. Cela n'a pas été de sa faute, au contraire, ce sont ses éminents mérites qui ont produit les défauts que j'ai l'intention de signaler.

Naturellement, Kropotkine, comme tout le monde, ne pouvait éviter des erreurs et envisager toute la vérité. On aurait donc dû profiter de ses apports importants et continuer à chercher pour progresser encore. Mais son talent littéraire, la valeur et le grand nombre de ses ouvrages, son activité infatigable, le prestige qui venait de sa célébrité de scientifique, le fait qu'il avait sacrifié une position hautement privilégiée pour défendre au prix de souffrances et de dangers, la cause du peuple, et de plus le rayonnement de sa personnalité qui enchantait tous ceux qui avaient la chance de l'approcher, tout cela lui a donné une telle notoriété et une telle influence qu'il apparut et qu'il fut reconnu réellement et en grande partie le maître à penser de la grande majorité des anarchistes.

Tant et si bien qu'à un moment, les critiques ont été écartées, ce qui entraîna un arrêt du développement de l'idéal anarchiste. Pendant de nombreuses années, malgré l'esprit libertaire iconoclaste et progressiste, la plupart des anarchistes n'ont fait qu'étudier et répéter Kropotkine sur le plan de la théorie et de la pratique. S'exprimer de façon différente était devenu presque une hérésie pour beaucoup de camarades.

Il serait donc souhaitable de soumettre l'enseignement de Kropotkine à une critique sévère et sans préjugés pour distinguer ce qui est toujours vrai et vivant de ce que la pensée et l'expérience ultérieures ont pu révéler être erroné. Cette approche ne concernerait pas seulement Kropotkine, car les erreurs qu'on peut lui reprocher étaient déjà soulignées par des anarchistes avant que Kropotkine ne prenne une position de premier ordre dans le mouvement. Il a confirmé et maintenu ces erreurs en leur donnant l'appui de son talent et de son prestige, mais nous, les vieux militants, nous avons tous, ou presque tous, notre part de responsabilité.

En écrivant aujourd'hui sur Kropotkine, je n'ai pas l'intention d'examiner à fond toute sa doctrine. Je veux seulement enregistrer quelques impressions et quelques souvenirs qui pourront servir, je le crois, à faire mieux connaître sa personnalité morale et intellectuelle, et aussi mieux comprendre ses mérites et ses défauts.

Mais avant tout, je vais dire quelques mots qui me viennent du fond du cœur, car je ne peux penser à Kropotkine sans être ému par le souvenir de son immense bonté. Je me rappelle ce qu'il a fait à Genève au cours de l'hiver 1879, pour aider un groupe de réfugiés italiens dans une situation d'extrême misère et dans lequel je me trouvais. Je me souviens des soins, que je dirais maternels, qu'il eut pour moi à Londres, une nuit où, victime d'un accident, j'ai frappé à sa porte. Je me souviens de ses multiples témoignages de gentillesse envers nous tous, de l'atmosphère de cordialité qui émanait de lui. Car il était vraiment bon, avec cette bonté presque inconsciente qui sent le besoin de soulager toutes les souffrances et de communiquer le sourire et la joie autour de lui. On aurait dit qu'il était bon sans le savoir. Il ne voulait absolument pas qu'on le dise et il fut offensé que j'aie écrit dans un article, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, que la bonté était la première de ses qualités.

Il préférerait montrer son énergie et sa fermeté, peut-être que ces qualités s'étaient développées dans la lutte et pour la lutte, tandis que la bonté était l'expression spontanée de sa nature.

J'ai eu l'honneur et la chance, pendant des années, d'entretenir avec Kropotkine la plus fraternelle des amitiés. Nous nous apprécions parce que nous étions animés par la même passion, la même espérance et aussi les mêmes... illusions.

Étant tous les deux optimistes, je crois cependant que l'optimisme de Kropotkine dépassait de beaucoup le mien et peut-être venait-il d'une approche différente, nous voyions la vie en rose, trop en rose ; nous espérions,

---

<sup>2</sup> J'ai traduit le texte pour cette édition et je me suis aperçu que la version proposée en 1957 par un anarchiste sérieux et lui-même traducteur, André Prudhommeaux, présente des bizarreries, comme l'omission de la dernière phrase de l'article. Je me permets d'indiquer, au moment voulu, d'autres ajouts qui sont plus que des « belles infidèles », une véritable hypocrisie de faire endosser à Malatesta des critiques fielleuses d'un individu n'osant pas écrire lui-même son aversion envers Kropotkine. Voir la traduction faussée, reprise sans la contrôler par Daniel Colson dans *L'anarchisme de Malatesta* (Lyon, Atelier de création libertaire, 2010, p. 153-163) et la même année dans la revue *À Contretemps*, [acontretemps.org](http://acontretemps.org). L'article en italien est disponible sur *Archivo Errico Malatesta*, [archivoerricomalatesta.wordpress.com](http://archivoerricomalatesta.wordpress.com).

il y a maintenant plus de cinquante ans, la venue imminente de la révolution, qui aurait dû réaliser notre idéal. Pendant cette longue période, il y a eu bien des moments de doute et de découragement. Je me souviens, par exemple, d'une fois où Kropotkine m'a dit : « Mon cher Errico, je crains que nous soyons les deux seuls à croire à une révolution proche. » Mais c'était des moments passagers, la confiance revenait bien vite, nous nous expliquions tant bien que mal les difficultés et le scepticisme des camarades, et nous continuions à travailler et à attendre.

Néanmoins, il ne faut pas croire que nous avions les mêmes idées sur tous les sujets. Au contraire, sur beaucoup de points de vue fondamentaux, nous étions loin d'être d'accord. Et presque à chaque rencontre, nous avions des discussions vives et colériques. Kropotkine était toujours sûr d'avoir raison et il en résultait qu'il ne pouvait pas supporter calmement la contradiction. D'autre part, je respectais beaucoup son savoir et je tenais compte de sa santé fragile. On finissait donc par changer de sujet pour ne pas s'irriter mutuellement davantage.

Mais tout cela ne changeait absolument pas l'intimité de nos rapports, parce que nous nous apprécions et nous collaborions pour des raisons sentimentales et intellectuelles. Quelle que soit notre manière différente pour expliquer les faits et les arguments pour justifier notre conduite, sur le plan pratique, nous visions les mêmes objectifs et nous étions poussés par le même désir intense de liberté, de justice et de bien-être pour tous. Nous pouvions donc nous mettre d'accord.

En effet, il n'y a jamais eu entre nous une cause de désaccord sérieux jusqu'au jour où, en 1914, une question de position concrète s'est posée, d'une importance capitale pour lui et moi : l'attitude que les anarchistes devaient adopter vis-à-vis de la guerre. C'est à ce moment funeste que les vieilles préférences de Kropotkine pour tout ce qui était russe ou français se sont réveillées et exacerbées : il déclara qu'il était partisan de l'Entente franco-britannique. Kropotkine semblait oublier qu'il était internationaliste, socialiste et anarchiste. Il oublia ce que lui-même avait dit, peu avant sur la guerre, à propos des capitalistes qui la préparaient. Il se mit à admirer les hommes d'État les plus mauvais et les généraux de l'Entente. Il traita de lâches les anarchistes qui refusaient d'entrer dans l'« Union sacrée », tout en regrettant que son âge et sa santé ne lui permettent pas de prendre un fusil et de marcher contre les Allemands. Il n'était donc pas possible de se comprendre : pour moi, Kropotkine était un vrai cas pathologique. De toute façon, ce fut un des moments les plus douloureux, les plus tragiques de ma vie (et j'ose dire aussi de la sienne), lorsque, après une discussion extrêmement pénible, nous nous sommes séparés en adversaires, presque en ennemis.

Ma douleur était grande à cause de la perte d'un ami et du mal que notre mouvement subirait à la suite de sa défection et de ses effets sur nos camarades. Néanmoins, mon affection et mon estime pour Kropotkine en tant qu'homme demeuraient intactes en moi, et j'avais l'espoir qu'après la griserie du moment et les conséquences prévisibles de la guerre, le Kropotkine que nous connaissions depuis toujours reconnaîtrait son erreur et reviendrait vers nous.

Kropotkine était en même temps un scientifique et un réformateur social. Il était possédé par deux passions : le désir de connaître et celui de faire le bien de l'humanité, deux nobles passions qui peuvent être utiles et qu'on voudrait voir chez tous les hommes sans qu'elles soient pour autant une seule et même chose. Mais Kropotkine avait un esprit éminemment systématique et voulait tout expliquer par un même principe et tout réduire à l'unité, et il le faisait souvent, à mon avis, aux dépens de la logique. C'est pour cela qu'il appuyait ses aspirations sociales sur la science ; qui n'étaient, selon lui, que des déductions rigoureusement scientifiques.

Je n'ai aucune compétence spéciale pour juger Kropotkine en tant que scientifique. Je sais que dans sa jeunesse, il avait rendu des services remarquables à la géographie et à la géologie, j'apprécie la grande valeur de son livre sur *L'entraide* et je suis convaincu qu'il aurait pu, avec sa vaste culture et sa haute intelligence, donner une plus grande contribution aux progrès de la science si son attention et son activité n'avaient pas été absorbées par la lutte sociale. Cependant, il me semble qu'il lui manquait quelque chose pour être un vrai scientifique : la capacité d'oublier ses désirs, ses préjugés, pour observer les faits avec une impassible objectivité. Il me semblait plutôt ce que je préférerais appeler un « poète de la science ». Kropotkine aurait pu, par des intuitions géniales, entrevoir de nouvelles vérités, mais elles auraient dû être vérifiées par d'autres personnes qui, avec moins de génie, sinon aucun, disposeraient de ce qu'on appelle l'« esprit scientifique ». Kropotkine était trop passionné pour être un observateur méticuleux.

Habituellement, il élaborait une hypothèse, puis il cherchait tous les faits pouvant la justifier. Cette méthode peut être bonne pour découvrir de nouveaux aspects, mais il lui arrivait, sans qu'il le veuille, de ne pas voir les faits qui contredisaient son hypothèse<sup>3</sup>. Il ne savait pas se décider à admettre un fait et, même à en tenir compte, s'il ne pouvait pas l'expliquer auparavant, c'est-à-dire le faire entrer dans son système.

Je vais donner comme exemple un fait que j'ai suscité.

Lorsque, entre 1885 et 1889, j'étais dans la pampa argentine, j'ai lu par hasard un texte sur les expériences d'hypnose de l'école de Nancy. Je n'en avais jamais entendu parler et ce sujet m'a alors beaucoup intéressé, mais je n'avais pas d'autres informations. Après mon retour en Europe, j'ai vu Kropotkine à Londres et je lui ai demandé s'il pouvait me donner des renseignements à ce sujet. Kropotkine me répondit avec assurance qu'il ne fallait pas y croire, que tout était une imposture ou le produit d'hallucinations. Quelque temps plus tard, je le revis et la conversation aborda le sujet de l'hypnotisme. J'ai constaté, à ma grande surprise, qu'il avait complètement changé d'avis. Les phénomènes hypnotiques étaient devenus un aspect intéressant et digne d'étude. Que s'était-il passé ? Avait-il appris des faits nouveaux ou bien avait-il des preuves convaincantes des faits qu'il refusait auparavant ? Pas du tout : il avait lu simplement, dans un livre de je ne sais quel physiologiste allemand, une théorie sur les rapports entre les deux hémisphères cérébraux, ce qui pouvait servir, tant bien que mal, à expliquer les phénomènes en question.

Si son état d'esprit lui faisait combiner les éléments à sa façon sur des questions de sciences pures, sur lesquelles il n'y a pas de raison pour que la passion trouble l'intellect, il est facile de prévoir ce qui se produisait pour des questions en rapport profond avec ses plus grands désirs et ses espoirs les plus chers. Kropotkine était adepte de la philosophie matérialiste, qui prédominait chez les scientifiques de la seconde moitié du XIXe siècle, comme Moleschott, Buchner, Vogt<sup>4</sup>, etc. Et sa conception de l'Univers était donc rigoureusement mécaniste.

Suivant son système, la volonté-puissance créatrice (dont nous ne pouvons pas comprendre la nature et l'origine, comme d'ailleurs nous ne comprenons pas la nature et l'origine de la matière et de tous les autres « principes premiers »), cette volonté, donc, qui contribue, peu ou beaucoup, à déterminer la conduite des individus et des sociétés, n'existait pas, ai-je dit, et n'était qu'une illusion. Tout ce qui a été, est et sera, des cours des astres à la naissance et la décadence d'une civilisation, du parfum d'une rose au sourire d'une mère, d'un séisme à la pensée de Newton, de la cruauté d'un tyran à la bonté d'un saint, tout devait, doit et devra avoir lieu selon une succession fatale de causes et d'effets de nature mécanique, qui ne laissent aucune possibilité de variation. L'illusion de la volonté ne saurait être à son tour qu'un fait mécanique.

Naturellement, logiquement, si la volonté n'a aucune puissance, si tout est nécessaire et ne peut être autrement, les idées de liberté, de justice et de responsabilité n'ont aucune signification, ne correspondent à rien de réel. Suivant la logique, on ne pourrait contempler que ce qui se passe dans le monde avec indifférence, plaisir ou douleur, selon sa propre sensibilité, mais sans espoir et sans possibilité de ne rien y changer.

Kropotkine, donc, qui était très sévère envers le fatalisme des marxistes, tombait ensuite dans un fatalisme mécanique qui paraît bien plus paralysant.

Mais la philosophie ne pouvait pas étouffer la puissante volonté qui existait chez Kropotkine. Il était trop convaincu de la nécessité de son système pour y renoncer ou pour supporter calmement qu'on le mette en doute. Mais il était trop passionné, trop en quête de liberté et de justice pour se laisser arrêter par la difficulté posée par une contradiction logique et renoncer au combat. Il dépassait ce seuil en incluant l'anarchie dans son système et en en faisant une vérité scientifique. Il renforçait sa conviction en soutenant que toutes les découvertes récentes dans toutes les sciences, de l'astronomie à la biologie et à la sociologie, tendaient toujours plus à démontrer que l'anarchie est la façon de s'organiser socialement, imposée par les lois de la société.

On pouvait lui objecter que, en dépit des conclusions qu'on pourrait tirer de la science contemporaine, dans le cas où de nouvelles découvertes viendraient à détruire les croyances scientifiques actuelles, Kropotkine continuerait sûrement à être anarchiste malgré la science, comme il l'était malgré la logique. Mais Kropotkine

---

<sup>3</sup> André Prudhommeaux a remplacé, dans cette phrase, le second élément « mais il lui arrivait, sans qu'il le veuille, de ne pas voir les faits qui contredisaient son hypothèse » par « mais qui ne saurait suffire pour faire œuvre de vérité ».

<sup>4</sup> Seul Louis Buchner est cité par Kropotkine. Et il est critiqué, dans *L'entraide* (« je n'en peux accepter la pensée dominante [l'amour] »). Par contre, Kropotkine cite Moleschott et aussi des savants plus connus : Darwin, Claude Bernard, Spencer, Berthelot, etc.

n'aurait pas pu admettre la possibilité d'un conflit entre la science et ses inspirations sociales et il aurait imaginé un moyen, logique ou pas, pour concilier sa philosophie mécaniste avec son anarchisme.

Ainsi après avoir dit : « L'anarchie est une conception de l'univers basée sur l'interprétation *mécanique* des phénomènes, qui embrasse toute la nature, [...] y compris la vie des sociétés humaines [et leurs problèmes économiques, politiques et moraux]<sup>5</sup> » – je dois avouer que je n'ai jamais réussi à comprendre ce que cela peut vouloir dire –, Kropotkine oubliait, comme si cela n'avait aucune importance, sa conception mécaniste, et se lançait dans la lutte avec l'énergie, l'enthousiasme et la confiance de celui qui croit à l'efficacité de sa volonté et qui espère pouvoir, par son activité, obtenir ou contribuer à obtenir ce qu'il désire.

En réalité, l'anarchisme et le communisme de Kropotkine, avant d'être une question de raisonnement, étaient le résultat de sa sensibilité. Chez lui, le cœur parlait d'abord et le raisonnement venait ensuite pour justifier et renforcer les impulsions premières. Le fondement de son caractère était l'amour pour les hommes, la sympathie pour les pauvres et les opprimés. Il souffrait vraiment à cause des malheurs d'autrui et de l'injustice, même s'il vivait comme un privilégié, et cela lui était insupportable.

À l'époque où je le fréquentais à Londres, il gagnait sa vie en collaborant à des revues et à des publications scientifiques. Il vivait dans des conditions relativement aisées, mais il sentait une sorte de remords de jouir d'une position meilleure que celle de la plupart des travailleurs manuels et il paraissait toujours vouloir s'excuser de ses petites commodités. Il disait souvent, en parlant de lui-même et de ceux qui étaient comme lui : « Si nous avons pu nous instruire et développer nos facultés, si nous avons accès aux plaisirs intellectuels et si nous vivons dans des conditions matérielles pas trop mauvaises, c'est parce que nous avons profité, par le hasard de notre naissance, de l'exploitation que subissent les travailleurs. Pour nous, donc, la lutte pour l'émancipation des travailleurs est un devoir, une dette sacrée que nous devons payer. » Par amour de la justice et pour en quelque sorte expier les privilèges dont il avait joui, il renonça à sa position, négligea les études qu'il aimait pour se consacrer à l'éducation des ouvriers de Saint-Petersbourg et au combat contre le despotisme des tzars. Poussé par les mêmes sentiments, il avait adhéré à l'Internationale et accepté les idées anarchistes. Enfin, parmi les diverses façons de concevoir l'anarchie, il avait choisi et avait fait sien le programme communiste-anarchiste qui, se basant sur la solidarité et l'amour, dépasse la justice même<sup>6</sup>.

Mais, naturellement, comme c'était prévisible, sa philosophie n'était pas sans influencer sa façon de concevoir le futur et la lutte à mener pour y arriver.

Kropotkine repoussait de tout son cœur l'impossibilité du communisme et faisait de l'avènement fatal du communisme un article de foi. Cela lui enlevait toute ombre de doute ; cela cachait toute apparence de difficulté. Le monde bourgeois devait *fatalement* couler ; il était déjà en dissolution et l'action révolutionnaire ne servait qu'à en accélérer la chute<sup>7</sup>.

Comme, suivant sa philosophie, ce qui a lieu doit nécessairement avoir lieu, de même l'anarcho-communisme qu'il désirait devait fatalement triompher comme une loi de la nature. Cela écartait tout doute et dissimulait toute difficulté. Le monde bourgeois devait fatalement s'écrouler ; il se dissolvait déjà et l'action révolutionnaire ne servait qu'à accélérer sa chute. Sa grande influence comme propagandiste, outre son talent, venait du fait qu'il démontrait cette idée comme tellement inévitable que l'enthousiasme se communiquait aussitôt chez tous ceux qui l'écoutaient ou le lisaient. Les difficultés morales disparaissaient, car il attribuait au « peuple », à la masse des travailleurs, toutes les vertus et toutes les capacités. Il exaltait, avec raison, l'influence moralisatrice du travail, mais ne voyait pas assez les effets déprimants et corrupteurs de la misère et de la soumission. Il pensait qu'il suffirait d'abolir les privilèges des capitalistes et le pouvoir des gouvernants pour que tous les hommes

<sup>5</sup> Formule que donne Kropotkine dans *La science moderne et l'anarchie*, 2e éd., Paris, P.-V. Stock, coll. « Bibliothèque sociologique », 1913.

<sup>6</sup> Entre les deux paragraphes terminant par « justice même » et commençant par « Kropotkine repoussait », le traducteur André Prudhommeaux attribue ce qui suit à Malatesta : « Or, joignant l'humilité à la vertu – et presque à la sainteté –, Kropotkine se cachait à lui-même ce que sa conduite avait d'héroïque en s'imposant une doctrine d'irresponsabilité absolue. C'était là un sacrifice de plus, mais bien plus dangereux qu'utile. Car, naturellement, et comme il était à prévoir, sa philosophie d'irresponsabilité ne restait pas sans influence sur sa façon de concevoir l'avenir anarchiste, et de mener la lutte quotidienne du révolutionnaire. Puisque, selon sa philosophie, tout ce qui arrive doit nécessairement arriver, il pensait que le communisme anarchiste, tel qu'il le désirait, devait aussi triompher fatalement. Car de deux choses l'une : ou bien le communisme anarchiste était *impossible*, ou bien il était inévitable – et cela, en tant que *loi de la nature*. » Sur le sens de « dépasse la justice même », voir la réflexion sur la justice dans l'article sur les Élections en Espagne.

<sup>7</sup> Autre phrase rajoutée : « Souhaiter et croire, croire et souhaiter ne sont qu'une même chose pour des esprits comme le sien. »

commencent aussitôt à s'aimer comme des frères et à se charger des intérêts des autres comme s'ils étaient les leurs.

De même, il ne voyait pas les difficultés matérielles ou il les écartait facilement. Il avait accepté l'idée, commune alors chez les anarchistes, que les produits accumulés de la terre et de l'industrie étaient tellement abondants que, pendant longtemps, il ne serait pas nécessaire de s'occuper de la production. Et il disait toujours que le problème immédiat était celui de la consommation et que, pour faire triompher la révolution, il fallait satisfaire tout de suite et largement les besoins de tous, que la production suivrait le rythme de la consommation<sup>8</sup>. D'où l'idée de la « prise au tas » qu'il mit à la mode<sup>9</sup> et qui est la façon la plus simple de concevoir le communisme et la plus apte à plaire aux foules, mais c'est aussi la plus primitive et la plus réellement utopiste.

Et quand on lui fit remarquer que cette accumulation de produits ne pouvait pas exister parce que normalement les propriétaires ne font produire que ce qu'ils peuvent vendre en faisant des bénéfices et que peut-être, au début de la révolution, il faudrait organiser le rationnement et impulser la production intensive plutôt que prendre dans un tas qui n'existerait pas, il se mit à étudier directement la question et il arriva à la conclusion que, en effet, l'abondance n'existait pas et que dans certains pays les gens étaient constamment menacés par la famine. Mais il récupérait son idée de départ en pensant aux grandes possibilités de l'agriculture aidée par la science. Il prit l'exemple des résultats obtenus par certains agriculteurs et des agronomes connaissant ces étendues limitées, et il en tira les conséquences les plus encourageantes, sans penser aux obstacles qui surgiraient, causés par l'ignorance et l'aversion des paysans vis-à-vis des nouveautés, ni non plus au temps qu'il faudrait pour généraliser les nouveaux moyens de culture et de distribution.

Comme toujours, Kropotkine voyait les choses telles qu'il aurait voulu qu'elles soient et comme nous tous espérons les voir un jour. Il considérait comme existant déjà ou immédiatement réalisable ce qui doit être conquis par de longs et douloureux efforts.

Dans le fond, Kropotkine concevait la Nature comme une espèce de Providence grâce à laquelle l'harmonie devait régner partout, y compris dans les sociétés humaines.

C'est à cause de cela que beaucoup d'anarchistes ont répété cette phrase typiquement kropotkinienne : *l'anarchie est l'ordre naturel*.

On pourrait se demander, je pense, comment il se fait que la Nature, s'il est vrai que sa loi est l'harmonie, ait attendu que viennent au monde les anarchistes et qu'elle attende encore qu'ils triomphent pour détruire les terribles et meurtrières dissonances dont les hommes ont toujours souffert ?

Ne serait-on pas plus proche de la réalité en disant que l'anarchie est la lutte, dans les sociétés humaines, contre les dissonances de la Nature ?

J'ai insisté sur deux erreurs commises, à mon avis, par Kropotkine : son fatalisme comme théorie et son optimisme excessif, car je crois avoir constaté les mauvais effets qu'elles ont entraînés dans notre mouvement.

Il y a eu des camarades pour prendre au sérieux la théorie fataliste – qu'ils appelaient déterminisme, par euphémisme – et perdre, par conséquent, tout esprit révolutionnaire. La révolution, disaient-ils, ne se fait pas, elle viendra quand son moment sera là, et il est inutile, antiscientifique et même ridicule de vouloir la faire. Et munis de ces bonnes raisons, ils s'éloignèrent du mouvement et s'occupèrent de leurs affaires<sup>10</sup>. Mais ce serait une erreur de croire qu'il s'agissait là d'une excuse commode pour se retirer de la lutte. J'ai connu plusieurs camarades au tempérament ardent, prêts à faire face au danger, qui se sont exposés à de grands périls et ont sacrifié leur liberté et même leur vie au nom de l'anarchie, tout en étant convaincus de l'inutilité de leur action. Ils l'ont fait par dégoût de la société actuelle, par vengeance, par désespoir, par amour du beau geste, mais sans croire que tout cela puisse rendre service à la cause de la révolution et, par conséquent, sans choisir ni la cible ni le moment. Ils ne cherchaient pas à coordonner leurs actions avec celles des autres. D'un autre côté, ceux qui, sans s'occuper de philosophie, ont bien voulu œuvrer pour rapprocher le moment de la révolution et la faire ont cru que la chose était bien plus facile que ce qu'elle était en réalité. Ils n'ont pas prévu les difficultés ni la

---

<sup>8</sup> La fin de la phrase de la traduction-perversion citée est : « les besoins de tous et que l'effort des bras suivrait, de lui-même, le rythme des mâchoires ».

<sup>9</sup> La suite devient : « et qui est une façon outrageusement simpliste de concevoir le communisme ».

<sup>10</sup> Phrase inventée par Prudhommeaux : « Il n'y a là qu'un des multiples malentendus que j'ai combattus toute ma vie. »

préparation nécessaire, et ils ont été impuissants le jour où il y avait peut-être la possibilité de faire quelque chose de pratique.

Espérons que les erreurs du passé servent de leçon pour mieux préparer l'avenir.

J'ai fini.

Je ne crois pas que mes critiques puissent diminuer la figure de Kropotkine qui reste, malgré tout, une des gloires les plus pures de notre mouvement.

Ces critiques serviront, si elles sont justes, à montrer qu'aucun homme n'est exempt d'erreurs, même s'il a la haute intelligence et le cœur héroïque d'un Kropotkine.

De toute façon, les anarchistes trouveront toujours dans ses écrits un trésor d'idées fécondes et dans son existence un exemple et un encouragement dans la lutte pour le bien.

## Sur l'émigration

JE NE VEUX PAS abandonner l'Italie où, en dépit de l'apparente liberté qu'on me concède, je suis prisonnier comme dans une cellule ou une tombe. Tous mes mouvements sont surveillés ; les flics ne me lâchent pas une seconde ; ma correspondance est censurée. Si je reçois une visite, si quelqu'un dans la rue m'adresse la parole ou me salue, si je vais voir un ami... les enquêtes et les rapports [de police] arrivent immédiatement et compromettent souvent les personnes que je fréquente.

C'est une situation intolérable et j'en souffre trop.

Il se pourrait qu'en France j'aie la possibilité de faire un travail utile avec toi et nos camarades et les réfugiés italiens, très nombreux à Paris.

Comme tu le dis, je pourrais utiliser pour la propagande, le besoin d'activité qui me torture.

Cependant, je ne veux pas m'éloigner de Rome. Mussolini n'est pas immortel. Le régime abominable que la dictature fasciste impose à l'Italie ne peut durer longtemps. Le jour viendra, et rapidement peut-être, où ce régime odieux s'écroulera. Eh bien ! je veux être ici. Presque tous nos amis sont emprisonnés ou émigrés. Quand le fascisme disparaîtra, ils rentreront en masse avec d'autant plus d'ardeur pour combattre qu'ils en auront été éloignés, malgré eux. Mais ils ne connaîtront pas assez bien la situation, ils seront peu ou mal informés sur le cours des événements, sur la mentalité des masses populaires, sur les centres d'agitation antifascistes et sur les possibilités d'action révolutionnaires. Et ils auront nécessairement des hésitations, des manques d'audace, des excès de témérité, ils feront des erreurs tactiques qui pourront être fatales au mouvement révolutionnaire.

Eh bien ! moi je serai ici. Je sais bien qu'il n'y a pas d'hommes indispensables, mais dans des circonstances déterminées, il y en a de très utiles. J'espère que, une fois abattus le joug dictatorial et le virus fasciste, le jour où le prolétariat d'Italie retournera à l'esprit de révolte et au sens de la liberté, ce jour-là ma présence et ma longue expérience ne seront pas inutiles.

Tu peux comprendre maintenant pour quelles raisons, et malgré la tristesse que j'en ressens, je refuse d'abandonner le poste de surveillance aujourd'hui et de combat demain que les événements m'ont assigné.

Lettre à Gigi Damiani de 1926, publication posthume dans *L'Adunata dei refrattari*, 28 août 1932.

# Sur les élections et l'Espagne en 1931 et la justice

JE COMMENCE À RECEVOIR quelques journaux espagnols et j'ai envie de me rendre sur place, mais hélas ! ça ne suffit pas pour m'en donner la possibilité.

À propos de tes remarques sur le fait que la chute de la monarchie espagnole a été déterminée par une participation électorale, je te dirai qu'il est vrai que cela va donner un certain crédit à la lutte électorale et sera sûrement utilisé par les [anarchistes] électionnistes dans leur propagande et d'éventuelles discussions avec nous, mais cela n'infirme pas notre thèse, si les faits et les théories sont exposés et compris comme il faut.

En réalité, les élections que nous combattons, c'est-à-dire celles qui servent à nommer des gouvernants, ou qui tendent, pendant un certain temps, à discréditer et à paralyser l'action directe des masses, ne sont pas comparables au fait espagnol. Les élections municipales espagnoles ont été l'explosion du sentiment antiroyaliste de la population, qui a profité de la première occasion qui s'est présentée. Les gens se sont précipités pour voter comme ils se seraient précipités pour manifester s'ils n'avaient pas eu peur des fusils de la *guardia civil*.

Cela ne veut pas dire que les urnes ont décidé de la situation, puisque si le roi ne s'était pas senti abandonné par les classes dirigeantes et s'il avait été sûr de l'armée, il se serait bien moqué des élections et aurait remis les choses en place avec force menottes et un bon massacre<sup>1</sup>.

Évidemment, il aurait été préférable que la monarchie tombe autrement, à la suite par exemple d'une grève générale ou d'une insurrection armée, car le fait que le mouvement [populaire] est issu d'une forme électorale influe négativement sur sa nature et sur ses développements futurs probables. Mais, en somme, il vaut mieux ça que rien. Nous pouvons regretter qu'il n'y ait pas eu de forces suffisantes pour faire triompher nos méthodes, mais nous devons nous réjouir de ce que les gens cherchent, d'une manière ou d'une autre, à conquérir une plus grande liberté et une plus grande justice.

Tu te rappelles quand Cipriani fut élu député à Milan ? Des camarades furent scandalisés parce que je me réjouissais, après avoir prêché l'abstention, des résultats des élections. Je disais, et je dis encore que puisqu'il y a des gens qui, sourds à notre propagande, vont voter, c'est une consolation de voir qu'ils votent pour un Cipriani plutôt que pour un monarchiste ou un clérical. Et cela non à cause des effets concrets que cela peut avoir, mais vu les sentiments que cela montre.

Cette histoire d'élections a toujours été un fichu problème chez nous, parce que beaucoup de camarades accordent trop d'importance au fait matériel du vote, sans en comprendre la véritable nature.

Par exemple, une municipalité de Londres distribuait des formulaires pour demander aux habitants du quartier s'ils voulaient ou non une bibliothèque publique. Tu me croiras si tu veux, mais il y a eu des anarchistes qui, tout en voulant la bibliothèque, n'ont pas voulu répondre « oui », parce que répondre c'était voter.

Et n'y en avait-il pas, du moins à mon époque, à Paris et à Londres, des camarades qui trouvaient anti-anarchiste de lever la main pour approuver un ordre du jour qui exprimait leurs idées ? Ils applaudissaient les orateurs qui défendaient une résolution, mais après ils refusaient de montrer leur approbation en levant la main ou par un « oui », parce que les anarchistes ne votent pas.

Pour en revenir à l'Espagne, la question, naturellement, se pose de façon différente pour les élections aux *Cortes constituyentes*. Il s'agit là véritablement d'un corps législatif que les anarchistes ne doivent pas reconnaître et auquel ils ne doivent pas participer. Évidemment, s'il doit y avoir une assemblée constituante, il vaut mieux

---

<sup>1</sup> En fait, le roi a refusé le soutien de l'armée pour laisser la crise mondiale discréditer la République et permettre à la droite de reprendre légalement le pouvoir. Cette tactique a failli réussir, et le putsch militaire et clérical des 17 et 18 juillet 1936 a tenté de revenir en arrière. Les masses et les syndicalistes, malgré l'ineptie des républicains, ont en partie vaincu les factieux, comme Malatesta le sentait.



qu'elle soit républicaine ou fédéraliste que royaliste et centraliste. Mais le but des anarchistes reste celui de montrer au peuple qu'il peut et doit organiser lui-même la nouvelle vie et ne pas se soumettre à la loi. Je crois qu'on peut obliger l'assemblée constituante, plus fortement en n'y étant pas plutôt qu'en son sein, à être le moins réactionnaire possible et à empêcher qu'elle étrangle la révolution du dedans.

Je chercherais à opposer à l'assemblée constituante des congrès permanents (locaux, provinciaux, régionaux, nationaux) ouverts à tous, qui discuteraient, en s'appuyant sur les organisations ouvrières, toutes les questions qui intéressent la population, prendraient toutes les initiatives nécessaires (expropriation, organisation de la production, etc.), établiraient des liaisons volontaires entre les différentes localités et corporations, conseilleraient, stimuleraient, etc.

Mais il vaut mieux s'arrêter là. Quand tu recevras ma lettre, la situation aura sans doute changé ; et de même, quand j'aurai ta réponse.

Passons à autre chose. Tu me dis que tu ne comprends pas dans mon article sur Kropotkine le sens de la phrase : « Le programme anarchiste qui, se fondant sur la solidarité et l'amour, va au-delà de la justice elle-même. » À ton avis, « le communisme anarchiste ne va pas au-delà, mais vers une justice toujours plus juste, supérieure ».

Évidemment, sur un tel problème, tout désaccord entre nous ne peut provenir que d'une question de mots. Cependant, permets-moi de t'expliquer comment je comprends la justice.

À proprement parler, la justice veut dire donner aux autres l'équivalent de ce qu'on te donne. C'est l'*échange*\* égal de Proudhon, la réciprocité, la proportion et, par conséquent, cela implique le calcul, la mesure. Son symbole est la balance : « Une justice toujours plus juste. » Cela me fait penser à une ligne droite toujours plus droite ou à un cercle toujours plus rond [revenir à la note 5 de l'article sur Kropotkine (qui renvoyait ici concernant la justice)].

L'amour, au contraire, peut et veut donner toujours plus, sans compter, sans calculer. En économie, donner à chacun selon son travail est juste ; donner à chacun selon ses besoins serait mieux que la justice.

Dans une société idéalement juste, il faudrait avoir la mesure exacte des mérites de chacun ; il faudrait calculer l'utilité qu'une personne donne aux autres pour mesurer la somme de biens qu'il a le droit de recevoir.

Tolstoï dit quelque part : « Si vous ne pouvez faire aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fasse, ne faites pas, du moins, aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fasse. » Ce qu'on pourrait traduire ainsi : si vous ne pouvez pas être bons, soyez au moins justes. Ne pas faire aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fasse, c'est la justice ; se conduire envers les autres comme on voudrait qu'ils le fassent avec nous (du mieux possible), c'est ce que les chrétiens appellent la « charité » et que nous appelons la « solidarité » ; bref, c'est l'amour.

J'ai été une fois sur le point d'écrire un article sur « L'idée de justice comme cause des déséquilibres sociaux ». Le titre peut sembler paradoxal, mais je crois que les faits l'auraient assez justifié.

Il me semble qu'il y a deux sentiments opposés dans l'âme humaine : la sympathie, l'amour envers ses semblables, qui est toujours facteur de bien, et la justice, qui est la cause continuelle de luttes ; car chacun trouve juste ce qui lui convient le mieux.

Celui qui possède la terre trouve juste que celui qui veut la travailler lui paie des impôts. Le conquérant, qui a eu la force et l'habileté de vaincre, trouve juste de dominer le peuple conquis. L'individualiste (l'homme supérieur) trouve juste que les autres lui soient soumis, puisqu'il les domine. Le communiste autoritaire et le fasciste diront que, vu que l'individu est un produit social, il est juste qu'il soit soumis à la société, donc à l'État qui prétend la représenter. L'inventeur... Mais à quoi bon m'étendre ? Un anthropophage aussi doit sentir dans sa conscience trouble qu'il est juste de tuer et de manger le vaincu, car celui-ci l'aurait mangé.

Je pense que je t'ai assez ennuyé. Tu as compris ce que je voulais dire dans la phrase qui ne t'a pas plu.

Lettre à Luigi Fabbri, Rome, 18 mai 1931 ; publication posthume dans *Studi Sociali*, Buenos Aires / Montevideo, 30 septembre 1932.

# Sur l'Espagne

QUANT À la correspondance sur l'Espagne, je crois également que les camarades [anarchistes espagnols] ne se rendent pas bien compte de ce que font les gouvernements de Madrid et Barcelone qui, comme tous les gouvernements, cherchent avant tout à consolider leur pouvoir en s'appuyant sur d'anciens et de nouveaux privilèges. Étant issus d'un mouvement populaire, ils doivent se montrer plus libéraux que le régime précédent, mais, fatalement, pour préserver leur existence et par instinct de commandement, ils font tout leur possible pour faire obstacle au développement de la révolution.

À mon avis, il faudrait profiter des premiers temps, lorsque le gouvernement est faible et désorganisé, pour arracher le plus possible à l'État et au capitalisme. Par la suite, l'assemblée constituante et le pouvoir exécutif chercheront à reprendre au peuple les avantages obtenus, et ils ne respecteront que les conquêtes populaires qu'ils trouveront trop dangereuses à attaquer.

Je trouve vraiment trop exagérément optimiste de dire que la « liberté politique n'est limitée par aucune autorité », lorsqu'on sait que la garde civile (qui correspond à nos *carabinieri*) est conservée et que nous lisons que dans toute l'Espagne, de Séville à San Sebastien, elle tire sur la foule et proclame l'état de siège. Le fait d'avoir permis une assemblée dans un grand théâtre de Barcelone prouve uniquement que le gouvernement ne l'a pas jugée dangereuse, ou ne s'est pas senti assez fort pour l'empêcher.

Le but des révolutionnaires devrait être de profiter de la faiblesse actuelle du gouvernement pour lui imposer la dissolution des corps de police et l'armement général de la population, la démolition de la forteresse de Montjuïc<sup>1</sup>, etc.

Je ne suis pas non plus d'accord avec les camarades du bureau libertaire de correspondance, qui pensent que de notre point de vue et pour nos objectifs, la situation est plus favorable en Catalogne que dans les autres parties de l'Espagne.

Le prolétariat catalan, comme j'ai pu le voir les deux fois où j'ai été dans le pays, est le prolétariat le plus conscient, le plus sérieux et le plus avancé du monde. Je place donc en lui les plus grands espoirs, mais il me semble que si, en Catalogne, on peut faire sans doute plus facilement qu'ailleurs une révolution politique radicale, il y a par contre de plus grandes difficultés pour obtenir l'émancipation économique, sans laquelle les libertés politiques finissent par ne plus compter et disparaître. Et je crois que la difficulté vient précisément du grand développement industriel de la région.

À cause de l'industrie, la masse des ouvriers catalans se trouve liée à la bourgeoisie par une certaine solidarité d'intérêts. Si l'exportation cesse, si le commerce est désorganisé (ce qui adviendrait en cas de révolution économique), l'ouvrier de Barcelone se retrouve au chômage et en situation de pauvreté. Donc, une révolution économique ne pourrait se faire qu'à grande échelle, lorsque le prolétariat des villes et des campagnes de nombreuses régions d'Espagne agira ensemble. S'ils sont énergiques et unis, les ouvriers catalans pourraient, à mon avis, contraindre dès maintenant les patrons à donner du travail à tous (c'est-à-dire partager le travail disponible entre tous les ouvriers), et à payer des salaires suffisants pour une vie décente. Ils ne pourraient supprimer complètement les patrons, qui détiennent non seulement les instruments de travail, qu'on peut leur prendre facilement, mais aussi l'organisation des échanges avec les autres régions d'Espagne et de l'étranger, ce qui est plus difficile à remplacer d'un jour à l'autre.

En revanche, dans les autres régions, particulièrement au sud, en Andalousie, la situation me semble plus favorable. La masse vit des produits agricoles et vit mal parce que la plus grande partie des denrées est exportée

---

<sup>1</sup> Le fort militaire de Montjuïc à Barcelone a été, aux XIXe et XXe siècles, un lieu de torture, d'emprisonnement et d'exécution de libertaires (Francisco Ferrer Guardia) et d'antimonarchistes, puis de fascistes (ou prétendus tels) entre 1936 et 1938 ; et enfin d'antifascistes (Lluís Companys), sous le franquisme jusqu'aux années 1960.

par les propriétaires, en outre de grandes superficies ne sont pas cultivées. Les travailleurs andalous, qui ont un esprit rebelle et qui aspirent depuis des siècles à posséder la terre, pourraient occuper les parties en friche et les cultiver pour leur compte ; en même temps, ils empêcheraient les propriétaires des terres cultivables d'exporter leurs productions. Ce serait l'expropriation pure et simple, et il n'y aurait qu'à résister aux tentatives de répression militaire, qui seraient impuissantes face à un mouvement d'une certaine ampleur.

Mais je parle de loin et je peux me tromper facilement. De toute façon, il me semble que la situation espagnole présente une infinité de possibilités et fait espérer que le mouvement pourra se développer et aboutir à une véritable révolution sociale.

Je ne sais combien je paierais pour pouvoir aller en Espagne et je rage dans mon impuissance. Je suis toujours sous les yeux des flics et je ne peux faire un pas sans les avoir sur les talons.

Nettlau<sup>2</sup> m'écrit : « Les choses sont ce qu'elles sont ; mieux vaut cela que rien. » Je comprends sa position : il subit les inconvénients de sa notoriété. Tu arrives dans un pays et tu te trouves aussitôt au milieu de gens qui te font fête, qui t'entourent, te comblent de gentilleses, te présentent la situation à leur manière... et tu finis par ne plus avoir la liberté d'observer, de juger et d'agir comme tu le voudrais. Il faut avoir un caractère hargneux et critique, mais Nettlau est plutôt un homme d'étude et de cabinet. De plus, je crois qu'il parle mal l'espagnol.

Excusez le bavardage et recevez mes salutations.

Lettre du 9 juin 1931, publiée par *L'Adunata dei refrattari*, New York.

---

<sup>2</sup> Max Nettlau (1865-1944), grand érudit et éminent historien libertaire, spécialiste de Michel Bakounine, Élisée Reclus, Errico Malatesta, etc.

## Sur l'Espagne et le syndicalisme

SELON CE QUE JE SAIS des événements espagnols, il me semble que ça va très mal. Je ne voudrais pas qu'il y ait une nouvelle période de réaction féroce.

Je trouve que la faute vient principalement des syndicalistes, dont la majorité se dit et se croit anarchiste, qui pensent servir de bonne foi la cause anarchiste.

En Italie, la faute revint principalement à la CGIL, qui était réformiste et était donc logique dans sa conduite. En Espagne, les nôtres sont les plus forts, mais...

Le fait est, je crois, que les organisations ouvrières, révolutionnaires, lorsqu'elles sont faibles et à mesure qu'elles gagnent en militants, se bureaucratisent et deviennent conservatrices, égoïstes, politiquement parlant. Cela aurait peut-être été le sort de l'USI si elle avait été la plus nombreuse.

Cependant, l'organisation ouvrière, quand on peut la structurer, est le meilleur moyen, sans doute le seul, de réunir assez de masse pour une action décisive.

Le problème est de profiter des avantages de l'organisation, et d'en éviter les inconvénients et les dangers. C'est un problème complexe.

Lettre à Gigi Damiani, 17 octobre 1931.

## Sur lui-même et l'Espagne

ICI ÇA VA DE PIRE EN PIRE. Presque tous ceux qui étaient revenus et avaient fini leur temps d'interdiction de séjour ont été arrêtés au bout de quelques jours et, après quelques semaines de prison, ont été renvoyés dans les îles pour un nouvel internement. Certains n'ont même pas été relâchés : de l'internement à la prison et de la prison à l'internement.

Je suis plus isolé que jamais. J'ai beaucoup de difficultés à voir quelqu'un de loin en loin. Le peu, fort peu, que je sais, je l'apprends par des journaux ou des extraits que je trouve et que je reçois dans les lettres, qui, comme tu le sais du reste, sont très surveillées et contrôlées. Il arrive parfois que je sache ce qui se passe en Amérique ou en Australie, mais j'ignore ce qu'il y a à cinq cents mètres de chez moi.

J'ai passé deux mois sans presque rien savoir sur l'Espagne. C'est seulement depuis quelques jours que je commence à recevoir des journaux d'Espagne et que je comprends ce qui s'est passé ces derniers temps. Quel dommage ! Quelle situation loupée ! Mais on peut peut-être encore espérer.

Je suis si mal et presque incomplètement informé que je n'ose pas exprimer une opinion claire sur la conduite des camarades espagnols : ce sont eux qui sont sur place, qui ont la responsabilité morale et matérielle et c'est donc à eux de décider. Cependant, il me semble pouvoir dire que les anarchistes et les syndicalistes espagnols n'ont pas su profiter de l'occasion qu'offraient la révolution du 14 avril<sup>1</sup> et l'enthousiasme populaire qui s'ensuivit. Selon moi, ce fut une très grande erreur que d'avoir fait des grèves pour des améliorations économiques limitées, comme dans une situation calme. C'était le moment de la lutte « politique », pas évidemment dans le sens où les camarades espagnols prennent le mot, mais dans le sens de lutte pour le pouvoir politique. Il fallait s'armer, exiger la dissolution de la garde civile et des autres corps de police, obliger les patrons (si pour le moment on ne pouvait les supprimer) à donner du travail à tous les chômeurs, etc. De toute façon, désertier les urnes et rester sur une position d'hostilité déclarée au gouvernement de Madrid et de la Généralité<sup>2</sup> de Catalogne. Comme il aurait été beau, au moins comme acte symbolique, de démolir la forteresse de Montjuïc.

J'ai finalement pu voir l'article de Nettlau dont m'avaient parlé Virgilia et d'autres, ainsi que la réponse de M. Sartin, que je trouve très bonne. Il paraît incroyable que Nettlau, homme posé et informé entre tous, ait pu se fourvoyer par enthousiasme au point de croire possible et utile une collaboration entre les anarchistes (espagnols) et un gouvernement quelconque, pour faire durer un état de liberté relative qui permet la propagande et l'organisation des forces révolutionnaires. Il a oublié ce qu'en tant qu'historien, il doit mieux connaître que les autres, à savoir que celui qui s'empare du pouvoir, même nos révisionnistes, fait l'impossible pour restreindre et supprimer toute liberté, et ne peut être freiné et arrêté dans son œuvre liberticide que par la crainte ou la réalité d'une insurrection du peuple. Mais maintenant, Nettlau doit savoir ce qu'il faut penser des partis autoritaires espagnols, le colonel Macià<sup>3</sup> en tête qui, étant d'origine militaire, et catholique par-dessus le marché, ne pouvait donner des illusions qu'à ceux qui voulaient en avoir<sup>4</sup>.

As-tu reçu une lettre de Nettlau sur cette question ? Il m'a écrit plusieurs fois à propos de ses recherches historiques, mais il ne m'a jamais parlé de l'Espagne.

Je vois avec grand plaisir que nous sommes toujours plus d'accord sur le plan des idées. Sans doute, dans le fond, l'avons-nous toujours été, mais il me semble que maintenant c'est plus explicite. Je pense également que la

---

<sup>1</sup> Le 14 avril 1931 est la date de la victoire électorale. Voir « Sur les élections et l'Espagne en 1931 et la justice », p. 412.

<sup>2</sup> Nom traditionnel du gouvernement catalan.

<sup>3</sup> Francesc Macià (1859-1933), autonomiste catalan qui cherchait des alliés en Union soviétique et chez les anarcho-syndicalistes.

<sup>4</sup> Il doit s'agir d'un des rapprochements entre des anarcho-syndicalistes les nationalistes catalans, qui représentaient la bourgeoisie moyenne avec un courant réformiste et souvent très antisindical (Companys) et une tendance encore plus antisindical et promussolinienne (Dencàs).

franc-maçonnerie et la « démocratie » en général intriguent dans nos milieux, dans l'espoir que nous ne leur soyons pas trop hostiles le jour où le régime changera.

Tu voudrais que j'écrive là-dessus ; mais je ne peux pas parce que je ne suis pas assez informé et parce que je ne suis pas sûr de voir ce qu'on me répondra.

J'ai la tête pleine de projets, de visions de l'avenir et je suis torturé par l'impuissance où nous sommes. Et ce qui est pire, je commence à craindre que le temps et la force me manquent pour faire un peu de ce que je voudrais. Les années passent, le corps s'affaiblit, la santé vacille... et peut-être ne serai-je pas digne de l'affection que les camarades ont pour moi. Mais laissons aller. Le printemps arrive, ma santé sera meilleure, les idées lugubres que j'ai en tête en ce moment se dissiperont et je retrouverai mon optimisme habituel.

Lettre à Armando Borghi, 7 mars 1932.

# La mort de Malatesta

AUJOURD'HUI, le célèbre anarchiste Errico Malatesta est décédé à Rome. Je demande que la surveillance sur les éléments anarchistes et subversifs soit intensifiée, afin d'empêcher tout type de manifestation éventuelle. Je recommande la plus grande attention, étant donné que Malatesta avait beaucoup de partisans, qu'il était ici depuis plusieurs années et qu'il faisait une propagande efficace. Je demande à être informé dès qu'un incident aura lieu.

Commissaire de police Cibelli, d'Ancône, 22 juillet 1932.

---

[...] Il semblait mieux, le danger avait disparu, mais il dépérissait de plus en plus, on le voyait tous les jours, il était chaque fois plus abattu. Mais lui, il ne croyait pas mourir maintenant, et il eut une autre crise du côté droit qui l'étouffa. Pauvre Errico, comme il a souffert ! [...]

Dès la mort d'Errico, la police prit toutes les précautions pour ne pas le faire savoir, des renforts arrivèrent, l'identité de tous ceux qui approchaient notre porte était vérifiée. Cependant, des gens venaient, certains regardaient de loin et d'autres passaient rapidement devant la porte cochère entrebâillée. Les obsèques eurent lieu le samedi 23 à 15 heures, l'itinéraire fut fixé par la police et tout du long et à chaque coin de rue, il y avait des *carabinieri* et des policiers en civil pour empêcher les camarades de se trouver « par hasard » sur le passage. Le trajet fut ainsi jusqu'au cimetière, où il y avait un grand déploiement de forces qui attendaient. Le cercueil était suivi par trois voitures de parents et d'amis, la voiture de police pleine de policiers qui étaient toujours derrière Errico, un fourgon et des policiers en bicyclette devant et derrière [...].

Il y a maintenant, près de la tombe d'Errico, des policiers, tout comme de son vivant. Ils prennent l'identité de tous ceux qui osent s'approcher de la fosse. Il a été amené sans croix et, cependant, il y en avait une sur sa tombe. Je l'ai fait enlever, et j'ai dû remplir et signer une déclaration selon laquelle j'étais sa femme et que j'avais fait enlever la croix. Nous l'avons fait placer dans la partie commune au milieu du peuple humble et déshérité, au milieu de ce peuple où il vécut, où il passa toute sa vie et pour lequel il donna la vie.

Lettre d'Elena Melli, compagne de Malatesta, à Gigi Damiani, 28 juillet 1932.

# **Indications bibliographiques**



Malatesta consacra tout son temps à la propagande, d'où l'importance, dans son œuvre, des brochures et des articles de journaux, et l'absence de livres. Bien entendu, les militants ont édité des anthologies en italien, castillan et français.

Voici quelques titres importants en français.

COLSON, Daniel, *L'anarchisme de Malatesta, suivi de trois textes d'Errico Malatesta : L'anarchie, À propos de Pierre Kropotkine et Réponse à la Plateforme*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2010.

FRACCARO, Elis et Fabio Santi, *Malatesta. Biographie en image d'une figure de l'anarchisme italien*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 2003.

GIACOPINI, Vittorio, *Errico Malatesta. Vie extraordinaire du révolutionnaire redouté de tous les gouvernements et polices du royaume d'Italie*, Montréal, Lux, 2018.

# Liste des sigles et acronymes

**AIT**

Association internationale des travailleurs

**CGIL**

Confederazione generale italiana del lavoro (Confédération générale italienne du travail)

**CGT**

Confédération générale du travail

**CIRA**

Centre international de recherches sur l'anarchisme

**CNT**

Confédération nationale du travail

**FAO**

Food and Agriculture Organization (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

**MSI**

Movimento Sociale Italiano (Mouvement social italien)

**PSI**

Partito Socialista Italiano (Parti socialiste italien)

**PSU**

Partito Socialista Unitario (Parti socialiste unitaire)

**POSR**

Parti ouvrier socialiste révolutionnaire

**USI**

Unione Sindacale Italiana (Union syndicale italienne)

Bibliothèque Anarchiste  
Anti-copyright



Malatesta Errico, Frank Mintz, Israël Renov  
Articles politiques  
Idées, organisation et pratique anarchistes  
2019

Traduit de l'italien et présenté par Frank Mintz

**[fr.theanarchistlibrary.org](http://fr.theanarchistlibrary.org)**